Quatre-vingt-neuvième année. — N° 232. Le Numéro : 35 francs. Samedi 5 Octobre 1957.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer. . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

**L'Édition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

**Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

**Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

**Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

**L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91



*Vient de paraître:*

**DISPOSITIONS FISCALES RELATIVES A LA CONSTRUCTION, A L'URBANISME ET AUX IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION**

La Direction des Journaux officiels vient de procéder à l'édition d'une brochure *établie par le secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement, mise à jour au 1er septembre 1957* et groupant tous les textes relatifs à la fiscalité en matière de construction, d'urbanisme et d'habitation.

Cette édition comprend trois parties principales:

I. — **Extraits du code général des impôts et de ses annexes et dispositions législatives et réglementaires non encore incorporées dans le code,** ces dernières à leur place normale au cas de codification; une liste de ces dispositions figure en tête de la brochure.

II. — **Instructions et circulaires ministérielles** publiées dans les bulletins du ministère des finances (bulletins des contributions directes, des contributions indirectes, de l'enregistrement); une table de concordance des questions traitées avec les articles du code et les textes non codifiés figure en tête de cette deuxième partie.

III. — **Réponses ministérielles aux questions écrites,** posées par les parlementaires, classées dans l'ordre des articles du code auxquels elles se réfèrent; une table de concordance figure également en tête de cette troisième partie.

Cette édition comporte en outre:

**Une table analytique** des extraits du code des impôts (articles et textes non codifiés) insérés dans la brochure;

**Une table alphabétique** très développée permettant de retrouver tous les articles du code se rapportant à une rubrique.

Tirée sur beau papier et sous couverture forte, cette brochure de 374 pages, qui porte le **n° 1101,** est vendue au prix de **700 F** ou expédiée sans frais, sur demande (accompagnée du montant) adressée à la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e).

*(Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal [C. C. P. 9063-13 Paris].)*

(2 f.)


## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**PRESIDENCE DU CONSEIL**

*Arrêté* portant nomination d'un membre du comité de l'équipement industriel au commissariat à l'énergie atomique (p. 9492).

*Arrêté* portant détachement (administration centrale) (p. 9492).

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

*Décret* du 30 septembre 1957 portant mise à la retraite d'un cadi (p. 9492).

*Arrêté* du 28 septembre 1957 portant autorisation d'ouverture de concours pour le recrutement de sténodactylographes (p. 9492).

*Arrêtés* portant nominations, acceptation de démission et conférant l'honorariat:

Greffiers (p. 9492).

Officiers publics et ministériels (p. 9492).

Secrétaires de parquet (p. 9493).

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

*Arrêtés* du 3 octobre 1957 relatifs à la concordance entre des corps et catégories d'emplois marocains et des corps et catégories d'emplois de l'administration française (p. 9493).

*Exequatur* accordé à un consul (p. 9494).

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

*Décret* du 30 septembre 1957 portant détachement d'un préfet (p. 9494).

*Décrets* du 30 septembre 1957 portant intégration dans les cadres de l'administration centrale et admissions à la retraite (administrateurs civils) (p. 9494).

*Arrêté* du 20 septembre 1957 portant suppression d'une régie d'avances (p. 9494).

*Arrêtés* du 27 septembre 1957 portant approbation de délibérations de conseils municipaux (p. 9495).

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES**

*Décret* n° 57-1086 du 30 septembre 1957 complétant le décret du 16 septembre 1941 relatif à la constitution du corps du service des matériels (p. 9495).

*Décrets* du 30 septembre 1957 portant promotions, nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur et modifiant les dispositions de précédents décrets (p. 9495).

*Décrets* du 30 septembre 1957 portant promotions, nominations et fixant une date de prise de rang (service de santé) (p. 9496).

*Décret* n° 57-1052 portant modification du décret n° 57-65 du 19 janvier 1957 fixant l'organisation du personnel militaire du service des essences des armées (rectificatif) (p. 9497).

*Décret* portant nominations dans le corps des officiers de marine et des ingénieurs mécaniciens de la marine (rectificatif) (p. 9497).

*Arrêtés* des 21 et 26 septembre 1957 relatifs à des régies d'avances (p. 9497).

*Arrêtés* portant nomination, mise en disponibilité, détachement et rectificatif:

Administration centrale (terre) (p. 9497).

Armée de l'air (réserve) (p. 9497).

Services extérieurs (terre) (p. 9497).

Travaux maritimes (p. 9497).

*Liste* d'admission aux écoles des services de santé militaires (concours commun de 1957) (p. 9497).

*Liste* des textes français et étrangers pour le programme d'admission à l'école navale en 1958 (modificatif) (p. 9498).

**MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN**

*Décret* n° 57-1087 du 30 septembre 1957 portant autorisation de dépenses en excédent des crédits ouverts (dépenses militaires) (p. 9498).

*Arrêté* du 27 septembre 1957 relatif aux clauses de revision des prix des marchés de travaux de bâtiment (p. 9502).

*Arrêté* du 4 octobre 1957 relatif à la création de certificats pétroliers (p. 9502).

*Arrêté* du 4 octobre 1957 relatif au remboursement par anticipation des prêts à la construction (p. 9502).

*Arrêté* portant désignation d'un représentant des banques au comité monétaire de la zone franc siégeant en commission restreinte pour les affaires intéressant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion (p. 9502).

*Arrêté* portant nomination d'un vice-président d'une commission du commissariat général du plan (p. 9502).

*Arrêtés* portant reclassement, affectations et attribution de fonctions:

Administration centrale des affaires économiques (p. 9503).

Expansion économique à l'étranger (p. 9503).

Institut national de la statistique et des études économiques (p. 9503).

**Energie. — Industrie et commerce.**

*Décret* du 24 août 1957 autorisant les Houillères du bassin d'Auvergne à prendre une participation dans le capital de la Société d'études pour l'expansion de la région du Centre (p. 9503).

*Décret* du 24 août 1957 autorisant les Houillères du bassin de Lorraine à prendre une participation dans le capital du Consortium pour l'aménagement de la Moselle (p. 9503).

*Décrets* du 27 septembre 1957 modifiant les conditions auxquelles sont soumises des concessions de mines de fer (p. 9504).

*Décret* du 27 septembre 1957 accordant au Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine un permis exclusif de recherches de mines de plomb, zinc, argent, cuivre et substances connexes, dit « Permis du Causse des Bondons » (p. 9504).

*Décret* n° 57-1088 du 28 septembre 1957 portant règlement d'administration publique et rendant applicable à l'Algérie le règlement d'administration publique n° 56-715 du 17 juillet 1956 approuvant le cahier des charges type de concessions de mines de substances autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux (p. 9505).

*Décret* du 3 octobre 1957 portant attribution des indemnités allouées aux producteurs d'engrais phosphatés pour la campagne 1956-1957 (p. 9505).

*Arrêtés* des 6 et 12 septembre 1957 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique (p. 9505).

*Arrêté* du 24 septembre 1957 portant suppression d'une résidence provisoire de l'arrondissement minéralogique de Bordeaux (p. 9506).

*Arrêté* portant nomination d'un membre du conseil d'administration du centre d'études techniques des industries de l'habillement, centre technique industriel (p. 9506).

**Agriculture. — Equipement et plan agricoles.**

*Décret* du 30 septembre 1957 relatif au blocage et à la commercialisation des vins à appellation contrôlée de la récolte 1957 (p. 9507).

*Décret* du 30 septembre 1957 relatif au classement des cépages (p. 9507).

*Arrêté* du 27 septembre 1957 portant ouverture de concours pour le recrutement de directeurs départementaux des services vétérinaires (p. 9515).

*Arrêté* portant autorisations d'exercer les fonctions de chef de centre d'insémination artificielle (p. 9515).

*Arrêté* portant nominations (génie rural) (p. 9515).

*Liste* des agents du service de la protection des végétaux habilités à la signature des certificats phytosanitaires pour 1957 (p. 9515).

**Reconstruction et logement.**

*Décret* n° 57-1089 du 30 septembre 1957 approuvant les statuts de la Société anonyme d'économie mixte pour l'équipement du bassin lorrain et confiant à cette société le soin d'assurer l'étude, la coordination et l'exécution d'opérations d'aménagement d'une zone d'habitation et de deux zones industrielles (p. 9516).

*Arrêté* du 29 août 1957 portant déclaration d'urgence de travaux nécessaires à la réalisation d'un projet de reconstruction et d'aménagement (p. 9522).

*Arrêté* du 24 septembre 1957 portant revision d'un projet de reconstruction et d'aménagement (p. 9522).

*Arrêté* du 27 septembre 1957 portant création d'une commission des transferts de dommages de guerre d'Indochine (p. 9522).

*Arrêté* portant promotion (administration centrale) (p. 9522).

*Tableaux* d'avancement pour la 1re classe du grade d'agent de la reconstruction (administration centrale et services extérieurs) (p. 9522).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

*Décret* du 30 septembre 1957 portant nomination et titularisation d'administrateurs civils (p. 9522).

*Décret* n° 57-960 relatif au traitement des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires et des instituteurs remplaçants pourvus du certificat d'aptitude pédagogique (rectificatif) (p. 9522).

*Arrêté* du 17 septembre 1957 portant modification du taux de certains droits d'examen (p. 9522).

*Arrêté* du 26 septembre 1957 portant création d'un brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques) (p. 9523).

*Arrêté* portant détermination du taux de certains droits d'examen (enseignement technique) (rectificatif) (p. 9523).

*Arrêtés* portant inscription à un tableau d'avancement, promotion, nomination, détachements et acceptation de démission (administration centrale et enseignement supérieur) (p. 9524).

*Liste* d'admission à l'école centrale lyonnaise (rectificatif) (p. 9524).

*Liste* d'admission au concours de recrutement d'adjoints des services économiques (session de 1957) (rectificatif) (p. 9524).

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME**

*Décrets* du 30 septembre 1957 portant nomination d'ingénieurs élèves des ponts et chaussées (métropole et France d'outre-mer) (p. 9524).

*Arrêté* du 28 septembre 1957 portant ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires administratifs de l'inscription maritime (p. 9525).

*Arrêté* du 28 septembre 1957 portant ouverture de concours pour le recrutement de syndics des gens de mer (p. 9525).

*Arrêtés* portant inscription sur des listes et tableau d'aptitude, nominations et détachement:

Aviation civile et commerciale (p. 9525).

Ponts et chaussées (p. 9525).

Régisseurs de recettes (p. 9525).

*Tableau* d'avancement complémentaire, pour l'année 1957, des professeurs de la marine marchande (p. 9526).

**MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

*Décret* du 30 septembre 1957 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 9526).

*Décret* portant nominations dans la magistrature d'outre-mer (rectificatif) (p. 9526).

*Arrêtés* du 25 septembre 1957 portant approbation des budgets d'exploitation et de renouvellement de la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française pour l'exercice 1957 (p. 9526).

*Arrêté* du 28 septembre 1957 portant création d'une commission administrative paritaire pour le cadre d'administration générale d'outre-mer et modalités des élections des représentants du personnel (p. 9526).

*Tableau* d'avancement, *arrêtés* et *décision* portant promotions, maintien en service, détachement, mises en position de mission, radiation des cadres, revision de situations administratives et admissions à la retraite:

Administrateurs (p. 9527).

Administration centrale (p. 9527).

Administration générale (p. 9527).

Agriculture (p. 9527).

Elevage et industries animales (p. 9527).

Enseignement et jeunesse (p. 9527).

Génie rural (p. 9527).

Gouverneurs (p. 9527).

Inspection du travail et des lois sociales (p. 9527).

Météorologie (p. 9528).

Postes et télécommunications (p. 9528).

Services de santé (p. 9528).

Travaux publics, mines et techniques industrielles (p. 9530).

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES**

**Travail et sécurité sociale.**

*Décrets* du 30 septembre 1957 approuvant les modifications apportées aux statuts de sociétés mutualistes reconnues comme établissements d'utilité publique (p. 9530).

*Décret* n° 57-1081 relatif à l'inspection du travail et de la main-d'œuvre en Algérie (rectificatif) (p. 9530).

**Santé publique et population.**

*Arrêté* portant nomination de membres de la commission d'étude du bruit (p. 9530).

*Arrêté* portant reclassements (administration centrale) (p. 9530).

**MINISTERE DE L'ALGERIE**

*Décret* du 30 septembre 1957 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 9531).

*Décret* n° 57-1090 du 3 octobre 1957 relatif aux hôpitaux et hospices publics de l'Algérie (p. 9531).

*Décret* du 3 octobre 1957 portant homologation d'une décision du gouverneur général de l'Algérie (p. 9531).

*Arrêté* portant remise de débet (p. 9531).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Bureau définitif. — Réunions de commissions du vendredi 4 octobre 1957. — Convocations de commissions. — Nomination des membres des commissions. — Avis de concours pour les emplois d'administrateur des services et d'administrateur traducteur de l'Assemblée nationale (p. 9531).

**Conseil de la République.** — Réunions de commissions du vendredi 4 octobre 1957. — Nomination de membres de commissions de coordination et de sous-commissions. — Liste des rapporteurs spéciaux de la commission des finances (p. 9538).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Convocations de commissions et de la conférence des présidents (p. 9540).

## INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions (p. 9541).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'ingénieurs militaires de 1re classe des fabrications d'armement (rang de capitaine) parmi les officiers d'active et de réserve (p. 9541).

**Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.**

*Avis* aux importateurs d'œufs originaires et en provenance de Pologne (p. 9542).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Avis* de concours pour le recrutement de facteurs, de chargeurs et de manutentionnaires (p. 9542).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*Opérations* des caisses d'épargne ordinaires (p. 9542).

**Annonces** (p. 9543).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**N° 95 A. N.**

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du vendredi 4 octobre 1957 — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 4501).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Comité de l'équipement industriel au commissariat à l'énergie atomique.

Par arrêté du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil en date du 12 septembre 1957, M. l'ingénieur général Fleury est nommé membre du comité de l'équipement industriel au commissariat à l'énergie atomique.

### Administration centrale.

Par arrêté du 1er octobre 1957, M Borderie (Jean), administrateur civil de classe exceptionnelle de la présidence du conseil, en service au Maroc, est réintégré pour ordre dans son cadre d'origine et détaché, en la même qualité, auprès du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er septembre 1957.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Décret du 30 septembre 1957 portant mise à la retraite d'un cadi.

Par décret en date du 30 septembre 1957, M. Abdeldjebbar Mohammed, cadi de la mahakma ibadhite d'Alger, est admis à la retraite, sur sa demande, pour compter de la notification du présent décret.

### Autorisation d'ouverture de concours pour le recrutement de sténodactylographes.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 29 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951;

Vu le décret n° 51-705 du 6 juin 1951, et notamment son article 15, 2°, modifié par le décret n° 54-920 du 7 octobre 1954;

Vu le décret n° 55-792 du 15 juin 1955;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1954 fixant la nature et les modalités de correction des épreuves des concours pour l'emploi de sténodactylographe,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est autorisée l'ouverture, au cours du quatrième trimestre de l'année 1957, de concours pour le recrutement de vingt sténodactylographes dans les cours d'appel et les tribunaux de la métropole, à l'exception de la cour d'appel de Colmar.

Art. 2. — Deux emplois seront réservés aux personnels des services des affaires allemandes et autrichiennes et des services français en Sarre, dans les conditions prévues par le décret n° 55-792 du 15 juin 1955.

Art. 3. — Le directeur du personnel et de la comptabilité du ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 septembre 1957.

Pour le garde des sceaux ministre de la justice,
et par délégation:
*Le directeur du personnel et de la comptabilité,*
LÉO-HENRI FÉNIÉ.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

### Greffiers.

Par arrêté du 23 septembre 1957, M. Van Dorsselaer (André) est nommé greffier stagiaire au tribunal de première instance de la Seine.

### Officiers publics et ministériels.

Par arrêté du 30 septembre 1957:

Sont nommés:

M. Bernard (Jacques-Michel-Louis-Auguste), notaire à la résidence d'Ollioules, canton de ce nom (Var), en remplacement de M. Merviel (Emile-Joseph), démissionnaire.

M. Bertin (Michel), notaire à la résidence de Spincourt, canton de ce nom (Meuse), en remplacement de M. Bertin (Georges-Eugène), son père, démissionnaire.

M. Merviel (Emile-Joseph), notaire à la résidence de Toulon (Var), en remplacement de M. Kauffer (Marie-Joseph-Gaston), démissionnaire.

M. Pirioux (Emile-Joseph-Victor-Louis), notaire à la résidence de Pont-Croix, canton de ce nom (Finistère), en remplacement de M. Le Morvan (Henri-Guillaume-Marie), décédé.

M. Molina (Roland), avoué près le tribunal de première instance de Rouen (Seine-Maritime), en remplacement de M. Charlier (Henri-Alexandre-Christophe-Joseph), décédé.

Mlle Duriez (Juliette-Jeanne-Augustine), greffier de la justice de paix du canton Nord d'Abbeville (Somme), en remplacement de M. Bournazel (Moïse-Noël), démissionnaire.

Mlle Duriez (Juliette-Jeanne-Augustine), greffier de la justice de paix du canton Sud d'Abbeville (Somme), en remplacement de M. Bournazel (Moïse-Noël), démissionnaire.

Mlle Duriez (Juliette-Jeanne-Augustine), greffier de la justice de paix de Saint-Valery-sur-Somme (Somme), en remplacement de M. Bournazel (Moïse-Noël), démissionnaire.

M. Kebaili Hadi, huissier de justice du tribunal de première instance de Rouen (Seine-Maritime), en remplacement de M. Champenois (Arthur-Louis), démissionnaire.

M. Lacourtablaise (Georges-Joseph-Marie), huissier de justice du tribunal de première instance de Vienne (Isère), en remplacement de M. Dagnaud (Roger-Jean-François), dont la démission a été acceptée par arrêté du 17 janvier 1957.

M. Laroche (André-Louis), huissier de justice du tribunal de première instance de Riom (Puy-de-Dôme), en remplacement de M. Message (Gilbert-Paul), décédé.

M. Vasseur (Paul-Georges-Guillaume), huissier de justice du tribunal de première instance d'Amiens (Somme), en remplacement de M. Loquet (Jean-Emile-Eugène), démissionnaire.

M. Enault (Bernard-Edouard-Paul), commissaire-priseur à la résidence de Valenciennes (Nord), en remplacement de M. Cuvellier (Georges-Adolphe-Désiré), décédé.

L'honorariat est conféré à:

M. Le Bon (Pierre-Victor), ancien notaire à la résidence de Saint-Julien-le-Faucon (Calvados).

M. Schremer (Pierre-Henri), ancien huissier de justice du tribunal de première instance de Briey (Meurthe-et-Moselle).

Par arrêté du 4 octobre 1957:

Est acceptée la démission de:

M. Fabas (Emile-Jean-Marc), huissier de justice du tribunal de première instance d'Agen (Lot-et-Garonne).

Sont nommés:

M. Chabert (Yves-Henri-Jean-François), notaire à la résidence de la Charité-sur-Loire, canton de ce nom (Nièvre), en remplacement de M. Roux (Michel-Gaston-Marie), démissionnaire.

M. de Saint-Rapt (Jean-Paul-Marie-Louis), notaire à la résidence de Saint-Martin-d'Estreaux, canton de la Pacaudière (Loire), en remplacement de M. Berthon (Toussaint), démissionnaire.

M. Richaud (Jacques-Yves-Henri), notaire à la résidence de Saint-Loup-sur-Semouse, canton de ce nom (Haute-Saône), en remplacement de M. Favre (Maurice-Marie-Louis-Henri), démissionnaire.

M. Roux (Michel-Gaston-Maurice), notaire à la résidence de Montargis, canton de ce nom (Loiret), en remplacement de M. Neveu (Henri-Albert), démissionnaire.

M. Bereni (Philippe-François), avoué près la cour d'appel de Bastia (Corse), en remplacement de M. Rinieri (Eugène-Hilaire), démissionnaire.

M. Sarrazin (Jean-Pierre-Marcel), avoué près le tribunal de première instance de Perpignan (Pyrénées-Orientales), en remplacement de M. Galinier (Joseph-Marie-Belloni-Damien), démissionnaire.

M. Chambon (Pierre-Auguste-Edmond), déjà huissier de justice du tribunal de première instance de Gien (Loiret), greffier de la justice de paix de Sully-sur-Loire (même département), en remplacement de M. Lamouroux (Gaston-Jean-Auguste), démissionnaire.

M. Coulois (Guy-Claude), greffier de la justice de paix de Lons-le-Saunier (Jura), en remplacement de M. Coulois (Etienne-Marius), son père, démissionnaire.

M. Gauvin (Robert-Achille), déjà huissier de justice du tribunal de première instance d'Epernay et greffier de la justice de paix de Fère-Champenoise (Marne), greffier de la justice de paix d'Avize (même département), en remplacement de Mme Colet (Madeleine-Marie-Henriette), épouse Gauvin, démissionnaire.

M. Lavier (Jean-Albert-Marie), déjà notaire à Aignay-le-Duc (Côte-d'Or), greffier de la justice de paix de la même résidence, en remplacement de M. Augendre (Louis-Ferdinand-Paul), décédé.

M. Lemoine (Jean-Marcel), greffier de la justice de paix de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), en remplacement de M. Urion (Rémy-Edmond-Ernest-Marie-Joseph), démissionnaire.

M. Lemoine (Jean-Marcel), greffier de la justice de paix de Nomeny (Meurthe-et-Moselle), en remplacement de M. Gabillot (Charles-Eugène), dont la démission a été acceptée par arrêté du 28 novembre 1955, à charge de verser à M. Gabillot, avant la prestation de serment, la somme de 180.000 F, à titre d'indemnité.

M. Le Roy (Joseph-Marie), déjà huissier de justice du tribunal de première instance de Quimperlé (Finistère), greffier de la justice de paix de Bannalec (même département), en remplacement de M. Bourhis (Yves), décédé, à charge de verser aux ayants droit de M. Bourhis, avant la prestation de serment, la somme de 370.000 F, à titre d'indemnité.

M. Aribaut (Francis-Yvon), huissier de justice du tribunal de première instance de Castres (Tarn), en remplacement de M. Bascoul (Georges-Lucien-René-Joseph), démissionnaire.

M. Daire (Bernard-Henri-Raymond), huissier de justice du tribunal de première instance de Fontainebleau (Seine-et-Marne), en remplacement de M. Schimberg (Marie-Léon), démissionnaire.

L'honorariat est conféré à:

M. Sauvageot (Paul-Achille), ancien huissier de justice du tribunal de première instance d'Autun (Saône-et-Loire).

**Secrétaires de parquet.**

Par arrêté du 27 septembre 1957, M. Sibue (Albert), ancien secrétaire de parquet au tribunal d'Annecy, est nommé secrétaire de parquet honoraire.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Concordance entre des corps et catégories d'emplois marocains et des corps et catégories d'emplois de l'administration française.**

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie;

Vu le décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 susvisée, et notamment ses articles 1er et 3,

Arrêtent:

*Article unique.* — En application de l'article 3 du décret susvisé du 6 décembre 1956, la concordance entre des corps et catégories d'emplois de l'administration marocaine et des corps et catégories d'emplois du secrétariat d'Etat à l'industrie et au commerce est fixée conformément au tableau ci-dessous:

| SERVICE DES INSTRUMENTS DE MESURE | SERVICE DES INSTRUMENTS DE MESURE |
|---|---|
| 1. Directeur de circonscription régionale des instruments de mesure. | 1. Directeur de circonscription régionale. |
| 2. Inspecteur divisionnaire. | 2. Inspecteur divisionnaire. |
| 3. Inspecteur. | 3. Inspecteur. |

Fait à Paris, le 3 octobre 1957.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes,*
Pour le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et par délégation:
*Le ministre plénipotentiaire,*
JEAN BASDEVANT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ NEURRISSE.

Pour le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce et par délégation:
*Le chargé de mission,*
VITALIS CROS.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
JEAN-CLAUDE ACHILLE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*
JEAN MEUNIER.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie;

Vu le décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 susvisée, et notamment ses articles 1er et 3,

Arrêtent:

*Article unique.* — En application de l'article 3 du décret susvisé du 6 décembre 1956, la concordance entre des corps et catégories d'emplois de l'administration marocaine et des corps et catégories d'emplois du sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande est fixée conformément au tableau ci-dessous:

| SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE | SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA MARINE MARCHANDE |
|---|---|
| 1. Inspecteur de la marine marchande. | 1. Inspecteur de la navigation et du travail maritimes. |
| 2. Contrôleur principal et contrôleur. | 2. Secrétaire administratif et secrétaire administratif principal. |
| 3. Garde maritime principal. | 3. Syndic des gens de mer principal. |
| Garde maritime. | Syndic des gens de mer. |
| 4. Commis et commis principal. | 4. Commis et commis principal. |

Fait à Paris, le 3 octobre 1957.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes,*
Pour le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et par délégation:
*Le ministre plénipotentiaire,*
JEAN BASDEVANT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ NEURRISSE.

*Le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande,*
JACQUES FAGGIANELLI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*
JEAN MEUNIER.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, le secrétaire d'Etat à l'énergie, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce,

Vu la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie;

Vu le décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 susvisée, et notamment ses articles 1er et 3,

Arrêtent:

*Article unique.* — En application de l'article 3 du décret susvisé du 6 décembre 1956, la concordance entre des corps et catégories d'emplois de l'administration marocaine et des corps et catégories

d'emplois du secrétariat d'Etat à l'énergie est fixée conformément au tableau ci-dessous :

| SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE | SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'ÉNERGIE |
|---|---|
| A. — *Service des mines.* | A. — *Service des mines.* |
| 1. Ingénieur subdivisionnaire et ingénieur adjoint des mines. | 1. Ingénieur T. P. E. (mines). |
| 2. Adjoint technique et principal de la production industrielle. | 2. Adjoint technique et principal. |
| B. — *Service des mines.* | B. — *Service de la carte géologique.* |
| 1. Opérateur cartographe. | 1. Artiste cartographe ordinaire et artiste principal. |
| 2. Dessinateur cartographe. | 2. Artiste cartographe ordinaire et artiste principal. |

Fait à Paris, le 3 octobre 1957.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes,*

Pour le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et par délégation :

*Le ministre plénipotentiaire,*

JEAN DASDEVANT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

ANDRÉ NEURRISSE.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

JEAN-CLAUDE ACHILLE.

Pour le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce et par délégation :

*Le chargé de mission,*

VITALIS CROS.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*

JEAN MEUNIER.

**Exequatur.**

L'exequatur est accordé à M. Bruno (Guy), en qualité de consul honoraire des Pays-Bas à Conakry, avec juridiction sur la Guinée française.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 30 septembre 1957 portant détachement d'un préfet.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 19 juin 1950 modifié relatif au statut particulier du corps préfectoral ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Allezaix (André), préfet de 3e classe hors cadres, est mis à la disposition du préfet de police.

Il sera placé en position de service détaché.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1957.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le ministre de l'intérieur,*

GILBERT-JULES.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

MAURICE PIC.

**Décrets du 30 septembre 1957 portant intégration dans les cadres de l'administration centrale et admissions à la retraite (administrateurs civils).**

Par décret en date du 30 septembre 1957, les administrateurs des cadres tunisiens ci-après désignés sont intégrés, à la date du 19 août 1955, dans le cadre des administrateurs civils du ministère de l'intérieur aux grades suivants :

*Administrateurs civils de classe exceptionnelle.*

MM. Chanal (Paul), Duchesne (Marius), Mattei (Franck), Thieblin (Bernard).

*Administrateurs civils de 1re classe.*

MM. Beauvais (Roger), Bertholle (Pierre), Muzy (Jean-Baptiste).

*Administrateurs civils de 2e classe.*

MM. Boursier (Charles), Cardoso (André), Mondoloni (Luc), Pofilet (Albert), Mme Rémond (Marie-Louise).

Par décrets du 30 septembre 1957, M. Chanal (Paul) et M. Duchesne (Marius), administrateurs civils de classe exceptionnelle, sont admis, sur leur demande, à faire valoir leurs droits à pension de retraite à compter du 1er octobre 1957.

**Régies d'avances.**

Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'arrêté interministériel du 27 août 1948 portant création d'une régie d'avances auprès de l'école nationale de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or ;

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le payement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics ou aux comptes spéciaux du Trésor ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1951 portant création d'une régie d'avances dans les centres administratifs et techniques interdépartementaux du ministère de l'intérieur,

Arrêtent :

Art. 1er. — Est abrogé l'arrêté du 27 août 1948 portant création d'une régie d'avances auprès de l'école nationale de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

Art. 2. — Le directeur général de la sûreté nationale, le directeur des services financiers et du contentieux au ministère de l'intérieur et le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances, des affaires économiques et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1957.

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation :

*Le directeur des services financiers et du contentieux,*

ÉMILE MARRON.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la comptabilité publique,*

MARTIAL-SIMON.

**Approbation de délibérations de conseils municipaux.**

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 1957, a été approuvée une délibération du conseil municipal de Caen (Calvados) tendant à donner le nom de « Stade Maurice-Fouques » à un stade de la ville actuellement dénommé « Stade de la Hache ».

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 1957, a été approuvée une délibération du conseil municipal du Puy (Haute-Loire) tendant à attribuer le titre de citoyen d'honneur de cette ville à M. Spanel.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 1957, a été approuvée une délibération du conseil municipal de la commune d'Entrevaux (Basses-Alpes) tendant à l'apposition d'une plaque commémorative dans le vestibule de la nouvelle école, portant les noms du maire et des conseillers municipaux.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 1957, a été approuvée une délibération du conseil municipal d'Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais) tendant à attribuer le titre de citoyen d'honneur de cette commune au général portugais Martins Ferreira, chef d'état-major du corps expéditionnaire portugais durant la guerre de 1914-1918.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 1957, a été approuvée une délibération du conseil municipal de Morangis (Seine-et-Oise), tendant à donner le nom de « Edouard Herriot » au nouveau groupe scolaire de cette commune.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

**Décret n° 57-1086 du 30 septembre 1957 complétant le décret du 16 septembre 1941 relatif à la constitution du corps du service des matériels.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées, du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre) et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'ordonnance du 13 mai 1943 portant abrogation des lois des 25 et 26 août 1940 et du 15 septembre 1940 portant constitution de corps et de cadres civils du département de la guerre, et notamment l'article 5 de cette ordonnance qui a maintenu en vigueur les règles de recrutement des personnels des services généraux et particuliers de l'armée fixées par les lois et décrets en vigueur à la date du 11 novembre 1942;

Vu le décret du 16 septembre 1941 relatif à l'organisation du service des matériels « subdivision Artillerie »,

Décrète:

Art. 1er. — Les quatre premiers alinéas de l'article 12 du titre IV du décret du 16 septembre 1941 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« Les sous-lieutenants du cadre des adjoints techniques du service des matériels « subdivision Artillerie » sont recrutés:

« Pour les quatre cinquièmes au moins, au concours, parmi les sous-officiers du service des matériels « subdivision Artillerie » et des différentes armes réunissant les conditions d'âge et d'ancienneté de service et de grade fixées par instruction ministérielle.

« Le programme des concours est fixé par arrêté ministériel.

« Les candidats admis auxdits concours suivent dans une école des cours d'une durée d'un an à l'issue desquels ils sont nommés sous-lieutenants dans l'ordre du classement de fin de cours.

« Les sous-officiers titulaires du diplôme d'ingénieur des arts et métiers sont dispensés du concours ci-dessus visé ainsi que de toute condition d'ancienneté de grade et de service. Ils sont admis sur titres à l'école et sont nommés sous-lieutenants dans les mêmes conditions que les candidats admis au concours ».

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées, le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre) et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
ANDRÉ MORICE.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre),*
PIERRE MÉTAYER.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

**Décret du 30 septembre 1957 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 30 septembre 1957, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

Indochine.

Pique (Robert-Ferdinand), capitaine, 4e régiment de spahis. Cette promotion annule la citation à l'ordre n° 9 du 31 janvier 1949.

Cette promotion comporte l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

**Décrets du 30 septembre 1957 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 30 septembre 1957, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), le conseil de l'ordre entendu, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur, au grade de chevalier, à titre posthume, les militaires dont les noms suivent:

Catry (François), sous-lieutenant, 5e bataillon de tirailleurs algériens.
Deukmidjian (Jacques-Aram), sous-lieutenant, 1/405e régiment d'artillerie anti-aérienne.
Launais (Jean-Marie-Charles-François), lieutenant, 452e groupe d'artillerie anti-aérienne légère.

RÉGULARISATIONS

Aniba Abdelkader, gourier de 1re classe, section administrative spécialisée, mle 3909/1260 au recrutement d'Oran.
Bertschy (Louis-Pierre), lieutenant, 9e régiment de chasseurs parachutistes.
Boens (Michel-Maurice), sous-lieutenant, 9e régiment de chasseurs parachutistes.
Boyer (Louis-Paul-André), capitaine, 1/22e régiment d'infanterie.
Des Roches de Chassay-Avril de Greigueil (Hubert-Théobald-Marie), sous-lieutenant, 5e régiment de spahis algériens.
Diemunsch (François-Eugène-Lucien), lieutenant, groupement d'aviation d'observation d'artillerie n° 3.
Domergue (Robert-Adrien-Alphonse), sous-lieutenant 2/4e régiment d'artillerie
Gorgol (Jean), adjudant, groupe hélicoptère n° 2, mle 46/70/7859
Hauser (Gérard-André-Henri), sous-lieutenant, 3/2e régiment d'infanterie coloniale.
Jegouzo (Michel-Georges), lieutenant, 1/7e régiment d'infanterie.
Jouve (Jacques-Paul-Eugène), lieutenant, 1/16e régiment d'infanterie coloniale.
Kefer (Charles-Jacques), sous-lieutenant, 1/137e régiment d'infanterie Cette nomination annule et remplace la concession de la médaille militaire, à titre posthume, à l'intéressé, par décret du 5 juin 1957 (*Journal officiel* du 9 juin 1957) (régularisation).
Larricq (Pierre-Jean-François), adjudant, 5e régiment de tirailleurs sénégalais, classe 1946, mle 3091, au recrutement de Pau.
Laure (Henri-Jean-Marie), lieutenant, 1er bataillon de tirailleurs algériens.
Lecocq (Arthur-Marcel), sergent-chef, section administrative spécialisée, classe 1946, mle 23093 au recrutement de Valenciennes.

Le Grognec (Yves-Jean), adjudant, 3/2e régiment d'infanterie coloniale, classe 1943, mle 21523 au recrutement de Rennes.

Meersseman (René-Robert), sous-lieutenant, 43e régiment d'infanterie.

De Pouilly (Jean-Marie-Armand), lieutenant, section administrative spécialisée.

Rousselot (René-Charles), adjudant-chef, 24e bataillon de dragons, classe 1939, mle 1548 E. P. au recrutement de Nancy.

Thomazeau (Michel-André-Elie), sous-lieutenant, 1/11e régiment d'artillerie.

Ces nominations comportent l'attribution de la Croix de la valeur militaire avec palme et annulent toutes citations accordées pour les même faits.

---

Par décret en date du 30 septembre 1957, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, le conseil de l'ordre entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre posthume, le militaire dont le nom suit:

*Au grade de chevalier.*

Bellon (Louis), sergent, 2e régiment de parachutistes coloniaux. Cette nomination annule et remplace la concession de la médaille militaire, à titre posthume, faite par décret du 14 août 1957, publiée au *Journal officiel* du 22 août 1957.

---

**Décret du 30 septembre 1957 modifiant de précédents décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret du 30 septembre 1957, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre):

Est modifié le décret du 25 juillet 1957 (*Journal officiel* du 31 juillet 1957, page 7526, 2e colonne), en ce qui concerne de Cacqueray-Valmenier (Philippe-Marie-Joseph-Loïc), lieutenant, 5e régiment étranger d'infanterie, et Labouche (Jacques-Marie), capitaine, 6e régiment de spahis:

Au lieu de: « Pour prendre rang à la date du présent décret », lire: « Pour prendre rang du 13 juillet 1957 ».

Est modifié le décret du 2 août 1957 (*Journal officiel* du 7 août 1957, page 7789, 2e colonne), en ce qui concerne Montaz-Rosset (Louis-Marius), chef d'escadron, 1/435e régiment d'artillerie antiaérienne:

Au lieu de: « Pour prendre rang à la date du présent décret », lire: « Pour prendre rang du 13 juillet 1957 ».

---

**Décrets du 30 septembre 1957 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 30 septembre 1957, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 17 septembre 1957 portant que les nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est attribuée à titre posthume aux officiers désignés ci-après:

*Légion d'honneur.*

A titre posthume.

Coulpied (Claude-Etienne-André), lieutenant.

Lamy (Marcel-Corentin), lieutenant de réserve.

De Mijolla (Bertrand), lieutenant de réserve.

Ces nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur comportent l'attribution de la Croix de la valeur militaire avec palme.

---

Par décret en date du 30 septembre 1957, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 17 septembre 1957 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est attribuée à titre posthume à l'officier désigné ci-après;

*Légion d'honneur.*

A titre posthume.

Lefèvre (René-Pierre-Louis-Frédéric), sous-lieutenant de réserve. Cette nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur ne comporte pas l'attribution de la Croix de guerre, l'intéressé ayant fait l'objet d'une citation individuelle.

---

Par décret du 30 septembre 1957, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 17 septembre 1957 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est attribuée à titre posthume à l'officier désigné ci-après:

*Légion d'honneur.*

A titre posthume.

Millo (Jacques-Félix), lieutenant de réserve. Cette nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur ne comporte pas l'attribution de la Croix de guerre, l'intéressé ayant fait l'objet d'une citation individuelle.

---

**Décret du 30 septembre 1957 portant nominations et promotions dans le corps de santé militaire (médecins et pharmaciens).**

Par décret en date du 30 septembre 1957, sont nommés, à compter du 1er juillet 1957, au grade de médecin ou de pharmacien sous-lieutenant de l'armée active les élèves de l'école du service de santé militaire ci-après désignés:

A. — *Au grade de médecin sous-lieutenant.*

MM. Chaillet (Bernard-Jean-Marie), Lascombe (René-Auguste-Marius), Rignault (Daniel-Pierre-Louis-Jean), Zimmer (Claude-Alexandre), reçus docteurs en médecine le 1er juillet 1957.

MM. Lemoine (Edmond-Julien-Jean), Perrault (Gérard-Henri), reçus docteurs en médecine le 2 juillet 1957.

MM. Brunon (Jan-Claude-Jules), Clement (Jean-Henri), Rouganne (Jean-Paul), reçus docteurs en médecine le 5 juillet 1957.

M. Bataillard (Jacques-Rodolphe-Paul), reçu docteur en médecine le 8 juillet 1957.

MM. Cognet (Jean-Bernard), Deredec (Jean-Vincent-Paul), Desert (Gérard-Joseph-Guy), Nicolle (René-Jean-Marie), reçus docteurs en médecine le 9 juillet 1957.

MM. Bernard (Michel-Louis-Antonin), Callot (Francis-Jean-Marcel), Duclap (Georges-Maurice), Lanneau (Pierre-Philippe), reçus docteurs en médecine le 10 juillet 1957.

MM. Anglade (Pierre-Augustin), Denjean (Jacques-Paul-Emile), Stipon (Jean-Pierre-André), reçus docteurs en médecine le 11 juillet 1957.

M. Henane (René), reçu docteur en médecine le 17 juillet 1957.

M. Meric (Georges-Alain), reçu docteur en médecine le 18 juillet 1957

M. Legendre (Maurice-France), reçu docteur en médecine le 19 juillet 1957.

MM. Grignon (André-Henri), Saut (Jean-Michel), reçus docteurs en médecine le 22 juillet 1957.

MM. Buisson (Joël-Etienne-Marie), Canayer (Hubert-Marcel), Lombard (Charles-Louis), Mauras (Francis-Maurice-Pierre-Jean), reçus docteurs en médecine le 23 juillet 1957.

MM. Batisse (Roger-Pierre-Antoine), Essioux (Henri-Georges), reçus docteurs en médecine le 24 juillet 1957.

MM. Page (Guy-Marie-Claude), Prêtre (Gilbert-Bernard), reçus docteurs en médecine le 25 juillet 1957.

MM. Breuil (Lucien-Antoine-Jean), Discamps (Pierre-Guy), Duvert (Robert-Georges), Fiere (Hubert-Marie), Quelet (Jacques-Fernand-Maurice-Jean), Vidal (Jean-Raymond-Philippe), reçus docteurs en médecine le 26 juillet 1957.

M. Guillermin (Robert-Marie-Joseph-Georges), reçu docteur en médecine le 27 juillet 1957.

MM. Gauvrit (Yves-Henri-Gaby), Vergnas (Jacques), reçus docteurs en médecine le 29 juillet 1957.

MM. Bandler (Henri-Aaron), Fornier (Pierre-François-Marie), Guenoun (Henri-Claude), reçus docteurs en médecine le 30 juillet 1957.

M. Stamm (Philippe-René-Léon-Ernest), reçu docteur en médecine le 31 juillet 1957.

B. — *Au grade de médecin sous-lieutenant,*

(Corps de santé militaire féminin.)

Mlle Revalor (Raymonde), reçue docteur en médecine le 8 juillet 1957.

Mme Bouquet, épouse Debonnière (Nicole-Marie-René), reçue docteur en médecine le 29 juillet 1957.

Mlle Antoni (Laurence-Thérèse-Catherine), reçue docteur en médecine le 30 juillet 1957.

C. — *Au grade de pharmacien sous-lieutenant.*

MM. Culioli (Alexandre-Marie-François), Danjou (Bernard-Philippe-Georges), Gacon (Paul-Jean-Marie), Hervier (Jean-Charles-Marie), Pujo (Pierre), Revol (Jacques), Saint-Blancard (Jacques-Charles-Gabriel), Vaccon (Gabriel-Julien), reçus pharmaciens le 8 juillet 1957.

La date de prise de rang dans leur grade des médecins sous-lieutenants ci-dessus désignés est fixée, sans rappel de solde, au 1er janvier 1954, et les intéressés sont promus au grade de médecin lieutenant pour prendre rang, sans rappel de solde, du 1er janvier 1956.

La date de prise de rang dans leur grade des pharmaciens sous-lieutenants ci-dessus désignés est fixée, sans rappel de solde, au 1er janvier 1955, et les intéressés sont promus au grade de pharmacien lieutenant pour prendre rang, sans rappel de solde, du 1er janvier 1957.

**Décret du 30 septembre 1957 portant report de prise de rang (armée de terre, réserve).**

Par décret en date du 30 septembre 1957, la date de prise de rang dans le grade de médecin lieutenant de réserve de M. le docteur Kantor (Stéphane) est reportée au 6 juillet 1948.

**Décret du 30 septembre 1957 portant nomination et promotion d'officiers du corps de santé de la marine (active).**

Par décret en date du 30 septembre 1957, sont nommés dans le corps du service de santé de la marine, par ordre alphabétique:

*Au grade de médecin de 3e classe.*

(A compter du 1er juillet 1957.)

Les élèves du service de santé de la marine:

Bouchet (Claude), reçu docteur en médecine le 11 juillet 1957.

Brisou (Bernard-Pierre-Marie), reçu docteur en médecine le 22 juillet 1957.

Le Bourg (Michel-Ernest), reçu docteur en médecine le 15 juillet 1957.

Sardet (Michel-Bertrand), reçu docteur en médecine le 24 juillet 1957.

La prise de rang dans le grade de médecin de 3e classe prend effet, sans rappel de solde, pour les officiers désignés ci-dessus à compter du 1er janvier 1954.

Les officiers désignés ci-dessus sont promus, sans rappel de solde, conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi du 4 mars 1929, au grade de médecin de 2e classe pour prendre rang du 1er janvier 1956.

Ces officiers percevront la solde de médecin de 2e classe à compter du 1er juillet 1957.

**Décret n° 57-1052 portant modification du décret n° 57-65 du 19 janvier 1957 fixant l'organisation du personnel militaire du service des essences des armées.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 septembre 1957: page 9272, à l'article 1er (4e ligne), au lieu de: « L'alinéa suivant est placé en tête de l'article 2 », lire: « L'alinéa suivant est placé en tête de l'article 11 » (le reste sans changement).

**Décret portant nominations dans le corps des officiers de marine et des ingénieurs mécaniciens de la marine.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 septembre 1957: page 9013, au lieu de: « Bonissent (Alain-Jean-Pierre), du port de Toulon », lire: « Bonnissent (Alain-Jean-Pierre), du port de Toulon ».

**Régies d'avances.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) en date du 21 septembre 1957, le montant maximum des avances à consentir au régisseur du service de l'habillement, couchage et casernement du commissariat de la marine, à Bizerte, est porté de 500.000 F à 1 million de francs.

Par arrêté en date du 26 septembre 1957, le montant de l'avance susceptible d'être consentie au titulaire de la régie d'avances instituée auprès de l'intendance militaire de Nantes, au titre du compte d'affectation spéciale: « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire », fixé à 30 millions de francs par l'arrêté du 30 juin 1956, est porté à 45 millions de francs

**Administration centrale (terre).**

Par arrêtés en date des 27 juillet et 2 août 1957, Mmes Perot (Marie-Louise) et Couvreur (Denise) ont été, en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, nommées adjoints administratifs stagiaires à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (terre).

**Armée de l'air (réserve).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 septembre 1957: page 8918, 2e colonne, 5e région aérienne, au lieu de: « Chappellat (Jean-Paul-Gabriel), lieutenant », lire: « Chapellat (Jean-Paul-Gabriel), lieutenant ».

**Services extérieurs (terre).**

Par arrêté du 1er octobre 1957, M. Moulis (Georges), ingénieur civil des travaux d'armement, est détaché, à compter du 26 mars 1952, dans la hors-catégorie du cadre des agents sur contrat du ministère de la défense nationale pour une période de cinq ans.

**Travaux maritimes.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) en date du 5 septembre 1957, M. le technicien chef d'études et de fabrications de classe exceptionnelle Coste (Jean) (port matriculaire: Brest), reconnu dans l'impossibilité de reprendre son service, est placé, à compter du 28 juillet 1957, en disponibilité, dans les conditions prévues aux articles 113 et 114 du statut général des fonctionnaires.

**Liste d'admission aux écoles des services de santé militaires (concours commun de 1957).**

(Classement établi selon l'ordre de mérite, l'option exprimée et les points de majoration de certains candidats.)

SECTION MÉDECINE

1° *Liste, par ordre de mérite, des candidats nommés élèves de l'école du service de santé militaire.*

Catégorie P. C. B.

1 Buffat (Jean).
2 Vabres (Serge).
3 Monneau (Jean).
4 Waag (Jean).
5 Rouillon (Christian).
6 Hardelin (Julien).
7 Renard (Claude).
8 Savignac (André).
9 Tasseau (Michel).
10 Martinet (Jean).
11 Lienhart (Hubert).
12 Bardin (Pierre).
13 Artignan (Pierre).
14 Dumont (Yves).
15 Vieillefond (Henri).
16 Durosoir (Jean).
17 Hoffmann (Yves).
18 Metges (Pierre).
19 Tachot (Jean).
20 Henry (Jean).
21 Moreau (Henri).
22 Kermagoret (Serge).
23 Pouderoux (Pierre).
24 Garçonnet (Guy).
25 Bosch (Albert).
26 Padovani (Marc).
27 Masson (François).
28 Pery (Léon).
29 Cirodde (Michel).
30 Bergue (Jean).
31 Martin (Paul).
32 Boyer (Yves).
33 Picard (Jean).
34 Biennier (André).
35 Peiffer (Pierre).
36 Berdoulat (Gérard).
36 Vanhems (Gérard).
38 Damois (Franck).
39 Fabre (Guy).
40 Foret (Jacques).
40 Menguy (Yves).
42 Sarrouy (Jean).
43 Basin (Michel).
44 Rigaud (André).
45 Ratte (Jean).
46 Casanave (Louis).
47 Bogdelin (Jean).
48 Pasturel (André).
49 Piechon (Alain).
50 Gimbergues (Henri).
51 Felman (Claude).
52 Schadelle (Jean).
53 Beaucourt (Emile).
54 Peysson (Janick).
55 Huguet (Bernard).
56 Parriel (Jacques).
57 Griessinger (Charles).
58 Dienot (Bernard).
59 Connes (Daniel).
60 Simula (Claude).
61 Josipovici (Jean).
62 Jacquemin (Michel).
63 Cuzon (Jack).
64 Crouzet (Jean).
65 Cuny (Roger).
65 Goghero (Maurice).
65 Laurent (René).
68 Lalanne (Claude).
69 Pire (Edgard).
70 Laemmer (Georges).
71 Prod'hon (Jacques).
72 Vialette (Guy).
73 Henninger (Jean).

Catégorie 4 inscriptions.

| | |
|---|---|
| 11 Poirot (Jean). | 56 Delagoutte (Jean). |
| 39 Guillermin (Marc). | 57 Leluan (Daniel). |
| 53 Rostagni (Alain). | 57 Arbogast (Michel). |
| 54 Ayraud (Noël). | 59 Ettori (Dominique). |
| 55 Didier (Alain). | |

Ces élèves rejoindront l'école du service de santé militaire, 14, avenue Berthelot, Lyon, le 7 octobre 1957, munis de la lettre de convocation qui leur sera adressée.

2° *Liste, par ordre de mérite, des candidats nommés élèves de l'école principale du service de santé de la marine.*

Catégorie 4 inscriptions.

| | |
|---|---|
| 1 Senegas (Jacques). | 27 Cusset (Jean). |
| 2 Coullet (Yvan). | 28 Babin (Philippe). |
| 3 Boulloud (Michel). | 29 Roux (Jean). |
| 4 Le Guilloux (Robert). | 30 Diss (Jean). |
| 5 Potaux (Luc). | 31 Tarin (Claude). |
| 6 André (Jacques). | 32 Avezou (Serge). |
| 7 Pellegrin (Jean). | 33 Vienne (Jacques). |
| 8 Javouhey (Guy). | 34 Matteoli (Gilbert). |
| 9 Kerneuzet (Pierre). | 35 Garnier (Jean). |
| 10 Cesari (Jean). | 35 Henry (Patrick). |
| 12 Le Querec (Yves). | 37 Heraut (Louis). |
| 13 Lecat (Michel). | 38 Gueziec (Jean). |
| 14 Gelebart (Gilles). | 40 Duval (Jean). |
| 15 Boget (Jean). | 41 De Crousnilhon (Henri). |
| 16 Conan (Jean). | 42 Lemonnier (Claude). |
| 17 Courcoux (Pierre). | 43 Godeau (Jean). |
| 18 Grizaud (Philippe). | 44 Lafont (André). |
| 19 Puzenat (Charles). | 45 Savy (Paul). |
| 20 Casanova (Bernard). | 46 Bordohandy (René). |
| 21 Poutrain (Pierre). | 47 Fatome (Marc). |
| 22 Lissillour (Jean). | 48 Lafaix (Jean). |
| 23 Brisou (Jean). | 49 Poinot (André). |
| 23 Parc (Francis). | 50 Laure (Christian). |
| 25 Lebras (Michel). | 51 Schmidlin (Bruno). |
| 26 Martelli (Jean). | 52 Coquet (Claude). |

Ces élèves rejoindront l'école principale du service de santé de la marine, 45, cours de la Marne, à Bordeaux, le 17 octobre 1957, munis de la lettre de nomination qui leur sera adressée.

SECTION PHARMACIE

1° *Liste, par ordre de mérite, des candidats nommés élèves de l'école du service de santé militaire.*

Catégorie stagiaires.

| | |
|---|---|
| 3 Charrieau (Jean). | 11 Bienvenu (Pierre). |
| 8 Chabut (Michel). | 12 Salaun (Michel). |
| 9 De Moras (Yves). | 13 Bourmaud (Guy). |
| 10 Auffret (Jean). | |

Catégorie 4 inscriptions.

| | |
|---|---|
| 1 Fontenil (Louis). | 2 Mouton (Henri). |

Ces élèves rejoindront l'école du service de santé militaire, 14, avenue Berthelot, Lyon, le 7 octobre 1957, munis de la lettre de nomination qui leur sera adressée.

2° *Liste, par ordre de mérite, des candidats nommés élèves de l'école principale du service de santé de la marine.*

Catégorie stagiaires.

| | |
|---|---|
| 1 Ducousso (Roger). | 5 Le Roux (Guy). |
| 2 Seymat (Georges). | 6 Ricci (René). |
| 4 Nouaille-Degorce (Julien). | 7 Marc (Jean). |

Ces élèves rejoindront l'école principale du service de santé de la marine, 45, cours de la Marne, à Bordeaux, le 17 octobre 1957, munis de la lettre de nomination qui leur sera adressée.

3° Sont nommées élèves des services de santé des armées:

Catégorie stagiaires.

| | |
|---|---|
| 1 Gauthier (Anne). | 2 Le Roux (Yvonne). |

Ces élèves rejoindront l'école du service de santé militaire, 14, avenue Berthelot, Lyon, le 7 octobre 1957, munies de la lettre de nomination qui leur sera adressée.

**Liste des textes français et étrangers pour le programme d'admission à l'école navale en 1958.**

Par décision du secrétaire d'Etat en date du 23 septembre 1957, la décision du 20 février 1957 (*Journal officiel* du 5 mars 1957, page 2440) est modifiée comme suit:

*Auteurs français.*

Au lieu de: « La Fontaine. — Fables VII, XII », lire: « La Fontaine — Fables, livres VII à XII inclus ».

(Le reste sans changement.)

## MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

**Décret n° 57-1087 du 30 septembre 1957 portant autorisation de dépenses en excédent des crédits ouverts (dépenses militaires).**

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre des finances, des affaires économiques et du plan et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 43 de la loi de finances du 30 avril 1921;

Vu l'article 4 du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu l'article 5 du décret du 29 novembre 1934 relatif à l'application du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu la loi de finances pour 1957 (n° 56-1327 du 29 décembre 1956);

Vu le décret n° 56-1375 du 31 décembre 1956 portant répartition des crédits votés pour 1957 (défense nationale et forces armées);

Vu le décret n° 57-610 du 21 mai 1957 portant blocage de crédits pour 1957,

**Décrète:**

Art. 1er. — Est autorisée, à titre d'avances en excédent des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1957, l'imputation sur le budget de la défense nationale et des forces armées de dépenses s'élevant à la somme de 56.782.260.000 F répartie par service et par chapitre, conformément à l'état A annexé au présent décret.

Art. 2. — Est autorisée, à titre d'avances en excédent des crédits ouverts au titre des dépenses en capital des services militaires pour 1957, l'imputation sur le budget de la défense nationale et des forces armées, de dépenses s'élevant à la somme de 35.195.250 F répartie par service et par chapitre, conformément à l'état B annexé au présent décret.

Art. 3. — Les dépenses ainsi autorisées seront engagées, ordonnancées et acquittées comme en matière de dépenses budgétaires.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des assemblées dans les délais fixés par les articles 4 du décret du 25 juin 1954 et 5 du décret du 29 novembre 1934.

Art. 5. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

**Etat A.** — *Tableau, par chapitre, des dépenses autorisées à titre d'avances en excédent des crédits ouverts en 1957 au titre des dépenses ordinaires des services militaires.*

| CHAPITRES | SERVICES | MONTANT des autorisations accordées à titre d'avance. |
|---|---|---|
| | | Milliers de francs. |
| | **Défense nationale et forces armées.** | |
| | SECTION COMMUNE | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | |
| | *1re partie. — Personnel — Rémunération d'activité.* | |
| 31-51 | Gendarmerie. — Soldes et indemnités des personnels militaires | 902.850 |
| 31-52 | Gendarmerie. — Traitements et indemnités des personnels civils | 2.045 |
| 31-54 | Justice militaire. — Soldes, traitements et indemnités | 20.611 |
| 31-61 | Service de santé. — Soldes et indemnités des personnels militaires | 286.911 |
| 31-81 | Sécurité militaire. — Soldes, traitements et indemnités | 25.982 |
| 31-82 | Service cinématographique des armées. — Soldes, traitements et indemnités | 9.558 |
| 31-83 | Service de l'action sociale. — Soldes, traitements et indemnités | 50.796 |
| 31-84 | Postes permanents à l'étranger. — Soldes, traitements et indemnités | 5.250 |
| | Total pour la 1re partie | 1.304.033 |
| | *2e partie. — Entretien du personnel.* | |
| 32-51 | Gendarmerie. — Alimentation | 2.100 |
| 32-52 | Gendarmerie. — Habillement, campement, couchage, ameublement, chauffage et éclairage | 22.540 |
| 32-53 | Gendarmerie. — Frais de déplacement et transport | 503.025 |
| 32-55 | Justice militaire. — Frais de déplacement | 12.492 |
| 32-61 | Service de santé. — Frais de déplacement | 95.600 |
| 32-81 | Sécurité militaire. — Frais de déplacement | 17.109 |
| 32-82 | Service cinématographique des armées. — Frais de déplacement | 3.005 |
| 32-83 | Service de l'action sociale. — Frais de déplacement | 17.963 |
| 32-84 | Missions à l'étranger. — Remboursement de frais | 5.500 |
| | Total pour la 2e partie | 679.334 |
| | *3e partie. — Personnel. — Charges sociales.* | |
| 33-83 | Service de l'action sociale. — Subventions et allocations diverses | 126.250 |
| 33-92 | Prestations et versements obligatoires. — Air. | 1.305 |
| 33-93 | Prestations et versements obligatoires. — Guerre | 120.760 |
| 33-94 | Prestations et versements obligatoires. — Marine | 6.147 |
| | Total pour la 3e partie | 254.462 |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services.* | |
| 34-03 | Presse. — Information | 60.000 |
| 34-51 | Gendarmerie. — Matériel et fonctionnement | 243.875 |
| 34-52 | Justice militaire. — Matériel et fonctionnement | 10.309 |
| 34-61 | Service de santé. — Matériel et fonctionnement | 1.072.945 |
| 34-81 | Service militaire. — Matériel et fonctionnement | 4.539 |
| 34-82 | Service cinématographique des armées. — Matériel et fonctionnement | 5.775 |
| 34-83 | Service de l'action sociale. — Matériel et fonctionnement | 48.750 |
| | Total pour la 4e partie | 1.446.193 |
| | *5e partie. — Travaux d'entretien.* | |
| 35-51 | Gendarmerie. — Entretien des immeubles | 64.250 |
| | *7e partie. — Dépenses diverses.* | |
| 37-01 | Dépenses opérationnelles exceptionnelles | 175.000 |
| 37-94 | Transport de correspondances militaires | 614.250 |
| | Total pour la 7e partie | 789.250 |
| | RÉCAPITULATION DU TITRE III | |
| | 1re partie. — Personnel. — Rémunération d'activité | 1.304.033 |
| | 2e partie. — Entretien du personnel | 679.334 |
| | 3e partie. — Personnel. — Charges sociales | 254.462 |
| | 4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services | 1.446.193 |
| | 5e partie. — Travaux d'entretien | 64.250 |
| | 7e partie. — Dépenses diverses | 789.250 |
| | Total pour la section commune | 4.537.522 |
| | SECTION AIR | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | |
| | *1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.* | |
| 31-11 | Soldes des officiers | 256.250 |
| 31-12 | Soldes des sous-officiers, troupes et F. F. A. | 1.724.250 |
| 31-21 | Personnel civil des formations et services | 750 |
| 31-31 | Personnel ouvrier des formations et services. | 5.250 |
| | Total pour la 1re partie | 1.986.500 |
| | *2e partie. — Entretien du personnel.* | |
| 32-01 | Déplacements de l'administration centrale | 750 |
| 32-41 | Alimentation | 420.750 |
| 32-42 | Chauffage. — Eclairage. — Eau | 51.500 |
| 32-43 | Masses d'entretien | 82.000 |
| 32-91 | Frais de déplacements. — Armes et services | 575.000 |
| | Total pour la 2e partie | 1.130.000 |
| | *3e partie. — Personnel. — Charges sociales.* | |
| 33-94 | Prestations et versements obligatoires | 5.750 |
| 33-92 | Prestations et versements facultatifs | 250 |
| | Total pour la 3e partie | 6.000 |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.* | |
| 34-01 | Administration centrale. — Fonctionnement | 2.500 |
| 34-41 | Instruction. — Ecoles. — Recrutement | 100.000 |
| 34-51 | Entretien et réparations assurés par D. M. A. A. | 112.500 |
| 34-52 | Carburants | 1.006.250 |
| 34-61 | Logement. — Cantonnement. — Loyers | 22.500 |
| 34-71 | Entretien et réparations assurés par D. T. I. | 425.000 |
| 34-91 | Transport de matériel. — Armes et services | 87.500 |
| 34-92 | Fonctionnement des formations et établissements | 223.750 |
| | Total pour la 4e partie | 1.990.000 |
| | *5e partie. — Travaux d'entretien.* | |
| 35-61 | Entretien des immeubles et du domaine militaire. | 30.000 |
| | RÉCAPITULATION DU TITRE III | |
| | 1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité | 1.986.500 |
| | 2e partie. — Entretien du personnel | 1.130.000 |
| | 3e partie. — Personnel. — Charges sociales | 6.000 |
| | 4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services | 1.990.000 |
| | 5e partie. — Travaux d'entretien | 30.000 |
| | Total pour le titre III | 5.142.500 |
| | TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES ET ADMINISTRATIVES | |
| | *6e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.* | |
| 46-11 | Délégations de soldes aux familles de militaires, tués, disparus ou prisonniers | 12.500 |
| | Total pour la section Air | 5.155.000 |

| CHAPITRES | SERVICES | MONTANT des autorisations accordées à titre d'avance. |
|---|---|---|
| | | Milliers de francs. |
| | **SECTION GUERRE** | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | |
| | *1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.* | |
| 31-11 | Soldes et indemnités des officiers des armes et services | 2.633.000 |
| 31-12 | Soldes et indemnités des sous-officiers et hommes de troupe de l'armée de terre | 18.034.500 |
| 31-19 | Délégation de soldes aux familles de militaires tués, disparus ou prisonniers | 57.000 |
| 31-21 | Traitements et indemnités des personnels civils non ouvriers des services de l'armée de terre | 50.863 |
| 31-31 | Salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers des services de l'armée de terre | 14.500 |
| | Total pour la 1re partie | 20.789.863 |
| | *2e partie. — Entretien du personnel.* | |
| 32-41 | Alimentation | 6.655.750 |
| 32-42 | Chauffage et éclairage | 500.750 |
| 32-43 | Habillage. — Campement. — Couchage et ameublement. — Entretien | 854.000 |
| 32-44 | Logement et cantonnement | 100.000 |
| 32-93 | Indemnités de déplacement et transport de personnel | 4.501.500 |
| | Total pour la 2e partie | 12.612.000 |
| | *3e partie. — Personnel. — Charges sociales.* | |
| 33-91 | Prestations et versements obligatoires | 1.420.000 |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services.* | |
| 34-41 | Transport de matériel | 950.000 |
| 34-51 | Fonctionnement des services rattachés au service du matériel | 97.750 |
| 34-52 | Entretien des véhicules, de l'armement et des munitions | 3.602.500 |
| 34-53 | Carburants | 3.840.750 |
| 34-54 | Entretien du matériel du service des transmissions | 225.000 |
| 34-55 | Télégraphe et téléphone | 150.000 |
| 34-61 | Entretien du matériel du génie | 187.500 |
| 34-92 | Instruction. — Ecoles. — Recrutement | 205.000 |
| 34-93 | Remonte et fourrages | 61.750 |
| | Total pour la 4e partie | 9.380.250 |
| | *5e partie — Travaux d'entretien.* | |
| 35-61 | Service du génie. — Entretien des immeubles et du domaine militaire | 240.000 |
| | *7e partie. — Dépenses diverses.* | |
| 37-81 | Frais de contentieux, réparations civiles et accidents du travail | 75.000 |
| 37-97 | Dépenses résultant de la mise en place du dispositif restreint de sécurité en Algérie | 175.000 |
| | | 250.000 |
| | RÉCAPITULATION | |
| | 1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité | 20.789.863 |
| | 2e partie. — Entretien du personnel | 12.612.000 |
| | 3e partie. — Personnel. — Charges sociales | 1.420.000 |
| | 4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services | 9.380.250 |
| | 5e partie. — Travaux d'entretien | 240.000 |
| | 7e partie. — Dépenses diverses | 250.000 |
| | Total pour la section Guerre | 44.692.113 |

| CHAPITRES | SERVICES | MONTANT des autorisations accordées à titre d'avance. |
|---|---|---|
| | | Milliers de francs. |
| | **SECTION MARINE** | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | |
| | *1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.* | |
| 31-11 | Armes et services. — Soldes et indemnités des officiers | 141.750 |
| 31-12 | Armes et services. — Soldes et indemnités des officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins | 924.500 |
| 31-32 | Commissariat, travaux maritimes et bases aéronavales. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier | 12.375 |
| 31-33 | Constructions et armes navales. — Salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers | 88.500 |
| | Total pour la 1re partie | 1.167.125 |
| | *2e partie. — Entretien du personnel.* | |
| 32-41 | Alimentation | 222.750 |
| 32-42 | Habillement et casernement, dépenses d'entretien | 11.250 |
| 32-43 | Frais de déplacement | 255.000 |
| | Total pour la 2e partie | 489.000 |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services.* | |
| 34-41 | Combustibles et carburants | 204.500 |
| 34-42 | Approvisionnement de la marine | 46.250 |
| 34-61 | Fonctionnement et entretien des matériels d'emploi courant de l'aéronautique navale | 2.500 |
| 34-62 | Entretien des matériels de série de l'aéronautique navale | 70.000 |
| 34-71 | Entretien des bâtiments de la flotte et des matériels militaires et dépenses de fonctionnement des constructions et armes navales | 375.000 |
| 34-92 | Logements. — Casernements. — Loyers | 5.000 |
| 34-93 | Entretien et renouvellement des matériels automobiles (commissariat, service général et travaux maritimes) et des matériels roulants et spécialisés de l'aéronautique navale | 30.000 |
| | Total pour la 4e partie | 730.250 |
| | *5e partie. — Travaux d'entretien.* | |
| 35-91 | Entretien des immeubles et du domaine militaire | 6.750 |
| | *7e partie. — Dépenses diverses.* | |
| 37-91 | Dépenses diverses, sports, foyers, insignes et participations | 2.500 |
| | RÉCAPITULATION | |
| | 1re partie — Personnel. — Rémunérations d'activité | 1.167.125 |
| | 2e partie. — Entretien du personnel | 489.000 |
| | 4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services | 730.250 |
| | 5e partie. — Travaux d'entretien | 8.750 |
| | 7e partie. — Dépenses diverses | 2.500 |
| | Total pour la section Marine | 2.397.625 |
| | **RECAPITULATION GENERALE** | |
| | Section commune | 4.537.522 |
| | Section Air | 5.155.000 |
| | Section Guerre | 44.692.113 |
| | Section Marine | 2.397.625 |
| | Total pour l'état A | 56.782.260 |

**Etat B.** — *Tableau, par chapitre, des dépenses autorisées à titre d'avance en excédent des crédits ouverts sur 1957 au titre des dépenses en capital des services militaires.*

| CHAPITRES | SERVICES | MONTANT des autorisations accordées à titre d'avance. |
|---|---|---|
| | | Milliers de francs |
| | **Défense nationale et forces armées.** | |
| | SECTION COMMUNE | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | |
| | *1re partie. — Etudes. — Recherches et prototypes.* | |
| 51-82 | Recherche scientifique. — Equipement. — Centre du cuir | 44.250 |
| | *3e partie. — Fabrications.* | |
| 53-51 | Gendarmerie. — Matériel | 444.000 |
| 53-52 | Gendarmerie. — Programme, habillement, couchage, ameublement, chauffage et éclairage | 22.750 |
| 53-61 | Service de santé. — Matériel | 85.000 |
| 53-92 | Achats et fabrications d'hélicoptères | 2.050.000 |
| | Total pour la 3e partie | 2.601.750 |
| | *4e partie. — Infrastructure.* | |
| 54-51 | Gendarmerie. — Infrastructure | 1.260.000 |
| 54-61 | Service de santé. — Infrastructure | 74.250 |
| 54-81 | Subvention au service des essences pour travaux de premier établissement | 30.500 |
| | Total pour la 4e partie | 1.364.750 |
| | RÉCAPITULATION | |
| | 1re partie. — Etudes, recherches et prototypes | 44.250 |
| | 3e partie. — Fabrications | 2.601.750 |
| | 4e partie. — Infrastructure | 1.364.750 |
| | Total pour la section commune | 3.980.750 |
| | SECTION AIR | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | |
| | *3e partie. — Fabrications.* | |
| 53-41 | Habillement. — Campement. — Effets spéciaux. — Couchage. — Ameublement. — Matériel divers (programme) | 716.250 |
| 53-51 | Armement de l'armée de l'air | 38.750 |
| 53-52 | Munitions de l'armée de l'air | 525.000 |
| 53-53 | Matériel roulant de l'armée de l'air | 225.000 |
| 53-54 | Matériel d'équipement technique | 450.000 |
| 53-71 | Télécommunications. — Fabrications | 196.250 |
| 53-72 | Matériel aérien. — Fabrications | 2.960.000 |
| | Total pour la 3e partie | 4.811.250 |
| | *4e partie. — Infrastructure logistique, opérationnelle et de stationnement.* | |
| 54-61 | Bases. — Travaux et installations | 2.111.250 |
| 54-71 | Constructions aéronautiques. — Travaux et installations | 7.500 |
| 54-81 | Services. — Travaux et installations | 30.000 |
| 54-82 | Bases. — Acquisitions immobilières | 37.500 |
| | Total pour la 4e partie | 2.186.250 |
| | Total pour la section Air | 6.997.500 |
| | SECTION GUERRE | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | |
| | *3e partie. — Fabrications.* | |
| 53-41 | Habillement. — Campement. — Couchage. — Ameublement | 4.661.250 |
| 53-71 | Fabrications d'armement | 8.851.625 |
| 53-91 | Fabrications de matériels divers | 6.515.875 |
| 53-92 | Achats de matériels divers | 318.250 |
| | Total pour la 3e partie | 20.290.000 |
| | *4e partie. — Infrastructure.* | |
| 54-41 | Service de l'intendance. — Equipement | 47.500 |
| 54-51 | Service du matériel. — Equipement | 168.750 |
| 54-52 | Service des transmissions. — Equipement | 27.500 |
| 54-61 | Service du génie. — Equipement | 2.003.750 |
| 54-62 | Chemins de fer et routes | 12.500 |
| | Total pour la 4e partie | 2.260.000 |
| | RÉCAPITULATION DU TITRE V | |
| | 3e partie. — Fabrications | 20.290.000 |
| | 4e partie. — Infrastructure | 2.260.000 |
| | Total pour la section Guerre | 22.550.000 |
| | SECTION MARINE | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | |
| | *3e partie. — Fabrications.* | |
| 53-41 | Habillement. — Couchage. — Programmes | 97.500 |
| 53-61 | Aéronautique navale. — Matériel de série | 147.500 |
| 53-71 | Constructions neuves de la flotte | 925.000 |
| 53-72 | Munitions | 369.250 |
| | Total pour la 3e partie | 1.539.250 |
| | *4e partie. — Infrastructure.* | |
| 54-51 | Travaux maritimes. — Travaux et installations | 12.500 |
| 54-61 | Aéronautique navale. — Bases | 115.250 |
| | Total pour la 4e partie | 127.750 |
| | Total pour le titre V | 1.667.000 |
| | RECAPITULATION | |
| | Section commune | 3.980.750 |
| | Section Air | 6.997.500 |
| | Section Guerre | 22.550.000 |
| | Section Marine | 1.667.000 |
| | Total pour l'état B | 35.195.250 |

**Clauses de revision des prix des marchés de travaux de bâtiment.**

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 1944;

Vu l'ordonnance n° 45-1 483 du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu les dispositions des articles 21 et 23 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs;

Après avis du comité national des prix,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les clauses de revision de prix insérées dans les marchés de travaux de bâtiment et de travaux publics conclus postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté doivent, quelle que soit la qualité du maître d'ouvrage, comporter:

1° Une partie fixe au moins égale à 15 p. 100;

2° Une marge de neutralisation des variations de salaires, mise à la charge des entreprises traitantes, fixée à:

3 p. 100 pour les travaux réalisés par des procédés de haute productivité;

5 p. 100 pour les travaux réalisés par des procédés traditionnels.

Seule la partie des variations de salaires dépassant cette marge peut être prise en compte dans le calcul du prix revisé.

Les clauses de revision de prix des marchés de travaux de réparation et d'entretien peuvent ne pas comporter de marge de neutralisation des variations de salaires.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 20 189 du 4 février 1949 cessent d'être applicables.

Fait à Paris, le 27 septembre 1957.

Pour le ministre des finances,
des affaires économiques et du plan et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MAURICE AICARDI.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ SARAMITE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
IVAN CABANNE.

*Le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ADRIEN SPINETTA.

**Création de certificats pétroliers.**

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu l'article 1er - III de la loi n° 57-716 du 26 juin 1957 portant assainissement économique et financier;

Vu le décret n° 57-1025 du 10 septembre 1957 relatif aux certificats pétroliers, et notamment son article 1er,

Arrêtent:

Art. 1er. — La caisse des dépôts et consignations est chargée de créer des certificats pétroliers, conférant chacun au porteur le quart des droits définis par le décret n° 57-1025 du 10 septembre 1957 susvisé, afférents à une action B de 5.000 F de la Compagnie française des pétroles appartenant à l'Etat. Il sera créé 1 million de certificats correspondant, à raison de quatre certificats par action respectivement numérotés I, II, III et IV, aux 250.000 actions portant les numéros 2258667 à 2508666.

Art. 2. — Est approuvée la délibération en date du 27 septembre 1957 du conseil d'administration du Bureau de recherches de pétrole, chargeant la caisse des dépôts de créer des certificats pétroliers, conférant chacun au porteur les droits définis par le décret susvisé afférents à une action (1re série) de 1.000 F de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine appartenant au Bureau de recherches de pétrole. Il sera créé 320.000 certificats correspondant aux 320.000 actions portant les numéros 1448839 à 1768838.

Fait à Paris, le 4 octobre 1957.

Pour le ministre des finances,
des affaires économiques et du plan et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MAURICE AICARDI.

*Le secrétaire d'Etat à l'énergie,*
ÉDOUARD RAMONET.

**Remboursement par anticipation des prêts à la construction.**

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,

Vu les articles 257 et 266 du code de l'urbanisme et de l'habitation;

Vu le décret n° 50-899 du 2 août 1950 relatif à l'attribution des prêts garantis par l'Etat pour la construction d'immeubles d'habitation,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les attributaires de prêts à moyen terme consolidables ou d'ouvertures de crédit consolidables, consentis pour la construction, dans les conditions prévues par l'article 266 du code de l'urbanisme et de l'habitation, ont la faculté de se libérer dans les conditions ci-après, lorsque la période d'amortissement est commencée ou commencera avant le 31 décembre 1958.

S'ils remboursent volontairement par anticipation, à partir de l'expiration de l'opération à moyen terme, la totalité de leur dette, les emprunteurs seront admis à percevoir une somme égale à la moitié de la valeur de l'ensemble des primes annuelles restant à encaisser par eux à la date du remboursement.

Ces dispositions seront également applicables si le remboursement porte sur une fraction du capital restant dû au moins égale au quart du capital initialement prêté. Dans ce cas, la somme à percevoir sera réduite dans le rapport existant entre le montant du remboursement et le capital initialement prêté.

Art. 2. — Le directeur du Trésor et le directeur de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1957.

*Le ministre des finances,*
*des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,*
BERNARD CHOCHOY.

**Désignation d'un représentant des banques au comité monétaire de la zone franc siégeant en commission restreinte pour les affaires intéressant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion.**

Par arrêté du 21 septembre 1957, M. Arnaud, président directeur général de la Banque de la Martinique, est nommé membre du comité monétaire de la zone franc, siégeant en commission restreinte pour l'examen des affaires intéressant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, en qualité de représentant des banques.

M. Hellier est désigné en qualité de suppléant de M. Arnaud.

**Commissions du commissariat général du plan.**

Par arrêté du 3 octobre 1957, M. Bernard Imbaud, chef du service des améliorations agricoles au secrétariat d'Etat à l'agriculture, est nommé vice-président de la commission des corps gras, en remplacement de M. Protin, appelé à d'autres fonctions.

**Administration centrale des affaires économiques.**

Par arrêté du 27 septembre 1957:

Les secrétaires d'administration de classe exceptionnelle à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques dont les noms suivent sont reclassés en qualité de secrétaires d'administration hors classe dans les conditions ci-dessous indiquées:

M. Torrione (Louis), avec une ancienneté de 9 ans.

M. Profil (Pierre), avec une ancienneté de 2 ans 5 mois et 10 jours.

M. Piedalu (Raymond), avec une ancienneté de 1 an 8 mois et 11 jours.

M. Mercier (Lucien), avec une ancienneté de 5 mois et 14 jours (en service détaché).

Les secrétaires d'administration de classe principale et de 1re classe à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques dont les noms suivent sont reclassés en qualité de secrétaires d'administration de classe principale dans les conditions ci-dessous indiquées:

*Au 5e échelon.*

M. Godet (Adrien), avec une ancienneté de 2 ans 5 mois et 10 jours.

M. Boichot (Raymond), avec une ancienneté de 2 ans 4 mois et 22 jours.

M. Moutier (Marcel), avec une ancienneté de 2 ans 4 mois et 19 jours.

M. Luton (Raoul), avec une ancienneté de 2 ans 2 mois et 26 jours.

M. Taillandier (Max), avec une ancienneté de 2 ans 2 mois et 27 jours.

M. Page (Raymond), avec une ancienneté de 1 an 1 mois et 11 jours.

M. Gerbaldi (Paul), avec une ancienneté de 8 mois et 12 jours.

M. Bouchet (André), avec une ancienneté de 5 mois et 9 jours.

Mme Guize (Constance), avec une ancienneté de 2 mois.

*Au 4e échelon.*

M. Bret (Albert), avec une ancienneté de 1 an 10 mois et 17 jours.

M. Lamarre (Roger), avec une ancienneté de 1 an 9 mois et 11 jours.

M. Gonthier (René), avec une ancienneté de 1 an 6 mois et 21 jours.

M. Prin (Marcel), avec une ancienneté de 1 an 6 mois et 7 jours.

M. Tatoux (Lucien), avec une ancienneté de 1 an 3 mois et 22 jours.

Mme Languin (Hélène), avec une ancienneté de 1 an 2 mois et 28 jours.

M. Dupré (Pierre), avec une ancienneté de 1 an 1 mois et 26 jours.

Mme Buron (Alice), avec une ancienneté de 1 an 1 mois et 25 jours.

M. Couturet (Silvain), avec une ancienneté de 1 an et 10 jours.

M. Schmitt (Robert), avec une ancienneté de 7 mois et 12 jours.

*Au 3e échelon.*

Mme Vidal (Hélène), avec une ancienneté de 1 an 9 mois et 1 jour.

*Au 2e échelon.*

M. Lamarche (Raymond), avec une ancienneté de 2 ans.

Mlle Eynaud (Marie), avec une ancienneté de 2 ans.

Mme Peraud (Madeleine), avec une ancienneté de 2 ans (service détaché).

M. Coullange (Raymond), avec une ancienneté de 2 ans.

M. Geneste (Albert), avec une ancienneté de 2 ans.

Mme Vigan (Emma), avec une ancienneté de 2 ans.

Mme Follenfant (Marcelle), avec une ancienneté de 2 ans.

Mme Danesse (Virginie), avec une ancienneté de 2 ans.

Mme Duflos (Léontine), avec une ancienneté de 2 ans.

Mlle Peinoit (Germaine), avec une ancienneté de 1 an et 11 mois.

M. Lescurieux (Robert), avec une ancienneté de 1 an 7 mois et 27 jours.

M. Hartmann (André), avec une ancienneté de 1 an 2 mois et 18 jours.

Mme Bardou (Marie-Rose), avec une ancienneté de 1 an.

M. Lemaitre (Roland), avec une ancienneté de 8 mois (disponibilité).

Mme Desvignes (Jeanne), avec une ancienneté de 6 mois.

Mlle Gaerel (Germaine), avec une ancienneté de 1 mois et 21 jours (service détaché).

*Au 1er échelon.*

Mlle Dubuet (Charlotte), avec une ancienneté de 5 mois et 6 jours.

Mlle Bernier (Suzanne), avec une ancienneté de 5 mois et 5 jours.

Les secrétaires d'administration de 1re classe et de 2e classe à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques dont les noms suivent sont reclassés secrétaires d'administration de classe normale dans les conditions ci-dessous indiquées:

*Au 5e échelon.*

Mlle Mouraud (Madeleine), avec une ancienneté de 1 an 10 mois et 3 jours.

Mme Mallet (Yvonne), avec une ancienneté de 1 an.

*Au 4e échelon.*

Mme Vogler (Lucienne), avec une ancienneté de 2 ans.

Mme Loisel (Suzette), avec une ancienneté de 1 an.

*Au 3e échelon.*

Mme Constant (Maryse), avec une ancienneté de 10 mois et 28 jours.

*Au 1er échelon.*

Mme Durand de Bousingen (Anne-Marie), avec une ancienneté de 10 mois.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 1955.

**Expansion économique à l'étranger.**

Par arrêté en date du 22 juillet 1957, M. Pons (Barthélémy), attaché commercial à Lisbonne, est affecté à Tunis pour y exercer les fonctions de son grade sous l'autorité du conseiller commercial, chef des services d'expansion économique en Tunisie.

Par arrêté en date du 29 juillet 1957, M. Lafontaine (René), attaché commercial à Londres, est affecté à Lisbonne pour y exercer les fonctions de son grade sous l'autorité du conseiller commercial, chef des services d'expansion économique au Portugal.

**Institut national de la statistique et des études économiques.**

Par arrêté du 27 septembre 1957, M. Vincent Porte, administrateur de 3e classe à la direction générale de l'institut national de la statistique et des études économiques, est, sur sa demande et pour convenances personnelles, placé en disponibilité, sans traitement, pour une durée d'un an, à compter du 1er octobre 1957.

## ENERGIE. — INDUSTRIE ET COMMERCE

**Décret du 24 août 1957 autorisant les Houillères du bassin d'Auvergne à prendre une participation dans le capital de la Société d'études pour l'expansion de la région du Centre.**

Par décret en date du 24 août 1957, les Houillères du bassin d'Auvergne sont autorisées à prendre une participation de 800.000 F dans le capital de la Société d'études pour l'expansion de la région du Centre (Expancentre), dont le siège social est à Clermont-Ferrand.

**Décret du 24 août 1957 autorisant les Houillères du bassin de Lorraine à prendre une participation dans le capital du Consortium pour l'aménagement de la Moselle.**

Par décret en date du 24 août 1957, les Houillères du bassin de Lorraine sont autorisées à prendre une participation de 1 million de francs dans le capital du Consortium pour l'aménagement de la Moselle, dont le siège social est à Paris, 20, rue de Prony.

**Décrets du 27 septembre 1957 modifiant les conditions auxquelles sont soumises des concessions de mines de fer.**

MINES DE CINGLAIS (CALVADOS)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession des mines de fer de Cinglais est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions résultant du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

MINES DE CONDÉ-SUR-IFS (CALVADOS)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession de mines de fer de Condé-sur-Ifs est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

MINES DE GARCELLES (CALVADOS)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession de mines de fer de Garcelles est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

MINES D'OUEZY (CALVADOS)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession de mines de fer d'Ouezy est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

MINES D'OUVILLE (CALVADOS)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession de mines de fer d'Ouville est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

MINES DE SAINT-PIERRE-SUR-DIVES (CALVADOS)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession de mines de fer de Saint-Pierre-sur-Dives est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

MINES DE L'ERMITAGE (ORNE ET MAYENNE)

Par décret en date du 27 septembre 1957, la concession de mines de fer de l'Ermitage est prolongée pour une durée illimitée et soumise, à compter du 1er janvier 1957, à l'ensemble des dispositions du code minier concernant les concessions de mines, ainsi qu'aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges, qui restera annexé au présent décret.

**Décret du 27 septembre 1957 accordant au Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine un permis exclusif de recherches de mines de plomb, zinc, argent, cuivre et substances connexes, dit « Permis du Causse des Bondons ».**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan et du secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la pétition en date du 16 juin 1956, complétée et rectifiée le 16 juillet 1956, par laquelle M. Edmond Friedel, président du conseil d'administration du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est à Paris (15e), 74, rue de la Fédération, sollicite l'octroi d'un permis exclusif de recherches de minerais de plomb, zinc, argent, cuivre et substances connexes sur une partie du territoire du département de la Lozère;

Vu les plans, pouvoirs, engagements et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Vu les pièces de l'enquête réglementaire à laquelle la demande a été soumise;

Vu les rapport et avis des ingénieurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date des 18 et 30 avril 1957;

Vu l'avis du préfet de la Lozère en date du 6 mai 1957;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 8 juillet 1957;

Vu le code minier;

Vu le décret n° 55-1684 du 27 décembre 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches de substances minérales autres que les combustibles minéraux solides, les sels de potassium et les hydrocarbures;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé au Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, dont le siège est à Paris (15e), 74, rue de la Fédération, un permis exclusif de recherches de mines de plomb, zinc, argent, cuivre et substances connexes, à l'exclusion des substances utiles à l'énergie atomique, à l'intérieur d'un périmètre englobant une partie du département de la Lozère.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/20.000 annexé au présent décret, le périmètre est un polygone dont les sommets A, B, C, D, E, F sont définis ci-après:

A. — Borne IGN les Bondons II.

B. — Borne IGN Fraissinet-de-Lozère II.

C — Angle Sud-Est de la maison d'habitation de la ferme Colas, sommet dénommé D de la concession de Cocurès (décret du 25 juillet 1849).

D. — Ferme d'Issenger, sommet dénommé C de la concession de Cocurès (décret du 25 juillet 1849).

E. — Angle Sud-Ouest de la maison n° 257 du plan cadastral de la commune de Saint-Etienne-de-Valdonnez, hameau de Montmirat, sommet dénommé F de la concession d'Ispagnac (décret du 19 décembre 1910).

F. — Intersection de la route départementale de Mende au pont de Montvert avec la draye des troupeaux, sommet dénommé Z de la concession d'Ispagnac (décret du 19 décembre 1910).

Lesdites limites renferment une étendue d'environ 4.817 ha.

Le permis prend le nom de « Permis du Causse des Bondons ».

Art. 3. — Ce permis est accordé pour une durée de trois ans, éventuellement renouvelable, à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — Les prévisions de dépenses correspondant aux programmes successivement présentés, les dépenses effectuées, l'effort financier minimum souscrit de 30 millions de francs seront rendus comparables après leur réévaluation à la date du présent décret au moyen de la formule:

$$P_0 = P_1 \left( 0{,}5 \frac{S_0}{S_1} + 0{,}2 \frac{M_0}{M_1} + 0{,}3 \frac{G_0}{G_1} \right)$$

où

$P_1$ représente la valeur à sa date de l'élément à réévaluer;

$S_1$, $M_1$, $G_1$ les valeurs à cette date;

$S_0$, $M_0$, $G_0$ les valeurs à la date du présent décret des index suivants:

S, index total des salaires (France entière) concernant la construction électrique et mécanique publié dans le *Bulletin mensuel de l'institut national de statistique et d'études économiques* (I. N. S. E. E.);

M, index des prix de gros de l'ensemble des produits métallurgiques publié par le même bulletin;

G, index général des prix de gros (319 articles) également publié par ce bulletin.

La même formule d'indexation servira à évaluer le nouvel effort financier minimum que devra souscrire le titulaire du permis pour avoir droit éventuellement au renouvellement dans les conditions prévues par le code minier.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat à l'énergie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui sera, en outre, par les soins du préfet et aux frais du titulaire du permis, affiché à la préfecture de la Lozère et inséré dans un journal de ce département.

Fait à Paris, le 27 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances des affaires économiques et du plan,*

FÉLIX GAILLARD.

*Le secrétaire d'Etat à l'énergie,*

PAUL RAMONET.

**Décret n° 57-1088 du 28 septembre 1957 portant règlement d'administration publique et rendant applicable à l'Algérie le règlement d'administration publique n° 56-715 du 17 juillet 1956 approuvant le cahier des charges type de concessions de mines de substances autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du ministre de l'Algérie, du secrétaire d'Etat à l'énergie et du secrétaire d'Etat à l'Algérie,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines, modifiée et rendue applicable en Algérie par la loi du 16 juin 1851, relative à la constitution de la propriété en Algerie et les textes subséquents;

Vu le décret n° 55-593 du 20 mai 1955 concernant les concessions de mines, et notamment son article 9 (1°);

Vu le décret du 17 juillet 1956 portant règlement d'administration publique et approuvant le cahier des charges type des concessions de mines de substances autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux;

Vu l'avis du comité consultatif des mines d'Algérie en date du 20 octobre 1956;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 25 mars 1957;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le décret du 17 juillet 1956 portant règlement d'administration publique et approuvant le cahier des charges type des concessions de mines de substances autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux est applicable en Algérie sous les réserves suivantes:

Remplacer, aux articles 1er, 2 et 4 du cahier des charges type annexé audit décret, les mots: « ministre chargé des mines » par: « gouverneur général »;

Remplacer, à l'article 2 dudit cahier des charges, les mots: « ingénieur en chef des mines » par: « chef du service des mines »;

Remplacer, à l'article 2 *bis* (renvoi 1) dudit cahier des charges, les mots: « le ministre chargé des mines et le ministre des affaires étrangères » par: « le ministre chargé des mines, le ministre de l'Algérie et le ministre des affaires étrangères ».

Art. 2. — Le ministre de l'Algérie, le secrétaire d'Etat à l'énergie et le secrétaire d'Etat à l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 28 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le ministre de l'Algérie,*
ROBERT LACOSTE.

*Le secrétaire d'Etat à l'énergie,*
ÉDOUARD RAMONET.

*Le secrétaire d'Etat à l'Algérie,*
MARCEL CHAMPEIX.

**Décret du 3 octobre 1957 portant attribution des indemnités allouées aux producteurs d'engrais phosphatés pour la campagne 1956-1957.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, des secrétaires d'Etat au budget, aux affaires économiques et à l'énergie,

Vu la loi de finances n° 56-1327 du 29 décembre 1956;

Vu le décret n° 56-1357 du 31 décembre 1956 portant répartition des crédits de l'exercice 1957 (industrie et commerce),

Décrète:

Art. 1er. — Dans la limite des crédits ouverts, les producteurs des engrais phosphatés suivants:

Superphosphate normal et assimilés;
Superphosphate concentré;
Phosphates moulus;
Phosphate bicalcique;
Phospal;
Engrais complexes phosphatés,

transformateurs de phosphates bruts importés d'Afrique du Nord et les importateurs d'engrais phosphatés d'Afrique du Nord et du Sénégal recevront, pour les livraisons de la campagne 1956-1957, des indemnités fixées par le présent décret.

Art. 2. — Sur les livraisons après vente ferme d'engrais phosphatés effectuées entre le 1er mai 1956 et le 31 décembre 1956 inclus, les bénéficiaires désignés à l'article précédent recevront une indemnité de 0,59 F à l'unité d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) contenu dans lesdits engrais.

Art. 3. — Sur les livraisons après vente ferme d'engrais phosphatés effectuées entre le 1er janvier 1957 et le 30 avril 1957 inclus, les bénéficiaires désignés à l'article 1er recevront une indemnité de 1,93 F à l'unité d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) contenu dans lesdits engrais.

Art. 4. — Indépendamment des indemnités visées aux articles 2 et 3 ci-dessus, les producteurs de superphosphate normal, de phosphates moulus et de phosphal recevront, à titre d'indemnité de transport pour leurs livraisons en l'état ou sous la forme d'engrais composés de mélange effectuées entre le 1er mai 1956 et le 30 avril 1957, une indemnité de:

1,51 F à l'unité d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) pour le superphosphate normal;

0,74 F à l'unité d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) pour les phosphates moulus;

1,33 F à l'unité d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) pour le phosphal.

Art. 5. — Les ayants droit aux indemnités fixées par le présent décret sont tenus d'en faire la demande établie en triple exemplaire au secrétariat d'Etat à l'énergie (direction des industries chimiques) dans un délai maximum d'un mois à partir de la publication du présent décret.

Ils devront présenter à l'appui de leur demande un relevé certifié des factures de vente par département expéditeur établi également en triple exemplaire faisant apparaître:

1° Le nombre d'unité d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) ouvrant droit aux indemnités fixées aux articles 2 et 3;

2° Le nombre d'unités d'acide phosphorique ($P^2 O^5$) ouvrant droit aux indemnités fixées à l'article 4.

Art. 6. — Le contrôle de la demande en ce qui concerne l'exactitude des éléments déclarés pourra faire l'objet de vérification par les agents du service des enquêtes économiques. A cet effet, le directeur des industries chimiques adressera au chef de service des enquêtes économiques l'un des exemplaires de la demande appuyé du relevé des factures de vente.

Art. 7. — Si le total des indemnités résultant de l'application aux éléments déclarés des taux d'indemnisation fixés aux articles 2, 3 et 4 ci-dessus excède 800 millions de francs, ces taux seront réduits proportionnellement en vue de ramener le montant global des indemnités à 800 millions de francs

Art. 8. — Le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, le secrétaire d'Etat à l'énergie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 octobre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le secrétaire d'Etat à l'énergie,*
ÉDOUARD RAMONET.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ÉMILE HUGUES.

**Transport et distribution d'énergie électrique.**

Le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;

Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;

Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;

Vu le rapport en date du 12 juillet 1957 de l'ingénieur en chef de la 6e circonscription électrique;

Vu l'arrêté du 25 juin 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du tronçon Septèmes—Martigues (Bouches-du-Rhône) de la future ligne de transport d'énergie électrique à 150 kV Septèmes—Port-de-Bouc.

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1957.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du gaz et de l'électricité,*
LOUIS SAULGEOT.

---

Le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35,
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 12 août 1957 de l'ingénieur en chef de la 1re circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 25 juin 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la ligne de transport d'énergie électrique à 90 kV Damville (Eure)—Dreux (Eure-et-Loir).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1957.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du gaz et de l'électricité,*
LOUIS SAULGEOT.

---

Le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35,
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 14 août 1957 de l'ingénieur en chef de la 1re circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 25 juin 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du raccordement de la ligne de transport d'énergie électrique à 90 kV Damville—Porcheville au poste d'Evreux.

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1957.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du gaz et de l'électricité,*
LOUIS SAULGEOT.

---

Le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 25 juillet 1957 de l'ingénieur en chef de la 4e circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 25 juin 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'exécution de la ligne d'énergie électrique 30 kV Lartige—Montlarron (Haute-Vienne).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectués dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1957.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du gaz et de l'électricité,*
LOUIS SAULGEOT.

---

Le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 10 août 1957 de l'ingénieur en chef de la 5e circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 25 juin 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la ligne de transport d'énergie électrique à 63 kV du poste de Pélissier, commune d'Albi, au poste de Carmaux (Tarn).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1957.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du gaz et de l'électricité,*
LOUIS SAULGEOT.

---

Le secrétaire d'Etat à l'énergie,

Vu la loi du 15 juin 1906, et notamment son article 12 complété et modifié par le décret du 12 novembre 1938;
Vu la loi du 8 avril 1946, et notamment son article 35;
Vu le décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application dudit article 35, et notamment son article 19;
Vu le rapport en date du 12 août 1957 de l'ingénieur en chef de la 1re circonscription électrique;
Vu l'arrêté du 25 juin 1957 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la ligne de transport d'énergie électrique à 225 kV la Vaupalière—le Havre (Seine-Maritime).

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées dans un délai de trois années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 septembre 1957.

Pour le secrétaire d'Etat à l'énergie et par délégation:
*Le directeur du gaz et de l'électricité,*
LOUIS SAULGEOT.

---

**Suppression d'une résidence provisoire de l'arrondissement minéralogique de Bordeaux.**

Par arrêté en date du 24 septembre 1957, modifiant l'arrêté du 13 novembre 1953 portant réorganisation du service ordinaire des mines, a été supprimée, pour la subdivision de la Rochelle de l'arrondissement minéralogique de Bordeaux, la résidence provisoire à Bordeaux.

---

**Conseil d'administration du centre d'études techniques des industries de l'habillement, centre technique industriel.**

Par arrêté du 30 septembre 1957, est nommée administrateur du centre d'études techniques des industries de l'habillement, centre technique industriel, comme représentant du personnel technique:

Mme Lagardé, en remplacement de Mme Bourges, démissionnaire.

## AGRICULTURE. — EQUIPEMENT ET PLAN AGRICOLES

**Décret du 30 septembre 1957 relatif au blocage et à la commercialisation des vins à appellation contrôlée de la récolte 1957.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan et du secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, modifiée et complétée par les lois des 5 août 1908, 28 juillet 1912, 21 juillet 1929 et par le décret-loi du 14 juin 1938;

Vu la loi du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine, modifiée par la loi du 22 juillet 1927;

Vu les articles 20 et suivants du décret-loi du 30 juillet 1935 relatif au marché du vin et au régime économique de l'alcool;

Vu la loi du 13 janvier 1938 complétant les dispositions du décret-loi du 30 juillet 1935 sur les appellations contrôlées, modifiée par la loi du 3 avril 1942;

Vu le décret du 3 avril 1942, complété par le décret du 21 avril 1948;

Vu l'article 1er du décret-loi du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu la délibération de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie en date du 23 juillet 1957,

Décrète:

Art. 1er. — Les vins de la récolte 1957 ne pourront sortir des chais des producteurs sous une appellation d'origine contrôlée avant le 15 décembre 1957.

Toutefois, la commercialisation de certains vins traditionnellement consommés dès la fin de la vinification ou en cours de fermentation est autorisée antérieurement au 15 décembre 1957 suivant les dispositions prévues aux articles 2 et 3 ci-après.

Art. 2. — Les vins bénéficiant de l'une des appellations contrôlées suivantes pourront être expédiés librement de la propriété à partir du 10 novembre prochain, au vu d'une autorisation délivrée par le conseiller technique local de l'institut national des appellations d'origine, après avis d'une commission de dégustation désignée par l'institut national des appellations d'origine sur proposition du syndicat viticole représentatif de l'appellation intéressée:

Vins rouges et rosés:

Beaujolais et Beaujolais supérieur.
Beaujolais suivi du nom de la commune d'origine ou Beaujolais-Villages.
Côtes-du-Rhône (vins de café).

Vins rosés:

Anjou, Saumur, Touraine.

Vins blancs:

Bourgogne, Bourgogne grand ordinaire, Bourgogne aligoté.
Mâcon supérieur et Mâcon suivi du nom de la commune d'origine.

Art. 3. — Les vins à appellation contrôlée « Gaillac » pourront être commercialisés à l'état de vins doux filtrés à partir d'une date qui sera fixée par le secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Les expéditions de la propriété seront subordonnées à une autorisation délivrée par le conseiller technique de l'institut national des appellations d'origine, après contrôle de la qualité et présentation de la fiche d'encépagement.

Les vins doux devront présenter une richesse alcoolique totale (acquise et en puissance) correspondant à 10,5° avec un minimum de 7° d'alcool acquis. Ils ne devront pas contenir, lors de la mise à la consommation, une dose d'anhydride sulfureux libre supérieure à 25 milligrammes par litre et une dose d'anhydride sulfureux total supérieure à 300 milligrammes par litre.

Les quantités ainsi expédiées entreront en compte dans le calcul du rendement maximum à l'hectare.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,*
PIERRE DE FÉLICE.

**Décret du 30 septembre 1957 relatif au classement des cépages.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du ministre de l'Algérie, du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat à l'Algérie,

Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le décret n° 55-671 du 20 mai 1955 modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le décret n° 54-1168 du 23 novembre 1954 relatif aux indemnités d'arrachage volontaire de vignes;

Vu le décret n° 55-1193 du 8 septembre 1955 relatif au classement des cépages;

Vu le décret n° 56-408 du 25 avril 1956 relatif à l'expérimentation et au classement des cépages;

Vu le décret n° 56-409 du 25 avril 1956 relatif au classement des cépages (raisins de table) portant modification du décret n° 55-1193 du 8 septembre 1955;

Vu les propositions de l'institut des vins de consommation courante,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 1er du décret n° 55-1193 du 8 septembre 1955 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes à compter du 1er septembre 1957:

### AIN

Cépages recommandés.

Peu productifs: Altesse, Pinot gris, Ravat 6.

Moyennement productifs : Aligoté, Chardonnay, Chasselas (1), Gamay à jus blanc, Kuhlmann 188-2 (Maréchal Foch), Landot 244, Malvoisie du Pô, Marsanne, Mondeuse (Molette noire), Pinot noir fin, Poulsard, Syrah, Seyve Villard 5276.

Productif: Jacquère.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs : Chasselas (1), *Gamays teinturiers, Melon (Muscadet), *Seibel 5455, *Seibel 8357.

Productifs: Molette blanche, Seyve Villard 18315.

### ALLIER

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Pinot noir, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Cot, Gamay à jus blanc, Melon (Muscadet), Romorantin, Tressallier.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Ravat 6, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: Chenin blanc, *Gamays teinturiers, Gris meunier, Landot 244, Muscadelle, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, Seyve Villard 5276.

Productifs: Gouget, Grolleau, Saint-Pierre doré.

### ALPES (BASSES-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aspiran noir, Barbaroux, Cabernets, Malvoisie du Roussillon, Morrastel à jus blanc, Muscat blanc et rouge à petits grains, Mourvèdre, Picardan, Roussanne de Tain, Tibourenc, Viognier.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Carignan blanc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Macabeu, Malbec, Marsanne, Mauzac blanc, Mauzac rouge, Piquepoul blanc, Piquepoul rouge, Plant droit, Plant du Four (Téoulier), Rolle, Sémillon, Syrah, Vaccarèse.

Productifs: Carignan noir, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, Espagnol, Espanenc, Mourvaison, *Seibel 8357, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret bourret, Terret noir, Valdiguié.

(1) Chasselas: recommandé uniquement pour le pays de Gex, autorisé ailleurs.

ALPES (HAUTES-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aspiran noir, Barbaroux, Cabernets, Malvoisie du Roussillon, Mollard, Morrastel à jus blanc, Mourvèdre, Muscat blanc et rouge à petits grains, Picardan, Roussanne de Tain, Tibourenc, Viognier.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Carignan blanc, Cinsaut, Clairettes, Espanenc, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Macabeu, Malbec, Marsanne, Mauzac blanc, Mauzac rouge, Piquepoul blanc, Piquepoul rouge, Plant droit, Plant du Four (Téoulier), Rolle, Sémillon, Syrah, Vaccarèse.

Productifs: Carignan noir, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Gouni (Plant de Céas), Pinot Chardonnay.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, Espagnol, Grassen, Mourvaison, *Seibel 8357, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret bourret, Terret noir, Valdiguié.

ALPES-MARITIMES

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aspiran noir, Barbaroux, Cabernets, Malvoisie du Roussillon, Morrastel à jus blanc, Mourvèdre, Muscats blanc et rouge à petits grains, Picardan, Roussanne de Tain, Tibourenc, Viognier.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Braquet, Calitor, (Pécoui Touar) Carignan blanc, Cinsaut, Clairettes, Espanenc, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Macabeu, Marsanne, Mauzac blanc, Mauzac rouge, Piquepoul blanc, Piquepoul rouge, Plant droit, Plant du Four (Téoulier), Rolle, Sémillon, Syrah, Vaccarèse.

Productifs: Carignan noir, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, Espagnol, Fuella néra, Mourvaison, *Seibel 8357, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret bourret, Terret noir, Valdiguié.

ARDÈCHE

(L'arrondissement de Tournon en entier et les cantons de: Antraigues, Buzet, Chomerac, Courouron, Montpezat-sous-Bauzon, Privas, Saint-Etienne-de-Lugdares, Saint-Pierreville, Thueyts, Valgorge et la Voulte-sur-Rhône.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Grenache noir, Pinot gris, Ravat 6, Roussanne de Tain, Viognier.

Moyennement productifs: Aligoté, Carignan noir, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Marsanne, Pinot noir fin, Syrah.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Chasselas, *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seyve Villard 5276, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Durif, Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret bourret, Terret noir.

ARDÈCHE

(Les cantons de: Aubenas, Bourg-Saint-Andéol, Joyeuse, Largentière, Rochemaure, Vallon-Pont-d'Arc, les Vans, Villeneuve-de-Berg, Viviers.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Malvoisie du Roussillon, Mourvèdre, Muscats blanc et rouge à petits grains.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Grenache rouge violacé, Macabeu, Mauzac blanc, Mauzac rose, Piquepoul blanc, Piquepoul noir, Plant droit, Syrah.

Productifs: Carignan blanc, Carignan noir, Marsanne, Muscat d'Alexandrie, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Morrastel à jus blanc.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, *Seibel 8357, *Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Terret blanc, *Terret bourret, *Terret noir, Valdiguié.

ARIÈGE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Duras, Fer Servadou, Sauvignon.

Moyennement productifs: Cinsaut, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Ondenc, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productifs: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Chenin blanc, *Gamays teinturiers, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 5276, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Folle blanche, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié.

AUBE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot blanc vrai.

Moyennement productifs: Aligoté, Arbanne, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Gougenot, Petit Meslier, Pinot noir fin, Savagnin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, *Ravat 6.

Moyennement productifs: Gamays teinturiers, Melon, Bachet, Seibel 5455, Seyve Villard 5276.

Productifs: Seibel 13666.

AUDE

(A l'exception des cantons de: Belpech, Castelnaudary-Nord, Castelnaudary-Sud, Fanjeaux, Salles de l'Hers.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Malvoisie du Roussillon, Mourvèdre, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Grenache rouge violacé, Macabeu, Mauzac blanc, Mauzac rose, Piquepoul blanc, Piquepoul noir, Plant droit, Syrah.

Productifs: Carignan blanc, Carignan noir, Marsanne, Muscat d'Alexandrie, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Morrastel à jus blanc.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, *Seibel 8357, *Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Terret blanc, *Terret bourret, *Terret noir, Valdiguié.

AUDE

(Les cantons de Belpech, Castelnaudary-Nord, Castelnaudary-Sud, Fanjeaux, Salles de l'Hers.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Malvoisie du Roussillon, Mourvèdre, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains, Sauvignon.

Moyennement productifs: Bourboulenc, Cinsault, Clairettes, Cot (Malbec), Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Grenache rouge violacé, Gamay à jus blanc, Jurançon noir, Macabeu, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Piquepoul blanc, Piquepoul noir, Plant droit, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productifs: Carignan blanc, Carignan noir, Marsanne, Muscat d'Alexandrie, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Morrastel à jus blanc.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Chenin blanc, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, *Seibel 8357, Seibel 8745, Seibel 11803, *Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Terret blanc, *Terret bourret, *Terret noir, Valdiguié.

### AVEYRON

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Morrastel à jus blanc, Sauvignon.

Moyennement productifs: Carignan noir, Chardonnay, Chenin blanc, Cinsaut, Clairettes, Cot (Malbec), Courbu noir, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Mouyssaguée, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Pinot noir fin, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productifs: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, *Gamays teinturiers, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seyve Villard 5276, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Aramon (1), Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret noir, Valdiguié.

### BOUCHES-DU-RHÔNE

(A l'exception des communes d'Arles, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saintes-Maries-de-la-Mer.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aspiran noir, Barbaroux, Cabernets, Malvoisie du Roussillon, Morrastel à jus blanc, Mourvèdre, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains, Picardan, Roussanne de Tain, Tibourenc, Viognier.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Calitor (Pécoul Touar), Carignan blanc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Macabeu, Marsanne, Mauzac blanc, Mauzac rouge, Piquepoul blanc, Piquepoul rouge, Plant droit, Plant du Four (Téoulier), Rolle, Sémillon, Syrah, Vaccarèse.

Productifs: Carignan noir, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, Espagnol, Espanenc, Mourvaison, *Seibel 8357, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret bourret, Terret noir, Valdiguié.

### BOUCHES-DU-RHÔNE

(Communes d'Arles, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saintes-Maries-de-la-Mer.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Malvoisie du Roussillon, Mourvèdre, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Grenache rouge violacé, Macabeu, Mauzac blanc, Mauzac rose, Piquepoul blanc, Piquepoul noir, Plant droit, Syrah.

Productifs: Carignan blanc, Carignan noir, Marsanne, Muscat d'Alexandrie, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productif: Morrastel à jus blanc.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, *Seibel 8357, *Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410 *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Terret blanc, *Terret bourret, *Terret noir, Valdiguié.

### CANTAL

(Arrondissements d'Aurillac et de Mauriac: même encépagement que celui du département de l'Aveyron.)

(Arrondissement de Saint-Flour: même encépagement que celui du département de la Haute-Loire.)

(1) Autorisé uniquement pour l'arrondissement de Millau, toléré ailleurs.

### CHARENTE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Mourvèdre (Balzac noir), Sauvignon.

Moyennement productifs: Gamay à jus blanc, Mauzac blanc, Mauzac rose, Melon (Muscadet), Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc.

Productifs: Cot (Malbec), Colombar, Merlot blanc, Merlot noir, Metternich, Sémillon, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Beaujolais (Abouriou), Cinsaut, *Gamays teinturiers, Mauzac noir, Muscadelle, Montils, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Bouchalès (Grapput), *Folle blanche, Folle noire, Grolleau, Jurançon blanc, Jurançon rouge, Mérille, Meslier Saint-François, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315.

### CHARENTE-MARITIME

(Même encépagement que celui de la Charente.)

### CHER

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Pinot noir, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Melon (Muscadet), Romorantin.

Cépages autorisés.

Peu productif: Ravat 6.

Moyennement productifs: Chasselas, *Gamays teinturiers, Landot 244, Muscadelle, Seibel 5455, Seibel 8745, Seibel 10878, Seyve Villard 5276, Sémillon.

Productif: Saint Pierre doré.

### CORRÈZE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Gamay à jus blanc, Mançin de Corrèze, Mauzac blanc, Mauzac rose, Melon (Muscadet), Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Verdot petit.

Productifs: Bouchalès (Grapput), Cot (Malbec), Merlot blanc, Merlot noir, Metternich, Sémillon, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Beaujolais, (Abouriou), Cinsaut, *Gamays teinturiers, Mauzac noir, Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 11803, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Colombar, Folle noire, Grolleau, Jurançon blanc, Jurançon rouge, Mérille, Meslier Saint François, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315.

### CORSE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aléatico, Riminèse.

Moyennement productifs: Carignan, Cinsaut, Grenache, Malvoisie (Vermentino), Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains, Niellucio, Sciacarello.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Barbarossa, Garbesso, Genoveso.

Productifs: Carcajolo, Pagadébido.

### COTE-D'OR

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Melon (Muscadet), Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin.

Cépages autorisés.

Peu productif: Kuhlmann 192-2 Léon Millot.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, *Landot 244, *Oberlin 595, *Seibel 5455, *Seibel 8357.

DORDOGNE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Beaujolais (Abouriou), Gamay à jus blanc, Mauzac blanc, Mauzac rose, Melon (Muscadet), Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Verdot petit.

Productifs: Bouchalès (Grapput), Colombar, Cot (Malbec), Merlot blanc, Merlot noir, Metternich, Sémillon, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Cinsaut, *Gamays teinturiers, Mauzac noir, *Seibel 8357, Seibel 11803, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657, Tannat.

Productifs: Folle noire, Grolleau, Jurançon blanc, Jurançon rouge, Mérille, Meslier Saint-François, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié, Verdot Colon, Verdot gros.

DOUBS

Cépages recommandés.

Peu productif: Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin, Poulsard, Riesling, Savagnin blanc, Trousseau.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Ravat 6.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Landot 244, Melon (Muscadet), Seibel 5455, Seibel 8365, Seyve Villard 5276.

DRÔME

(Arrondissements de Valence et de Die.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Grenache noir, Muscat blanc à petits grains, Muscat noir à petits grains, Pinot gris, Roussanne de Tain.

Moyennement productifs: Aligoté, Carignan noir, Chardonnay, Clairettes, Gamays à jus blanc, Landot 244, Marsanne, Pinot noir fin, Syrah.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Aubun, Chasselas, *Gamays teinturiers, *Seibel 8357, Seibel 8745, Seyve Villard 5276, Seyve Villard 12375, Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productif: Seyve Villard 18315.

DRÔME

(Arrondissement de Nyons.)

(Même encépagement que celui du département du Vaucluse.)

GARD

Cépages recommandés.

Peu productifs: Malvoisie du Roussillon, Mourvèdre, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Grenache rouge violacé, Macabeu, Mauzac blanc, Mauzac rose, Piquepoul blanc, Piquepoul noir, Plant droit, Syrah.

Productifs: Carignan blanc, Carignan noir, Marsanne, Muscat d'Alexandrie, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Morrastel à jus blanc.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, *Seibel 8357, *Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Terret blanc, *Terret bourret, *Terret noir, Valdiguié.

GARONNE (HAUTE-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Morrastel à jus blanc, Sauvignon.

Moyennement productifs: Cinsaut, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productifs: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Chenin blanc, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, Milgranet, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Folle blanche, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié.

GERS

Cépages recommandés.

Peu productifs: Arrufiat, Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Mansenc petit, Mansenc gros, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Chenin blanc, Cinsaut, Clairettes, Cot (Malbec), Courbu blanc, Courbu noir, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mansenc rouge, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productifs: Baco 22 A (1), Meslier Saint François, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Blanc Dame, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Baco 22 A (1), Colombar, Folle blanche, Grolleau, *Jurançon blanc, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Valdiguié.

GIRONDE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Beaujolais (Abouriou), Gamay à jus blanc, Mauzac blanc, Mauzac rose, Melon (Muscadet), Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Verdot petit.

Productifs: Bouchalès (Grapput), Colombar, Cot (Malbec), Merlot blanc, Merlot noir, Metternich, Sémillon, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Cinsaut, *Gamays teinturiers, Mauzac noir, Montils, Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 11803, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657, Tannat.

Productifs: Folle noire, Grolleau, Jurançon blanc, Jurançon rouge, Mancin, Mérille, Meslier Saint-François, Pignon, Saint-Macaire, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié, Verdot colon, Verdot gros.

HÉRAULT

(Même encépagement que celui du département du Gard.)

Toutefois, le Terret blanc est classé recommandé productif dans les communes de Pomerols, Marseillan, Pinet, Mèze et Florensac.

INDRE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet blanc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Arbois, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamays à jus blanc, Gascon, Gris meunier, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

(1) Le Baco 22 A est recommandé uniquement pour la région des Sables Fauves, c'est-à-dire le Bas-Armagnac augmenté de la partie de la Ténarèze située à l'Ouest de l'Auzone et au Sud de la Gélise; pour le reste du département, le Baco 22 A est autorisé sans abattement des droits de replantation dans la limite de 50 à 100 de l'encépagement d'une exploitation viticole donnée.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: Chasselas, *Gamays teinturiers, Muscadelle, Seibel 4986, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, Seyve Villard 5276.

Productifs: *Grolleau, Meslier Saint-François, Saint-Pierre doré, Seyve Villard 18283, Seyve Villard 18315.

Indre-et-Loire

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Arbois, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Gris meunier, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

Productifs: Folle blanche (1).

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, Seyve Villard 5276.

Productifs: *Grolleau, Meslier Saint-François, Seyve Villard 18283, Seyve Villard 18315.

Isère

Cépages recommandés.

Peu productifs: Altesse, Pinot gris, Ravat 6, Roussanne de Tain, Viognier.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Clairettes, Gamay à jus blanc, Landot 244, Marsanne, Mondeuse (Molette noire), Persan, Pinot noir fin, Riesling, Seyve Villard 5276, Syrah, Traminer, Verdesse.

Productif: Jacquère.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Chasselas, *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal-Foch, *Seibel 5455, *Seibel 8357, *Seibel 13053, Servanin, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Durif, Etraire de l'Adui, Joubertin.

Jura

Cépages recommandés.

Peu productif: Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin, Poulsard, Savagnin blanc, Trousseau.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Beclan petit, *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal-Foch, Melon (Muscadet), Seibel 5455, Seyve Villard 5276.

Landes

(A l'exception de l'aire délimitée Armagnac.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Messanges blanc, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Claverie, Gamay à jus blanc, Mauzac blanc, Mauzac rose, Melon (Muscadet), Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Raffiat de Moncade, Tannat, Verdot petit.

Productifs: Bouchalès (Grapput), Cot (Malbec), Merlot blanc, Merlot noir, Metternich, Sémillon, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Beaujolais (Abouriou), Cinsaut, Clairettes, *Gamays teinturiers, Mauzac noir, *Seibel 8357, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Baco 22 A, Colombar, Folle noire, Grolleau, Jurançon blanc, Jurançon rouge, Mérille, Meslier Saint-François, *Seyve Villard 18315 Valdiguié.

(1) Folle blanche. — Recommandé uniquement dans le canton de Richelieu, à l'exclusion de la commune de Ligré.

Landes

(Aire délimitée Armagnac.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Chenin blanc, Cinsaut, Cot (Malbec), Courbu noir, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Raffiat de Moncade, Sémillon, Syrah, Tannat, Verdot petit.

Productifs: Baco 22 A, Meslier Saint-François, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Aubun, Claverie, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, *Jurançon noir, *Mérille, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Colombar, Folle blanche, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Valdiguié.

Loir-et-Cher

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Arbois, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Gascon, Gris meunier, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

Productif: Meslier Saint-François.

Cépages autorisés.

Peu productif: Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Seibel 4986, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, *Seyve Villard 5276.

Productifs: *Grolleau, Seyve Villard 18315.

Loire

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Ravat 6, Viognier.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Landot 244, Marsanne, Pinot noir fin, Syrah.

Cépages autorisés.

Peu productif: Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, *Jacquère (Cugnette), Kuhlmann 188-2 Maréchal-Foch, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, Seyve Villard 5276.

Productifs: Durif, Seyve Villard 18315.

Loire (Haute-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Pinot gris, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Landot 244, Pinot noir fin.

Cépages autorisés.

Peu productif: Seibel 10173.

Moyennement productifs: Chassels, *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal-Foch, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seyve Villard 5276.

Productif: Seyve Villard 18315.

Loire-Atlantique

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gannay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

Productif: Folle blanche.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon-Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Gris meunier, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 5276.

Productifs: Grolleau, Seyve Villard 18315.

Cépages autorisés à condition que l'ensemble d'entre eux ne dépasse pas 25 p. 100 de l'encépagement d'une exploitation après leur plantation.

Productifs: Baco 1, Baco 22 A, Seibel 7053, Seyve Villard 15151, Seyve Villard 23410.

LOIRET

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Arbois, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Gascon, Gris meunier, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon-Millot, Seibel 10173.

Moyennement productifs: Chasselas, *Gamays teinturiers, Seibel 4986, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, *Seyve Villard 5276.

Productifs: Grolleau, Meslier Saint-François, Saint-Pierre doré, Seyve Villard 18283, Seyve Villard 18315.

LOT

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Sauvignon.

Moyennement productifs: Beaujolais (Abouriou), Cinsaut, Clairettes, Cot (Malbec), Courbu noir, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productif: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Chenin blanc, *Gamays teinturiers, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Folle blanche, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié.

LOT-ET-GARONNE

(A l'exception de l'arrondissement de Nérac.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Beaujolais (Abouriou), Gamay à jus blanc, Mauzac blanc, Mauzac rose, Melon (Muscadet), Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Tannat, Verdot petit.

Productifs: Bouchalès (Grapput), Cot (Malbec), Merlot blanc, Merlot noir, Metternich, Sémillon, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Cinsaut, Clairettes, *Gamays teinturiers, Mauzac noir, *Mérille, Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 11803, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Colombar, Folle noire, Grolleau, Jurançon blanc, Jurançon rouge, Meslier Saint-François, *Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié.

LOT-ET-GARONNE

(Arrondissement de Nérac.)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Arrufiat, Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Lenc de l'El, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Beaujolais (Abouriou), Cot (Malbec), Cinsaut, Courbu blanc, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Syrah, Tannat, Sémillon.

Productifs: Bouchalès (Grapput), Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Blanc Dame, Chenin blanc, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: *Baco 22 A, Colombar, Folle blanche, Grolleau, Jurançon blanc, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Valdiguié.

MAINE-ET-LOIRE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

Productif: Folle blanche.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Gris Meunier, *Seibel 5455, *Seibel 8357, *Seibel 11803.

Productifs: Grolleau, Seyve Villard 18315.

Cépage autorisé à condition de ne pas dépasser 25 p. 100 de l'encépagement d'une exploitation après plantation:

Baco 1.

MARNE (HAUTE-)

Cépages recommandés.

Peu productif: Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Ravat 6.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Landot 244, Melon (Muscadet), *Oberlin 595, Seibel 5455, *Seibel 8357, Seyve Villard 5276.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Cépages recommandés.

Peu productif: Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Aubin blanc, Auxerrois de Laquenexy, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Gamay de Toul, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aubin vert, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Landot 244, *Oberlin 595, Seibel 5455, Seyve Villard 5276.

MEUSE

Cépages recommandés.

Peu productif: Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Aubin blanc, Auxerrois de Laquenexy, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Gamay de Toul, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aubin vert, Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Landot 244, *Oberlin 595, Seibel 5455, Seyve Villard 5276.

MOSELLE

Cépages recommandés.

Peu productif: Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Aubin blanc, Auxerrois de Laquenexy, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Gamay de Toul, Gewurztraminer, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin, Riesling.

Productif: Sylvaner.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aubin vert, Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2, Maréchal Foch, Landot 244, * Oberlin 595, Seibel 5455, * Seibel 8357, Seyve Villard 5276.

Productifs: Abondant blanc, Elbling, Mulier Thurgau.

NIÈVRE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Romorantin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, * Seibel 10173.

Moyennement productifs: Chasselas, * Gamays teinturiers, Gris meunier, Seibel 4986, * Seibel 5455, * Seibel 5357, Seibel 8745, * Seibel 11803, Seibel 13666, Seyve Villard 5276.

Productif: Grolleau.

PUY-DE-DÔME

Cépages recommandés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Pinot gris, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Landot 244, Noir Fleurien, Pinot noir fin, Tressalier (Sacy).

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Chasselas, * Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2, Maréchal Foch, Portugais bleu, * Seibel 5455, * Seibel 8357, Seyve Villard 5276.

Productif: Seyve Villard 18315.

PYRÉNÉES (BASSES-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Arrufiat, Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Mansenc petit, Mansenc gros, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Camaralet blanc, Chenin blanc, Cinsaut, Clairettes, Cot (Malbec), Courbu blanc, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mansenc rouge, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Pinot noir fin, Raffiat de Moncade, Sémillon, Syrah, Tannat, Verdot petit.

Productif: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Peu productif: Ravat 6.

Moyennement productifs: * Alicante H. Bouschet, Arrouya, Aubun, Blanc Dame, Claverie, * Gamays teinturiers, * Seibel 5455, * Seibel 8357, Seibel 8745, * Seibel 11803, * Seyve Villard 12375, * Seyve Villard 23410, Seyve Villard 23657.

Productifs: Folle blanche, Grolleau, * Jurançon blanc, * Meslier Saint-François, Seyve Villard 18283, * Seyve Villard 18315.

PYRÉNÉES (HAUTES-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Arrufiat, Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Mansenc petit, Dansenc gros, Sauvignon.

Moyennement productifs: Baroque, Camaralet blanc, Chenin blanc, Cinsaut, Clairettes, Cot (Malbec), Courbu blanc, Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mansenc rouge, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Ondenc, Pinot noir fin, Raffiat de Moncade, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productifs: Meslier Saint-François, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: * Alicante H. Bouschet, Arrouya, Aubun, Blanc Dame, Claverie, * Gamays teinturiers, Seibel 5455, * Seibel 8357, Seibel 8745, * Seyve Villard 5276, Seyve Villard 12309, * Seyve Villard 12375, * Seyve Villard 23410, * Seyve Villard 23657.

Productifs: Colombar, Folle blanche, Grolleau, * Jurançon blanc, Seyve Villard 18283, * Seyve Villard 18315.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

(Même encépagement que celui du département du Gard.)

RHIN (BAS-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Muscat blanc à petits grains, Pinot gris.

Moyennement productifs: Aligoté, Auxerrois de Laquenexy, Chardonnay (Auvernat), Chasselas, Gamay à jus blanc, Klevner de Heiligenstein, Knipperlé, Muscat rose, Muscat Ottonel, Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin, Riesling, Traminer.

Productif: Sylvaner.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Melon (Muscadet).

Productifs: Abondant blanc, Bouquettraube, Goldriesling, Muller Thurgau.

RHIN (HAUT-)

(Même encépagement que celui du département du Bas-Rhin.)

RHÔNE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, Pinot gris, Ravat 6, Viognier.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Landot 244, Marsanne, Pinot noir fin, Seyve Villard 5276, Syrah.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Chasselas, *Gamays teinturiers, *Oberlin 595, *Seibel 5455, Seibel 10878.

Toutefois, pour l'arrondissement de Lyon, la liste des cépages autorisés moyennement productifs est complétée par le cépage Seibel 1000.

SAÔNE (HAUTE-)

(Même encépagement que celui du département de la Haute-Marne.)

SAÔNE-ET-LOIRE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Melon (Muscadet), Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, *Landet 244, *Oberlin 595, *Seibel 5455, Seibel 8357.

SARTHE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Romorantin.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2, Léon Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Gris meunier, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, Seibel 13666.

Productif: Grolleau.

### Savoie

Cépages recommandés.

Peu productifs: Altesse, Bergeron, Malvoisie de Chautagne, Pinot gris, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Gamay à jus blanc, Landot 244, Marsanne, Mondeuse (Molette noire), Persan, Pinot noir fin, Syrah, Verdesse.

Productif: Jacquère.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: Chasselas, Corbesse, *Gamays teinturiers, *Seibel 5455, Seyve Villard 5276, *Seibel 8357.

Productifs: Etraire de l'Adui, Molette blanche.

### Savoie (Haute-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Altesse, Gringet, Kuhlmann 192-2, Léon Millot, Pinot gris, Ravat 6.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chasselas, Gamays à jus blanc, Landot 244, Marsanne, Mondeuse (Molette noire), Persan, Pinot noir fin, Syrah.

Productif: Jacquère.

Cépages autorisés.

Peu productif: Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seyve Villard 5276.

Productif: Molette blanche.

### Sèvres (Deux-)

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Mourvèdre, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Pineau d'Aunis, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Romorantin.

Productif: Folle blanche.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Gris meunier, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, Sémillon, Seyve Villard 5276.

Productifs: Colombar, Grolleau, Meslier Saint-François, Seyve Villard 18283, Seyve Villard 18315.

### Tarn

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Duras, Fer Servadou, Lenc de l'El, Morrastel à jus blanc, Prunelard, Sauvignon.

Moyennement productifs: Carignan noir, Cinsaut, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Portugais bleu (1), Précoce bousquet, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productif: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Chenin blanc, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, Milgranet, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Folle blanche, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, *Valdiguié.

(1) Le Portugais bleu est recommandé uniquement dans la zone suivante:

a) Cantons de: Cadalen, Gaillac, Lisle-sur-Tarn, Rabastens, Castelnau-de-Montmiral, en totalité;

b) Cantons d'Albi, Graulhet, Lavaur: les communes situées dans ces cantons et limitrophes des cantons a et, en plus, les communes de Saint-Jean-de-Rives et de Lugan;

c) Canton de Villefranche-d'Albi: les communes de Cambon et de Cunac.

### Tarn-et-Garonne

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Fer Servadou, Morrastel à jus blanc, Sauvignon.

Moyennement productifs: Cinsaut, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Grenache noir, Jurançon noir, Mauzac blanc, Mauzac rose, Mérille, Merlot noir, Muscadelle, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Ondenc, Sémillon, Syrah, Tannat.

Productif: Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, Chenin blanc, *Couderc 7120, *Gamays teinturiers, Milgranet, *Seibel 8357, *Seibel 8745, *Seibel 11803, Seyve Villard 12309, *Seyve Villard 12375, *Seyve Villard 23410, *Seyve Villard 23657.

Productifs: Folle blanche, Seyve Villard 18283, *Seyve Villard 18315, Valdiguié.

### Var

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aspiran noir, Barbaroux, Cabernets, Malvoisie du Roussillon, Morrastel à jus blanc, Mourvèdre, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains, Picardan, Roussanne de Tain, Tibourenc, Viognier.

Moyennement productifs: Aubun, Bourboulenc, Calitor (Pécoul Touar), Carignan blanc, Cinsaut, Clairettes, Grenache blanc, Grenache gris, Grenache noir, Macabeu, Marsanne, Mauzac blanc, Mauzac rouge, Piquepoul blanc, Piquepoul noir, Plant droit, Plant du Four (Téoulier), Rolle, Sémillon, Syrah, Vaccarèse.

Productifs: Carignan noir, Ugni blanc.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, *Couderc 7120, Espagnol, Espanenc, Mourvaison, *Seibel 8357, Seyve Villard 23657.

Productifs: *Aramon, *Seyve Villard 12375, Seyve Villard 18315, Terret blanc, Terret bourret, Terret noir, Valdiguié.

### Vaucluse

(Même encépagement que celui du département du Var, à l'exception du Calitor « Pécoul-Touar ».)

### Vendée

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon, Traminer.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Précoce de Malingre, Négrette (Ragoûtant, Dégoûtant), Romorantin.

Productifs: Folle blanche, Colombar (1).

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, Seibel 10878, Seyve Villard 5276.

Productifs: Colombar (1), Grolleau, Seyve Villard 18283, Seyve Villard 18315, Seyve Villard 23410.

Cépages autorisés à la condition que l'ensemble d'entre eux ne dépasse pas 25 p. 100 d'une exploitation après leur plantation:

Productifs: Baco 1, Baco 22 A, Seibel 7053.

### Vienne

Cépages recommandés.

Peu productifs: Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Pinot gris, Pinot noir, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay, Chenin blanc, Cot (Malbec), Gamay à jus blanc, Landot 244, Melon (Muscadet), Plant de Dissay, Pineau d'Aunis, Romorantin.

Productif: Folle blanche.

(1) Colombar: recommandé uniquement dans le canton de Fontenay-le-Comte; autorisé dans le reste du département.

Cépages autorisés.

Peu productifs: Kuhlmann 192-2 Léon Millot, *Seibel 10173.

Moyennement productifs: *Gamays teinturiers, Gris meunier, *Seibel 5455, *Seibel 8357, Seibel 8745, *Seibel 11803, Seibel 13666, Sémillon, Seyve Villard 5276.

Productifs: Colombar, *Grolleau, Meslier Saint-François, Seyve Villard 18283, Seyve Villard 18315.

VOSGES

(Même encépagement que celui du département de la Meuse.)

YONNE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Pinot gris, Ravat 6, Sauvignon.

Moyennement productifs: Aligoté, Chardonnay (Auvernat), Gamay à jus blanc, Kuhlmann 188-2 Maréchal Foch, Melon (Muscadet), Pinot blanc vrai, Pinot meunier, Pinot noir fin, Roublot (Roblot).

Cépages autorisés.

Peu productif: Kuhlmann 192-2 Léon Millot.

Moyennement productifs: César, *Gamays teinturiers, Landot 244, Sacy (Tressalier), Seibel 5455, Seibel 10868.

Productif: Grolleau.

DÉPARTEMENTS DE L'ALGÉRIE

Cépages recommandés.

Peu productifs: Aligoté, Cabernet franc, Cabernet Sauvignon, Chenin blanc, Malvoisie du Roussillon, Morrastel à jus blanc, Mourvèdre, Pedro Ximénes, Pinot Chardonnay, Pinot gris (Tokay d'Alsace), Pinot noir fin, Sauvignon, Sémillon, Syrah.

Moyennement productifs: Carignan, Cinsaut, Clairette pointue, Faranah, Grenache blanc, Grenache noir, Macabeu, Marsanne, Mauzac blanc, Mauzac rose, Merseguerra, Muscat blanc à petits grains, Muscat rouge à petits grains, Muscat de Frontignan, Muscat d'Alexandrie.

Cépages autorisés.

Moyennement productifs: *Alicante H. Bouschet, Aubun, *Seibel 8357.

Productifs: Aramon, Clairette égreneuse, Plant X ou plant Rico, Terret blanc, Terret Bourret, Terret noir, Seyve Villard 12309, Seyve Villard 12375, Toustain (plant romain), Ugni blanc.

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 2 du décret n° 55-1193 du 8 septembre 1955 est complété par les dispositions suivantes:

« La proportion de Gamay Fréau peut cependant atteindre 50 p. 100 dans les départements de l'Indre, de Loir-et-Cher et du Loiret. »

Art. 3. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Art. 4. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le ministre de l'Algérie, le secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat à l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 30 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le ministre de l'Algérie,*
ROBERT LACOSTE.

*Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,*
PIERRE DE FÉLICE.

*Le secrétaire d'Etat à l'Algérie,*
MARCEL CHAMPEIX.

---

**Ouverture de concours pour le recrutement de directeurs départementaux des services vétérinaires.**

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu l'article 29 de la loi du 24 mai 1951;

Vu le décret n° 52-545 du 16 mai 1952 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des corps des inspecteurs généraux des services vétérinaires, des directeurs départementaux des services vétérinaires et des vétérinaires sanitaires d'Etat,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'ouverture d'un concours pour le recrutement de trois directeurs départementaux des services vétérinaires est autorisée au cours du quatrième trimestre 1957.

Art. 2. — L'inspecteur général, chef des services vétérinaires, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1957.

*Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
PAUL RENARD.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

---

**Autorisations d'exercer les fonctions de chef de centre d'insémination artificielle.**

Par arrêté du 23 septembre 1957, les candidats suivants, classés par ordre de mérite, ont été reconnus aptes à exercer les fonctions de chef de centre d'insémination artificielle:

| | | |
|---|---|---|
| Roue (Jean-Paul). | Troiville (Georges). | Bauchet (Jean-Marie). |
| Muller (Pierre). | Corbel (Daniel). | Mereau (Robert). |
| Bousseau (Serge). | Lance (Gilbert). | Vandenberghe (Guy). |
| Bru (Jacques). | Lepetit (Jean). | Salle (Jean-Louis). |
| Grangere (Michel). | Colas (Guy). | |

---

**Génie rural.**

Par arrêté du 24 septembre 1957, M. Brachet (Jean), élève de l'école polytechnique, est nommé en qualité d'ingénieur élève du corps du génie rural; cette nomination prendra effet à compter du 1er octobre 1958, après accomplissement par l'intéressé d'une année de service militaire.

Par le même arrêté, les élèves de l'institut national agronomique dont les noms suivent sont nommés en qualité d'ingénieurs élèves du corps du génie rural à compter du 1er octobre 1957:

MM. Monteil (Georges), Podvin (Albert), Dutruc-Rosset (Georges), Vigreux (Pierre), Collet (Philippe), Pellisseri (Léon), appelés à servir dans la métropole.

MM. Inial (Jean-Louis), Leoni (Jean-Claude), appelés à servir dans les territoires d'outre-mer.

---

**Liste des agents du service de la protection des végétaux habilités à la signature des certificats phytosanitaires pour 1957.**

Par arrêté du 25 juillet 1957, l'article 3 de l'arrêté du 5 février 1957 fixant la liste des agents du service de la protection des végétaux habilités à la signature des certificats phytosanitaires en 1957 est complété comme suit:

*Circonscription de Bordeaux.*

M. Pinelli, contrôleur.

*Circonscription de Lyon.*

M. Boissonnat, contrôleur.

*Circonscription de Montpellier.*

MM. Caverivière et Terral, contrôleurs.
MM. Cholet et Lignereux, agents techniques.

## RECONSTRUCTION ET LOGEMENT

**Décret n° 57-1089 du 30 septembre 1957 approuvant les statuts de la Société anonyme d'économie mixte pour l'équipement du bassin lorrain et confiant à cette société le soin d'assurer l'étude, la coordination et l'exécution d'opérations d'aménagement d'une zone d'habitation et de deux zones industrielles.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du ministre de l'intérieur, du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 54-1121 du 10 novembre 1954 relatif à l'exécution d'opérations d'aménagement (art. 78-1 et 81-2 du code de l'urbanisme et de l'habitation);

Vu le décret n° 55-579 du 20 mai 1955 relatif aux interventions des collectivités locales dans le domaine économique;

Vu le décret n° 56-1109 du 6 novembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 78-1 et 81-2 du code de l'urbanisme et de l'habitation relatifs à l'exécution d'opérations d'aménagement;

Vu le décret n° 56-560 du 7 juin 1956 pris pour l'application de l'article 6 du décret n° 55-579 du 20 mai 1955 relatif aux interventions des collectivités locales dans le domaine économique;

Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 et notamment son article 2 (2°) portant codification en application de la loi n° 55-360 du 3 avril 1955, et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat;

Vu les statuts de la Société anonyme d'économie mixte pour l'équipement du bassin lorrain;

Vu les délibérations des conseils généraux des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges décidant la participation de ces départements à la Société pour l'équipement du bassin lorrain;

Vu l'avis du comité national d'urbanisme en date du 10 mai 1957;

Le conseil d'Etat (sections réunies de l'intérieur et des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont approuvés les statuts de la Société anonyme d'économie mixte dite Société d'équipement du bassin lorrain tels qu'ils sont annexés au présent décret.

Art. 2. — Est confié à la Société d'équipement du bassin lorrain le soin d'assurer l'étude et la coordination des opérations d'aménagement ci-après énumérées et de procéder, en accord avec les services et collectivités intéressés et lorsque les moyens de financement auront été réunis, à leur exécution:

— zone d'habitation de Konacker (Moselle);
— zone industrielle de Sarreguemines (Moselle);
— zone industrielle de Bar-le-Duc (Meuse).

Après études complémentaires et en accord avec les services et collectivités intéressés, d'autres opérations seront confiées à la société par des décrets ultérieurs.

Art. 3. — La Société d'équipement du bassin lorrain sera soumise au contrôle de l'Etat prévu par le décret susvisé du 26 mai 1955, portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat.

Art. 4. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le ministre de l'intérieur,*
GILBERT-JULES.

*Le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,*
BERNARD CHOCHOY.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*
MAURICE PIC.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ÉMILES HUGUES.

## STATUTS

### DE LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DU BASSIN LORRAIN

### TITRE Ier

### Forme de la société. — Dénomination. — Objet. — Siège. — Durée.

*Forme de la société.*

Art. 1er. — La présente société constitue une société d'intérêt général et d'économie mixte.

Elle est régie par les présents statuts, par les dispositions légales sur les sociétés anonymes, par le décret n° 54-1121 du 10 novembre 1954 relatif à l'exécution d'opérations d'aménagement et le décret n° 56-1109 du 6 novembre 1956 portant règlement d'administration pour l'application du décret du 10 novembre 1954 ainsi que par l'article 3 du décret n° 55-579 du 20 mai 1955 relatif aux interventions des collectivités locales dans le domaine économique.

*Dénomination.*

Art. 2. — La société prend la dénomination de Société d'équipement du bassin lorrain.

Cette dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement en toutes lettres « société anonyme d'économie mixte » et de l'énonciation du capital social.

*Objet.*

Art. 3. — La société a pour objet:

— de procéder à des études d'ordre général d'aménagement, de mise en valeur et de construction dans le bassin lorrain;

— de collaborer avec les collectivités locales, établissements et services publics, organismes constructeurs et entreprises, à la mise en œuvre suivie et cohérente d'opérations d'aménagement de zones industrielles ou d'habitation;

— de procéder aux études préliminaires à la mise en œuvre d'opérations d'aménagement de zones industrielles ou d'habitation, dans les domaines financiers, contentieux administratif et technique;

— de coordonner l'action des parties et des divers services et entreprises intéressées en vue d'assurer la continuité dans l'exécution des opérations d'aménagement, d'équipement et de construction qui lui sont confiées;

— de contracter tous emprunts et en général de réaliser toutes opérations financières nécessaires à la mise en œuvre d'opérations d'aménagement, lesdits emprunts pouvant recevoir, le cas échéant, la garantie de collectivités publiques;

— de réaliser toutes opérations foncières répondant à son objet;

— de procéder à l'exécution totale ou partielle de travaux d'équipement et de construction afférent à l'aménagement de zones industrielles ou d'habitation;

— d'assurer, le cas échéant, la gestion, l'exploitation et l'entretien de certains ouvrages;

— de réaliser toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social.

*Siège.*

Art. 4. — Le siège social est fixé à la préfecture de la Moselle.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration, et partout ailleurs sur décision de l'assemblée générale extraordinaire.

*Durée.*

Art. 5. — La durée de la société est fixée à quatre-vingt dix-neuf années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée, prévus aux présents statuts.

### TITRE II

### Capital. — Actions.

*Capital social.*

Art. 6. — Le capital social est fixé à quarante millions de francs (40.000.000 de francs) divisé en 4.000 actions de 10.000 F chacune à souscrire et à libérer en numéraire, dont 1.000 actions de la catégorie A et 3.000 actions de la catégorie B.

Les actions de la catégorie A ne peuvent appartenir qu'à des personnes de droit public. Les actions de la catégorie B peuvent appartenir soit à des personnes de droit privé, soit à des personnes de droit public.

Ce capital pourra être porté, par simple décision du conseil d'administration, à cinquante millions de francs (50.000.000 de francs) après libération intégrale des 1.000 actions ci-dessus, par émission de 1.000 autres actions de 10.000 F de la catégorie B.

*Augmentation et réduction de capital.*

Art. 7. — En dehors de l'augmentation prévue à l'article 6 ci-dessus, le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois soit par voie d'apports en nature ou en numéraire, soit par incorporation de réserves.

En représentation de ces augmentations de capital, il pourra être créé des actions ordinaires ou des actions de priorité jouissant de certains avantages sur les autres actions et conférant des droits d'antériorité sur les bénéfices et l'actif social, ou tous autres avantages éventuels, à condition que les actions de la catégorie A représentent toujours au moins 20 p. 100 du capital.

En cas d'augmentation de capital autre que celle prévue à l'article 6 ci-dessus, les titulaires des actions A émises antérieurement à cette augmentation ont, conformément aux dispositions légales en vigueur, un droit de préférence pour la souscription des actions A émises au prorata du capital possédé, et les propriétaires des actions B ont de même un droit préférentiel aux nouvelles actions B. Si certains actionnaires n'exercent pas leur droit, les actions nouvelles correspondantes seront réservées par priorité aux souscriptions dans les conditions légales.

Les augmentations de capital sont décidées ou autorisées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui fixe les conditions des émissions nouvelles et donne tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de les réaliser, dans un délai qui ne peut être supérieur à cinq années.

En cas d'augmentation de capital en numéraire la déclaration notariée de souscription et de versement n'est pas soumise à la vérification de l'assemblée générale et les statuts sont modifiés par le conseil d'administration.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus » et les actionnaires disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'une action nouvelle font leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

Si la réduction de capital est opérée au moyen de la réduction du nombre des titres et afin de permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins.

En cas de réduction de capital, les actions de la catégorie A doivent toujours représenter au moins 20 p. 100 de capital.

*Libération des 4.000 premières actions.*

Art. 8. — Le montant des 4.000 premières actions est payable soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet, savoir: un quart au moins du montant de chaque action souscrite en numéraire lors de la souscription et le surplus, selon les besoins de la société, sur simple décision du conseil d'administration qui fixe l'importance des sommes appelées ainsi que le lieu et l'époque auxquels les versements doivent être effectués.

Le conseil détermine également les conditions dans lesquelles les actionnaires peuvent être autorisés à libérer leurs actions par anticipation.

*Appel de fonds.*

Art. 9. — Tout appel de fonds est porté à la connaissance des actionnaires quinze jours avant la date fixée pour le versement, par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

A compter du jour de son exigibilité, tout versement en retard entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une demande en justice le payement d'un intérêt de 5 p. 100 au bénéfice de la société.

Tout titre non revêtu de la mention régulière des versements exigibles cesse d'être négociable et les sommes dues au titre de l'intérêt statutaire ne lui sont plus payées; il ne peut être représenté aux assemblées générales jusqu'à sa libération régulière.

Art. 10. — A défaut de payement dans les trente jours à partir de la date fixée pour le versement, il est adressé à tout actionnaire défaillant une lettre recommandée le mettant en demeure de remplir son engagement dans un délai de trente jours. Passé ce délai, la société peut faire vendre les actions sur lesquelles les versements appelés n'ont pas été opérés.

A cet effet, un avis de mise en vente indiquant les numéros des actions dont il s'agit est publié dans un journal d'annonces légales du siège social; la vente peut avoir lieu trente jours après cette publication. Dès fixation de la date de la vente, avis en est donné à l'actionnaire défaillant.

La vente des actions peut avoir lieu en bloc ou en détail, en une ou plusieurs fois. Elle est faite pour le compte et aux risques du retardataire. Elle est effectuée par le ministère d'un notaire. L'adjudication ne sera toutefois définitive que si l'adjudicataire a obtenu l'accord préalable du conseil d'administration. A défaut d'accord préalable, l'adjudication se fera sous condition suspensive d'obtention de l'agrément, dans les conditions fixées à l'article 14 des statuts.

Sur le produit net de la vente sont imputés d'abord les frais de poursuite, puis les intérêts dus et enfin le capital exigible. L'excédent disponible appartient à l'actionnaire dépossédé. S'il y a déficit, l'actionnaire poursuivi reste tenu de la différence.

Les titres originaires des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit; ils doivent être restitués à la société qui délivre aux acquéreurs de nouveaux titres portant les mêmes numéros et une mention de duplicata.

Les dispositions prévues au présent article et à l'article 9 ci-dessus à l'encontre des actionnaires défaillants ne sont applicables aux collectivités locales que si celles-ci n'ont pas pris lors de la plus prochaine session de cette assemblée qui suivra l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer les versements demandés et prévoyant les moyens financiers destinés à y faire face.

Art. 11. — Le premier versement est constaté par un récépissé nominatif qui sera échangé, dans un délai de six mois à compter de la constitution de la société, contre un titre provisoire d'action. Tous versements ultérieurs, à l'exception du dernier, seront mentionnés sur ce titre provisoire.

Le dernier versement sera fait contre la remise du titre définitif.

*Libération des actions autres que les 4.000 actions d'origine.*

Art. 12. — Le montant nominal des actions de numéraire à souscrire lors des augmentations de capital, y compris celles prévues au dernier alinéa de l'article 6 ci-dessus, est payable au siège social ou aux autres caisses désignées à cet effet, intégralement lors de la souscription, à peine de nullité de celle ci.

*Forme des actions.*

Art. 13. — Les actions seront nominatives.

Les titres définitifs seront extraits de registres à souches, revêtus d'un numéro d'ordre et de la signature, soit de deux administrateurs, soit d'un administrateur et d'un délégué spécial du conseil d'administration même ne faisant pas partie du conseil.

La signature d'un administrateur, si les titres sont revêtus de la signature de deux administrateurs, ou de l'administrateur, s'ils sont revêtus de la signature d'un administrateur et d'un délégué spécial du conseil, peut être imprimée ou apposée au moyen d'une griffe.

*Transmission des actions.*

Art. 14. — Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, de quelque manière qu'elle ait lieu, ainsi que toute mutation d'actions entre vif ou par décès doit être autorisée par décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers. Le conseil d'administration n'aura jamais à faire connaître le motif de ses décisions.

En cas de refus, le conseil d'administration a le droit dans les deux mois de la notification de ce refus de faire racheter les actions par une ou plusieurs personnes désignées par lui. Le prix de rachat est alors égal à la capitalisation, au taux des avances de la Banque de France majoré de un point, du dividende moyen des cinq dernières années

Si le conseil d'administration n'a pas désigné d'acquéreur dans le délai de deux mois visé ci-dessus, la cession ou la mutation dont l'agrément a été demandé devient effective.

Ces dispositions sont applicables, en cas d'augmentation de capital, à la cession des droits de préférence prévus à l'article 7 ci-dessus.

La cession s'opère par déclaration de transfert signée par le cédant ou son mandataire et inscrite sur un registre spécial de la société.

Les actions appartenant aux quatre départements sont conservées par le trésorier payeur général de chacun de ces départements. A l'exception de celles affectées à la garantie de la gestion de leurs représentants au conseil d'administration, les actions appartenant à chacun des départements ne peuvent être cédées que si la cession envisagée a été approuvée par délibération du conseil général de ce département.

*Indivisibilité des actions.*

Art. 15. — Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action.

Tous les copropriétaires indivis d'une action à n'importe quel titre, héritiers ou ayants cause d'un actionnaire décédé, ou même usufruitiers et nus propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne, nommée d'accord entre eux ou, à défaut, par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, à la requête de la société, après mise en demeure.

En ce qui concerne les usufruitiers et nus propriétaires, la société n'aura à faire, pour toutes communications, qu'à l'usufruitier qui sera seul convoqué aux assemblées générales, même extraordinaires ou modificatives des statuts. Il aura seul droit d'y assister et de prendre part au vote.

*Limitation des obligations pécuniaires de tout actionnaire.*

Art. 16. — Les actionnaires ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

Ils ne peuvent être soumis à aucun appel de fonds au delà de ce montant, ni à aucune restitution d'intérêts ou dividendes régulièrement perçus.

*Transmission des droits de l'action.*

Art. 17. — Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

La société ne sera pas dissoute par le décès, la retraite volontaire ou forcée, l'interdiction ou la déconfiture, la faillite et le règlement judiciaire d'un ou de plusieurs actionnaires.

Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

TITRE III

**Participation des départements à l'administration de la société et au contrôle de cette administration.**

*Participation des départements à l'administration de la société.*

Art. 18. — Les départements de la Moselle, de la Meurthe et-Moselle, des Vosges et de la Meuse participeront obligatoirement à l'administration de la société.

Ils seront représentés au conseil proportionnellement à leur participation au capital social et par au moins un administrateur.

Leurs représentants seront désignés par les conseils généraux dans les conditions fixées par ces assemblées.

La nomination des représentants des départements ne sera pas soumise à l'approbation de l'assemblée générale.

Les représentants des départements au conseil d'administration siègent et agissent avec les mêmes droits, pouvoirs et obligations que les autres administrateurs, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers.

Le représentant de l'Etat, prévu au décret n° 54-1121 du 10 novembre 1954, article 1er, dernier alinéa, sera désigné et exercera ses fonctions dans les conditions fixées par le décret n° 56-1109 du 6 novembre 1956, portant règlement d'administration publique pour application dudit décret.

Le commissaire du Gouvernement siégeant auprès de la société sera désigné dans les conditions fixées à l'article 6 du décret n° 55-579 du 20 mai 1955. Il exercera ses pouvoirs dans les conditions déterminées par le conseil d'administration, conformément aux dispositions du décret n° 56-560 du 7 juin 1956, pris pour l'application dudit article.

TITRE IV

**Administration de la société.**

*Conseil d'administration.*

Art 19. — La société est administrée par un conseil composé de douze membres au plus, comprenant les administrateurs représentant l'Etat et les départements, dans les conditions fixées à l'article 18. Les autres administrateurs sont désignés par les actionnaires en assemblée générale.

*Actions de garantie.*

Art. 20. — Les administrateurs doivent déposer dans les caisses de la société une action en garantie de leur gestion.

Ces actions sont affectées en totalité à la garantie des actes de l'administration, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs; elles sont inaliénables, frappées d'un timbre indiquant leur inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale. La responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants de chaque département incombe au département.

*Durée des fonctions des administrateurs.*

Art. 21. — La durée des fonctions des administrateurs est de deux années, chaque année s'entendant entre deux assemblées générales ordinaires annuelles consécutives.

A l'expiration de chaque période de deux années, le conseil d'administration se renouvelle en entier.

Tout administrateur sortant est rééligible.

*Faculté d'adjonction d'administrateurs.*

Art. 22. — Si le conseil est composé de moins de douze membres, il a la faculté de se compléter par cooptation s'il le juge utile, pour les besoins du service et dans l'intérêt de la société.

Dans ce cas, les nominations faites à titre provisoire par le conseil sont soumises, lors de sa première réunion, à la confirmation de l'assemblée générale qui détermine la durée du mandat des nouveaux administrateurs.

Si une place d'administrateur devient vacante dans l'intervalle de deux assemblées générales, le conseil peut pourvoir au remplacement; il est même tenu de le faire dans les six mois qui suivent la vacance si le nombre des administrateurs, non compris ceux représentant les départements, est descendu au-dessous de cinq. L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à une élection définitive.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Si ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'assemblée générale, les délibérations prises et les actes accomplis par le conseil d'administration n'en demeurent pas moins valables.

Si, par suite de dissentiments au sein du conseil d'administration, les administrateurs composant la majorité du conseil se retirent en même temps, l'assemblée devra compléter le conseil. Elle sera convoquée d'urgence et, au plus tard, dans la huitaine, par les administrateurs restant en fonction ou, à leur défaut, par le ou les commissaires aux comptes.

*Bureau.*

Art 23. — Le conseil nomme, parmi ses membres, un président pour la durée de son mandat d'administrateur. La nomination du président est soumise à l'agrément du Gouvernement.

Le président doit être une personne physique.

En outre, chaque année, à la séance suivant la réunion de l'assemblée ordinaire, le conseil nomme, parmi ses membres et s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents.

Le président et les vice-présidents sont toujours rééligibles. En cas d'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne pour chaque séance celui des membres présents qui remplit les fonctions de président.

Le conseil choisit la personne devant remplir les fonctions de secrétaire et qui peut être prise même en dehors des actionnaires.

*Réunion du conseil.*

Art. 24. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. En cas d'indisponibilité ou de carence du président, cette initiative peut être prise par l'un des vice-présidents, ou, à défaut, par quatre administrateurs.

Le conseil d'administration se réunit soit au siège social, soit, lorsque des circonstances particulières l'exigeront, en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

La présence de la majorité des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les administrateurs ont le droit de se faire représenter par un de leurs collègues, mais un administrateur ne peut représenter, comme mandataire, qu'un seul de ses collègues.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination ainsi que celle du président directeur général résulte suffisamment, vis-à-vis des tiers, de l'énonciation, dans le procès-verbal de chaque délibération et dans les extraits qui en sont délivrés, des noms, tant des administrateurs présents que de ceux des administrateurs absents.

*Procès-verbaux.*

Art. 25. — Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de la séance et le secrétaire, ou par deux administrateurs qui y ont pris part.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président, soit par l'administrateur temporairement délégué dans les fonctions de président, soit par le directeur général adjoint, administrateur ou non, s'il en est nommé un, soit même par deux administrateurs.

*Pouvoirs.*

Art. 26. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la société, mais l'administration courante de la société appartient au président du conseil d'administration qui, de par la loi, est chargé de la direction générale de la société sous le contrôle du conseil.

Le conseil a, notamment, les pouvoirs suivants:

1° Il établit le règlement et l'organisation de la société;

2° Il décide l'établissement de bureaux, agences et succursales dans tous endroits où des tâches d'exécution l'exigeront;

3° Il nomme et révoque le président et désigne sur sa proposition la personne, administrateur ou non, à lui adjoindre en qualité de directeur général pour l'assister dans la direction générale de la société. Il nomme tous directeurs et détermine les conditions de leur admission, de leur rémunération et de leur licenciement;

4° Il fixe les dépenses générales d'administration et fixe les conditions des conventions et marchés de toute nature;

5° Il effectue l'achat de tous objets, produits et matières nécessaires à la société;

6° Il statue, s'il y a lieu, sur tous les traités, marchés et entreprises et passe éventuellement tous contrats de fournitures;

7° Il autorise tous achats, ventes, échanges et locations de biens et objets, meubles et immeubles qu'il juge nécessaire dans l'intérêt de l'administration de la société;

8° Il décide tous travaux d'augmentation, d'amélioration, réparation à faire aux établissements de la société et toutes créations et constructions nouvelles;

9° Il autorise toutes acquisitions, tous retraits, transferts, aliénations de rentes, valeurs mobilières et autres droits mobiliers quelconques;

10° Il consent ou accepte, cède ou résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente;

11° Il perçoit les sommes dues à la société, paye celles qu'elle doit, règle et arrête tous les comptes;

12° Il décide de toutes souscriptions, endos, acceptations et acquits de tous chèques et traites;

13° Il contracte tous emprunts avec ou sans garantie sur les biens sociaux par voie d'ouverture de crédit ou autrement;

14° Il autorise et donne toutes hypothèques sur tous immeubles de la société; consent toutes antichrèses et délégations, tous gages et nantissements et autres garanties mobilières ou immobilières de quelque nature qu'elles soient, ainsi que toutes subrogations avec ou sans garanties et toutes antériorités;

15° Il exerce toute action judiciaire, tant en demandant qu'en défendant;

16° Il consent et accepte tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements, tous désistements, toutes subrogations, toutes mainlevées de privilèges, hypothèques, saisies ou droits quelconques, avant ou après payement;

17° Il arrête les inventaires, bilans et comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires;

18° Il dresse un rapport relatant les opérations de la société durant l'exercice écoulé entre le dernier inventaire et le précédent;

19° Il arrête les sommes qu'il lui paraît convenable de prélever pour les amortissements;

20° Il convoque toutes assemblées générales et en fixe l'ordre du jour; propose les augmentations ou réductions du capital social et toutes modifications et additions aux présents statuts, ainsi que toutes opérations qu'il croit utiles;

21° Il autorise l'ouverture de tous comptes postaux, dépôts et retraits et, d'une façon générale, toutes opérations avec l'administration des postes, télégraphes et téléphones et donne à cet effet toutes délégations et pouvoirs.

Les pouvoirs ci-dessus sont énonciatifs et non limitatifs des droits du conseil en ce qui concerne l'administration courante de la société.

*Direction générale. — Directeurs.*

Art. 27. — Le président du conseil d'administration assure, sous sa responsabilité personnelle, la direction générale de la société. A cet effet, le conseil lui délègue tous les pouvoirs nécessaires pour la gestion courante de la société et pour l'exécution de ses décisions.

Le conseil d'administration peut, sur la proposition du président, lui adjoindre, pour l'assister à titre de directeur général, soit un de ses membres, soit un mandataire choisi hors de son sein, dont il détermine les pouvoirs.

Le directeur général, s'il n'est pas administrateur, assiste aux délibérations du conseil, mais avec simple voix consultative.

La nomination aux postes de directeur général, secrétaire général, directeurs s'il y a lieu, est prononcée avec l'approbation du Gouvernement s'il s'agit d'un fonctionnaire, et avec celle du commissaire du Gouvernement dans tout autre cas.

Dans le cas où le président se trouve empêché d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un administrateur. Cette délégation renouvelable est toujours donnée pour une durée limitée. Si le président est dans l'impossibilité temporaire d'effectuer cette délégation, le conseil d'administration peut y procéder d'office dans les mêmes conditions.

Hors ces cas d'exception, aucun autre membre du conseil d'administration ne peut être investi de fonctions de direction dans la société.

Le conseil d'administration peut également conférer à un ou plusieurs directeurs, actionnaires ou non, mais pris en dehors des membres du conseil, les pouvoirs qu'il juge convenables; ce ou ces directeurs doivent rendre compte de leur gestion au président et, le cas échéant, au directeur général qui, de leur côté, doivent tenir le conseil au courant de cette gestion.

Le conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telles personnes que bon lui semble, même à des administrateurs, par mandat spécial pour un ou plusieurs objets déterminés et autoriser ces mandataires à substituer tout ou partie des pouvoirs qui leur sont conférés.

*Signatures.*

Art. 28. — Les actes concernant la société, décidés et autorisés par le conseil, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits sont signés par le président du conseil qui pourra donner pouvoir au directeur général s'il en a été nommé un, à l'administrateur temporairement délégué dans les fonctions de président, à un directeur ou tout autre mandataire ayant reçu pouvoir à cet effet.

*Convention des administrateurs avec la société.*

Art. 29. — Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs soit directement soit indirectement soit par personne interposée doit être soumise à l'autorisation spéciale du conseil d'administration. Avis en est donné aux commissaires aux comptes.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise dont l'un des administrateurs est propriétaire ou dans laquelle il est associé en nom, gérant, administrateur ou directeur. L'administrateur qui se trouve dans l'un de ces cas doit en faire la déclaration au conseil. Avis en est également donné aux commissaires aux comptes.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions normales portant sur les opérations de la société avec ses clients.

Le ou les commissaires présentent chaque année à l'Assemblée générale annuelle un rapport spécial sur les conventions autorisées par le conseil. L'assemblée statue sur ce rapport, conformément aux prescriptions de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 tel qu'il a été modifié par l'article 10 de la loi du 4 mars 1943.

*Responsabilité des administrateurs.*

Art. 30. — Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu, conformément aux règles de droit commun et aux lois des 24 juillet 1867 et 16 novembre 1940.

*Allocation des administrateurs.*

Art. 31. — Les fonctions d'administrateur et de président du conseil d'administration sont gratuites. Néanmoins, les membres du conseil d'administration ont droit à des jetons de présence dont le montant sera fixé annuellement par l'assemblée générale.

Par contre, le directeur général, les directeurs et les autres membres du personnel ont droit à une rémunération fixe déterminée par le conseil d'administration.

TITRE V

**Commissaires. — Conseil des études.**

*Nomination. — Pouvoirs.*

Art. 32. — L'assemblée générale ordinaire désigne, dans les conditions fixées par les articles 32 à 34 de la loi du 24 juillet 1867, un ou plusieurs commissaires chargés de remplir la mission qui leur est dévolue par ces articles.

La durée des fonctions des commissaires est de trois années consécutives, sauf pour ceux nommés par l'assemblée constitutive pour lesquels elle n'est que d'une année.

Les commissaires sont rééligibles.

Ils ont le droit, en cas d'urgence, de convoquer l'assemblée générale.

Si l'assemblée générale a nommé plusieurs commissaires, l'un d'eux peut agir seul en cas de décès, démission, refus ou empêchement de l'autre ou des autres.

Les commissaires reçoivent une rémunération dont l'importance fixée par l'assemblée générale est maintenue jusqu'à décision nouvelle de sa part.

*Conseil des études.*

Art. 33. — Il est créé auprès du conseil d'administration de la société, un conseil des études chargé, dans le cadre de l'aménagement régional, de coordonner l'action de la société et celle des comités d'aménagement des quatre départements lorrains. Il apporte au conseil d'administration des éléments d'appréciation lui servant à prendre ses décisions en ce qui concerne les opérations à entreprendre par la société.

Ce conseil est composé au maximum de douze membres pris en nombre égal dans chacun des quatre comités d'aménagement départementaux. Les présidents de ces comités sont membres de droit du conseil des études qui est présidé par le président du comité d'aménagement du bassin lorrain. Le directeur général de la société participe en outre aux travaux de ce conseil dont il assure la présidence en cas d'absence de son président.

Le conseil des études se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les comptes rendus de ses travaux sont établis et transmis au conseil d'administration par le directeur général de la société.

Les membres du conseil des études, présidents des comités d'aménagement, peuvent assister, en tant que de besoin, à titre consultatif, aux séances du conseil d'administration de la société.

TITRE VI

**Assemblées générales.**

*Réunion.*

Art. 34. — Les actionnaires sont réunis chaque année en assemblée générale par le conseil d'administration, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, aux jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

Des assemblées générales peuvent également être convoquées extraordinairement soit par le conseil d'administration, soit par les commissaires en cas d'urgence. Le conseil d'administration est même tenu dans tous les cas de convoquer l'assemblée générale lorsque la demande lui en est faite par des actionnaires représentant le tiers au moins du capital social.

Sous réserve de ce qui sera dit ci-après, les convocations aux assemblées générales sont faites vingt jours au moins à l'avance, soit par un avis inséré dans un des journaux d'annonces légales du lieu du siège social, soit par lettres individuelles adressées à chacun des actionnaires.

Le délai de convocation peut être réduit à huit jours pour les assemblées ordinaires convoquées extraordinairement ou sur deuxième convocation

Quant aux assemblées extraordinaires réunies sur deuxième ou troisième convocation, elles doivent respecter les formes et délais prévus à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 modifié par l'article 3 de la loi du 25 février 1953.

Les avis de convocation doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

*Droits d'assistance.*

Art. 35. — Les propriétaires d'actions depuis dix jours au moins avant la réunion, ont le droit d'assister à l'assemblée générale ou de s'y faire représenter par des mandataires.

Nul ne peut représenter un actionnaire à l'assemblée s'il n'est lui-même actionnaire.

Les femmes mariées sont valablement représentées par leurs maris, s'ils ont l'administration de leurs biens, les mineurs et les interdits par leurs tuteurs, les faillis par leurs syndics, les sociétés en liquidation amiable par leurs liquidateurs, sans qu'il soit nécessaire que les représentants visés au présent paragraphe soient personnellement actionnaires.

Le nu propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier et le droit de vote appartient à ce dernier pour toutes les assemblées ordinaires et extraordinaires.

La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

*Bureau de l'assemblée.*

Art. 36. — L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par le ou l'un des vice-présidents du conseil ou, à leur défaut, par un administrateur délégué spécialement à cet effet par le conseil.

Au cas où l'assemblée est convoquée à la diligence d'un liquidateur ou d'un administrateur provisoire, c'est la personne ayant fait la convocation qui préside l'assemblée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts porteurs d'actions, tant en leur nom personnel que comme mandataires et, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux jusqu'à acceptation.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre des actions possédés par chacun d'eux. Cette feuille, signée des actionnaires présents, est certifiée par le bureau et déposée au siège social. Elle doit être communiquée à tout requérant.

*Ordre du jour.*

Art. 37. — L'ordre du jour est arrêté par l'organe ou la personne qui a fait la convocation.

Il n'y est porté que les propositions émanant du conseil d'administration ou des commissaires aux comptes et celles qui ont été communiquées au conseil au moins vingt jours avant la réunion au nom d'actionnaires représentant au minimum le quart du capital social.

Il ne peut être mis en délibération d'autres objets que ceux portés à l'ordre du jour, sauf les résolutions qui seraient une conséquence directe de la discussion provoquée par un de ceux-ci.

*Composition de l'assemblée. — Voix.*

Art. 38. — L'assemblée générale ordinaire (annuelle ou convoquée extraordinairement) ou extraordinaire se compose de tous les actionnaires. Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation sauf application de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, pour la limitation des voix dans les assemblées générales soumises aux prescriptions des assemblées constitutives ou assimilées.

Le scrutin secret peut être réclamé par un nombre d'actionnaires représentant au moins le quart des actions présentes ou représentées à l'assemblée et est de droit pour l'élection des administrateurs à nommer par l'assemblée.

*Procès-verbaux. — Extraits et copies.*

Art. 39. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés, soit par le président du conseil, soit par l'administrateur temporairement délégué dans les fonctions de président, soit par le directeur général, soit par deux administrateurs

*Effet obligatoire des délibérations.*

Art. 40. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle peut être tout à la fois, ordinaire et extraordinaire, si elle réunit les conditions nécessaires pour ces deux sortes d'assemblées.

Les délibérations de l'assemblée prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents et les dissidents.

*Assemblée ordinaire. — Quorum.*

Art. 41. — L'assemblée générale ordinaire (annuelle ou convoquée extraordinairement) doit, pour délibérer valablement, être composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau selon les formes prescrites ci-dessus par l'article 34. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre d'actions représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

*Assemblée ordinaire. — Majorité.*

Art. 42. — Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

*Compétence des assemblées générales ordinaires.*

Art. 43. — L'assemblée générale ordinaire entend le rapport du conseil d'administration sur les affaires sociales; elle entend également le rapport des commissaires sur le mandat qui leur a été conféré ainsi que leurs rapports spéciaux prescrits par toutes lois en vigueur et, notamment, par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Elle discute, approuve ou redresse les comptes.

Elle nomme, remplace ou réélit les administrateurs et les commissaires.

Elle fixe le montant des jetons de présence des administrateurs.

Elle détermine la rémunération des commissaires.

(*Supplément.*)

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Enfin, elle confère au conseil d'administration les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à lui attribués seraient insuffisants.

La délibération contenant approbation du bilan et des comptes doit être précédée du rapport des commissaires à peine de nullité.

*Assemblée extraordinaire. — Majorité.*

Art. 44. — Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

*Compétence des assemblées générales extraordinaires.*

Art. 45. — L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, autorisées par les lois sur les sociétés.

Elle peut décider notamment:

1° L'augmentation du capital social ou sa réduction;

2° Sa division en actions d'un taux autre que celui de dix mille francs;

3° La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société;

4° La fusion ou l'alliance de cette société avec d'autres sociétés constituées ou à constituer;

5° La transformation en société de toute autre forme;

6° Le transport ou la vente à tous tiers des biens, droits et obligations de ladite société ou leur apport à une autre société;

7° Tout changement de l'objet social, notamment son extension ou sa restriction;

8° Toutes modifications à la répartition de l'actif social;

9° Et en général modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires.

*Convocation. — Quorum.*
*Tenue des assemblées générales extraordinaires.*

Art. 46. — Sous réserve de ce qui est dit à l'article 38 ci-dessus les formes et délais de convocation, le quorum et la tenue de l'assemblée générale extraordinaire sont soumis aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 modifié par l'article 3 de la loi du 25 février 1953.

TITRE VII

**Inventaire. — Fonds de réserve. — Répartition des bénéfices.**

*Année sociale.*

Art. 47. — L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution définitive de la société jusqu'au 31 décembre 1957.

*Inventaire. — Droit de communication.*

Art. 48. — Il est établi, chaque année, conformément à l'article 9 du code de commerce, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société.

Le conseil établit, en outre, un compte de profits et pertes et un bilan et il présente aux actionnaires un rapport sur la marche de la société pendant l'année écoulée.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale. Ils sont présentés à cette assemblée, après communication au commissaire du Gouvernement.

Ils sont tenus à la disposition des actionnaires conformément aux prescriptions des articles 34 et 35 de la loi du 24 juillet 1867.

*Répartition des excédents.*

Art. 49. — Les bénéfices nets s'entendent des produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et d'autres charges sociales ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de tous prélèvements nécessaires pour la constitution des provisions.

Sur les bénéfices nets il est prélevé:

1° 5 p. 100 pour la formation du fonds de réserve légal; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social, mais reprend si, pour une cause quelconque, la réserve devient inférieure à ce dixième;

2° La somme nécessaire pour servir un intérêt de 6 p. 100 à titre de dividende statutaire, non cumulatif, sur le montant libéré et non amorti des actions.

L'excédent sera affecté, suivant les décisions de l'assemblée générale, à la constitution de réserves destinées notamment à permettre le financement d'opérations d'intérêt général entrant dans le cadre de l'objet social.

TITRE VIII

**Dissolution. — Liquidation.**

*Perte des trois quarts du capital.*

Art. 50. — En cas de perte des trois quarts du capital social, le conseil d'administration est tenu de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la société ou de prononcer sa dissolution. Cette assemblée doit, pour pouvoir délibérer, réunir les conditions fixées aux articles 41 et 46 ci-dessus.

*Conditions de la liquidation.*

Art. 51. — A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition du conseil d'administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du ou des administrateurs et des commissaires.

Les liquidateurs peuvent, à défaut de pouvoir spécial conféré à eux à ce sujet lors de leur nomination, faire apport, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à une autre société, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou consentir la cession à une société ou à toute autre personne de ces biens, droits et obligations.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la société; elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

Après le règlement du passif et des charges de la société, le produit net de la liquidation est employé d'abord à amortir complètement le capital des actions si cet amortissement n'a pas encore eu lieu.

Le surplus est affecté à un organisme d'intérêt général ou professionnel concernant l'aménagement et la mise en valeur du bassin lorrain.

TITRE IX

**Contestations.**

Art. 52. — Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et notifications sont valablement faites au parquet du procureur de la République près le tribunal du lieu du siège social.

TITRE X

**Conditions de constitution de la société.**

Art. 53. — La société ne sera définitivement constituée qu'après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été remplies, que les 4.000 premières actions de numéraire auront été souscrites et qu'il aura été versé un quart en espèces sur chacune d'elles, ce qui sera constaté par une déclaration notariée faite par le fondateur, à laquelle sera annexé un état des souscriptions et des versements contenant les énonciations légales, et qu'une assemblée générale tenue dans les conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1867 aura reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, nommé les premiers administrateurs ainsi que les commissaires aux comptes et constaté leur acceptation.

TITRE XI

Art. 54. — Pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi en matière de constitution de société, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'expéditions ou d'extraits ou de copies tant des présents statuts que des actes et délibérations constitutifs qui y feront suite.

(*Supplément. — Fin.*)

### Déclaration d'urgence de travaux nécessaires à la réalisation d'un projet de reconstruction et d'aménagement.

Par arrêté concerté du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement et du secrétaire d'Etat au budget en date du 29 août 1957, sont déclarées urgentes dans la commune de Wihr-en-Plaine (Haut-Rhin) les opérations prévues au projet de reconstruction et d'aménagement et faisant l'objet de l'application de l'article 10 de la loi des 11 octobre 1940-12 juillet 1941.

### Revision d'un projet de reconstruction et d'aménagement

Par arrêté en date du 24 septembre 1957, pris en application du code de l'urbanisme et de l'habitation, est ordonnée la revision du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune du Grau-du-Roi (Gard).

### Commission des transferts de dommages de guerre d'Indochine.

Le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,

Vu les articles 30 et 31 du décret n° 47-1896 du 27 septembre 1947 portant application à l'Indochine de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, modifiés par le décret n° 55-776 du 9 juin 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Il est créé au secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement une commission chargée de formuler un avis:

a) Sur les demandes de transfert d'indemnités de dommages de guerre d'Indochine portant sur un montant de plus de 50 millions de francs, soit en une seule demande, soit en tenant compte de demandes précédemment admises en faveur du même bénéficiaire;

b) Sur toute autre demande de transfert ou tout autre problème touchant l'emploi d'indemnités en provenance d'Indochine que le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement soumet à son examen.

Art. 2. — La commission est présidée par le directeur des dommages de guerre et comprend, en outre, les membres ci-après:

Un représentant du ministre des finances, des affaires économiques et du plan;

Un représentant du ministre des affaires étrangères;

Un représentant du ministre de la France d'outre-mer;

Un représentant du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme;

Un représentant du ministre de l'Algérie;

Un représentant du ministre du Sahara;

Un représentant du secrétaire d'Etat au budget;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux affaires économiques;

Un représentant du secrétaire d'Etat à l'énergie;

Un représentant du secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce;

Un représentant du secrétaire d'Etat à l'équipement et au plan agricoles.

Le directeur des dommages de guerre peut être assisté des représentants qualifiés du directeur de l'aménagement du territoire.

Art. 3. — Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement.

Art. 4. — Le directeur des dommages de guerre au secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1957.

BERNARD CHOCHOY.

### Administration centrale.

Par arrêté en date du 26 septembre 1957, pris en exécution du tableau d'avancement valable pour 1957, M. Van Hooren (Jean), ingénieur titulaire de 1re classe, 4e échelon, est promu ingénieur titulaire, échelon exceptionnel, à compter du 1er octobre 1957.

### Tableaux d'avancement pour la 1re classe du grade d'agent de la reconstruction (administration centrale et services extérieurs).

ANNÉE 1956

Sont inscrits, par ordre de mérite, au tableau d'avancement pour la 1re classe du grade d'agent de la reconstruction du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement (administration centrale et services extérieurs) valable pour l'année 1956 les agents de la reconstruction de 2e classe dont les noms suivent:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Mlle Fort (Monique). | 9 | MM. Schill (Marcel). |
| 2 | MM. Giedinger (Jean-Paul). | 10 | Sauthoff (Frédéric). |
| 3 | Blondy (Jean). | 11 | Goedert (Marcel). |
| 4 | Mlle Bastide (Madeleine). | 12 | Buttier (Henri). |
| 5 | MM. Quidot (Marcel). | 13 | Bernoud (Aimé). |
| 6 | Kœnig (Félix). | 14 | Decroix (André). |
| 7 | Dezeraud (André). | 15 | Schiller (Robert). |
| 8 | Stoupantz (Guy). | 16 | Lerda (Jean). |

ANNÉE 1957

Sont inscrits, par ordre de mérite, au tableau d'avancement pour la 1re classe du grade d'agent de la reconstruction du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement (administration centrale et services extérieurs) valable pour l'année 1957 les agents de la reconstruction de 2e classe dont les noms suivent:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Mlle Fort (Monique). | 12 | MM. Dezeraud (André). |
| 2 | MM. Lefrançois (Jean-Claude). | 13 | Stoupantz (Guy). |
| 3 | Giedinger (Jean-Paul). | 14 | Schill (Marcel). |
| 4 | Blondy (Jean). | 15 | Sauthoff (Frédéric). |
| 5 | Mlle Bastide (Madeleine). | 16 | Osmont (Alfred). |
| 6 | MM. Quidot (Marcel). | 17 | Goedert (Marcel). |
| 7 | Roulland (Louis). | 18 | Buttier (Henri). |
| 8 | Innocenzi (Pierre). | 19 | Bernoud (Aimé). |
| 9 | Mme Briquet (Geneviève). | 20 | Decroix (André). |
| 10 | MM. Peysselon (Gabriel). | 21 | Schiller (Robert). |
| 11 | Kœnig (Félix). | 22 | Lerda (Jean). |

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

### Décret du 30 septembre 1957 portant nomination et titularisation d'administrateurs civils.

Par décret en date du 30 septembre 1957, sont nommés administrateurs civils de 2e classe (1er échelon) au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et titularisés dans le corps à compter du 1er août 1957, les élèves de la promotion « France-Afrique » de l'école nationale d'administration dont les noms suivent:

MM. François (Robert), Biju-Duval (Michel).

Compte tenu du rappel forfaitaire d'ancienneté de 2 ans 6 mois, MM. François et Biju-Duval sont, à cette même date, promus au 3e échelon de la 2e classe du corps des administrateurs civils.

Compte tenu d'une ancienneté de 1 an 6 mois pour services militaires, M. François (Robert) est, à cette même date, promu du 3e au 4e échelon de la 2e classe du corps des administrateurs civils.

Compte tenu d'une ancienneté de 2 ans 18 jours (2 ans pour services militaires et 18 jours à titre de majoration pour services militaires durant la campagne 1939-1945), M. Biju-Duval (Michel) est, à la même date, promu du 3e au 4e échelon de la 2e classe du corps des administrateurs civils avec un reliquat d'ancienneté de 6 mois 18 jours.

### Décret n° 57-960 relatif au traitement des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires et des instituteurs remplaçants pourvus du certificat d'aptitude pédagogique.

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 août 1957: page 8423, 38e ligne, au lieu de: « le traitement brut afférent à l'indice 230 », lire: « le traitement afférent à l'indice brut 230 ».

### Modification du taux de certains droits d'examen.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 48 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951;

Vu l'arrêté du 9 avril 1957 fixant le taux de certains droits d'examen,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 9 avril 1957 est modifié comme suit, à compter du 1er avril 1957, en ce qui concerne le diplôme d'expert comptable, examen préliminaire:

« Diplôme d'expert comptable:

« Examen préliminaire première partie..... 1.000 F

« Examen préliminaire deuxième partie..... 1.000 F ».

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le directeur du budget au ministère des finances, des affaires économiques et du plan et le directeur général de l'enseignement technique au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 septembre 1957.

*Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur adjoint du cabinet,*

ROGER GRANDBOIS.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

ANDRÉ NEURRISSE.

---

**Création d'un brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques).**

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi du 25 juillet 1919 sur l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial;

Vu les lois du 4 août 1942 et du 4 octobre 1943 validées relatives à la délivrance des diplômes professionnels;

Vu le décret n° 52-178 du 19 février 1952 créant les brevets de techniciens et fixant leurs dispositions générales;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue;

Sur la proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1er. — Est créé un brevet de technicien de mécanographie dont les différentes spécialités seront fixées par arrêtés ministériels.

Art. 2. — Le brevet de technicien de mécanographie, spécialité Machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques, est délivré aux candidats ayant subi avec succès un examen dont le détail des épreuves et le programme sont déterminés par les annexes jointes.

Il comporte:

L'option A: exploitation;

L'option B: construction et entretien.

Art. 3. — Aucune condition particulière n'est exigée pour l'inscription à l'examen.

Art. 4. — Les candidats sont tenus de se faire inscrire deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen à l'inspection principale de l'enseignement technique de leur académie.

Ils doivent déposer à cet effet:

1° Une demande d'inscription sur papier libre et signée de leur main;

2° Un extrait de l'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu;

3° Trois enveloppes timbrées portant leur adresse.

La demande d'inscription devra spécifier quelle est l'option choisie par le candidat.

Les candidats doivent acquitter un droit d'examen dont le montant et les modalités de payement sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement technique et du ministre du budget.

Art. 5 — Sont seuls admissibles aux épreuves écrites et orales les candidats ayant obtenu une moyenne de 12 sur 20 aux épreuves pratiques.

Sont déclarés admis les candidats ayant obtenu une moyenne générale de 10 sur 20 à l'ensemble des épreuves de l'examen. Toute note inférieure à 5 peut entraîner l'élimination après délibération du jury.

Art. 6. — Après la clôture de l'examen, le jury dresse, par ordre alphabétique, la liste des candidats qui ont obtenu le brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques).

La mention « Bien » est décernée aux candidats ayant obtenu une moyenne d'admission au moins égale à 14; la mention « Très bien » est décernée à ceux qui ont obtenu une moyenne d'admission au moins égale à 16. Les candidats ne peuvent concourir que pour une seule spécialité à chaque session. Le diplôme attribué portera une mention correspondant à l'option dans laquelle le candidat aura subi les épreuves.

Art. 7. — Les titulaires du brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques) (option A) peuvent postuler une mention complémentaire « d'organisation ». Les candidats à l'obtention de cette mention subissent deux séries d'épreuves. Aucune inscription conditionnelle n'est acceptée.

Art. 8. — La première série d'épreuves est éliminatoire; les candidats doivent obtenir au moins la moyenne de 10 pour l'ensemble de ces épreuves.

Art. 9. — Les candidats à l'épreuve de la deuxième série de la mention complémentaire doivent:

1° Avoir subi avec succès les épreuves de la première série;

2° Avoir effectué au moins trois années de stages ou trois ans de travail dans la profession ou trois ans de stages et de travail postérieurement à l'obtention du brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques);

3° Etre âgés de vingt-cinq ans au moins au 31 décembre de l'année durant laquelle ils se présentent. Aucune dispense ne peut être accordée.

Art. 10. — La mention complémentaire « organisation » est décernée aux candidats qui ont obtenu la moyenne de 10 sur 20 pour l'épreuve de la deuxième série.

Art. 11. — Les candidats à la mention complémentaire « organisation » sont tenus de se faire inscrire au rectorat (inspection principale de l'enseignement technique) de leur académie six semaines au moins avant la date prévue pour l'examen. Ils doivent déposer à cet effet:

Une demande d'inscription sur papier libre;

Un extrait de leur acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu;

Deux enveloppes timbrées portant leur adresse;

S'ils sont candidats aux épreuves de la première série, la copie certifiée conforme du brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques) ou de l'attestation s'ils n'ont pas encore retiré l'original; un ou plusieurs certificats de stages ou de travail de nature à prouver qu'ils ont été ou sont dans la profession pendant ou depuis trois ans au moins;

S'ils sont candidats aux épreuves de la deuxième série, l'attestation (ou sa copie conforme) délivrée par le rectorat (inspection principale de l'enseignement technique) de leur admissibilité à ces épreuves.

Art. 12. — Pour le brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques) et pour les deux séries d'épreuves de la mention complémentaire (première et deuxième série d'épreuves), la date de chaque session est fixée au moins trois mois à l'avance par le ministre chargé de l'enseignement technique.

Les compositions commencent le même jour et se poursuivent dans le même ordre dans toutes les académies où ces examens sont organisés.

Art. 13. — Tout candidat doit être porteur d'une carte d'identité avec photographie. Il est tenu de présenter cette carte à la demande d'un surveillant ou d'un membre du jury.

Art. 14. — Les diplômes de brevet de technicien de mécanographie (machines à cartes perforées et leurs prolongements électroniques) et les mentions complémentaires sont signés par le recteur et, éventuellement, par le délégué du recteur à la présidence du jury.

Art. 15. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 26 septembre 1957.

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur adjoint du cabinet,*

ROGER GRANDBOIS.

NOTA. — Les programmes feront l'objet d'une brochure qui sera publiée par les soins du *Bulletin officiel* de l'éducation nationale (13, rue du Four, Paris [6e]). Dans l'attente de cette publication, toute demande peut être adressée au 4e bureau de la direction de l'enseignement technique, 35, rue de Châteaudun, Paris (9e).

---

**Détermination du taux de certains droits d'examen (enseignement technique).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 mai 1957: page 4528, 1re colonne, 55e ligne, au lieu de: « Ecoles des hautes études commerciales et écoles du haut enseignement commercial pour les jeunes filles », lire: « Ecole des hautes études commerciales et école de haut enseignement commercial pour les jeunes filles »; 60e ligne, au lieu de: « Diplôme de technicien délivré par des écoles privées reconnues par l'Etat », lire: « Diplômes autres que les diplômes d'ingénieur délivrés par des écoles privées reconnues par l'Etat, revêtus du visa officiel »; 69e ligne, au lieu de: « loi du 17 juillet 1934 », lire: « loi du 10 juillet 1934 ».

**Administration centrale.**

Par arrêté du 15 juillet 1957:

Sont inscrits au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle des administrateurs civils pour l'année 1957:

MM. Baillat (André).
Prevost (Claude).
Sorba (Roger).
Gleizes (Henri), détaché en qualité d'administrateur général du Mobilier national et des manufactures nationales.
Belloni (Georges), détaché dans un emploi contractuel de sous-directeur à l'institut pédagogique national.
Thuriau (Jean).

Sont inscrits au tableau d'avancement à la 1re classe des administrateurs civils:

Mme André (Marie).
MM. Fontbonne (François).
Seite (Jérôme).
Viala (Emile).
Mme Espelette (Françoise).
Mlle Adolphe (Lydie).
Mme Rachou (Jacqueline).
MM. Berteaux (Maurice), détaché en qualité de secrétaire général de l'académie d'Alger.
Chazaud (André), détaché en qualité de conservateur régional des bâtiments de France à Montpellier.
Mlle Latour (Elisabeth).

Par arrêté du 28 septembre 1957, M. Gros (Louis), administrateur civil de classe exceptionnelle au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, est détaché dans un emploi de chargé de mission auprès du conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique pour une durée de cinq ans, à compter du 1er juin 1956.

Par arrêté du 30 septembre 1957:

Les administrateurs civils dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle pour l'année 1957, sont promus:

*Administrateurs civils de classe exceptionnelle.*

A compter du 1er janvier 1957.

M. Baillat (André).

A compter du 19 février 1957.

M. Prevost (Claude).

A compter du 12 juin 1957.

M. Sorba (Roger).
M. Gleizes (Henri), détaché en qualité d'administrateur général du Mobilier national et des manufactures nationales.
M. Belloni (Georges), détaché dans un emploi contractuel de sous-directeur à l'institut pédagogique national.
M. Thuriau (Jean).

Les administrateurs civils dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement à la 1re classe pour l'année 1957, sont promus:

*Administrateurs civils de 1re classe.*

A compter du 21 mars 1957.

Mme André (Marie).

A compter du 1er avril 1957.

M. Fontbonne (François).

A compter du 15 avril 1957.

M. Seite (Jérôme), M. Viala (Emile), Mme Espelette (Françoise).

A compter du 12 juin 1957.

Mlle Adolphe (Lydie), Mme Rachou (Jacqueline).

A compter du 25 juin 1957.

M. Berteaux (Maurice), détaché en qualité de secrétaire général de l'académie d'Alger.
M. Chazaud (André), détaché en qualité de conservateur régional des bâtiments de France à Montpellier.
Mlle Latour (Elisabeth).

**Enseignement supérieur.**

Par arrêtés en date du 21 septembre 1957:

M. Cailleux (Roger), préparateur titulaire à la 3e section de l'école pratique des hautes études, est nommé, à compter du 1er août 1957, assistant titulaire au Muséum national d'histoire naturelle (chaire de cryptogamie), en remplacement numérique de Mme Jovet (Suzanne), appelée à d'autres fonctions.

La démission offerte par M. Pales (Léon), sous-directeur de laboratoire au Muséum national d'histoire naturelle, est acceptée à compter du 1er novembre 1957.

Par arrêté du 1er octobre 1957, Mme Montel (Eliane), assistante à la faculté des sciences de l'université de Paris, est placée en position de détachement auprès du centre national de la recherche scientifique, en qualité d'attachée de recherches, pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 1955 (régularisation).

**Liste d'admission à l'école centrale lyonnaise.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 septembre 1957: page 8745, 2e colonne, au lieu de: « n° 44 Gaspar (Pierre) », lire: « n° 44 Caspar (Pierre) ».

**Liste d'admission au concours de recrutement d'adjoints des services économiques.**

(Session de 1957.)

Rectificatif au *Journal officiel* du 31 juillet 1957:

Page 7543, au lieu de: « Hossard (Andrée), Lyon », lire: « 97 Bossard (Andrée), Lyon »; au lieu de: « 33 Biaudis (Auguste), Toulouse », lire: « 33 Biaudis (Auguste), Toulouse »; au lieu de: « 58 Lebolloch (Francis), Aix », lire: « 58 Le Bolloch (Francis), Aix ».

Page 7544, au lieu de: « 92 Recco (Denis), Alger », lire: « 94 Recco (Denis), Alger ».

# MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décrets du 30 septembre 1957 portant nomination d'ingénieurs élèves des ponts et chaussées.**

MÉTROPOLE

Par décret en date du 30 septembre 1957, sont nommés ingénieurs élèves des ponts et chaussées, pour prendre rang à une date qui sera ultérieurement fixée par arrêté, les anciens élèves de l'école polytechnique dont les noms suivent:

I. — *Service des ponts et chaussées (métropole).*

MM. Pechere (Michel), Lamure (Claude), Monpetit (Bernard), Suzanne (Roger), Quinet (Emile), Savel (Jean), Legreneur (Michel), Menard (Philippe), Morelon (Jean-Pierre), Lascas (Jean-Louis), Fauchart (Jacques), Leygue (François), Ulivieri (François), Affholdes (Michel), Rolland (Jean-Pierre), Fauveau (Bernard), Chazal (Jean-Claude), Charmeil (Claude), Mosange (André), Thibault (Bernard), Rousselle (Philippe).

II. — *Service des ponts et chaussées des départements d'outre-mer.*

M. Karst (Hubert-Jean).

III. — *Service des bases aériennes outre-mer.*

MM. Valls (Paul), Guittard (Jean).

FRANCE D'OUTRE-MER

Par décret en date du 30 septembre 1957, sont nommés ingénieurs élèves des ponts et chaussées au titre de la France d'outre-mer, pour prendre rang à une date qui sera fixée ultérieurement par arrêté, les anciens élèves de l'école polytechnique dont les noms suivent qui ont souscrit l'engagement de servir dans la France d'outre-mer pendant six années effectives, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 9 mai 1930:

MM. Liassine Mohammed, Bourges (Maurice), Damiani (Roger), Gérard (Michel), Cousty (Roger), Ossadzow (Alexandre).

### Ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires administratifs de l'inscription maritime.

Le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu le décret n° 50-1613 du 28 décembre 1950 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des secrétaires administratifs de l'inscription maritime;

Vu les arrêtés du 5 mars 1954 fixant le programme des concours pour le recrutement des secrétaires administratifs de l'inscription maritime;

Arrêtent:

Art. 1er. — Deux concours seront ouverts à la date du 10 décembre 1957 pour le recrutement de secrétaires administratifs de l'inscription maritime.

Art. 2 — Le premier concours, pour six places, est ouvert aux candidats du sexe masculin titulaires d'un diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme équivalent ou supérieur — de la capacité en droit — ou d'un brevet délivré par le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande (brevet de capitaine au long cours, capitaine de la marine marchande, officier mécanicien de 1re ou 2e classe, commissaire de la marine marchande, officier radioélectricien de 1re ou de 2e classe), sous réserve, en ce qui concerne les titulaires d'un de ces brevets, qu'ils aient accompli au moins trois ans de service à la mer.

Art. 3. — Le deuxième concours, pour dix places, est réservé aux candidats du sexe masculin appartenant aux catégories indiquées ci-après:

1° Chefs de groupe et adjoints administratifs de l'administration centrale de la marine marchande réunissant trois années de services dans la marine marchande en qualité d'adjoint administratif ou de commis des services extérieurs;

Agents administratifs de l'inscription maritime et syndics des gens de mer réunissant trois ans de service accomplis en cette qualité dans les cadres de la marine marchande.

2° Commis des services extérieurs, sténo-dactylographes, agents de bureau ou agents contractuels justifiant d'au moins cinq ans de service dans la marine marchande (services centraux et extérieurs, établissement national des invalides de la marine).

3° Officiers mariniers et quartiers-maîtres en activité ou rayés des contrôles, comptant au 1er janvier de l'année du concours cinq ans de service, dont deux depuis la nomination au grade de quartier-maître, ayant accompli au moins trois ans de service à la mer et titulaires du certificat de catégorie d'instruction n° 5.

Art. 4. — Si les places offertes à l'un des concours ne peuvent être attribuées dans leur totalité, les places restées disponibles seront reportées sur l'autre concours.

Art. 5. — Les épreuves des concours seront subies aux chefs-lieux des quartiers d'inscription maritime et à Paris, au sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande.

Les dossiers de candidature devront parvenir aux services de la marine marchande, direction de l'administration générale et des gens de mer (AG/2), place de Fontenoy, Paris (7e), avant le 10 novembre 1957 dernier délai. Les demandes des candidats titulaires d'un brevet de la marine marchande devront être présentées au chef du quartier d'inscription des intéressés. Les demandes des autres catégories seront adressées directement à l'administration centrale.

Art 6. — Deux des candidats admis au titre de chacun de ces concours seront obligatoirement affectés en Algérie.

Art. 7. — Le directeur de l'administration générale et des gens de mer au sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 septembre 1957.

*Le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande,*
JACQUES FAGGIANELLI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
*chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

### Ouverture de concours pour le recrutement de syndics des gens de mer.

Le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu le décret n° 51-498 du 28 avril 1951, modifié le 24 juillet 1956, portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des syndics des gens de mer;

Vu l'arrêté n° 2055 AG/2 du 20 juillet 1951 fixant les modalités des concours pour l'accès à l'emploi de syndic des gens de mer,

Arrêtent:

Art. 1er. — Deux concours seront ouverts à la date du 8 janvier 1958 pour le recrutement de syndics des gens de mer stagiaires.

Le nombre de places mises au concours est fixé ainsi qu'il suit:

Premier concours: candidats provenant des officiers de la marine marchande, des gardes maritimes, des agents de la surveillance des pêches maritimes, des officiers mariniers et quartiers-maîtres: onze places.

Deuxième concours: candidats titulaires du brevet d'aptitude du premier cycle ou d'un diplôme équivalent ou supérieur: quatre places.

Art. 2 — La liste des inscriptions sera close le 8 décembre 1957. Les épreuves des concours auront lieu dans les conditions prévues par l'arrêté n° 2055 AG/2 du 20 juillet 1951.

Art. 3. — Le directeur de l'administration générale des gens de mer au sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande et les directeurs de l'inscription maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 septembre 1957.

*Le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande,*
JACQUES FAGGIANELLI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
*chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

### Aviation civile et commerciale.

Par arrêté du 1er octobre 1957, M. Kungler (Maurice), ingénieur en chef de la navigation aérienne, est détaché, pour une durée d'un an à compter du 29 juin 1957, auprès du ministère des affaires étrangères, pour être mis à la disposition de la mission française d'aide économique et technique au Viet-Nam, à Saigon, en qualité d'expert.

### Ponts et chaussées.

Par arrêté en date du 11 septembre 1957:

M. Créange (Maurice), ingénieur en chef des ponts et chaussées (cadre des transports), a été inscrit au tableau d'aptitude à l'emploi d'inspecteur général des ponts et chaussées (cadre des transports).

M. Chapoulie (Jean), ingénieur de 1re classe des ponts et chaussées (cadre des transports), a été inscrit au tableau d'aptitude à l'emploi d'ingénieur en chef des ponts et chaussées (cadre des transports).

Par arrêté en date du 11 septembre 1957, M. Chapoulie (Jean), ingénieur de 1re classe des ponts et chaussées (cadre des transports), a été nommé, à dater du 1er août 1957, à l'emploi d'ingénieur en chef des ponts et chaussées (cadre des transports).

Par arrêté en date du 21 septembre 1957, les ingénieurs de 1re classe des ponts et chaussées dont les noms suivent ont été nommés à la hors-classe de leur grade pour compter du 1er octobre 1957, savoir:

MM. Aubert (Albert) (service détaché), Roos (René) (service détaché), Olliero (Albert) (service détaché), Durand-Dubief (Maurice), Bonafos (André), Broc (Edouard).

Par arrêté en date du 21 septembre 1957, les ingénieurs de 1re classe des ponts et chaussées ci-après désignés ont été nommés à la hors-classe de leur grade pour compter du 1er septembre 1957, savoir:

MM. Bernasse (Pierre), Bonnal (Robert) (service détaché).

### Régisseurs de recettes.

Par arrêté du 20 septembre 1957, M. Nomine (André), adjoint technique principal des ponts et chaussées, est nommé régisseur de recettes pour la perception des cotisations au conseil supérieur des transports et au comité technique départemental des transports de Seine-et-Marne.

Par arrêté du 20 septembre 1957, M. Neuez (Maurice), adjoint technique principal des ponts et chaussées, est nommé régisseur de recettes pour la perception des cotisations au conseil supérieur des transports et au comité technique départemental des transports du Nord.

**Tableau d'avancement complémentaire, pour l'année 1957, des professeurs de la marine marchande.**

Par décision du 24 septembre 1957, le tableau d'avancement des professeurs de la marine marchande, fixé par décision n° 4169 AG/2 du 13 décembre 1956, est complété comme suit:

I. — PROFESSEURS D'HYDROGRAPHIE

*Pour le grade de professeur en chef de 1re classe.*

Inscription nouvelle: M. Herout.

*Pour le grade de professeur en chef de 2e classe.*

Inscription nouvelle: M. Bretonnel.

*Pour le grade de professeur principal.*

Inscription nouvelle: M. Bourbon.

II. — PROFESSEURS MÉCANICIENS

*Pour le grade de professeur principal.*

Inscription nouvelle: M. Fortin.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret du 30 septembre 1957 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret du Président de la République en date du 30 septembre 1957, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 17 septembre 1957 portant que les nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre posthume:

*Au grade de chevalier.*

MM.

Quenisset (André), géologue du service des mines et de la géologie du ministère de la France d'outre-mer. A été cité à l'ordre de la Nation.

Rouquette (Georges), ingénieur hors classe du cadre général des mines de la France d'outre-mer. A été cité à l'ordre de la Nation.

**Décrets portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.**

Rectificatifs au *Journal officiel* du 19 septembre 1957:

Page 8999, 2e colonne, 53e ligne, au lieu de: « Garçon (Sylvain) », lire: « Gargon (Sylvain) ».

Même page, même colonne, 57e ligne, même rectification.

Même page, même colonne, 60e ligne, au lieu de: « Juge au tribunal de 2e classe de Douala », lire: « Juge d'instruction au tribunal de 2e classe de Douala ».

Page 9000, 1re colonne, 3e et 4e ligne, au lieu de: « M. Casanova, sous-chef de bureau de 1re classe de l'administration générale », lire: « chef de bureau de 2e classe de l'administration générale ».

**Approbation du budget d'exploitation de la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française pour l'exercice 1957.**

Par arrêté du 25 septembre 1957, est approuvé et rendu exécutoire le budget d'exploitation de l'exercice 1957 de la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, arrêté en recettes et en dépenses à 6.775.790.000 F C. F. A.

**Approbation du budget de renouvellement de la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française pour l'exercice 1957.**

Par arrêté du 25 septembre 1957, est approuvé et rendu exécutoire le budget de renouvellement, pour l'exercice 1957, de la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, arrêté en recettes et en dépenses à 810 millions de francs C. F. A.

Le montant de l'annuité obligatoire de renouvellement imputé au compte d'exploitation de la Régie des chemins de fer de l'Afrique occidentale française est fixé, pour l'année 1957, à 900 millions de francs C. F. A.

Cette annuité est divisée en deux tranches:

Une tranche de 400 millions de francs C. F. A. affectée au fonds de renouvellement de la régie;

Une tranche de 500 millions de francs C. F. A. destinée au fonds commun (section Afrique occidentale française), géré par l'office central des chemins de fer de la France d'outre-mer.

Cette dernière tranche sera versée par la régie à l'office central par mensualités égales au douzième de son montant.

**Création d'une commission administrative paritaire pour le cadre d'administration générale d'outre-mer et modalités des élections des représentants du personnel.**

Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946, ensemble les décrets n° 48-1708 du 5 novembre 1948, n° 50-30 du 1er janvier 1950, n° 50-834 du 11 juillet 1950 et n° 57-278 du 8 mars 1957 qui l'ont modifié;

Vu l'instruction n° 5 du 23 novembre 1948 relative à l'application du statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 50-1318 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 46-433 du 13 mars 1946 portant organisation du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine et les décrets modificatifs subséquents,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est institué au ministère de la France d'outre-mer une commission administrative paritaire pour le cadre d'administration générale d'outre-mer.

Art. 2. — Placée auprès du directeur du personnel et des affaires administratives de la France d'outre-mer qui en assure la présidence, la commission administrative paritaire du cadre d'administration générale d'outre-mer comprend:

Le directeur du personnel et des affaires administratives, président;

Sept membres titulaires représentant l'administration;

Huit membres titulaires représentant le personnel du cadre d'administration générale d'outre-mer, dont:

Deux rédacteurs ou sous-chefs de bureau;
Deux chefs de bureau de 1re ou de 2e classe;
Deux chefs de bureau de classe exceptionnelle;
Deux chefs de bureau hors classe.

Les représentants titulaires de l'administration et du personnel sont éventuellement remplacés par des suppléants dont le nombre est égal à celui des membres titulaires.

Art. 3. — Les représentants de l'administration à la commission administrative paritaire précitée sont désignés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Les représentants du personnel, qui doivent être choisis parmi les agents en service ou en congé dans la métropole, sont élus au scrutin de liste avec panachage.

Ils sont nommés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 4. — En vue des élections des représentants du personnel du cadre d'administration générale d'outre-mer, il est créé un bureau de vote unique au ministère de la France d'outre-mer.

Art. 5. — Les fonctionnaires du cadre d'administration générale d'outre-mer remplissant les conditions pour être inscrits sur la liste électorale résidant hors de Paris sont admis à voter par correspondance.

Art. 6. — Le vote par correspondance s'effectue dans les conditions suivantes:

1° Les agents appelés à user de cette faculté doivent figurer sur la liste électorale;

2° Dès le dépôt de la liste électorale, il leur est adressé, à la diligence du directeur du personnel et des affaires administratives, par les voies les plus rapides et par l'intermédiaire des chefs de territoire, des chefs de services de la France d'outre-mer ou des organismes employeurs pour les fonctionnaires détachés, un exemplaire de chacune des listes de candidats;

3° L'électeur insère son bulletin dans une enveloppe de couleur blanche ne portant aucune inscription, cachette celle-ci et la place ensuite dans une autre enveloppe qu'il cachette également et qui doit porter mention de l'élection dont il s'agit, de ses nom et prénoms, de son adresse et sa signature. Il adresse ce pli au directeur du personnel et des affaires administratives, au ministère de la France d'outre-mer, 27, rue Oudinot, Paris (7e), en utilisant les voies les plus rapides;

4° Les enveloppes portant la signature et le nom des votants sont remises le jour du scrutin par le directeur du personnel et des affaires administratives ou son représentant au président du bureau de vote qui les ouvre, fait émarger la liste électorale et dépose l'enveloppe contenant le bulletin de vote dans l'urne;

5° Les votes par correspondance parvenus après la clôture du scrutin sont renvoyés aux votants avec l'indication de la date et de l'heure de leur réception.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 septembre 1957.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur adjoint du cabinet,*
ROBERT PONTILLON.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

### Administrateurs.

Par arrêté du 24 septembre 1957, M. Chatanay (Jacques), administrateur en chef, 2e échelon, de la France d'outre-mer, chef des services économiques du Moyen-Congo, est placé dans la position de mission, à Paris, du 13 au 22 juillet 1957, pour assister aux travaux de la commission de coordination économique.

### Administration centrale.

Par arrêté du 27 septembre 1957, pour compter du 1er janvier 1946, Mmes Marcillac (Lucienne), Lefebvre (Mariette) et Dumouza (Odette), commis principaux d'ordre et de comptabilité, sont nommées dans le corps des secrétaires d'administration du ministère de la France d'outre-mer et titularisées dans leurs grades respectifs.

La carrière de Mme Marcillac (Lucienne) est reconstituée ainsi qu'il suit:

Secrétaire d'administration 2e classe, 2e échelon, pour compter du 1er janvier 1946, avec une ancienneté remontant au 19 septembre 1944.
Secrétaire d'administration 2e classe, 3e échelon, pour compter du 19 juin 1946.
Secrétaire d'administration 1re classe, 1er échelon, pour compter du 19 juin 1948.
Secrétaire d'administration 1re classe, 2e échelon, pour compter du 19 juin 1950.
Secrétaire d'administration 1re classe, 3e échelon, pour compter du 19 juin 1952.
Secrétaire d'administration principal, 1er échelon, pour compter du 19 juin 1954.
Secrétaire d'administration principal, 2e échelon, pour compter du 19 juin 1956.

La carrière de Mme Lefebvre (Mariette) est reconstituée ainsi qu'il suit:

Secrétaire d'administration 2e classe, 2e échelon, pour compter du 1er janvier 1946, avec une ancienneté remontant au 14 août 1945.
Secrétaire d'administration 2e classe, 3e échelon, pour compter du 14 août 1947.
Secrétaire d'administration 1re classe, 1er échelon, pour compter du 14 août 1949.
Secrétaire d'administration 1re classe, 2e échelon, pour compter du 14 août 1951.
Secrétaire d'administration 1re classe, 3e échelon, pour compter du 14 août 1953.
Secrétaire d'administration principal, 1er échelon, pour compter du 14 août 1955.

La carrière de Mme Dumouza (Odette) est reconstituée ainsi qu'il suit:

Secrétaire d'administration 1re classe, 1er échelon, pour compter du 1er janvier 1946, avec une ancienneté remontant au 23 mai 1944.
Secrétaire d'administration 1re classe, 2e échelon, pour compter du 23 mai 1946.
Mise à la retraite, pour compter du 27 juillet 1948.

### Administration générale.

Par arrêté du 21 septembre 1957, M. Ducos (Jacques), sous-chef de bureau de 1re classe, est radié des contrôles du cadre d'administration générale d'outre-mer, pour compter du 8 juillet 1957, veille de son embarquement en qualité de magistrat de la France d'outre-mer.

Par arrêté du 25 septembre 1957, M. Vayssières (Jean-Pierre), chef de bureau hors classe d'administration générale d'outre-mer, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de services.

### Agriculture.

Par arrêté du 26 septembre 1957, M. Guinard (André), ingénieur en chef, 1er échelon, d'agriculture de la France d'outre-mer, est placé, sur sa demande, dans la position de détachement, pour une durée d'un an, à compter du 26 juin 1957, auprès du Bureau pour le développement de la production agricole outre-mer, où il sera chargé de l'organisation du recrutement, de la sélection et de la formation d'assistants techniques ruraux.

### Elevage et industries animales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 25 septembre 1957, un rappel d'ancienneté pour services militaires d'un an deux mois et neuf jours a été attribué à M. Provost (Alain), vétérinaire inspecteur de 2e classe du service de l'élevage de la France d'outre-mer.

### Enseignement et jeunesse.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 septembre 1957, M. Le Gall (Hervé), instituteur du cadre métropolitain, est, en application des dispositions de l'article 13 du décret du 23 octobre 1953, pour compter du 1er janvier 1953 et sous réserve de l'acceptation, à partir de cette date, de sa démission de son cadre d'origine, intégré dans le corps des chargés d'enseignement du cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer et rangé, à la même date, au 7e échelon de son nouveau grade.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 21 septembre 1957, M. Liandrat (Georges), maître de conférences, directeur de l'école supérieure des sciences de Tananarive, est placé, durant la première quinzaine de septembre, en position de mission à Paris, Aix et Marseille pour régler la question du recrutement de professeurs pour les écoles supérieures de sciences et de droit de Tananarive et mettre sur pied, en accord avec les doyens des facultés tutrices, une organisation conforme à celle prévue par le décret de décembre 1955 créant à Madagascar un institut des hautes études.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 21 septembre 1957, Mme Hattier, née Begat (Madeleine), surveillante générale de 7e échelon du cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer, atteinte par la limite d'âge, est admise à faire valoir ses droits à pension pour ancienneté de services sur la caisse de retraites de la France d'outre-mer.

### Génie rural.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 septembre 1957, M. Michon (Christian), ingénieur de 1re classe, 2e échelon, du génie rural de la France d'outre-mer, en congé en France, a été placé dans la position de mission à Lomé (Togo), pour compter du 19 juin au 21 juillet 1957, en vue d'étudier les divers problèmes intéressant l'hydraulique agricole au Togo.

### Gouverneurs.

Par arrêté du 19 septembre 1957, M. Soupault (Jean), gouverneur de 3e classe de la France d'outre-mer, gouverneur du Moyen-Congo, est placé dans la position de mission en France, pour une durée de trois mois, éventuellement renouvelable, à compter du 24 juin 1957, pour exercer les fonctions de directeur de cabinet du ministre de la France d'outre-mer.

### Inspection du travail et des lois sociales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 21 septembre 1957, M. Cogne (Gaston) est promu dans le corps des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer, pour compter du 29 août 1957, au point de vue de la solde comme de l'ancienneté, à la 2e classe du grade d'inspecteur.

### Météorologie.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 septembre 1957, les fonctionnaires du cadre général des travaux météorologiques de la France d'outre-mer dont les noms suivent ont été promus, pour compter des dates indiquées ci-après, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté:

*A la 1re classe du grade d'ingénieur.*

(Pour compter du 5 juillet 1957.)

M. Goulée (Pierre), R. S. M. épuisés.

(Pour compter du 16 juillet 1957.)

M. Steinmetz (Camille).

*A la 2e classe du grade d'ingénieur.*

(Pour compter du 1er juillet 1957.)

M. Vogt (Jean).

*A la 3e classe du grade d'ingénieur.*

(Pour compter du 10 octobre 1957.)

M. Barriety de Barde (Roger), R. S. M. épuisés.

*Au grade d'ingénieur de 4e classe.*

(Pour compter du 1er juillet 1957.)

MM. Thomas (Jacques), Laplace (Laurent).

(Pour compter du 1er octobre 1957.)

MM. Deneau (Victor), Giraud (James), Casanova (Henri).

(Pour compter du 3 novembre 1957.)

M. Dandois (Maurice), R. S. M. épuisés.

*A la 1re classe du grade d'ingénieur adjoint.*

(Pour compter du 1er juillet 1957.)

M. Schrœder (Léon).

(Pour compter du 1er septembre 1957.)

MM. Delnott (Guy), Boudigue (Jean)

(Pour compter du 1er octobre 1957.)

M. Gauthier-Villard (Jean).

(Pour compter du 13 octobre 1957.)

M. Thiberville (Roger), R. S. M. épuisés.

(Pour compter du 16 octobre 1957.)

MM. Guillemin (Louis), Pistoresi (Marius), Berges (Roger).

(Pour compter du 1er novembre 1957.)

MM. Bulle (Antoine), Bouchie (André).

(Pour compter du 16 novembre 1957.)

MM. Giboin (Pierre), Bachet (Michel), Volleau (Henri).

---

Par arrêté du 1er octobre 1957, M. Bourhis (Eugène), ingénieur de 1re classe du cadre général des travaux météorologiques de la France d'outre-mer, est placé dans la position de détachement pour servir dans les mêmes fonctions auprès du secrétariat d'Etat à l'aviation civile (météorologie nationale).

Ce détachement est prononcé pour compter du 18 juin 1957 et pour une durée maximum de cinq ans.

---

### Postes et télécommunications.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 25 septembre 1957, M. Murat (Pierre), receveur supérieur du cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer, a été placé dans la position de mission en France du 9 au 24 août 1957, en vue d'étudier, avec le service des postes et télécommunications du département, l'organisation du futur office des postes et télécommunications.

---

### Services de santé.

TABLEAU D'AVANCEMENT D'INFIRMIÈRES ET SAGES-FEMMES (ANNÉE 1957).

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 23 août 1957, sont inscrites au tableau d'avancement pour l'année 1957 les infirmières et sages-femmes de la France d'outre-mer dont les noms suivent:

A. — INFIRMIÈRES

*Pour le grade d'infirmière principale hors classe.*

Bardou (Maximilienne), infirmière principale de 1re classe.

*Pour le grade d'infirmière principale de 2e classe.*

Morin (Georgette), infirmière principale de 2e classe.
Michau (Odette), infirmière principale de 3e classe.

*Pour le grade d'infirmière principale de 3e classe.*

Borelly (Edith), infirmière principale de 4e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 1re classe.*

Duret (Geneviève), infirmière de 2e classe.
Paquet (Marie-Louise), infirmière de 2e classe.
Reynault (Fernande), infirmière de 2e classe.
Pujol (Marie-Louise), infirmière de 2e classe.
Laurens (Suzanne), infirmière de 2e classe.
Ahecoro (Placide), infirmière de 2e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 2e classe.*

Frebault (Mathilde), infirmière de 3e classe.
Monegier (Charlotte), infirmière de 3e classe.
Laborel (Raymonde), infirmière de 3e classe.
Delbourg (Andrée), infirmière de 3e classe.
Gravel (Madeleine), infirmière de 3e classe.
Caillbault (Marie), infirmière de 3e classe.
Delahaye (Louise), infirmière de 3e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 3e classe.*

Roland (Liliane), infirmière de 4e classe.
Moncoffre (Madeleine), infirmière de 4e classe.
Mathieu (Henriette), infirmière de 4e classe.
Gabarra (Geneviève), infirmière de 4e classe.
Corvellec (Yolande), infirmière de 4e classe.
Faveret (Marguerite), infirmière de 4e classe.
Rousselet (Arlette), infirmière de 4e classe.
Bacle (Simone), infirmière de 4e classe.
Delaire (Marie), infirmière de 4e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 4e classe.*

Rambert (Marie-Rose), infirmière de 5e classe.
Guiguet (Odette), infirmière de 5e classe.
Jouvin (Eliane), infirmière de 5e classe.
Pey (Denise), infirmière de 5e classe.
Rigaud (Simone), infirmière de 5e classe.
Belorgey (Thérèse), infirmière de 5e classe.
Blameble (Delice), infirmière de 5e classe.
Thirion (Marie), infirmière de 5e classe.
Larroque (Monique), infirmière de 5e classe.
Moritz (Solange), infirmière de 5e classe.
Gay (Paulette), infirmière de 5e classe.
Ratte (Thérèse), infirmière de 5e classe.
Mallet (Renée), infirmière de 5e classe.

B. — SAGES-FEMMES

*Pour la 2e classe de sage-femme principale.*

Baud (Irène), sage-femme principale de 3e classe.
Schnell (Léa), sage-femme principale de 3e classe.

*Pour la 3e classe de sage-femme principale.*

Baud (Irène), sage-femme principale de 4e classe.

*Pour la 4e classe de sage-femme principale.*

Bougel (Marthe), sage-femme de 1re classe.
Baud (Irène), sage-femme de 1re classe.

*Pour le grade de sage-femme de 1re classe.*

Guyonvach (Janine), sage-femme de 2e classe.
Silly (Gilberte), sage-femme de 2e classe.
Goulee (Simone), sage-femme de 2e classe.
Ferrand (Suzanne), sage-femme de 2e classe.
Chavignon (Anna), sage-femme de 2e classe.

*Pour le grade de sage-femme de 2e classe.*

Bertetto (Marie), sage-femme de 3e classe.
Genevois (Josette), sage-femme de 3e classe.
Ettah (Abbey), sage-femme de 3e classe.
Gallien (Andrée), sage-femme de 3e classe.
Angles (Jacqueline), sage-femme de 3e classe.
Roulois (Marcelle), sage-femme de 3e classe.
Delbos (Yvonne), sage-femme de 3e classe.

*Pour le grade de sage-femme de 3e classe.*

Sow, née Sow, sage-femme de 4e classe.
Regere (Francine), sage-femme de 4e classe.
Mallorga (Odette), sage-femme de 4e classe.
Lerat (Jeanne), sage-femme de 4e classe.
Antie (Angèle), sage-femme de 4e classe.
Sibille (Yolande), sage-femme de 4e classe.
Blondeau (Lucie), sage-femme de 4e classe.
Lalucaa (Claire), sage-femme de 4e classe.

*Pour le grade de sage-femme de 4e classe.*

Bousquet (Dolorès), sage-femme de 5e classe.
George (Yvette), sage-femme de 5e classe.
Diop, née Martial, sage-femme de 5e classe.
Purel (Lucie), sage-femme de 5e classe.
Girardet (Noëlle), sage-femme de 5e classe.

---

PROMOTIONS

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 23 août 1957:

1° Sont promues, pour compter du 1er janvier 1957, tant au point de vue de la solde qu'au point de vue de l'ancienneté, les infirmières et sages-femmes de la France d'outre-mer dont les noms suivent:

A. — INFIRMIÈRES

*Pour le grade d'infirmière principale hors classe.*

Bardou (Maximilienne), infirmière principale de 1re classe.

*Pour le grade d'infirmière principale de 2e classe.*

Morin (Georgette), infirmière principale de 3e classe.
Michau (Odette), infirmière principale de 3e classe.

*Pour le grade d'infirmière principale de 3e classe.*

Borelly (Edith), infirmière principale de 4e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 1re classe.*

Duret (Geneviève), infirmière de 2e classe.
Paquet (Marie-Louise), infirmière de 2e classe.
Reynault (Fernande), infirmière de 2e classe.
Pujol (Marie-Louise), infirmière de 2e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 2e classe.*

Frebault (Mathilde), infirmière de 3e classe.
Monegier (Charlotte), infirmière de 3e classe.
Laborel (Raymonde), infirmière de 3e classe.
Delbourg (Andrée), infirmière de 3e classe.
Gravel (Madeleine), infirmière de 3e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 3e classe.*

Roland (Liliane), infirmière de 4e classe.
Moncoffre (Madeleine), infirmière de 4e classe.
Mathieu (Henriette), infirmière de 4e classe.
Gabarra (Geneviève), infirmière de 4e classe.
Corvellec (Yolande), infirmière de 4e classe.
Faveret (Marguerite), infirmière de 4e classe.
Rousselet (Arlette), infirmière de 4e classe.
Bacle (Simone), infirmière de 4e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 4e classe.*

Rambert (Marie-Rose), infirmière de 5e classe.
Guiguet (Odette), infirmière de 5e classe.
Jouvin (Eliane), infirmière de 5e classe.
Pey (Denise), infirmière de 5e classe.
Rigaud (Simone), infirmière de 5e classe.
Bellorgey (Thérèse), infirmière de 5e classe.
Blabeble (Délice), infirmière de 5e classe.
Thirion (Marie), infirmière de 5e classe.
Labroque (Monique), infirmière de 5e classe.
Moritz (Solange), infirmière de 5e classe.
Gay (Paulette), infirmière de 5e classe.
Ratte (Thérèse), infirmière de 5e classe.

B. — SAGES-FEMMES

*Pour la 2e classe de sage-femme principale.*

Schnell (Léa), sage-femme principale de 3e classe.

*Pour la 4e classe de sage-femme principale.*

Bougel (Marthe), sage-femme de 1re classe.

*Pour le grade de sage-femme de 1re classe.*

Guyonvarch (Janine), sage-femme de 2e classe.
Silly (Gilberte), sage-femme de 2e classe.
Goulee (Simone), sage-femme de 2e classe.
Ferrand (Suzanne), sage-femme de 2e classe.
Chavignon (Anna), sage-femme de 2e classe.

*Pour le grade de sage-femme de 2e classe.*

Bertetto (Marie), sage-femme de 3e classe.
Genevois (Josette), sage-femme de 3e classe.
Ettah (Abbey), sage-femme de 3e classe.
Gallien (Andrée), sage-femme de 3e classe.
Angles (Jacqueline), sage-femme de 3e classe.
Roulois (Marcelle), sage-femme de 3e classe.
Delbos (Yvonne), sage-femme de 3e classe.

*Pour le grade de sage-femme de 3e classe.*

Sow, née Sow, sage-femme de 4e classe.
Regere (Francine), sage-femme de 4e classe.
Mallorga (Odette), sage-femme de 4e classe.
Lerat (Jeanne), sage-femme de 4e classe.
Antie (Angèle), sage-femme de 4e classe.
Sibille (Yolande), sage-femme de 4e classe.
Blondeau (Lucie), sage-femme de 4e classe.
Lalucaa (Claire), sage-femme de 4e classe.

*Pour le grade de sage-femme de 4e classe.*

Bousquet (Dolorès), sage-femme de 5e classe.
George (Yvette), sage-femme de 5e classe.
Diop, née Martial, sage-femme de 5e classe.
Purel (Lucie), sage-femme de 5e classe.
Girarder (Noëlle), sage-femme de 5e classe.

2° Est promue à la 1re classe du grade d'infirmière, pour compter du 3 mars 1957, tant au point de vue de la solde qu'au point de vue de l'ancienneté, Mme Laurens (Suzanne), infirmière de 2e classe (R. S. M. épuisés).

3° Mlle Baud (Irène), sage-femme de 1re classe de la France d'outre-mer, est promue, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté:

Sage-femme principale de 4e classe, pour compter du 1er janvier 1957. (R. S. M. conservés: 4 ans 5 mois 19 jours);

Sage-femme principale de 3e classe, pour compter du 1er janvier 1957. (R. S. M. conservés: 2 ans 5 mois 19 jours);

Sage-femme principale de 2e classe, pour compter du 1er janvier 1957. (R. S. M. conservés: 5 mois 19 jours).

4° Sont promues, pour compter du 1er juillet 1957, tant au point de vue de la solde qu'au point de vue de l'ancienneté, les infirmières et sages-femmes de la France d'outre-mer dont les noms suivent:

A. — INFIRMIÈRES

*Pour le grade d'infirmière de 1re classe.*

Hecoro (Placide), infirmière de 2e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 2e classe.*

Cailbault (Marie), infirmière de 3e classe.
Delahaye (Louise), infirmière de 3e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 3e classe.*

Delaire (Marie), infirmière de 4e classe.

*Pour le grade d'infirmière de 4e classe.*

Mallet (Renée), infirmière de 5e classe.

**Travaux publics, mines et techniques industrielles.**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 septembre 1957, l'arrêté du 23 juillet 1957 portant reclassement dans la nouvelle hiérarchie des ingénieurs en chef des travaux publics a été complété, en ce qui concerne M. Beaumont (Marcel), ingénieur en chef, 2e échelon, par l'attribution d'un rappel d'ancienneté de 8 mois et 3 jours pour services militaires.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 septembre 1957, la promotion de M. Aubert (Albert), ingénieur en chef des travaux publics de la France d'outre-mer, au grade d'ingénieur général, 1er échelon, des travaux publics de la France d'outre-mer, a été prononcée pour compter du 25 août 1957.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 septembre 1957, M. Jouffrey (Eugène), ingénieur hors classe des travaux publics de la France d'outre-mer, atteint par la limite d'âge de son grade, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de services, pour compter du 28 octobre 1957.

Par décision du ministre de la France d'outre-mer en date du 24 septembre 1957, M. Marconnet (Paul), ingénieur hors classe des travaux publics de la France d'outre-mer, a été maintenu en service pour une période de trois mois à compter du 13 juin 1957, date à laquelle il a été atteint par la limite d'âge de son grade.

# MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

## TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

**Décrets du 30 septembre 1957 approuvant les modifications apportées aux statuts de sociétés mutualistes reconnues comme établissements d'utilité publique.**

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par décret en date du 30 septembre 1957, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par la société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique dite Union des travailleurs de France, n° 75-141, à Paris.

Par décret en date du 30 septembre 1957, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par la société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique dite Société philanthropique, l'Union du commerce, n° 75-221, à Paris.

Par décret en date du 30 septembre 1957, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par la société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique dite La Mutualité hôtelière, n° 75-396, à Paris.

Par décret en date du 30 septembre 1957, ont été approuvées les modifications apportées aux statuts d'une société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique dite La Mutualité commerciale et l'avenir, n° 75-463, à Paris.

**Décret n° 57-1081 relatif à l'inspection du travail et de la main-d'œuvre en Algérie.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 octobre 1957 : page 9463, 2e colonne, dans les visas, après : « Le conseil d'Etat entendu », lire : « Le conseil des ministres entendu ».

## SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

**Commission d'étude du bruit.**

Par arrêté du 3 octobre 1957, sont nommés membres de la commission d'étude du bruit, en raison de leur compétence :

M. le professeur Boyer, inspecteur général des services techniques d'hygiène de la préfecture de police, membre du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

M. le docteur Deille, médecin de la police de l'air.

M. Nickles, ingénieur à l'institut national de sécurité.

M. Pellevoizin, directeur des services techniques à la préfecture de police.

M. Saulnier, ingénieur à l'institut national de sécurité.

M. le docteur Sivadon, secrétaire général de la ligue d'hygiène mentale.

M. le docteur Vallancien, chef du laboratoire de physiologie oto-rhino-laryngologique à la faculté de Paris.

**Administration centrale.**

Par arrêté du 27 septembre 1957 :

Les secrétaires d'administration de l'administration centrale sont reclassés, à compter du 1er janvier 1955, dans les classes et échelons ci-après indiqués :

*Classe principale, 5e échelon (indice brut 445).*

M. Hirsch (Gabriel), avec une ancienneté restante de 3 ans.
Mme Juge, née Hubert (Lucienne), avec une ancienneté restante de 3 ans.
Mme Dust, née Marais (Yvonne), avec une ancienneté restante de 10 mois 15 jours.
M. Houis (Fernand), avec une ancienneté restante de 9 mois 23 jours.
Mme Touyeras, née Maire (Marie-Louise), avec une ancienneté restante de 9 mois 23 jours.
Mlle Conte (Suzanne), avec une ancienneté restante de 8 mois 8 jours.

*Classe principale, 4e échelon (indice brut 420).*

M. Adloff (Edouard), avec une ancienneté restante de 2 ans.

*Classe principale, 3e échelon (indice brut 400).*

Mme Daubercies (Marguerite), avec une ancienneté restante de 1 an 5 mois 14 jours.

*Classe principale, 2e échelon (indice brut 380).*

Mlle Laurent (Suzanne), avec une ancienneté restante de 2 ans.
Mme Sainty, née Lanoye (Madeleine), avec une ancienneté restante de 1 an 1 jour.
Mlle Charpentier (Yvonne), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mlle Verreaux (Célinie), avec une ancienneté restante de 1 an.

*Classe principale, 1er échelon (indice brut 350).*

Mme Bargeron (Adrienne), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mme Dasse (Elise), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mme Fenot (Marcelle), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mme Martin (Yvonne), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mlle Marzin (Geneviève), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mlle Nemorin (Anne-Marie), avec une ancienneté restante de 1 an.
Mlle Trezenem (Madeleine), avec une ancienneté restante de 1 an.

*Classe normale, 5e échelon (indice brut 320).*

Mme Clauzel, née Duchatelet (Jacqueline), en disponibilité, avec une ancienneté restante de 5 mois 11 jours.
Mlle Catherine (Fernande), avec une ancienneté restante de 2 ans.

*Classe normale, 4e échelon (indice brut 290).*

M. Picard (Henri), avec une ancienneté restante de 2 ans.
Mme Bodin (Marie), avec une ancienneté restante de 1 an 4 mois.

*Classe normale, 3e échelon (indice brut 265).*

Mme Marty (Jeanne), avec une ancienneté restante de 1 an 4 mois 12 jours.
M. Lacarrère (Jacques), avec une ancienneté restante de 1 an 6 mois 15 jours.

*Classe normale, 2e échelon (indice brut 235).*

M. Hucliez (Jacques), en disponibilité, avec une ancienneté restante de 5 mois.

*Classe normale, 1er échelon (indice brut 210).*

Mme Dupeyroux, née Severac (Andrée), avec une ancienneté restante de 10 mois.
M. Husta (Raymond), avec une ancienneté restante de 10 mois.
Mlle Laurat (Marcelle), avec une ancienneté restante de 10 mois.
M. Malachane (Jean), avec une ancienneté restante de 10 mois.
M. Mignot (Jean), avec une ancienneté restante de 10 mois.
Mme Michel, née Bathelier (Monique), en disponibilité, avec une ancienneté restante de 9 mois 15 jours.
Mlle Duru (Claude), avec une ancienneté restante de 8 mois.

Les secrétaires d'administration de classe principale à l'administration centrale sont élevés aux échelons suivants de leur grade, à compter des dates ci-après indiquées:

*Au 5e échelon (indice brut 445).*

M. Adloff (Edouard), à compter du 1er janvier 1955.

*Au 4e échelon (indice brut 420).*

Mme Daubercies (Marguerite), à compter du 16 juillet 1955.

*Au 3e échelon (indice brut 400).*

Mlle Laurent (Suzanne), à compter du 1er janvier 1955.
Mme Sainty (Madeleine), à compter du 31 décembre 1955.
Mlle Charpentier (Yvonne), à compter du 1er janvier 1956.
Mlle Verreaux (Célinie), à compter du 1er janvier 1956.

*Au 2e échelon (indice brut 380).*

Mmes Bargeron (Adrienne), Dasse (Elise), Fenot (Marcelle), Martin (Yvonne), Mlles Marzin (Geneviève), Nemorin (Anne-Marie), Trezenem (Madeleine).

Les secrétaires d'administration de classe normale à l'administration centrale sont élevés aux échelons suivants de leur grade, à compter des dates ci-après indiquées:

*Au 5e échelon (indice brut 320).*

M. Picard (Henri), à compter du 1er janvier 1955.
Mme Bodin (Marie), à compter du 1er septembre 1955.

*Au 4e échelon (indice brut 290).*

Mme Marty (Jeanne), à compter du 18 août 1955.

*Au 2e échelon (indice brut 235).*

Mme Dupeyroux, née Severac (Andrée), à compter du 1er mars 1955.
M. Husta (Raymond), à compter du 1er mars 1955.
M. Malachane (Jean), à compter du 1er mars 1955.
M. Mignot (Jean), à compter du 1er mars 1955.
Mlle Duru (Claude), à compter du 1er mai 1956.
Mlle Laurat (Marcelle), à compter du 24 mai 1956.
Mme Michel, née Bathellier (Monique), à compter du 17 mars 1955.

## MINISTERE DE L'ALGERIE

### Décret du 30 septembre 1957 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 30 septembre 1957, pris sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de l'Algérie et du secrétaire d'Etat à l'Algérie, après avis du conseil de l'ordre en date du 17 septembre 1957 portant que les nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés, à titre posthume, chevaliers dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

MM.

Garcia (Alfred), agriculteur à Wagram (Tiaret), 22 ans de pratique agricole et de services militaires. A été cité à l'ordre de la Nation.

Lozee (Jean-Louis-Georges), ingénieur du service de l'hydraulique et de l'équipement rural, conseiller municipal de Biskra (Batna). 5 ans de services civils et militaires et d'exercice de mandat électif. A été cité à l'ordre de la Nation.

Obka Amrane ben Ali, propriétaire cultivateur, ancien caïd de l'Alma (Alger). 40 ans de pratique agricole et de services civils. A été cité à l'ordre de la Nation.

### Décret n° 57-1090 du 3 octobre 1957 relatif aux hôpitaux et hospices publics de l'Algérie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires sociales, du ministre de l'Algérie, du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du secrétaire d'Etat à l'Algérie, du secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative, et notamment l'article 1er, ensemble la loi n° 57-832 du 26 juillet 1957 portant reconduction de ladite loi;

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu le livre IX du code de la santé publique;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

#### CHAPITRE Ier

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Les hôpitaux et hospices constituent des établissements publics communaux, intercommunaux, départementaux ou interdépartementaux.

Les hôpitaux et hospices civils de l'Algérie régis par le décret du 27 décembre 1943 sont érigés en établissements publics départementaux. Les hôpitaux et hospices publics départementaux reçoivent en dotation tous les biens meubles et immeubles et sont subrogés dans tous les droits et obligations des hôpitaux et hospices actuellement établissements publics de l'Algérie.

Art. 2. — Les hôpitaux et hospices reçoivent, dans les conditions prévues à l'article 3 ci-après, des malades, des blessés, des femmes en couches, des vieillards, infirmes et incurables.

Les hospices peuvent, en outre, faire fonction d'hospices dépositaires des services départementaux d'enfants assistés dans les conditions fixées par le ministre de l'Algérie.

Art. 3. — Les hôpitaux et hospices reçoivent, dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur, les malades, les vieillards, infirmes et incurables, les femmes en couches admis au bénéfice des lois d'assistance.

Ils reçoivent, en outre, les malades qui doivent être soignés aux frais de l'Etat ou des collectivités publiques, ainsi que les bénéficiaires des lois sur les accidents du travail et sur les assurances sociales.

Enfin, ils reçoivent des malades, des vieillards, des infirmes et incurables, des femmes en couches n'appartenant pas aux catégories ci-dessus dans les conditions fixées par l'article 31 du présent décret.

Art. 4. — Le ministre de l'Algérie exerce, en ce qui concerne les hôpitaux et hospices publics, l'ensemble des pouvoirs qui sont dévolus dans la métropole aux ministres.

Art. 5. — Les hôpitaux et hospices sont créés et supprimés par arrêtés du ministre de l'Algérie, après délibération du conseil général ou des conseils généraux intéressés, ou du conseil municipal ou des conseils municipaux intéressés, selon qu'il s'agit d'établissements publics départementaux, interdépartementaux, communaux ou intercommunaux.

Au cas de suppression d'un hôpital ou hospice, la commission administrative de l'établissement intéressé est appelée à donner son avis.

Dans le même cas, l'arrêté statue sur la dévolution des biens; les legs et donations qui ont une affectation déterminée sont reportés sur l'hôpital de rattachement avec la même affectation.

Art. 6. — Le ministre de l'Algérie autorise l'agrandissement ou la transformation d'un hôpital ou d'un hospice lorsque la dépense excède une somme déterminée par arrêté du ministre de l'Algérie ou lorsqu'il s'agit d'une modification dans la structure des services.

Dans les autres cas, la mesure est autorisée par le préfet du département, siège de l'établissement.

Le ministre de l'Algérie détermine les conditions dans lesquelles peuvent être, le cas échéant, imposés à la commission administrative le changement d'affectation et la transformation de tout ou partie d'un établissement.

Art. 7. — La circonscription de chaque établissement hospitalier est déterminée par le préfet, sur avis du directeur départemental de la santé.

Lorsque, dans une circonscription hospitalière, les hôpitaux et hospices sont insuffisants ou ne remplissent pas les conditions techniques nécessaires pour certains traitements, le préfet, à la demande du directeur départemental de la santé, peut rattacher, en tout ou partie, les communes de la circonscription intéressée à un établissement situé dans une autre circonscription du département ou dans un autre département.

Pour des traitements exceptionnels qui ne peuvent être donnés dans un établissement public, le préfet peut, à la demande du directeur départemental de la santé, traiter avec un établissement privé, avec l'approbation du ministre de l'Algérie.

Art. 8. — Il est créé des commissions consultatives régionales qui ont pour mission:

1° De prévoir les besoins d'équipement hospitalier;

2° De donner aux autorités administratives tous avis utiles en ce domaine, ainsi que pour l'organisation hospitalière, notamment en matière d'affectation, de création, d'agrandissement, de transformation et de suppression des établissements hospitaliers.

La coordination des travaux de ces commissions en ce qui concerne l'équipement hospitalier est assurée par la commission consultative prévue au décret portant institution d'une commission centrale algérienne de l'équipement sanitaire et social.

Un arrêté du ministre de l'Algérie détermine le mode de désignation des membres desdites commissions ainsi que les modalités de leur fonctionnement.

Art. 9. — Les hôpitaux et hospices sont soumis aux règles de la gestion communale dans les conditions prévues par le décret n° 50-1413 du 13 novembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif au régime financier de l'Algérie.

Toutefois, le contrôle administratif et financier de ces établissements sera assuré par les inspecteurs de la population, dans les conditions fixées par un arrêté du ministre de l'Algérie.

## CHAPITRE II

### COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

#### SECTION I. — *Composition et fonctionnement.*

Art. 10. — La commission administrative des hôpitaux et hospices publics départementaux d'une capacité inférieure à 1.000 lits est composée de six membres:

Un conseiller général, désigné par le conseil général du département siège de l'établissement;

Cinq membres nommés par le préfet.

Parmi ces membres doivent figurer:

Un médecin, présenté par le conseil départemental de l'ordre;

Deux représentants des organismes de sécurité sociale, présentés par les caisses d'assurances sociales et d'allocations familiales du département.

Les autres membres sont choisis par le préfet parmi les personnalités connues pour leurs travaux sur les problèmes hospitaliers ou leur attachement à la cause hospitalière, résidant dans une des communes de la circonscription de l'établissement.

Chacune des présentations ci-dessus prévues donne lieu à l'établissement d'une liste de trois noms soumis au choix du préfet.

Art. 11. — La commission administrative des hôpitaux et hospices publics départementaux, d'une capacité égale ou supérieure à 1.000 lits, est composée de huit membres:

Deux conseillers généraux désignés par le conseil général du département siège de l'établissement;

Six membres désignés par le préfet obligatoirement choisis dans les conditions prévues aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 10 ci-dessus.

En outre, pour les hôpitaux situés dans des villes sièges de faculté de médecine, un neuvième membre sera désigné par le préfet sur une liste de trois professeurs de clinique présentés par le conseil de la faculté de médecine.

Art. 12. — Dans les hôpitaux et hospices publics interdépartementaux, communaux ou intercommunaux, la composition des commissions administratives et le mode de désignation de leurs membres sont fixés par l'arrêté de création de l'établissement. Cet arrêté désigne, le cas échéant, l'autorité préfectorale compétente pour exercer la tutelle à l'égard de l'établissement intéressé.

Art. 13. — La commission administrative désigne tous les deux ans son président et son vice-président.

Cette désignation a lieu par voie d'élection au scrutin secret, à la majorité absolue.

Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit et, au cas de partage des voix, le plus âgé est élu.

En cas d'absence du président et du vice-président, la présidence appartient au plus ancien des membres et, à ancienneté égale, au plus âgé.

Le président a voix prépondérante en cas de partage.

Art. 14. — Les fonctions de conseillers généraux suivent, quant à leur durée, le sort de leur mandat électoral.

Les membres désignés par le préfet sont nommés pour quatre ans; leur mandat est renouvelable.

Leur renouvellement se fait par moitié tous les deux ans.

L'ordre de renouvellement est déterminé par le sort lors de la première séance d'installation.

Art. 15. — Les commissions administratives peuvent être dissoutes ou leurs membres révoqués par le préfet, sur proposition ou avis du directeur départemental de la santé ou du directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale, sauf possibilité pour la commission ou les administrateurs intéressés de demander au ministre de l'Algérie la réformation de la décision du préfet.

Le ministre de l'Algérie peut également prononcer la dissolution d'une commission administrative ou la révocation de ses membres lorsque, saisi de propositions en ce sens par le directeur départemental de la santé et le directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale, le préfet n'a pris aucune décision dans un délai de deux mois à compter de la notification de ces propositions.

En cas de dissolution ou de révocation, la commission est remplacée ou complétée dans un délai d'un mois.

Est réputé démissionnaire et remplacé immédiatement le membre de la commission administrative qui, sans excuse légitime, s'abstient, pendant la durée de six mois, d'assister aux séances de ladite commission.

Si un membre vient à cesser ses fonctions avant l'expiration de la durée normale de son mandat, il est pourvu immédiatement à son remplacement. En ce cas, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Les fonctions des membres des commissions administratives sont gratuites.

Art. 16. — Le directeur de l'établissement assiste, avec voix consultative, aux séances des commissions administratives.

Les directeurs départementaux de la santé, de la population et de l'entr'aide sociale ou leurs adjoints peuvent également y assister avec voix consultative.

L'ordre du jour des délibérations doit leur être communiqué au moins deux jours à l'avance.

#### SECTION II. — *Attributions.*

Art. 17. — La commission administrative règle, sous l'autorité du préfet et le contrôle technique des directeurs départementaux de la santé, de la population et de l'entr'aide sociale, les affaires des hôpitaux et hospices.

Ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le préfet les délibérations portant sur les objets suivants:

Les budgets et les comptes et, en général, toutes les recettes et les dépenses des établissements hospitaliers;

Les acquisitions, échanges, aliénations des propriétés de ces établissements, leur affectation au service et, en général, tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration;

Les projets de travaux pour construction, grosses réparations et démolitions dont la valeur dépasse un chiffre fixé par arrêté du ministre de l'Algérie;

Les conditions de baux et fermes lorsque leur durée excède dix-huit ans pour les biens ruraux et neuf ans pour les autres;

Les actions judiciaires et transactions;

Les placements de fonds et emprunts;

Les cahiers des charges, des marchés de travaux, fournitures et entretien, soumis à adjudication;

Le règlement intérieur;

L'approbation des contrats passés avec les congrégations religieuses.

Si le préfet, saisi à fin d'approbation d'une délibération de la commission administrative, n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de quarante jours à dater du dépôt de la délibération, celle-ci est considérée comme approuvée.

Lorsque le préfet refuse d'approuver une délibération, la commission administrative peut se pourvoir devant le ministre de l'Algérie.

Art. 18. — Le préfet peut, soit d'office, après avis du directeur départemental de la santé ou du directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale, soit sur la demande du directeur départemental de la santé ou du directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale, prononcer l'annulation des délibérations des commissions administratives prises en violation de la loi ou d'un règlement d'administration publique, ainsi que des délibérations contraires à l'ordre public ou à l'intérêt supérieur du fonctionnement de l'établissement, sauf possibilité pour la commission administrative de demander au ministre de l'Algérie la réformation de la décision du préfet.

Le ministre de l'Algérie peut également prononcer cette annulation lorsque, saisi de propositions en ce sens par le directeur départemental de la santé ou le directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale, le préfet n'a pris aucune décision dans un délai de quinze jours à compter de la notification de ces propositions.

## CHAPITRE III

### Personnel

Art. 19. — La commission administrative nomme le personnel administratif, hospitalier et secondaire, à l'exclusion des directeurs ou directeurs économes, des sous-directeurs et des receveurs; toutefois, dans les établissements comptant plus de deux cents lits, le directeur nomme le personnel administratif, hospitalier et secondaire, à l'exclusion des receveurs et des sous-directeurs, dans les établissements où il en existe.

Art. 20. — Un agent appointé par l'établissement est chargé d'exécuter les décisions de la commission administrative et d'assurer la direction du service.

Ce fonctionnaire porte le nom de directeur dans les établissements portant plus de deux cents lits et de directeur économe dans les établissements comptant deux cents lits ou moins de deux cents lits.

Art. 21. — Le directeur ou le directeur économe de l'établissement:

1° Instruit les affaires portées à l'ordre du jour de la commission administrative, prépare notamment les budgets et comptes, assiste à toutes les séances de la commission, assure le secrétariat et tient les registres de délibération;

2° Dans tous les cas, prend toutes mesures conservatoires et en rend compte à la prochaine réunion de la commission administrative;

3° Assure l'exécution des délibérations exécutoires de la commission administrative;

4° Délivre les titres de recettes et engage les dépenses dans la limite des crédits prévus au budget, sous réserve de l'approbation des projets de travaux par la commission administrative;

5° Ordonnance les dépenses, sauf lorsqu'il est régisseur d'avances ou de recettes, auquel cas la commission administrative nomme un ordonnateur parmi ses membres;

6° Représente, sur délégation du président de la commission administrative, l'établissement en justice et dans les actes de la vie civile.

## CHAPITRE IV

### Dons et legs

Art. 22. — Les hôpitaux et hospices acceptent ou refusent, avec l'approbation du préfet intervenue après avis des directeurs départementaux de la santé et de la population et de l'entr'aide sociale, les dons et legs qui leur sont faits.

Toutefois, dans le cas où les dons et legs donnent lieu à des réclamations des familles, l'autorisation de les accepter est donnée par décret en conseil d'Etat.

Art. 23. — En attendant l'acceptation des legs, les receveurs, sur la remise des testaments, font tous les actes conservatoires qui sont jugés nécessaires.

Art. 24. — La réduction des charges résultant d'une libéralité faite au profit d'un établissement hospitalier peut être prononcée par mesure administrative lorsqu'il est établi que les revenus provenant de cette libéralité sont insuffisants pour assurer l'exécution intégrale des charges imposées.

S'il y a accord entre l'établissement gratifié et les auteurs de la libéralité ou leurs ayants droit, la réduction peut être autorisée par un arrêté préfectoral, après avis du directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale.

Dans tous les autres cas, la réduction ne peut être prononcée que par décret contresigné par le ministre de l'Algérie, après avis conforme du conseil d'Etat.

Art. 25. — La commission administrative peut, en cas de besoin justifié et avec l'approbation du préfet intervenue après avis du directeur départemental de la santé et du directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale, consacrer une partie des revenus de la dotation de l'établissement sans affectation spéciale, mais seulement dans la limite de la moitié, à l'amélioration de l'outillage hospitalier ou des installations.

Art. 26. — Les hôpitaux et hospices communaux supportent, sur leurs ressources propres, les frais de séjour des malades, des vieillards, infirmes et incurables ou des femmes en couches qui ont leur domicile dans la commune, siège de l'établissement, et qui sont privés de ressources, mais seulement jusqu'à concurrence des revenus des fondations ou libéralités qui leur ont été faites et sous réserve de l'application éventuelle de l'article 24 ci-dessus.

Cette obligation incombe:

1° Aux hôpitaux et hospices intercommunaux à l'égard des malades, vieillards, infirmes et incurables et femmes en couches qui ont leur domicile dans les communes au profit desquelles ces établissements ont été fondés;

2° Aux hôpitaux et hospices départementaux à l'égard des malades, vieillards, infirmes et incurables et femmes en couches qui ont leur domicile dand le département.

## CHAPITRE V

### Dispositions financières

Art. 27. — Les hôpitaux et hospices sont soumis, en ce qui concerne leurs fournitures et l'exécution de leurs travaux, aux mêmes règles que les communes.

Par décision du préfet, et dans des conditions fixées par arrêté du ministre de l'Algérie, les hôpitaux et hospices publics peuvent être autorisés à traiter de gré à gré pour des fournitures de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques, ou d'objets de consommation courante, quel qu'en soit le montant.

La décision du préfet, prise annuellement après avis du comptable du Trésor compétent pour chaque établissement, dispense de l'approbation des marchés se rapportant à l'achat de fournitures visées dans cette décision et pendant la durée considérée.

En outre, à titre exceptionnel et en vertu d'une décision prise, pour chaque établissement, par le préfet sur avis du comptable du Trésor compétent, les hôpitaux et hospices peuvent même être dispensés de passer des marchés de gré à gré pour la fourniture d'aliments et d'objets de première nécessité spécifiés par ladite décision.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de la loi du 18 août 1926 relative aux adjudications et marchés passés avec les sociétés d'ouvriers français.

Art. 28. — Par dérogation aux dispositions des alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, modifiée par le décret n° 52-579 du 23 mai 1952, les hôpitaux et hospices publics visés à l'article 1er du présent décret peuvent conclure des marchés de gré à gré pour les travaux, transports et fournitures dont la valeur n'excède pas 1 million de francs dans les établissements comptant moins de 100 lits. Ce maximum est porté à 2 millions de francs pour les établissements comptant de 101 à 500 lits et à 5 millions de francs pour les établissements comptant plus de 500 lits.

Les mêmes hôpitaux et hospices publics peuvent traiter sur simple facture sans passer de marchés écrits pour les travaux, transports et fournitures lorsque la dépense n'excède pas 250.000 F dans les établissements comptant moins de 500 lits et 500.000 F dans les établissements comptant plus de 500 lits ou situés dans les départements dont la population dépasse 2 millions d'habitants.

Les maximums ainsi prévus peuvent être modifiés par décret en conseil d'Etat, contresignés par le ministre de l'Algérie et le ministre des finances, des affaires économiques et du plan.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 27.

Art. 29. — Les hôpitaux et hospices peuvent toujours exercer leurs recours, s'il y a lieu, contre les hospitalisés, contre leurs débiteurs et contre les personnes désignées par les articles 205, 206, 207 et 212 du code civil.

Art. 30. — Les effets mobiliers, apportés par les personnes décédées dans les hôpitaux et hospices après y avoir été traitées gratuitement, appartiennent auxdits hôpitaux et hospices à l'exclusion des héritiers et du domaine en cas de déshérence.

Les héritiers et légataires des personnes dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hôpitaux et hospices par lesdites personnes malades ou valides; dans le cas de déshérence, les mêmes effets appartiennent aux hôpitaux et hospices.

Le présent article n'est pas applicable aux marins et militaires soignés dans les hôpitaux et hospices.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 31. — Le ministre de l'Algérie arrête:

1° Les conditions de fonctionnement des établissements hospitaliers;

2° Le statut du personnel médical comportant en particulier les conditions de recrutement et de nomination des médecins, chirurgiens, spécialistes, pharmaciens à temps partiel, élèves internes et externes, les conditions d'affectation, le cas échéant, d'étudiants en médecine;

3° Les conditions d'admission des catégories d'hospitalisés visés aux alinéas 1er et 2 de l'article 3 du présent décret et les règles auxquelles sera soumise l'admission des malades payants;

4° Les modalités suivant lesquelles seront fixés les prix de journée et les règles de perception des honoraires médicaux et chirurgicaux dus par les malades payants;

5° Les conditions dans lesquelles pourront être organisés des services de consultation pour les malades dont l'état ne nécessite pas d'hospitalisation;

6° Les conditions auxquelles doivent être subordonnées la création, l'agrandissement, la transformation ou la suppression d'un hôpital ou d'un hospice;

7° Les dérogations à apporter à certaines dispositions du présent titre, en ce qui concerne le fonctionnement des quartiers d'hospice réservés aux aliénés.

Art. 32. — Les conditions d'application à l'Algérie du livre IX du code de la santé publique relatif au statut général du personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics seront précisées par décret contresigné par le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et par le ministre de l'Algérie.

Art. 33. — Les arrêtés et décrets prévus aux articles 31 et 32 devront intervenir dans les six mois de la publication du présent texte.

Dans les trois mois suivant la publication du présent décret, les commissions consultatives et les commissions administratives actuellement en fonctions seront remplacées par les commissions administratives prévues aux articles 10, 11 et 12.

En attendant la mise en place de ces commissions, les commissions consultatives et les commissions administratives actuelles sont maintenues en fonctions.

Art. 34. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 35. — Le ministre des affaires sociales, le ministre de l'Algérie, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat à l'Algérie et le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 3 octobre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'Algérie,*
ROBERT LACOSTE.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
FÉLIX GAILLARD.

*Le ministre des affaires sociales,*
ALBERT GAZIER.

*Le secrétaire d'Etat à l'Algérie,*
CHÉRIF SID CARA.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,*
ANDRÉ MAROSELLI.

**Décret du 3 octobre 1957 portant homologation d'une décision du gouverneur général de l'Algérie.**

Par décret en date du 3 octobre 1957, est homologuée la décision du gouverneur général de l'Algérie relative aux cotisations additionnelles à la taxe unique globale à la production.

**Remise de débet.**

Par arrêté interministériel en date du 26 septembre 1957, il est fait remise gracieuse à Mme Irrmann (Ginette), ex-agent auxiliaire des contributions diverses, de la somme restant due sur celle de 59.460 F, montant du débet constaté à sa charge au titre de « reversement de prestations en espèces de l'assurance maladie ».

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

**Bureau définitif de l'Assemblée nationale.**

(Nommé les 1er, 2 et 4 octobre 1957.)

*Président.*

M. André Le Troquer.

*Vice-présidents.*

MM. Roger Garaudy.
Robert Bruyneel.
Hamani Diori.
MM. Pierre-Olivier Lapie.
Emile Liquard.
Mme Vaillant-Couturier.

*Secrétaires.*

MM. Alexandre Baurens.
René Couturaud.
Alphonse Denis.
Pierre Ferrand.
Michel Jacquet.
Hubert Maga.
Robert Manceau.
MM. Marcel Mérigonde.
Louis Michaud.
Roger Morève.
Pierre Naudet.
Mme Jeannette Prin.
MM. Michel Raingeard.
Etienne Toublanc.

*Questeurs.*

MM. Noël Barrot.
Auguste Joubert.
M. Pierre Mailhe.

**Commission des finances.**

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Arrighi (Pascal), Boisdé (Raymond), Bonnet (Georges) (Dordogne), Brusset (Max), Caillavet, Cartier (Marius) (Haute-Marne), Charles (Pierre), Chauvet, Colin (André), Courant, Darou, David (Marcel) (Landes), Dorey, Duclos (Jacques), Frédéric-Dupont, Gosnat, Gozard (Gilles), Icher, Jean-Moreau, Lamps, Larue (Tony) (Seine-Maritime), Leenhardt (Francis), Mazier, Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Panier, Paumier (Bernard), Petit (Guy), Prigent (Tanguy), Privat, Pronteau, Reynaud (Paul), Tinguy (de), Tourtaud.

*Suppléants.* — MM. Chatelain, Goudoux, Hénault, Houdremont, Marrane, Savary.

Dans sa séance du vendredi 4 octobre 1957, la commission des finances a élu:

Président: M. Paul Reynaud.
Vice-présidents: MM. de Tinguy, Pierre Meunier, Caillavet.
Secrétaires: MM. Dagain, Gaumont, Tourtaud.
Rapporteur général: M. Francis Leenhardt.

### Commission des territoires d'outre-mer.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Alduy, Bégouin (André) (Charente-Maritime), Benoist (Charles), Berthommier, Bruelle, Buron, Cheikh (Mohamed Saïd), Condat-Mahaman, Coquel, Cuicci, Defferre, Duprat (Gérard), Fourcade (Jacques), Hénault, Lisette, Naudet, Ninine, Plantier, Raingeard, Sanglier, Temple, Tsiranana.

*Suppléants.* — MM. Brard (de M. Apithy), Monteil (de M. Aubame), Gautier (de M. Cermolacce), Lamps (de M. Cordillot), Montalat (de M. Defferre), Doutrellot (de M. Garat), Mlle Marzin (de M. Marcel Hamon), Palmero (de M. Juskiewenski), Tourné (de M. Llante), Bayrou (de M. Malbrant), Marius Cartier (de M. Robert Manceau), Darou (de M. Mbida), Mme Vaillant-Couturier (de M. Raymond Mondon) (Réunion), Tourtaud (de M. Mudry), Bretin (de M. Oopa Pouvanaa), Arabi el Goni (de M. Ouedraogo Kango), Moisan (de M. Rakotovelo), Guissou (de M. Sekou Touré), André-François Mercier (de M. Senghor), Mme Lefebvre (de M. Sidi el Mokhtar), MM. Colin (de M. Teitgen), Mouton (de M. Tricart).

Dans sa séance du vendredi 4 octobre 1957, la commission des territoires d'outre-mer a élu:

Président: M. Ninine

Vice-présidents: MM. Cheikh (Mohamed Saïd), Raingeard, Malbrant.

Secrétaires: MM. Barry Diawadou, Rakotovelo, Ouedraogo Kango.

### Convocations de commissions.

Les commissions dont la liste suit se réuniront, pour la constitution de leur bureau:

1° *Le mardi 8 octobre 1957.*

Affaires économiques, à dix-huit heures quinze, local n° 263.

Agriculture, à quinze heures quarante-cinq, local n° 232.

Défense nationale, à quinze heures quarante-cinq, local n° 213.

Famille, population et santé publique, à quatorze heures trente, local n° 219.

Marine marchande et pêches, à dix-sept heures, local n° 220.

Pensions, à dix-sept heures, local n° 266.

Reconstruction, dommages de guerre et logement, à quatorze heures trente, local n° 208.

Immunités parlementaires, à dix-huit heures quinze, local n° 230.

Comptabilité, à quatorze heures trente, local n° 221.

2° *Le mercredi 9 octobre 1957.*

Affaires étrangères, à quatorze heures trente, local du 6e bureau.

Boissons, à dix-sept heures, local n° 232.

Education nationale, à douze heures, local n° 262.

Intérieur, à quinze heures quarante-cinq, local n° 207.

Justice et législation, à neuf heures trente, local n° 250.

Moyens de communication et tourisme, à quinze heures quarante-cinq, local n° 211.

Presse, à dix-huit heures quinze, local n° 230.

Production industrielle et énergie, à neuf heures trente, local n° 264.

Suffrage universel, lois constitutionnelles, règlement et pétitions, à dix heures quarante-cinq, local n° 249.

Travail et sécurité sociale, à dix-sept heures, local n° 255.

### Nomination des membres des commissions.

Dans sa séance du vendredi 4 octobre 1957, l'Assemblée nationale a nommé membres:

1° De la commission des affaires économiques:

MM. Abelin, Anthonioz, Arbeltier, Balestreri, Baudry d'Asson (de), Bonnet (Christian) (Morbihan), Bouloux, Castera, Catoire, Chambeiron, Chatenay, Chêne, David (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Mme Degrond, MM. Denis (Alphonse), Diallo Saïfoulaye, Durroux, Mme Estachy, MM. Georges (Maurice), Goussu, Grandin, Guillou (Pierre), Hugues (André) (Seine), Jarrosson, Juge, Julian (Gaston), Klock, Larue (Raymond) (Vienne), Lecœur, Lemaire, Lenormand (Maurice) (Nouvelle-Calédonie), Leroy, Lespiau, Morève, Nerzic, Palmero, Pebellier (Eugène), Piette, Pirot, Pommier (Pierre), Priou, Rolland, Schumann (Maurice) (Nord), Vals (Francis).

2° De la commission des affaires étrangères:

MM. Anxionnaz, Astier de La Vigerie (d'), Barrachin, Bidault (Georges), Billoux, Bonte (Florimond), Bouhey (Jean), Cachin (Marcel), Chamant, Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Daladier (Edouard), Devinat, Dronne, Duprat (Gérard), Gouin (Félix), Guyot (Raymond), Hernu, Jacquinot (Louis), July, Kriegel-Valrimont, Laniel (Joseph), Lapie (Pierre-Olivier), Le Bail, Lipkowski (Jean de), Marin (Fernand), Mayer (Daniel), Menthon (de), Moch (Jules), Mondon (Moselle), Monin, Moustier (de), Mutter (André), Naegelen (Marcel-Edmond), Pleven (René), Pourtalet, Réoyo, Rieu, Savary, Schneiter, Schuman (Robert) (Moselle), Schumann (Maurice) (Nord), Teulé, Mme Vaillant-Couturier, M. Vassor.

3° De la commission de l'agriculture:

MM. Arbeltier, Baurens, Besson (Robert), Boscary-Monsservin, Mme Boutard, MM. Bretin, Bricout, Charpentier, Chatelain, Davoust, Fourvel, Guibert, Guitton (Antoine) (Vendée), Ihuel, Juskiewenski, Laborbe, Lainé (Raymond) (Cher), Lalle, Lamarque-Cando, Lambert (Lucien), Laurens (Camille), Le Caroff, Lefranc (Raymond) (Aisne), Lucas, Lux, Mabrut, Martin (Gilbert) (Eure), Méhaignerie, Morève, Nisse, Orvoen, Pelleray, Peuvea, Ranoux, Rincent, Rochet (Waldeck), Ruffe (Hubert), Sagnol, Sesmaisons (de), Sourbet, Soury, Thoral, Trémouilhe, Tricart.

4° De la commission des boissons:

MM. Angibault, Badie, Baurens, Baylet, Bayrou, Bégouin (André) (Charente-Maritime), Benoit (Alcide), Besson (Robert), Bocoum Baréma Kissorou, Mme Boutard, MM. Bruyneel, Cartier (Marcel) (Drôme), Castera, Coste-Floret (Paul) (Hérault), Couinaud, Desson (Guy), Gourdon, Guilie, Guissou (Henri), Laborbe, Lalle, Lecœur, Lux, Mariat (René), Maurice-Bokanowski, Ortlieb, Pagès, Paumier (Bernard), Ribeyre (Paul), Rieu, Mme Roca, MM. Rochet (Waldeck), Roquefort, Ruf (Joannès), Salvetat, Segelle, Sourbet, Teulé, Thibault (Edouard) (Gard), Toublanc, Tourné, Trémouilhe, Turc (Jean), Véry (Emmanuel).

5° De la commission de la défense nationale:

MM. André (Pierre) (Meurthe-et-Moselle), Badie, Bartolini, Bayrou, Bégouin (Lucien) (Seine-et-Marne), Bénard (Oise), Berrang, Billat, Chevigné (Pierre de), Christiaens, Clostermann, Cormier, Coulibaly Ouezzin, Crouzier (Jean), Diat (Jean), Diori Hamani, Ducos, Dupraz (Joannès), Evrard, Ferrand (Pierre) (Creuse), Gaillemin, Girardot, Henneguelle, Koenig (Pierre), Malleret-Joinville, Manceau (Robert) (Sarthe), Mao (Hervé), Marguerite (Charles), Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Montalat, Monteil (André), Montel (Pierre) (Rhône), Moynet, Paul (Gabriel), Pierrebourg (de), Plantevin, Pranchère, Mme Prin, MM. Puy, Raymond-Laurent, Scheider, Vahé, Vals (Francis), Villon (Pierre).

6° De la commission de l'éducation nationale:

MM. Astier de La Vigerie (d'), Baudry d'Asson (de), Binot, Bonnaire, Bourgeois, Boulavant, Cartier (Marcel) (Drôme), Cogniot, Cordillot, Coulibaly Ouezzin, Delachenal, Desouches, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Ducos, Garaudy, Mme Grappe, M. Kir, Mme Lempereur, MM. Léotard (de), Le Strat, Maga (Hubert), Martin (Gilbert) (Eure), Mlle Marzin, MM. Monnier, Nicolas (Maurice) (Seine), Perche, Pierrard, Prisset, Queuille (Henri), Raingeard, Rey, Rincent, Mlle Rumeau, MM. Tamarelle, Thamier, Thébault (Henri), Tourtaud, Trémolet de Villers, Tubach, Vayron (Philippe), Verdier, Viallet, Viatte.

7° De la commission de la famille, de la population et de la santé publique:

MM. Arbogast, Barrot (Noël), Bénard (Oise), Béné (Maurice), Bouloux, Cayeux (Jean), Chatelain, Coirre, Conombo, Courrier, Cupfer, Damasio, Mme Degrond, MM. Depreux, Doutrellot, Mme Duvernois, MM. Ferrand (Pierre) (Creuse), Fulchiron, Gaborit, Gaillemin, Girard, Gosset, Guislain, Guissou (Henri), Jacquet (Michel), Lacaze (Henri), Mahamoud Harbi, Monnerville (Pierre), Mora, Ouedraogo Kango, Prisset, Mme Rabaté, M. Regaudie, Mmes Reyraud, Roca, MM. Roclore, Salvetat, Sauer, Savard, Segelle, Titeux, Mme Vermeersch, MM. Villard (Jean), Vitter (Pierre).

8° De la commission des finances:

Membres titulaires. — MM. Arrighi (Pascal), Boisdé (Raymond), Bonnet (Georges) (Dordogne), Brusset (Max), Caillavet, Cartier (Marius) (Haute-Marne), Charles (Pierre), Chauvet, Colin (André), Courant, Cristofol, Dagain, Darou, David (Marcel) (Landes), Dorey, Duclos (Jacques), Frédéric-Dupont, Gabelle, Gaumont, Gosnat, Gozard (Gilles), Icher, Jean-Moreau, Julian (Gaston), Lamps, Larue (Tony) (Seine-Maritime), Leenhardt (Francis), Louvel, Masson (Jean), Mazier, Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Mitterrand, Panier, Paquet, Paumier (Bernard), Petit (Guy), Pflimlin, Prigent (Tanguy), Privat, Pronteau, Ramette, Reynaud (Paul), Tinguy (de), Tourtaud.

Membres suppléants. — MM. Barbot (Marcel), Charlot (Jean), Charpentier, Chatelain, Coutant (Robert), David (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Dia Mamadou, Dorgères d'Halluin, Dreyfus-Schmidt, Duprat (Gérard), Durbet, Gaborit, Giscard d'Estaing, Goudoux, Hénault, Houdremont, Marcellin, Marrane, Piette, Sauvage, Savary, Temple.

9° De la commission de l'intérieur:

MM. Arrighi (Pascal) Ballanger (Robert), Barbot (Marcel), Bouyer, Bricout, Brocas, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Cayeux (Jean), Chauvet, Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Cristofol, Dides, Dreyfus-Schmidt, Durroux, Faure (Edgar) (Jura), Féron (Jacques), Gagnaire, Gayrard, Guille, Hersant, Hoynanian, Isorni, La Chambre (Guy), Le Floch, Lenormand (André), (Calvados), Mariat (René), Marrane, Mérigonde, Merle, Mitterrand, Montalat, Provo, Rey, Roclore, Seitlinger, Tamarelle, Tardieu, Tirolien, Vallin, Védrines, Vergès, Véry (Emmanuel), Vignard, Vitter (Pierre).

10° De la commission de la justice et de législation:

MM. Alloin, Berthommier, Bourbon, Briffod, Bruelle, Cherrier, Crouan, Cupfer, Daladier (Edouard), Davoust, Dejean, Denis (Alphonse), Depreux, Dreyfus-Schmidt, Duveau, Mme Estachy, MM. Gaumont, Gautier (André), Gourdon, Halbout, Isorni, Juvenal (Max), Lacaze (Henri), Lefranc (Jean) (Pas-de-Calais), Maga (Hubert), Mailhe, Marie (André), Marin (Fernand), Maton, Mignot, Naudet, Nicolas (Maurice) (Seine), Ninine, Peron (Yves), Perroy, Pianta, Plaisance, Mme Rabaté, MM. Rolland, Salliard du Rivault, Seitlinger, Sissoko Fily Dabo, Vigier, Wasmer.

11° De la commission de la marine marchande et des pêches:

MM. André (Adrien) (Vienne), Aubame, Bergasse, Bettencourt, Binot, Bissol, Bonnet (Christian) (Morbihan), Bouret, Bouyer, Cadic, Caillavet, Cance, Cermolacce, Clostermann, Crouan, Defrance, Denvers, Diallo Saifoulaye, Dupuy (Marc), Febvay, Félix-Tchicaya, Galbrit, Gautier-Chaumet, Gavini, Gravoille, Guitton (Jean) (Loire-Atlantique), Hamon (Marcel), Henneguelle, La Chambre (Guy), Léger, Lenormand (Maurice) (Nouvelle-Calédonie), Leroy, Liquard, Mao (Hervé), Merle, Michaud (Louis), Monteil (André), Nerzic, Pagès, Parmentier, Paul (Gabriel), Rakotovelo, Raymond-Laurent, Rousseau.

12° De la commission des moyens de communication et du tourisme:

MM. Anthonioz, Barel (Virgile), Barthélemy, Benoit (Alcide), Berthet, Bichet (Robert), Bocoum Barèma Kissorou, Briffod, Cadic, Cassagne, Chatenay, Cenombo, Coulon, Damasio, Defferre, Demusois, Dufour, Dumortier, Faraud, Fontanet, Jégorel, Juge, Leclercq, Levindrey, Liquard, Llante, Médecin, Midol, Montel (Eugène) (Haute-Garonne), Moynet, Noël (Marcel), Parrot, Penoy, Pianta, Pinvidic, Mme Prin, MM. Queuille (Henri), Regaudie, Mme Rayraud, MM. Ritter, Schaff, Schmitt (Albert), Souquès (Pierre), Vahé.

13° De la commission des pensions:

MM. Angibault, Bailliencourt (de), Balestreri, Barry Diawadou, Bartolini, Bégouin (Lucien) (Seine-et-Marne), Berthet, Boccagny, Boni Nazi, Casanova, Cherrier, Couturaud, Delabre, Diori Hamani, Dixmier, Dufour, Faraud, Faure (Edgar) (Jura), Fulchiron, Mme Gabriel-Péri, MM. Garat (Joseph), Garnier, Mme Guérin (Rose), MM. Guibert, Guillou (Pierre), Guislain, Huel (Robert-Henry), Kir, Masse, Mouton, Nicolas (Lucien) (Vosges), Panier, Perroy, Plantier, Pommier (Pierre), Ranoux, Roucaute (Roger) (Ardèche), Sagnol, Thébault (Henri), Thoral, Tourné, Varvier, Viallet, Vignard.

14° De la commission de la presse:

MM. Barel (Virgile), Baylet, Blondeau, Bône, Bonnaire, Bouhey (Jean), Brusset (Max), Buron, Cagne, Calas, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Chastel, Chêne, Chevigny (de), Coulon, Desson (Guy), Douala, Dumas (Roland), Dupuy (Marc), Gernez, Gosnat, Gosset, Mme Grappe, MM. Gravoille, Grenier (Fernand), Hugues (André) (Seine), Laurens (Camille), Legendre, Mme Lempereur, MM. Léotard (de), Lucas, Lussy (Charles), Mahamoud Harbi, Manceau (Bernard) (Maine-et-Loire), Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Mérigonde, Monnier, Palmero, Pierrebourg (de), Puy, Réoyo, Sissoko Fily Dabo, Tys, Vigier.

15° De la commission de la production industrielle et de l'énergie:

MM. Alliot, Bailliencourt (de), Béné (Maurice), Bichet (Robert), Boisseau, Brard, Brocas, Cassagne, Catoire, Charlot (Jean), Chevigné (Pierre de), Coutant (Robert), Degoutte, Deixonne, Delabre, Dumas (Roland), Engel, Evrard, Féron (Jacques), Gautier-Chaumet, Goudoux, Lainé (Jean) (Eure), Lemaire, Letoquart, Manceau (Bernard) (Maine-et-Loire), Mancey (André), Marcellin, Martel (Henri), Michel, Montel (Eugène) (Haute-Garonne), Mora, Mudry, Paulin, Pelissou, Piette, Pinvidic, Ramadier (Paul), Ramel, Ribeyre (Paul), Roquefort, Roucaute (Gabriel) (Gard), Ruf (Joannès), Sauvage, Thibault (Edouard) (Gard).

16° De la commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement:

MM. Barennes, Bourgeois, Bretin, Coulnaud, Crouzier (Jean), Defrance, Denvers, Desouches, Dupont (Louis), Eudier, Fajon (Etienne), Fauchon, Ferrand (Joseph) (Morbihan), Fourvel, Garet (Pierre), Gernez, Grandin, Guitton (Jean) (Loire-Atlantique), Halbout, Hernu, Hovnanian, Lamarque-Cando, Lareppe, Legagneux, Léger, Lenormand (André) (Calvados), Le Strat, Levindrey, Marie (André), Marrane, Midol, Nicolas (Lucien) (Vosges), Nisse, Notebart, Parmentier, Plaisance, Pleven (René), Prot, Sanglier, Sauvage, Schaff, Thiriet, Tubach, Vaugelade.

17° De la commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions:

MM. Alduy, Anxionnaz, Ballanger (Robert), Barrachin, Billat, Bourbon, Bouxom, Bruyneel, Coste-Floret (Paul) (Hérault), David (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Degoutte, Dejean, Delachenal, Demusois, Devinat, Duclos (Jacques), Fourcade (Jacques), Gayrard, Giscard d'Estaing, Hersant, Juvenal (Max), Kriegel-Valrimont, Mme Lefebvre (Francine), MM. de Lipkowski (Jean de), Lisette, Lussy (Charles), Margueritte (Charles), Maton, Mercier (André) (Oise), Mignot, Moisan, Notebart, Perche, Peron (Yves), Ramette, Reynès (Alfred), Senghor, Soustelle, Teitgen (Pierre-Henri), Trémolet de Villers, Triboulet, Tsiranana, Varvier, Verdier.

18° De la commission des territoires d'outre-mer:

MM. Alduy, Apithy, Aubame, Barry Diawadou, Bégouin (André) (Charente-Maritime), Benoist (Charles), Berthommier, Bruelle, Buron, Cermolacce, Cheikh (Mohamed Saïd), Condat-Mahaman, Coquel, Cordilliot, Cuicci, Defferre, Duprat (Gérard), Fourcade (Jacques), Garat (Joseph), Hamon (Marcel), Hénault, Juskiewenski, Lisette, Llante, Malbrant, Manceau (Robert) (Sarthe), Mbida, Mondon (Raymond) (Réunion), Mudry, Naudet, Ninine, Oopa Pouvanaa, Ouedraogo Kango, Plantier, Raingeard, Rakotovelo, Sanglier, Sekou Touré, Senghor, Sidi el Mokhtar, Teitgen (Pierre-Henri), Temple, Tricart, Tsiranana.

19° De la commission du travail et de la sécurité sociale:

MM. Alloin, André (Adrien) (Vienne), Ansart, Arbogast, Bacon, Besset, Boisdé (Raymond), Bouret, Bouxom, Chastel, Coquel, Cormier, Coutant (Robert), Couturaud, Dumortier, Dupont (Louis), Duquesne, Durbet, Engel, Gagnaire, Mme Galicier, M. Garet (Pierre), Mme Guérin (Rose), MM. Helluin (Georges), Joubert, Jourd'hui, Lainé (Jean) (Eure), Leclercq, Mme Lefebvre (Francine), MM. Le Floch, Legagneux, Mailhe, Masse, Monnerville (Pierre), Musmeaux, Ramel, Reille-Soult, Renard (Adrien), Sekou Touré, Thibaud (Marcel) (Loire), Titeux, Ulrich, Vayron (Philippe), Vuillien.

20° De la commission des immunités parlementaires:

Membres titulaires. — MM. Ballanger (Robert), Bartolini, Berrang, Cormier, Dia (Mamadou), Fulchiron, Halbout, Lainé (Jean) (Eure), Mailhe, Margueritte (Charles), Mlle Marzin, MM. Mazuez (Pierre-Fernand), Médecin, Mondon (Moselle), Montalat, Naudet, Peron (Yves), Perroy, Pierrard, Seitlinger, Tirolien, Tourné.

Membres suppléants. — MM. Boni Nazi, Bourbon, Caillavet, Chastel, Delabre, Félix-Tchicaya, Gagnaire, Garnier, Goudoux, Hugues (André) (Seine), Kœnig (Pierre), Le Strat, Marcellin, Mérigonde, Mouton, Nicolas (Lucien) (Vosges), Parrot, Pronteau, Savard, Thébault (Henri), Tubach, Vayron (Philippe).

21° De la commission de comptabilité:

MM. Bergasse, Charlot (Jean), Chauvet, Coulon, Darou, Dufour, Duquesne, Julian (Gaston), Larue (Raymond) (Vienne), Mercier (André) (Oise), Souquès (Pierre).

---

## Avis de concours pour l'emploi d'administrateur des services de l'Assemblée nationale.

Un concours est ouvert pour le recrutement d'administrateurs des services de l'Assemblée nationale.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu les 14, 16 et 17 décembre 1957.

Les candidats déclarés admissibles seront convoqués ultérieurement pour subir les épreuves orales d'admission.

Ce concours est ouvert aux candidats qui justifieront:

Soit être pourvus d'un des diplômes suivants: licence en droit, licence ès lettres, licence ès sciences, licence d'études de la France d'outre-mer, diplôme de l'école pratique des hautes études, diplôme d'un institut d'études politiques, diplôme de pharmacien, doctorat en médecine, doctorat vétérinaire;

Soit être titulaires du certificat délivré aux anciens élèves de l'école normale supérieure, de l'école normale supérieure de jeunes filles;

Soit avoir satisfait aux examens de sortie de l'une des écoles ou anciennes écoles suivantes:

Ecole de l'air, école d'application du génie maritime, école centrale des arts et manufactures, école centrale lyonnaise, école du haut enseignement commercial de jeunes filles, école des hautes études commerciales, école libre des sciences politiques, école municipale de physique et de chimie industrielle de Paris, écoles nationales d'agriculture, école nationale des chartes, école nationale de la France d'outre-mer, écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers, école nationale des langues orientales vivantes, école nationale des ponts et chaussées, école nationale de la santé publique, école nationale supérieure aéronautique, écoles nationales supérieures d'ingénieurs, école nationale supérieure des mines de Paris, école nationale supérieure des mines de Saint-Etienne, école nationale supérieure des télécommunications, école navale, écoles normales de l'enseignement du second degré, école normale de l'enseignement technique, école polytechnique, école spéciale militaire, école spéciale militaire interarmes, école supérieure d'électricité, école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy, institut national agronomique.

La possession de diplômes ou grades étrangers reconnus équivalents ou supérieurs aux diplômes français de licence par le ministère de l'éducation nationale (service universitaire des relations avec l'étranger et l'outre-mer) dispense de la production des diplômes énumérés ci-dessus.

(Dispositions appliquées par référence notamment à l'arrêté du 30 juillet 1953, pris en application de l'article 2 du décret n° 45-2288 du 9 octobre 1945, modifié par le décret n° 50-55 du 13 janvier 1950 [*Journal officiel* du 5 août 1953, p. 6880], et à ses modifications éventuelles).

*Les épreuves écrites d'admissibilité* comprennent:

1° Une rédaction sur un sujet se rapportant à l'évolution générale des idées et des faits politiques, économiques ou sociaux depuis le milieu du dix-huitième siècle (coefficient: 4; durée: quatre heures);

2° Une première épreuve de droit consistant en une composition de droit constitutionnel portant sur: les principes généraux du droit constitutionnel; l'établissement et la revision des constitutions; les déclarations des droits et les préambules constitutionnels; l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics; le mandat parlementaire; le droit de suffrage; l'histoire constitutionnelle de la France de 1789 à nos jours et les textes constitutionnels en vigueur (coefficient: 3; durée: trois heures);

3° Une deuxième épreuve de droit consistant en une composition portant sur les programmes ci-après:

Droit administratif (organisation départementale et communale); juridictions et contentieux administratifs, marchés de fournitures ou de travaux publics; principes généraux des lois de nationalisation; statut de la fonction publique;

Législation financière (budget de l'Etat: préparation, vote, exécution, règlement, contrôle, cour des comptes, ordonnateurs et comptables);

Législation sociale (principes généraux de la législation en matière de sécurité sociale et d'allocations familiales),

coefficient: 3; durée: trois heures;

4° Une composition d'histoire portant sur l'histoire de France de 1789 à nos jours (coefficient: 1 1/2; durée: deux heures);

5° Une composition de géographie portant sur la géographie administrative, économique et humaine de l'Union française (métropole, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés et Etats protégés) (coefficient: 1 1/2; durée: deux heures);

6° Une épreuve de langues vivantes consistant dans la traduction en français d'un texte écrit dans une des langues étrangères ci-après, au choix du candidat: anglais, allemand, arabe, espagnol, italien, néerlandais, russe (coefficient: 1 1/2; durée: une heure et demie).

L'emploi d'un dictionnaire dans la langue est seul autorisé;

7° Une composition de calcul comprenant deux problèmes d'application pouvant être traités par l'arithmétique ou l'algèbre (coefficient: 1 1/2; durée: une heure et demie).

Chaque composition est cotée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 5 sur 20, dans les épreuves 1, 2 et 3, est éliminatoire.

Pour les candidats déclarés admissibles, les *épreuves orales* d'admission comprennent:

1° Un exposé oral de dix minutes, après une heure de préparation, portant sur l'une des matières de l'écrit, à l'exclusion de la langue vivante et du calcul (coefficient: 2);

2° Une conversation d'environ quinze minutes avec le jury, ayant pour point de départ la matière ayant fait l'objet de l'exposé oral (coefficient: 3).

Pour être admis à prendre part au concours, les candidats doivent:

1° Posséder la nationalité française depuis cinq ans au moins;

2° Jouir de leurs droits civiques;

3° Etre âgés de *vingt ans au moins* (pour les candidats du sexe masculin, avoir satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée, ou *être libérables de leurs obligations actives dans les trois mois* qui suivent la date fixée pour le concours) et de *trente ans au plus* le jour du concours, cette limite étant augmentée d'une durée égale à celle des services militaires légaux et de guerre effectivement accomplis et d'un an par enfant à charge;

4° Faire parvenir au secrétariat général de la questure, service du personnel, Palais-Bourbon, *avant le 10 novembre* 1957, une demande accompagnée des pièces suivantes:

*a*) Extrait récent de l'acte de naissance;

*b*) Extrait récent pour néant du casier judiciaire délivré par le greffe du tribunal du lieu de naissance;

*c*) Note indiquant la situation de famille ainsi que la profession ou occupation actuelle;

*d*) Copie certifiée conforme des diplômes possédés. Pour les diplômes étrangers, cette copie devra être accompagnée d'une pièce émanant du ministère de l'éducation nationale et établissant l'équivalence avec les diplômes français;

*e*) Certificat médical attestant que le candidat est indemne de toute affection organique et notamment qu'il ne présente aucun symptôme de maladie cancéreuse ou tuberculeuse;

*f*) *Pour les candidats du sexe masculin*, une pièce établissant qu'ils ont satisfait définitivement aux lois de recrutement (état signalétique et des services, ou certificat de réforme délivré par le bureau de recrutement); ou qu'ils seront libérés dans les délais définis ci-dessus.

Les candidats pourront obtenir tous renseignements complémentaires au service du personnel (bureau 109), 126, rue de l'Université, Paris (7e) (tél.: INV. 60-00).

NOTA. — L'organisation des épreuves permettra aux candidats qui en auront fait la demande de se présenter également au concours d'administrateur traducteur (langue russe) faisant l'objet d'un autre avis.

---

**Avis de concours pour l'emploi d'administrateur traducteur.**

Un concours est ouvert pour un emploi d'administrateur traducteur de la catégorie suivante:

Première langue: russe.

Deuxième langue: autre langue, slave de préférence, sinon au choix.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu les 13, 14, 16 et 17 décembre 1957.

Les candidats déclarés admissibles seront convoqués ultérieurement pour subir les épreuves orales d'admission.

Ce concours est ouvert aux candidats qui justifieront:

Soit être pourvus d'un des diplômes suivants: licence en droit, licence ès lettres, licence ès sciences, licence d'études de la France d'outre-mer, diplôme de l'école pratique des hautes études, diplôme d'un institut d'études politiques, diplôme de pharmacien, doctorat en médecine, doctorat vétérinaire;

Soit être titulaires du certificat délivré aux anciens élèves de l'école normale supérieure, de l'école normale supérieure de jeunes filles;

Soit avoir satisfait aux examens de sortie de l'une des écoles ou anciennes écoles suivantes:

Ecole de l'air, école d'application du génie maritime, école centrale des arts et manufactures, école centrale lyonnaise, école du haut enseignement commercial de jeunes filles, école des hautes études commerciales, école libre des sciences politiques, école municipale de physique et de chimie industrielle de Paris, écoles nationales d'agriculture, école nationale des chartes, école nationale de la France d'outre-mer, écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers, école nationale des langues orientales vivantes, école nationale des ponts et chaussées, école nationale de la santé publique, école nationale supérieure aéronautique, écoles nationales supérieures d'ingénieurs, école nationale supérieure des mines de Paris, école nationale supérieure des mines de Saint-Etienne, école nationale supérieure des télécommunications, école navale, écoles normales de l'enseignement du second degré, école normale de l'enseignement technique, école polytechnique, école spéciale militaire, école spéciale militaire interarmes, école supérieure d'électricité, école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy, institut national agronomique.

La possession de diplômes ou grades étrangers reconnus équivalents ou supérieurs aux diplômes français de licence par le ministère de l'éducation nationale (service universitaire des relations avec l'étranger et l'outre-mer) dispense de la production des diplômes énumérés ci-dessus.

(Dispositions appliquées par référence notamment à l'arrêté du 30 juillet 1953, pris en application de l'article 2 du décret n° 45-2288 du 9 octobre 1945, modifié par le décret n° 50-55 du 13 janvier 1950 [*Journal officiel* du 5 août 1953, p. 6880], et à ses modifications éventuelles.)

Les *épreuves écrites d'admissibilité* comprennent:

1° Une rédaction sur un sujet se rapportant à l'évolution générale des idées et des faits politiques, économiques ou sociaux depuis le milieu du dix-huitième siècle (coefficient: 5; durée: quatre heures);

2° Une composition de droit constitutionnel portant sur les éléments ci-après: principes généraux du droit constitutionnel; établissement et revision des constitutions; déclaration des droits et préambules constitutionnels; organisation et fonctionnement des pouvoirs publics; mandat parlementaire; droit de suffrage; histoire constitutionnelle de la France de 1789 à nos jours (coefficient: 2; durée: trois heures);

3° Une composition d'histoire portant sur l'histoire de France de 1789 à nos jours (coefficient: 1; durée: deux heures);

4° Une composition de géographie portant sur la géographie administrative, économique et humaine de l'Union française (métropole, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés, anciens Etats protégés) (coefficient: 1; durée: deux heures);

5° Une épreuve dans la première langue comportant la traduction en français d'un texte d'ordre littéraire ou général (durée: trois heures) et la traduction de la même langue en français d'un document de caractère politique, administratif, juridique ou économique (durée: trois heures), l'ensemble de ces deux traductions étant affecté du coefficient 5;

6° Une épreuve dans la deuxième langue comportant la traduction en français d'un texte d'ordre littéraire ou général (coefficient: 2; durée: deux heures).

L'emploi d'un dictionnaire dans la langue est seul autorisé.

Chaque composition est cotée de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 dans les épreuves n° 1, n° 5 et n° 6 est éliminatoire.

Pour les candidats déclarés admissibles, les *épreuves orales d'admission* comprennent:

A. — 1° Un exposé général de dix minutes, après une heure de préparation, portant sur une des matières de l'écrit, à l'exclusion des langues étrangères;

2° Une conversation d'environ quinze minutes avec le jury, ayant pour point de départ la matière ayant fait l'objet de l'exposé oral, l'ensemble de l'exposé et de la conversation étant affecté du coefficient 2.

B. — *Pour la première langue:*

1° La traduction à livre ouvert d'un texte rédigé dans la langue;

2° Une conversation avec le jury portant sur le système constitutionnel et les institutions politiques de l'U. R. S. S.

*Pour la deuxième langue:*

Traduction à livre ouvert d'un texte rédigé dans la langue.

*Coefficients:* pour la première langue: 2; pour la deuxième langue: 1.

Tous renseignements complémentaires sur le *programme* des épreuves pourront être fournis aux candidats par le service de la documentation étrangère, 2, rue de Bourgogne, Paris (7e) (INV. 60-00).

Pour être admis à prendre part au concours, les candidats doivent:

1° Posséder la nationalité française depuis cinq ans au moins;

2° Jouir de leurs droits civiques;

3° Etre âgés de *vingt ans au moins* (pour les candidats du sexe masculin, avoir satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée ou *être libérables de leurs obligations actives dans les trois mois* qui

suivent la date fixée pour le concours) et de *trente ans au plus* le jour du concours, cette limite étant augmentée d'une durée égale à celle des services militaires légaux et de guerre effectivement accomplis et d'un an par enfant à charge;

4° Faire parvenir au secrétariat général de la questure, service du personnel, Palais-Bourbon, *avant le 10 novembre* 1957, une demande accompagnée des pièces suivantes:

*a*) Extrait récent de l'acte de naissance;

*b*) Extrait récent pour néant du casier judiciaire délivré par le greffe du tribunal du lieu de naissance;

*c*) Note indiquant la situation de famille ainsi que la profession ou occupation actuelle;

*d*) Copie certifiée conforme des diplômes possédés. Pour les diplômes étrangers, cette copie devra être accompagnée d'une pièce émanant du ministère de l'éducation nationale et établissant l'équivalence avec les diplômes français;

*e*) Certificat médical attestant que le candidat est indemne de toute affection organique et notamment qu'il ne présente aucun symptôme de maladie cancéreuse ou tuberculeuse;

*f*) *Pour les candidats du sexe masculin*, une pièce établissant qu'ils ont satisfait définitivement aux lois de recrutement (état signalétique et des services, ou certificat de réforme délivré par le bureau de recrutement); ou qu'ils seront libérés dans les délais définis ci-dessus.

Les candidats pourront obtenir tous renseignements complémentaires au service du personnel (bureau 109), 126, rue de l'Université, Paris (7e) (tél.: INV. 60-00).

NOTA. — L'organisation des épreuves permettra aux candidats qui en auront fait la demande de se présenter également au concours d'administrateur faisant l'objet d'un autre avis.

# CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Enjalbert, Jacques Gadoin, Marcel Lemaire, Méric, Jean Michelin, Naveau, Schiaffino, Sempé, François Valentin.

*Délégués.* — MM. Jacques Gadoin (par M. Seguin), Marcel Lemaire (par M. Biondelle), Jean Michelin (par M. Meillon), Schiaffino (par M. de Villoutreys), Sempé (par M. Brégégère), François Valentin (par M. Louis André).

*Excusés.* — MM. Philippe d'Argenlieu, Clerc, Alexis Jaubert, Rochereau, Ulrici.

La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a nommé:

Président: M. Rochereau.

Vice-présidents: MM. Gadoin, Naveau.

Secrétaires: MM. Lemaire, Clerc.

### Commission de l'agriculture.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Baudru, Brégégère, Brettes, Cuif, Jean Doussot, Durieux, Edmond Jollit, Le Bot, Le Léannec, Mathey, Naveau, Pascaud, François Patenôtre, Primet, Restat, Suran.

*Excusés.* — MM. Bataille, Hoeffel, Houdet, Koessler, Monsarrat, Jules Pinsard, de Pontbriand, de Raincourt.

*Suppléant.* — M. Sempé.

La commission de l'agriculture a nommé:

Président: M. Restat.

Vice-présidents: MM. Brettes, Capelle.

Secrétaires: MM. Le Léannec, de Pontbriand.

### Commission de la défense nationale.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Robert Aubé, Augarde, Henri Barré, Borgeaud, Julien Brunhes, Fousson, Yves Jaouen, Jacques Masteau, de Maupeou, Parisot, Piales, Pidoux de La Maduère, Raymond Pinchard, Jean-Louis Rolland, Rotinat, Marcel Rupied, Vanrullen.

*Délégués.* — MM. Borgeaud (par M. Longchambon), Julien Brunhes (par M. le général Béthouart), Masteau (par M. Seguin), Parisot (par M. de Montullé), Rotinat (par M. Ferhat Marhoun).

*Excusés.* — MM. Edmond Michelet, Edgard Pisani.

La commission de la défense nationale a nommé:

Président: M. Rotinat.

Vice-présidents: MM. de Maupeou, Boulangé.

Secrétaires: MM. Jaouen, Piales.

### Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — M. Raymond Bonnefous, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, M. René Dubois, Mme Girault, MM. Ménard, Marcel Molle, Emile Roux, Henri Varlot.

*Suppléants.* — MM. Abel-Durand, Diallo, Ramampy, Thibon.

*Excusés.* — Mme Marcelle Delabie, MM. Descours-Desacres, Droussent, Jean-Louis Fournier, Le Digabel, Marignan, Menu, Plait, de Pontbriand, Southon.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé:

Président: M. René Dubois.

Vice-présidents: MM. Jean Fournier, Varlot.

Secrétaires: MM. Plait, Menu.

### Commission de la France d'outre-mer.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Boisrond, Jules Castellani, Chamaulte, Claireaux, Diallo Ibrahima, Durand-Réville, de Lachomette, Paul Longuet, Jean Michelin, Marius Moutet, Quenum-Possy-Berry, Razac, Salineau, François Schleiter, Symphor.

*Excusés.* — MM. Paul Béchard, Cerneau, Courroy, Hassan Gouled, Jacques Grimaldi, Josse, M'Bodje, Motais de Narbonne, Arouna N'Joya, Plait, Raymond Susset, Zafimahova.

*Suppléants.* — MM. Aubé, Ménard, Ramampy, Doucouré, Lemaire.

La commission de la France d'outre-mer a nommé:

Président: M. François Schleiter.

Vice-présidents: MM. M'Bodje, Durand-Réville, Castellani.

Secrétaires: MM. Claireaux, Diallo Ibrahima, Arouna N'Joya.

### Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Baratgin, Gaston Charlet, Jozeau-Marigné, de La Gontrie, Mahdi Abdallah, Marcilhacy, Marcel Molle, Péridier, Georges Pernot, Reynouard.

*Excusés.* — MM. Biatarana, Jean Geoffroy, Kalb, Rabouin, Joseph Yvon.

*Suppléants.* — MM. Lodéon, Georges Maurice, Sahoulba Gontchomé.

La commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale a nommé:

Président: M. Georges Pernot.

Vice-présidents: MM. de La Gontrie, Charlet.

Secrétaires: MM. Rabouin, Yvon.

### Commission de la marine et des pêches.

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Abel-Durand, Robert Aubé, Henri Cornat, Vincent Delpuech, Amadou Doucouré, Durieux, Yves Estève, Etienne Gay, Lachèvre, Le Bot, Le Digabel, Léonetti, Paumelle, Marc Pauzet, Ramampy, Razac, de Rocca Serra, Jean-Louis Rolland, Schiaffino, Symphor.

*Excusés.* — MM. Boudinot, Léon David, Houdet, Jézéquel, Albert Lamarque, Repiquet, Gabriel Tellier, Joseph Yvon.

*Suppléants.* — MM. Paul Robert, Ramampy.

La commission de la marine et des pêches a nommé:

Président: M. Lachèvre.

Vice-présidents: MM. Symphor, Razac.

Secrétaires: MM. Jézéquel, Vincent Delpuech.

**Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.**

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Aubert, Henri Barré, Jean Bertaud, Bonnet, Bouquerel, Julien Brunhes, Jules Castellani, Chambriard, Paul Chevallier, Amadou Doucouré, René Dubois, de Geoffre, Lodéon, de Mendilte, Pinton, Paul Robert, François Ruin, Sauvêtre.

*Suppléants.* — MM. Dupic, Laburthe, Le Digabel, Ménard, Rupied.

*Délégués.* — MM. Aubert (par M. Verdeille), Henri Barré (par M. Carcassonne), Julien Brunhes (par M. Perdereau), Jules Castellani (par M. Bouquerel), Amadou Doucouré (par M. Kalenzaga), Laburthe (par M. Perrot-Migeon), Rupied (par M. Beaujannot).

*Excusé.* — M. Soldani.

La commission des moyens de communication, des transports et du tourisme a nommé:

Président: M. Bertaud.

Vice-présidents: MM. Lodéon, Julien Brunhes.

Secrétaires: MM. Bouquerel, Kalenzaga.

**Commission de la presse, de la radio et du cinéma.**

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Boisrond, Brizard, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Vincent Delpuech, Deutschmann, Dufeu, Filippi, Lamousse, Le Sassier-Boisauné, Georges Maurice, Ernest Pezet, Pidoux de La Maduère.

*Excusés.* — Mme Yvonne Dumont, MM. Berlioz, Léo Hamon.

*Suppléants.* — MM. Chaintron, Jacques Debû-Bridel, Paumelle.

*Délégués.* — MM. Boisrond (par M. Rogier), Vincent Delpuech (par M. Laurent-Thouverey), Deutschmann (par M. Houcke), Maurice (par M. Gaspard).

La commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé:

Président: M. Robert Brizard.

Vice-présidents: MM. Gaspard, Lamousse.

Secrétaires: MM. Dufeu, Pidoux de La Maduère.

**Commission de la production industrielle.**

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents.* — MM. Auguste-François Billiémaz, Bonnet, Bousch, Chambriard, Henri Cornat, Coudé du Foresto, Alexis Jaubert, Longchambon, Pascaud, Piales, Raymond Pinchard, Suran, Vanrullen.

*Suppléant.* — M. Pauzet.

*Délégués.* — MM. Bousch (par M. Teisseire), Henri Cornat (par M. Lebreton), Longchambon (par M. Laurent-Thouverey), Pascaud (par M. Ohlen), Pinchard (par M. Bataille), Suran (par M. Droussent).

*Excusés.* — MM. Bouquerel, René Caillaud, Charles Durand, de Villoutreys.

La commission de la production industrielle a nommé:

Président: M. Bousch.

Vice-présidents: MM. Laurent-Thouverey, Cornat.

Secrétaires: MM. Vanrullen, Coudé du Foresto.

**Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.**

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents:* MM. Baratgin, Borgeaud, Chaintron, Colonna, Courrière, Michel Debré, Roger Laburthe, Monichon, de Montalembert, François Valentin.

*Excusés:* MM. Nayrou, Rabouin, Joseph Raybaud, Teisseire.

*Suppléant:* Georges Maurice.

La commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a nommé:

Président: M. de Montalembert.

Vice-présidents: MM. Paul-Emile Descomps, Colonna.

Secrétaires: MM. de Mendilte, Joseph Raybaud.

**Commission de la comptabilité.**

*Séance du vendredi 4 octobre 1957.*

*Présents:* MM. Brizard, Gaston Charlet, Paul Chevallier, Jacques Gadoin, Le Sassier-Boisauné, François Ruin.

*Suppléant:* M. Deutschmann.

La commission de comptabilité a nommé:

Président: M. Gadoin.

Secrétaire-rapporteur. M. Brizard.

**Nominations de membres de commissions de coordination.**

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTRÔLE CHARGÉE DE SUIVRE L'EXÉCUTION ET L'APPLICATION DU TRAITÉ DE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

(Résolution du 10 juillet 1952 en application de l'article 11 (§ 3) du règlement du Conseil de la République.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

Par la commission des affaires économiques: MM. Gadoin, Sempé.

Par la commission des affaires étrangères: MM. Berthoin, Biatarana, Commin, Pinton.

Par la commission de la défense nationale: M. Pinchard.

Par la commission des finances: MM. Alric, Fléchet, Masteau.

Par la commission de la production industrielle: MM. Coudé du Foresto, Vanrullen.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES PROBLÈMES INTÉRESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

(Résolution du 20 mai 1954 en application de l'article 11 (§ 3) du règlement du Conseil de la République.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

Par la commission des affaires économiques: titulaires: MM. Clerc, Fousson, Méric, Rochereau; suppléants: MM. Brégégère, Enjalbert, Schiaffino, Valentin

Par la commission des affaires étrangères: titulaires: MM. Brizard, Léo Hamon, Marius Moutet, Yver; suppléants: MM. Cerneau, Mme Devaud.

Par la commission de la défense nationale: titulaires: MM. Barré, Jaouen, Michelet, Rolland; suppléants MM. Aubé, Le Gros, de Montullé, Seguin.

Par la commission des finances: titulaires: MM. Bousch, Boutemy, Pellenc, Portmann; suppléants: MM. Litaise, Roubert.

Par la commission de la France d'outre-mer: titulaires: MM. Durand-Réville, Grimaldi, Motais de Narbonne, Zafimahova; suppléants: MM. Boisrond, Chamaulle, Hassan Gouled, Susset.

COMMISSION DE COORDINATION PERMANENTE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU PROGRÈS TECHNIQUE

(Résolution n° 81 du 3 mai 1955.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

Par la commission des affaires économiques: titulaires: MM. Marcel Lemaire, Rochereau; suppléants: MM. Fousson, Marignan.

Par la commission des affaires étrangères: titulaires: MM. Chazette, Portmann; suppléants: MM. Léo Hamon, Radius.

Par la commission de l'agriculture: titulaires: MM. Durieux, Primet; suppléants: MM. Jollit, Le Bot.

Par la commission de la défense nationale: titulaires: MM. le général Béthouart, Piales, Pinchard; suppléant: M. Pisani.

Par la commission de l'éducation nationale: titulaires: MM. Jean Bertaud, de Maupeou, M'Bodje; suppléants: MM. Descomps, Estève, Robert.

Par la commission de la famille: MM. Descours Desacres, Jean Fournier; suppléants: MM. Lacaze, Roux.

Par la commission des finances: titulaires: MM. Armengaud, Alric, Coudé du Foresto; suppléants: MM. Auberger, Berthoin.

Par la commission de la F. O. M.: titulaires: MM. Longuet, Quenum-Possy-Berry; suppléants: MM. Aubé, Trellu.

Par la commission de la marine et des pêches: titulaire: M. de Rocca Serra; suppléant: M. Symphor.

Par la commission des moyens de communication: titulaire: M. Mistral; suppléant: M. Doucouré.

Par la commission de la production industrielle: titulaires: MM. Billiémaz, Longchambon, Vanrullen; suppléants: MM. Calonne, Mont, de Villoutreys.

**Nominations de membres de sous-commissions.**

SOUS-COMMISSION CHARGÉE DE SUIVRE ET DE CONTRÔLER D'UNE FAÇON PERMANENTE L'EMPLOI DES CRÉDITS AFFECTÉS A LA DÉFENSE NATIONALE

(Art. 71 de la loi n° 47-521 du 21 mars 1947 et art. 11 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953.)

Ont été désignés pour faire partie de cette sous-commission:

Par la commission de la défense nationale: MM. Augarde, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, de Maupeou, Pisani.

Par la commission des finances: MM. Alric, Berthoin, Bousch, Boutemy, Courrière.

Par la commission de la France d'outre-mer: M. Aubé.

SOUS-COMMISSION CHARGÉE DE SUIVRE ET D'APPRÉCIER LA GESTION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES NATIONALISÉES ET DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Ont été désignés pour faire partie de cette sous-commission:

Par la commission des affaires économiques: MM. Gadoin, Jaubert, Méric, Valentin.

Par la commission des finances: MM. Alric, Berthoin, Chapalain, Coudé du Foresto, Courrière, Driant, Litaise, Pellenc, Primet, Mlle Rapuzzi, MM. Tinaud, Walker.

Par la commission de la marine et des pêches: M. Castellani.

Par la commission des moyens de communication: MM. Cerneau, Kalenzaga, Soldani.

Par la commission de la production industrielle: MM. Cornat, Longchambon, Piales, Vanrullen.

La sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte a nommé:

Président: M. André Litaise.

Vice-présidents: MM. Alric, Méric.

Secrétaires: Mlle Rapuzzi, M. François Valentin.

SOUS-COMMISSION CHARGÉE D'ÉMETTRE UN AVIS SUR LES TAXES PARAFISCALES ET DE PÉRÉQUATION

(Art. 24 de la loi de finances pour l'exercice 1954 n° 53-1308 du 31 décembre 1953.)

Ont été désignés par la commission des finances pour faire partie de cette sous-commission:

MM. Alric, Armengaud, Auberger, Debû-Bridel, Litaise, Longuet, Waldeck L'Huillier, Pellenc, Mlle Rapuzzi, M. Walker.

**Liste des rapporteurs spéciaux de la commission des finances.**

*Dépenses civiles. — Budget général.*

Présidence du conseil:

Services civils: M. Coudé du Foresto.

Services de la défense nationale: M. Laffargue.

Affaires étrangères:

I. — Services des affaires étrangères: M. Portmann.

II. — Affaires marocaines et tunisiennes: M. Fillon.

III. — Relations avec les Etats associés: M. Fousson.

Agriculture: M. de Montalembert.

Anciens combattants et victimes de guerre: M. Chapalain.

Education nationale: M. Auberger.

Education nationale (jeunesse et sports, arts et lettres): M. Debû-Bridel.

Finances:

I. — Charges communes: M. Pauly.

II. — Services financiers: M. Pauly.

III. — Affaires économiques et plan: M. Fléchet.

France d'outre-mer: M. Fousson.

Industrie et commerce: M. Alric.

Intérieur: M. Masteau.

Justice: M. Tinaud.

Reconstruction et logement: M. Bousch

Santé publique et population: M. Peschaud.

Travail et sécurité sociale: M. Walker.

Travaux publics, transports et tourisme:

I. — Travaux publics, transports et tourisme: M. Courrière. Chapitres relatifs aux ports maritimes: Mlle Rapuzzi.

II. — Marine marchande: Mlle Rapuzzi.

III. — Aviation civile et commerciale: M. Coudé du Foresto.

*Dépenses civiles. — Budget annexes.*

Caisse nationale d'épargne: M. Waldeck L'Huillier.

P. T. T.: M. Gaspard.

Imprimerie nationale: M. Primet.

Légion d'honneur: M. Litaise.

Ordre de la Libération: M. Litaise.

Monnaies et médailles: M. Litaise.

Radiodiffusion française: M. Debû-Bridel.

Prestations familiales agricoles: M. Driant.

*Dépenses militaires.*

A. — Ministère de la défense nationale et des forces armées:

I. — Section commune: M. Boutemy.

II. — Air: M. Berthoin.

III. — Guerre: M. Boutemy.

IV. — Marine: M. Courrière.

V. — Chapitres des fabrications d'armement: M. Armengaud.

B. — France d'outre-mer: M. Bousch.

*Dépenses militaires. — Budgets annexes*

Service des essences: M. Alric.

Services des poudres: M. Alric.

# INFORMATIONS
## RELATIVES
# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

**Ordre du jour du mardi 8 octobre 1957.**

**A quinze heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discours de M. le président de l'Assemblée.

2. — Fixation de l'ordre du jour.

**Convocations de commissions.**

La commission des affaires économiques se réunira le jeudi 10 octobre 1957, à dix heures (local n° C. 21), palais de l'Union française:

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition (n° 275, session 1955-1956) tendant à inviter le Gouvernement à créer un institut africain français (I. A. F.) chargé de la mise en valeur de l'Afrique française dans le cadre d'une politique de prospérité commune entre tous les membres de l'Union française;

La proposition (n° 331, session 1955-1956) tendant à inviter le Gouvernement à ne pas laisser compromettre le développement des productions d'oléagineux dans les territoires d'outre-mer par des mesures restrictives prises contre leurs débouchés dans la métropole, en remplacement de M. Robert Schmitt.

II. — Programme de travail de la session 1957-1958. — Exposé du président.

III. — Questions diverses.

La commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts se réunira le jeudi 10 octobre 1957, à dix heures (local n° C. 18), palais d'Iéna:

I. — Projet de dépôt par M. Georges Monnet d'une proposition tendant à demander au F. I. D. E. S. l'ouverture d'un crédit de 1 milliard aux caisses de crédit agricole d'outre-mer. — Echange de vues.

II. — Organisation du marché commun des produits agricoles. — Echange de vues.

III. — Questions diverses.

La commission du plan, de l'équipement et des communications se réunira le mercredi 9 octobre 1957, à quinze heures (local n° C. 14), palais de l'Union française.

I. — Décret n° 57-980 du 26 août 1957 portant désignation d'un conseiller de l'Union française pour faire partie du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer (suite à la proposition n° 185, année 1951, de l'Assemblée de l'Union française). — Communication du président.

II. — Proposition (n° 368, session 1956-1957) relative à une aide complémentaire pour le développement social et économique du Laos. — Informations recueillies au Laos par M. Fleury. — Discussion.

III. — Développement social et économique du Cambodge. — Compte rendu de voyage par M. Castex.

IV. — Questions diverses.

**Convocation de la conférence des présidents.**

La conférence constituée conformément à l'article 41 du règlement est convoquée par M. le président pour le mardi 8 octobre 1957, à quatorze heures trente, au local n° C. 21.

# INFORMATIONS
## RELATIVES
# AU CONSEIL ECONOMIQUE

**Convocations de commissions.**

*Lundi 7 octobre 1957.*

Vingt et une heures.

COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ordre du jour.

Etude des problèmes posés par l'industrie atomique:
Suite de l'examen du projet de rapport de M. Willame;
Examen du projet d'avis.
Questions diverses.

*Mardi 8 octobre 1957.*

Dix heures.

COMMISSION DES FINANCES, DU CRÉDIT ET DE LA FISCALITÉ

Ordre du jour.

Etude des principes directeurs d'une réforme des budgets locaux: audition de M. Devaux, directeur du budget, sur le régime des dépenses des collectivités locales.

Participations financières de l'Etat et des collectivités publiques: définition du cadre de la saisine. Exposé par M. Branger, prérapporteur.

*Mercredi 9 octobre 1957.*

Dix heures quinze.

COMMISSION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Ordre du jour.

Etude relative aux Halles centrales de Paris: préparation de la demande de saisine à adresser au bureau du Conseil économique et délimitation du cadre de l'étude.

Questions diverses.

*Jeudi 10 octobre 1957.*

Neuf heures trente.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour.

Compte rendu de la mission effectuée par M. Coulibaly, rapporteur de l'étude des problèmes posés par l'aménagement du fleuve Sénégal.

Questions diverses.

Dix heures.

COMMISSION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Etude de la comptabilité économique dans les territoires d'outre-mer:

Auditions:

De M. Blanc, administrateur à l'I. N. S. E. E., sur les problèmes techniques posés par l'établissement d'une comptabilité économique dans les pays sous-développés;

De M. Leveugle, sur ses travaux relatifs à la comptabilité économique au Cameroun.

Quinze heures.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Etude du problème de l'organisation des marchés agricoles:
Suite de l'examen du projet de rapport établi par M. Viaux-Cambuzat.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

**Avis de concours pour le recrutement d'ingénieurs militaires de 1re classe des fabrications d'armement (rang de capitaine) parmi les officiers d'active et de réserve.**

I. — *Conditions générales d'admission à concourir.*

Officiers d'active.

*a*) Posséder le grade de capitaine ou un grade correspondant ou faire partie de la première moitié des listes d'ancienneté de lieutenant ou d'officier de grade correspondant au 1er juillet 1957;

*b*) Etre âgé d'au moins trente ans au 1er janvier 1958;

*c*) Satisfaire à l'une des conditions suivantes:

Soit être titulaire du diplôme d'ingénieur de l'une des écoles énumérées ci-après:

Ecole polytechnique;
Ecole centrale des arts et manufactures;
Ecole nationale supérieure des télécommunications;
Ecole nationale des ponts et chaussées;
Ecole nationale supérieure des mines de Paris;
Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne;
Ecole nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy;
Ecole nationale supérieure de l'aéronautique;
Ecole nationale supérieure du génie maritime;
Ecole nationale supérieure de l'armement;
Ecole navale;
Ecole nationale d'ingénieurs arts et métiers (régime des quatre années);
Ecole supérieure d'électricité;

Soit être titulaire d'un doctorat ès sciences;

Soit avoir suivi avec succès les cours organisés dans les différentes écoles d'ingénieurs par l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique.

Officiers de réserve.

*a*) Posséder le grade de capitaine ou un grade correspondant ou avoir au moins huit ans d'ancienneté dans le grade de lieutenant ou grade correspondant au 1er janvier 1958;

*b*) Etre âgé d'au moins trente ans et d'au plus quarante ans au 1er janvier 1958;

*c*) Etre titulaire du diplôme d'ingénieur de l'une des écoles énumérées ci-dessus ou d'un doctorat ès sciences;

*d*) Présenter l'aptitude physique nécessaire pour exercer un service actif dans les cadres d'ingénieurs militaires des fabrications d'armement et être reconnu soit indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse ou mentale ou de poliomyélite ou de lèpre, soit définitivement guéri (visite par un médecin militaire à la diligence de l'autorité qui détient le dossier de l'officier de réserve).

II. — *Nature des épreuves du concours.*

Les opérations du concours sont assurées par une commission d'examen.

Le concours comporte une épreuve écrite et deux épreuves orales, auxquelles sont attribués les coefficients respectifs 2, 1 et 1.

L'épreuve écrite consistera dans l'analyse d'une question scientifique ou technique faisant l'objet d'un dossier remis au candidat (durée: six heures), à choisir parmi un certain nombre de questions correspondant aux diverses catégories d'activité scientifique ou technique intéressant le service des fabrications d'armement.

Les épreuves orales, subies par tous les candidats, comprendront:

1° Une soutenance de thèse sur un sujet intéressant l'armement, proposé par le candidat et agréé par la commission chargée du concours;

2° Une interrogation sur les connaissances fondamentales de l'ingénieur militaire des fabrications d'armement (mécanique appliquée, résistance des matériaux, métallurgie, dessin industriel).

III. — *Inscription au concours.*

Date limite des inscriptions: 22 novembre 1957.

Les candidats doivent remettre dans ce délai, s'ils sont officiers d'active, à leur chef de corps; s'ils sont officiers de réserve, à l'autorité qui détient leurs pièces matricules, un dossier constitué par:

1° Une demande sur papier libre de participation au concours;

2° Une fiche d'état civil;

3° Une copie des titres ou diplômes ouvrant l'accès au concours;

4° Le sujet de thèse proposé; cette pièce est remise sous enveloppe cachetée portant lisiblement le nom, la qualité et l'adresse du candidat, ladite enveloppe ne devant être ouverte que par la commission d'examen. Les candidats qui désireraient s'en remettre à la commission d'examen pour le choix de la thèse qu'ils auront à soutenir en font mention dans leur demande d'admission à concourir.

Les candidats admis à concourir recevront en même temps la notification de cette admission et la décision de la commission d'examen sur le sujet de thèse à soutenir.

La date des épreuves, qui sera fixée ultérieurement, compte tenu du délai nécessaire aux candidats pour préparer leur thèse, sera portée individuellement à la connaissance des intéressés, qui recevront également, le moment venu, les convocations pour se rendre au centre d'examen.

## Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

### Avis aux importateurs d'œufs originaires et en provenance de Pologne.

Les importateurs sont avisés de la mise en répartition dans le cadre de l'accord commercial franco-polonais (poste n° 8) d'un contingent d'œufs complets et dépourvus de leur coquille (n° 04-05 B) du tarif douanier, originaires et en provenance de Pologne.

Les demandes de licences, établies sur formule AC, accompagnées de deux factures *pro forma*, devront être parvenues à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), au plus tard le 17 octobre 1957, à onze heures trente.

A l'expiration de ce délai elles feront l'objet d'un examen simultané par les services compétents.

D'autre part les demandeurs devront, à titre d'élément d'appréciation de leur activité, adresser, également avant le 17 octobre 1957, délai de rigueur, au secrétariat d'Etat à l'agriculture, service des échanges et marchés agricoles, 78, rue de Varenne, à Paris (7e), les justifications des exportations d'œufs qu'ils ont effectuées à destination de l'étranger au cours des années 1955 et 1956.

Ces justifications consisteront en relevés (en poids et en valeur) certifiés par les banques domiciliataires des engagements de change imputés par la douane.

La présentation de ces derniers documents pourra être éventuellement exigée.

Il est rappelé que les importations effectuées sur production de titres obtenus au moyen de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses sont réputées importations faites sans déclaration et peuvent être poursuivies comme telles (cf. art. 38 et 426 du code des douanes).

## Postes, télégraphes et téléphones

### Avis de concours pour le recrutement de facteurs, de chargeurs et de manutentionnaires.

En vue de pourvoir des emplois qui seront vacants pour la plupart dans la région parisienne et dans certains départements des régions du Nord et de l'Est et des régions postales de Lyon, d'Orléans et de Rouen, un concours pour le recrutement de 3.200 facteurs, chargeurs et manutentionnaires aura lieu le 1er décembre 1957.

Ce concours est ouvert aux candidats masculins et comprend les épreuves suivantes: dictée (servant à la fois d'épreuve d'orthographe et d'écriture), rédaction, arithmétique et géographie.

Aucun diplôme n'est exigé, mais les candidats titulaires d'un permis de conduire les motocyclettes ou les automobiles bénéficient d'avantages spéciaux.

Les candidats doivent être âgés au 1er janvier 1957 de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus. La limite d'âge supérieure peut être reculée d'un temps égal à celui des services militaires obligatoires et, pour les pères de famille mariés ou veufs, d'un an par enfant à charge.

Les candidats recueilleront toutes indications utiles auprès des directions des postes, télégraphes et téléphones, qui, sur simple demande, fourniront gratuitement le programme détaillé du concours.

Les demandes de participation à ce concours de facteur, chargeur et manutentionnaire doivent être transmises à la direction des postes, télégraphes et téléphones au chef-lieu du département et, au plus tard, le 4 novembre 1957, date de clôture des inscriptions.

Dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, s'adresser à la direction régionale des services postaux de Paris, 140, boulevard du Montparnasse, Paris (14e).

## Caisse des dépôts et consignations.

### Opérations des caisses d'épargne ordinaires.

D'après les renseignements donnés par les caisses d'épargne ordinaires de Paris et des départements et centralisés par le ministère des finances par l'intermédiaire des comptables supérieurs du Trésor, les opérations de ces caisses avec leurs déposants font ressortir les résultats suivants (en millions):

| | DEPOTS | RETRAITS | EXCEDENTS |
|---|---|---|---|
| Mois d'août 1957..... | 37.186 | 26.968 | 10.218 |
| Excédents de dépôts du 1er janvier au 31 août 1957. | | | 68.876 |

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN-PAUL MARTIN

# COTE DES CHANGES (1)

| Derniers cours cotés en Bourse. | Pays. | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 4 octobre 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 349 95 | États-Unis ..... | 1 $ U.S.A | 350 .(2) | .... .. | .... .. | 349 95 | .... .. |
| 361 10 | Canada ..... | 1 $ Can | .... .. | .... .. | .... .. | 360 80 | 360 90 |
| 163 75 | Côte Fse Somalis. | 100 F Djib | 164 0727 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 2810 .. | Mexique ..... | 100 pes | 2800 .. | .... .. | .... .. | 2806 .. | 2805 .. |
| 8386 .. | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8306 .. | 8390 .. | 8387 .. |
| 1354 .. | Autriche ..... | 100 sch | 1346 15 | 1336 08 | 1356 25 | 1355 .. | .... .. |
| 701 50 | Belgique ..... | 100 F b | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 702 15 | 701 50 |
| 5077 50 | Danemark ..... | 100 c. d | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5083 .. | 5080 .. |
| 982 .. | Gde-Bretagne... | 1 liv. st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 983 75 | 983 50 |
| 55 93 | Italie ..... | 100 lire | 56 008 | 55 50 | 56 45 | 56 06 | 56 .. |
| 4933 .. | Norvège ..... | 100 c. n | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4931 .. | 4929 50 |
| 9243 50 | Pays-Bas ..... | 100 fl | 9210 32 | 9141 60 | 9279 50 | 9265 .. | 9261 .. |
| 6791 .. | Suède ..... | 100 c. s | 6765 623 | 6715 .. | 6816 50 | 6798 .. | 6797 .. |
| 8030 .. | Suisse ..... | 100 f. s | 8063 98 | 7944 .. | 8064 .. | 8039 .. | 8035 .. |
| 1007 .. | Égypte ..... | 1 liv. ég | 1005 04 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 1218 .. | Portugal ..... | 100 esc | 1217 30 | 1208 25 | 1226 50 | 1226 .. | 1225 .. |
| 4897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs | 4884 11 | 4884 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... .. |
| 117 30 | Yougoslavie ... | 100 din | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 117 60 | .... .. |

| | | |
|---|---|---|
| Zone C. F. A..... | 100 F C. F. A..... | 200 |
| Zone C. F. P..... | 100 F C. F. P..... | 500 |

(1) Sous réserve, le cas échéant, du versement ou du prélèvement institué par le décret n° 57-910 du 10 août 1957 relatif aux règlements entre la zone franc et l'étranger.

(2) Cours de référence défini par l'avis n° 521 de l'office des changes.

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### CREDIT FONCIER DE FRANCE

19, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1er)

**TIRAGE DU 10 SEPTEMBRE 1957**

**Obligations communales de 10.000 F 6 0/0 1951.**

L'obligation n° 685 sera remboursée par **quinze millions de francs.**

Les obligations n°s 211050 et 327579 seront remboursées par **cinq millions de francs.**

Les 7 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **un million de francs :**

9464 63777 124252 154733 290379 318479 661440

Les 40 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **100.000 F :**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33182 | 42582 | 79482 | 129182 | 348982 | 382382 | 412182 | 460982 |
| 143582 | 144682 | 145282 | 212782 | 479982 | 482582 | 494782 | 496282 |
| 218382 | 221082 | 250582 | 270682 | 500882 | 509682 | 528282 | 563282 |
| 277682 | 283982 | 302582 | 366282 | 568582 | 570782 | 591282 | 663882 |
| 312682 | 326482 | 329082 | 332282 | 700082 | 705682 | 738782 | 767182 |

Les 80 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **50.000 F :**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33135 | 33139 | 42535 | 42539 | 349835 | 349839 | 382335 | 382339 |
| 79435 | 79439 | 129135 | 129139 | 412135 | 412139 | 460935 | 460939 |
| 143535 | 143539 | 144635 | 144639 | 479935 | 479939 | 482535 | 482539 |
| 145235 | 145239 | 212735 | 212739 | 494735 | 494739 | 496235 | 496239 |
| 218335 | 218339 | 221035 | 221039 | 500835 | 500839 | 509635 | 509639 |
| 250535 | 250539 | 270635 | 270639 | 528235 | 528239 | 563235 | 563239 |
| 277635 | 277639 | 283935 | 283939 | 568535 | 568539 | 570735 | 570739 |
| 302535 | 302539 | 306235 | 306239 | 591235 | 591239 | 663835 | 663839 |
| 312635 | 312639 | 326435 | 326439 | 700035 | 700039 | 705635 | 705639 |
| 329035 | 329039 | 332235 | 332239 | 738735 | 738739 | 767135 | 767139 |

28.970 obligations sont appelées au remboursement au pair, savoir : à l'exception des 130 obligations ci-dessus, remboursables par un lot, les numéros des 291 séries suivantes.

(Les séries marquées d'un astérisque sont celles qui contiennent un ou plusieurs numéros remboursables par un lot.)

*Remarque.* — Chaque série de cent titres est représentée par le premier numéro de la série. Ex. : 601 pour 601 à 700.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *601 | 7401 | 8201 | 9301 | 267801 | *270601 | *277601 | 282001 |
| *9401 | 15101 | 22901 | 24901 | *283901 | 284701 | 285501 | 285601 |
| 26701 | 27901 | 30201 | *33101 | 285801 | 287001 | 289901 | *290301 |
| 33401 | 36201 | 36301 | 38001 | 292501 | 292601 | 292701 | 295801 |
| 40501 | *42501 | 45301 | 46401 | *302501 | *306201 | 308601 | 310601 |
| 47301 | 47701 | 48201 | 54801 | *312601 | 316101 | *318401 | 322501 |
| 56601 | 59001 | 60801 | 62101 | 326201 | *326401 | *327501 | *329001 |
| *63701 | 64001 | 67101 | 68001 | *332201 | 334801 | 334901 | 335201 |
| 73901 | 74801 | *79401 | 81401 | 347401 | *349801 | 352501 | 352701 |
| 86701 | 87601 | 96101 | 96501 | 354801 | 360101 | 363901 | 365901 |
| 96901 | 101101 | 103101 | 107001 | 366501 | 367901 | 368301 | 370801 |
| 111801 | 116901 | 121701 | 121901 | 372901 | 376101 | 380301 | *382301 |
| 122001 | *124201 | 124501 | 126401 | 382801 | 393801 | 403201 | 404201 |
| *129101 | 133001 | *143501 | 144301 | 406801 | 408701 | *412101 | 414901 |
| *144601 | *145201 | 146701 | 148901 | 415301 | 416701 | 426101 | 431701 |
| 147901 | 148201 | 148401 | 153901 | 432501 | 432901 | 439601 | 445401 |
| 154601 | *154701 | 158601 | 160701 | 446701 | 447401 | 447501 | 448101 |
| 164901 | 168001 | 176801 | 182901 | 449801 | 455201 | 456501 | 457301 |
| 183001 | 187001 | 191501 | 194801 | 457401 | *460901 | 463001 | 467101 |
| 200601 | 202401 | 203701 | *211001 | 467301 | 469701 | 475101 | 479201 |
| 211901 | *212701 | *218301 | *221001 | *479901 | 481301 | *482501 | 487201 |
| 222601 | 232901 | 233901 | 238401 | 491101 | *494701 | 495601 | *496201 |
| 239501 | 239601 | 244601 | 245201 | *500801 | 508001 | 508101 | *509601 |
| 249801 | *250501 | 253801 | 255601 | 511501 | 520201 | 522401 | *528201 |
| 256701 | 261901 | 262601 | 264901 | 529101 | 530401 | 532201 | 534401 |
| 538901 | 540001 | 545501 | 553001 | 682301 | 689501 | 690001 | 690901 |
| 554501 | 559801 | 561301 | 563001 | *700001 | 700501 | 705101 | *705601 |
| *563201 | 563401 | 568201 | *568501 | 706301 | 708901 | 719501 | 729401 |
| 569301 | *570701 | 570901 | 575301 | 730401 | 733401 | 738301 | *738701 |
| 576301 | 578901 | 580801 | 581101 | 742201 | 748001 | 749501 | 750101 |
| 582901 | 586901 | *591201 | 599301 | 750601 | 750801 | 751401 | 752401 |
| 603001 | 614601 | 620401 | 620801 | 753201 | 754501 | 755401 | 756001 |
| 623101 | 623201 | 624501 | 626501 | 757301 | 760801 | 762001 | *767101 |
| 626901 | 628801 | 634901 | 640101 | 769301 | 774501 | 786501 | 788301 |
| 641901 | 647601 | 648001 | 651701 | 789201 | 789901 | 790101 | 790301 |
| 657401 | 657601 | *661401 | *663801 | 792701 | 795601 | 798301 | |
| 664201 | 669801 | 672501 | 680201 | | | | |

**Liste récapitulative des séries de cent obligations sorties au tirage et dans lesquelles il reste des numéros à rembourser.**

*Remarque.* — Chaque série de cent titres est représentée par le premier numéro de la série. Ex. : 1401 pour 1401 à 1500.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1401 | 2901 | 6001 | 6101 | 388201 | 389001 | 389901 | 393901 |
| 10801 | 14701 | 15301 | 17101 | 394401 | 394601 | 394901 | 395301 |
| 17201 | 18401 | 18501 | 23501 | 396001 | 396301 | 397201 | 397501 |
| 29901 | 35101 | 36701 | 41001 | 398601 | 402701 | 404001 | 408101 |
| 43601 | 46701 | 47401 | 47901 | 408401 | 410201 | 410501 | 411801 |
| 49501 | 50701 | 53701 | 54101 | 412301 | 412701 | 415601 | 417001 |
| 56701 | 58801 | 61001 | 62401 | 417901 | 418201 | 419801 | 424701 |
| 64101 | 66901 | 67001 | 68201 | 425401 | 425801 | 427701 | 429401 |
| 69101 | 71301 | 71901 | 72701 | 429501 | 429801 | 432401 | 439401 |
| 72901 | 76701 | 76801 | 77501 | 439801 | 441601 | 442501 | 443501 |
| 77701 | 78001 | 78301 | 79501 | 447901 | 448701 | 450901 | 453301 |
| 82201 | 83001 | 83701 | 86001 | 453501 | 456301 | 458001 | 459101 |
| 86501 | 86601 | 88201 | 88501 | 461501 | 462501 | 463101 | 464301 |
| 88601 | 95001 | 100101 | 103801 | 464701 | 465301 | 466101 | 466501 |
| 104101 | 105201 | 109201 | 109601 | 471701 | 473501 | 474401 | 475701 |
| 110601 | 111901 | 112801 | 114801 | 476001 | 476801 | 480801 | 481501 |
| 118701 | 119901 | 126501 | 127601 | 482701 | 484101 | 484201 | 488301 |
| 130301 | 131001 | 131501 | 131701 | 492001 | 495301 | 498001 | 499401 |
| 132601 | 133101 | 133201 | 134601 | 502301 | 504001 | 504401 | 505101 |
| 136801 | 137201 | 138901 | 139101 | 505401 | 510301 | 512301 | 513301 |
| 140101 | 141501 | 143101 | 144101 | 513401 | 514201 | 517801 | 518001 |
| 145401 | 147201 | 150601 | 150701 | 518601 | 521301 | 522601 | 523601 |
| 152301 | 155801 | 162501 | 163301 | 525101 | 525301 | 525401 | 526801 |
| 163501 | 166401 | 167701 | 168101 | 532301 | 532901 | 534201 | 538001 |
| 168201 | 171701 | 174601 | 175501 | 541201 | 541501 | 542101 | 543901 |
| 175801 | 176401 | 178001 | 179101 | 545601 | 548201 | 549501 | 549901 |
| 180601 | 182401 | 183201 | 183801 | 530301 | 550501 | 551701 | 552001 |
| 186301 | 188001 | 188501 | 197901 | 553701 | 555301 | 557901 | 559601 |
| 198701 | 205201 | 207101 | 210101 | 560901 | 562401 | 562601 | 563701 |
| 212101 | 217001 | 217601 | 218201 | 566801 | 567201 | 571801 | 572701 |
| 219101 | 219201 | 220501 | 221201 | 573801 | 574801 | 577601 | 580201 |
| 221701 | 222501 | 222901 | 226401 | 583901 | 586401 | 587101 | 587401 |
| 228501 | 235101 | 235501 | 237001 | 589101 | 589601 | 593601 | 595801 |
| 237601 | 237701 | 239201 | 239801 | 597401 | 597801 | 599201 | 602801 |
| 240001 | 240101 | 240501 | 242901 | 604001 | 605301 | 605801 | 610601 |
| 243101 | 243801 | 249001 | 249601 | 611601 | 612601 | 616701 | 619601 |
| 250201 | 250301 | 250401 | 251701 | 623001 | 625201 | 626201 | 627001 |
| 253401 | 255801 | 258101 | 258601 | 635301 | 638701 | 641401 | 650601 |
| 259101 | 262001 | 262901 | 263501 | 652601 | 653301 | 653801 | 654201 |
| 264201 | 268501 | 269401 | 271401 | 655701 | 656201 | 656701 | 656801 |
| 271801 | 274101 | 276101 | 279401 | 658601 | 660501 | 661201 | 662101 |
| 280801 | 282701 | 283501 | 284901 | 665001 | 668401 | 669901 | 670401 |
| 287101 | 289601 | 290401 | 292801 | 671601 | 672901 | 673301 | 673501 |
| 293001 | 295201 | 295601 | 297301 | 673601 | 673901 | 683201 | 683901 |
| 297501 | 301401 | 302101 | 302801 | 684001 | 684101 | 686801 | 687301 |
| 305401 | 307801 | 310001 | 311401 | 687501 | 687701 | 688701 | 689301 |
| 312101 | 313701 | 314701 | 314801 | 691601 | 691901 | 692301 | 698701 |
| 318901 | 319401 | 319501 | 319701 | 699901 | 700101 | 700601 | 701201 |
| 320501 | 320701 | 323001 | 323901 | 702601 | 703101 | 703801 | 711301 |
| 324201 | 324701 | 326301 | 327001 | 712301 | 715201 | 716301 | 719001 |
| 327701 | 327801 | 329801 | 330501 | 722801 | 723401 | 724201 | 725001 |
| 336001 | 338101 | 338401 | 338601 | 728301 | 729001 | 731001 | 734001 |
| 338801 | 341601 | 344201 | 344401 | 734101 | 735401 | 737601 | 739101 |
| 344701 | 346501 | 348001 | 348501 | 740401 | 740601 | 742401 | 749701 |
| 349201 | 349301 | 351301 | 352201 | 752601 | 754901 | 761001 | 761701 |
| 353401 | 357601 | 360301 | 361101 | 771201 | 777301 | 778201 | 780001 |
| 364701 | 366001 | 367401 | 367501 | 782501 | 784601 | 787301 | 793901 |
| 371201 | 371701 | 380601 | 383001 | 794601 | 799801 | | |
| 383401 | 385001 | 386201 | 386701 | | | | |

## Compagnie des Chemins de Fer de la Provence

56, RUE DE LONDRES, PARIS

**Liste officielle des 3.838 obligations 3 0/0 Compagnie des chemins de fer du Sud de la France sorties au soixante-neuvième tirage du 13 juin 1957, remboursables à partir du 15 octobre 1957 aux taux ci-après :**

### PREMIÈRE ÉMISSION

Taux net : 483 F.

1 à 10 — 951 à 960 — 1.281 à 1.290 — 1.521 à 1.530 — 2.281 à 2.290 — 4.001 à 4.010 — 4.171 à 4.180 — 4.271 à 4.280 — 4.421 à 4.430 — 6.111 à 6.120 — 6.291 à 6.300 — 6.341 à 6.350 — 6.521 à 6.530 — 7.111 à 7.120 — 11.091 à 11.100 — 11.391 à 11.400 — 11.481 à 11.490 — 11.751 à 11.760 — 11.931 à 11.940 — 12.171 à 12.180 — 12.261 à 12.270 — 12.701 à 12.710 — 13.171 à 13.180 — 13.441 à 13.450 — 13.521 à 13.530 — 16.141 à 16.150 — 16.291 à 16.300 — 17.001 à 17.010 — 17.621 à 17.630 — 20.671 à 20.680 — 22.811 à 22.820 — 24.321 à 24.330 — 25.291 à 25.300 — 25.371 à 25.380 — 25.681 à 25.690 — 25.951 à 25.960 — 25.981 à 25.990 — 26.391 à 26.400 — 27.551 à 27.560 — 27.641 à 27.650 — 28.501 à 28.510 — 29.911 à 29.920 — 30.871 à 30.880 — 30.891 à 30.900 — 32.061 à 32.070 — 32.521 à 32.530 — 34.799 — 35.941 à 35.950 — 36.071 à 36.080 — 36.121 à 36.130 — 36.781 à 36.790 — 38.111 à 38.120 — 39.341 à 39.350 — 39.981 à 39.990 — 40.771 à 40.780 — 40.891 à 40.900 — 41.321 à 41.330 — 41.841 à 41.850 — 43.161 à 43.170 — 44.321 à 44.330 — 44.621 à 44.630 — 44.701 à 44.710 — 44.881 à 44.890 — 45.791 à 46.800 — 46.981 à 46.990 — 47.501 à 47.510 — 47.781 à 47.790 — 47.861 à 47.870 — 48.041 à 48.050 — 49.091 à 49.100 — 49.991 à 50.000 — 50.361 à 50.370 — 50.401 à 50.410 — 50.511 à 50.520 — 51.571 à 51.580 — 52.121 à 52.130 — 53.351 à 53.360 — 53.621 à 53.630.

### DEUXIÈME ÉMISSION

Taux net : 483 F.

56.811 à 56.820 — 56.881 à 56.890 — 57.071 à 57.080 — 58.451 à 58.460 — 58.921 à 58.930 — 59.031 — 59.321 à 59.330 — 59.331 à 59.340 — 59.921 à 59.930 — 60.871 à 60.880 — 61.011 à 61.020 — 62.971 à 62.980 — 64.071 à 64.080 — 64.181 à 64.190 — 64.281 à 64.290 — 64.958 à 64.960 — 66.221 à 66.230 — 67.501 à 67.510 — 68.331 à 68.340 — 68.431 à 68.440 — 69.061 à 69.070 — 69.911 à 69.920.

### TROISIÈME ÉMISSION

Taux net : 486 F.

70.031 à 70.040 — 70.801 à 70.810 — 71.191 à 71.200 — 71.811 à 71.820 — 72.991 à 73.000 — 73.951 à 73.960 — 75.301 à 75.310 — 75.441 à 75.450 — 77.461 à 77.470 — 78.801 à 78.810 — 78.851 à 78.860 — 79.191 à 79.200 — 80.011 à 80.020 — 80.571 à 80.580 — 80.861 à 80.870 — 82.391 à 82.400 — 83.071 à 83.080 — 83.671 à 83.680 — 83.691 à 83.700 — 83.781 à 83.790 — 85.411 à 85.420 — 85.741 à 85.750 — 85.971 à 85.980 — 86.011 à 86.020 — 86.201 à 86.210 — 86.291 à 86.300 — 87.301 à 87.310 — 88.431 à 88.440 — 88.461 à 88.470 — 89.071 à 89.080 — 89.211 à 89.220 — 89.321 à 89.330 — 92.441 à 92.450 — 92.741 à 92.750 — 93.591 à 93.600 — 95.621 à 95.630 — 96.661 à 96.670 — 97.221 à 97.230 — 98.221 à 98.230 — 98.611 à 98.620 — 99.001 à 99.010 — 99.711 à 99.720 — 100.181 à 100.190 — 100.681 à 100.690 — 100.801 à 100.810 — 101.071 à 101.080 — 102.371 à 102.380 — 103.831 à 103.840 — 104.531 à 104.540 — 104.741 à 104.750 — 105.851 à 105.860 — 106.191 à 106.200 — 107.141 à 107.150 — 107.311 à 107.320 — 109.061 à 109.070 — 109.151 à 109.160 — 109.281 à 109.290 — 109.791 à 109.800 — 110.811 à 110.820 — 111.431 à 111.440 — 111.521 à 111.530 — 111.671 à 111.680 — 114.741 à 114.750 — 115.561 à 115.570 — 115.741 à 115.750 — 116.461 à 116.470 — 116.861 à 116.870 — 118.251 à 118.260 — 118.651 à 118.660 — 119.471 à 119.480 — 119.481 à 119.490 — 120.651 à 120.660 — 121.101 à 121.110 — 121.351 à 121.360 — 121.541 à 121.550 — 122.441 à 122.450 — 122.541 à 122.543 — 122.691 à 122.700 — 123.141 à 123.150 — 123.741 à 123.750 — 125.321 à 125.330 — 125.851 à 125.860 — 126.561 à 126.570 — 129.301 à 129.310 — 130.381 à 130.390 — 130.501 à 130.510 — 131.391 à 131.400.

### QUATRIÈME ÉMISSION

Taux net : 487 F.

132.731 à 132.740 — 133.021 à 133.030 — 133.451 à 133.460 — 133.641 à 133.650 — 134.881 à 134.890 — 135.521 à 135.530 — 135.571 à 135.580 — 136.591 à 136.600 — 137.621 à 137.630 — 138.001 à 138.010 — 138.841 à 138.850 — 139.061 à 139.070 — 139.461 à 139.470 — 141.031 à 141.036.

### CINQUIÈME ÉMISSION

Taux net : 490 F.

141.941 à 141.950 — 141.981 à 141.990 — 143.491 à 143.500 — 144.221 à 144.230 — 144.481 à 144.490 — 144.621 à 144.627 — 145.541 à 145.550 — 145.881 à 145.890 — 147.071 à 147.080 — 147.131 à 147.140 — 147.341 à 147.350 — 147.951 à 147.970 — 148.061 à 148.070 — 148.961 à 148.970 — 149.091 à 149.100 — 149.431 à 149.440 — 150.441 à 150.450 — 150.561 à 150.570 — 150.951 à 150.960 — 152.431 à 152.440 — 153.231 à 153.240 — 153.251 à 153.260 — 153.391 à 153.400 — 153.991 à 154.000 — 154.941 à 154.950 — 156.911 à 156.920 — 157.031 à 157.040 — 158.181 à 158.190 — 158.211 à 158.220 — 158.471 à 158.480 — 158.831 à 158.840 — 159.161 à 159.170 — 159.241 à 159.250 — 160.971 à 160.980 — 161.231 à 161.240 — 161.771 à 161.780 — 161.851 à 161.860 — 162.021 à 162.030 — 162.571 à 162.580 — 162.711 à 162.720 — 163.901 à 163.910 — 164.001 à 164.010 — 165.881 à 165.890 — 166.561 à 166.570 — 166.631 à 166.640 — 166.671 à 166.680 — 167.821 à 167.830 — 168.301 à 168.310 — 170.071 à 170.080 — 170.091 à 170.100 — 170.261 à 170.270 — 170.551 à 170.560 — 171.131 à 171.140 — 174.411 à 174.420 — 174.601 à 174.610 — 174.941 à 174.950 — 176.501 à 176.510 — 178.031 à 178.040 — 179.281 à 179.290 — 179.831 à 179.840 — 181.251 à 181.260 — 182.291 à 182.300 — 183.451 à 183.460 — 184.361 à 184.370 — 184.441 à 184.450 — 184.531 à 184.540 — 184.911 à 184.920 — 185.681 à 185.690 — 185.711 à 185.720 — 185.801 à 185.810 — 188.151 à 188.160 — 188.321 à 188.330 — 190.121 à 190.130 — 190.321 à 190.330 — 191.601 à 191.610 — 191.951 à 191.960 — 192.661 à 192.670 — 193.151 à 193.160 — 193.191 à 193.200 — 197.031 à 197.040 — 197.591 à 197.600 — 198.591 à 198.600 — 199.841 à 199.850 — 200.251 à 200.260 — 200.951 à 200.960 — 201.931 à 201.940.

### SIXIÈME ÉMISSION

Taux net : 487 F.

202.491 à 202.500 — 204.621 à 204.630 — 204.761 à 204.770 — 206.931 à 206.940 — 207.701 à 207.710 — 209.261 à 209.270 — 209.681 à 209.690 — 210.111 à 210.120 — 210.231 à 210.240 — 210.241 à 210.250 — 210.561 à 210.570 — 210.621 à 210.630 — 211.621 à 211.630 — 211.821 à 211.830 — 212.141 à 212.150 — 212.731 à 212.740 — 212.821 à 212.830 — 213.411 à 213.413 — 214.831 à 214.840.

### SEPTIÈME ÉMISSION

Taux net : 489 F.

215.601 à 215.610 — 216.361 à 216.370 — 216.611 à 216.620 — 218.031 à 218.040 — 219.561 à 219.570 — 220.121 à 220.130 — 220.731 à 220.740 — 220.751 à 220.760 — 221.191 à 221.200 — 221.781 à 221.790 — 221.981 à 221.990 — 222.381 à 222.390 — 223.701 à 223.710.

### HUITIÈME ÉMISSION

Taux net : 492 F.

226.371 à 226.380 — 227.101 à 227.110 — 227.871 à 227.880 — 227.891 à 227.893 — 228.751 à 228.760 — 228.791 à 228.800 — 229.471 à 229.480 — 229.961 à 229.970 — 230.901 à 230.910 — 231.821 à 231.830 — 232.861 à 232.870 — 233.441 à 233.450 — 234.091 à 234.100 — 235.131 à 235.140 — 235.811 à 235.820 — 237.331 à 237.340 — 237.601 à 237.610 — 237.711 à 237.720 — 237.891 à 237.900 — 238.661 à 238.670 — 238.861 à 238.870 — 239.101 à 239.110 — 239.541 à 239.550 — 241.301 à 241.310 — 241.671 à 241.680 — 242.481 à 242.490 — 243.041 à 243.050 — 244.541 à 244.550 — 244.561 à 244.570.

### NEUVIÈME ÉMISSION

Taux net : 492 F.

244.861 à 244.870 — 244.901 à 244.910 — 245.921 à 245.930
246.771 à 246.780 — 247.481 et 247.482

### DIXIÈME ÉMISSION

Taux net : 491 F.

247.821 à 247.825 — 248.341 à 248.350 — 249.001 à 249.010
249.161 à 249.170

### ONZIÈME ÉMISSION

Taux net : 491 F.

250.561 et 250.562 — 250.851 à 250.860 — 251.341 à 251.350
251.831 à 251.840

### DOUZIÈME ÉMISSION

Taux net : 491 F.

252.841 à 252.849 — 253.651 à 253.660 — 254.341 à 254.350

### TREIZIÈME ÉMISSION

Taux net : 491 F.

255.171 à 255.180 — 256.391 à 256.400 — 256.711 à 256.720 — 257.961 à 257.970 — 257.991 à 257.998 — 258.221 à 258.230 — 259.001 à 259.010.

### QUATORZIÈME ÉMISSION

Taux net : 492 F.

259.651 à 259.660 — 260.511 à 260.518 — 260.571 à 260.580 — 260.861 à 260.870 — 260.991 à 261.000 — 261.761 à 261.770 — 262.501 à 262.510.

### QUINZIÈME ÉMISSION

Taux net : 493 F.

264.691 à 264.694 — 265.351 à 265.360 — 265.721 à 265.730
266.021 à 266.030

### SEIZIÈME ÉMISSION

Taux net : 485 F.

267.901 à 267.910 — 267.951 à 267.960 — 269.181 à 269.190 — 269.361 à 269.370 — 269.791 à 269.800 — 270.501 à 270.503 — 270.831 à 270.840 — 271.211 à 271.220 — 272.711 à 272.720 — 272.831 à 272.840 — 273.061 à 273.070.

**Numéros des obligations Compagnie des chemins de fer du Sud de la France 3 0/0 amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées au 30 juin 1957.**

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| **Première émission** | |
| 38 | 1948 |
| 81 | 1944 |
| 111 et 112 | 1955 |
| 416 et 417 | 1956 |
| 420 | 1956 |
| 468 et 469 | 1956 |
| 511 | 1955 |
| 514 à 517 | 1955 |
| 700 | 1950 |
| 717 | 1950 |
| 731 | 1956 |
| 737 et 738 | 1956 |
| 807 | 1946 |
| 1.000 | 1951 |
| 1.040 | 1947 |
| 1.180 | 1955 |
| 1.211 à 1.216 | 1956 |
| 1.342 | 1955 |
| 1.399 | 1947 |
| 1.415 à 1.417 | 1956 |
| 1.437 à 1.439 | 1952 |
| 1.471 à 1.475 | 1956 |
| 1.760 | 1943 |
| 1.893 | 1954 |
| 1.899 | 1954 |
| 2.020 | 1951 |
| 2.163 et 2.164 | 1954 |
| 2.168 | 1954 |
| 2.254 | 1953 |
| 2.279 et 2.280 | 1953 |
| 2.971 | 1953 |
| 3.178 à 3.180 | 1956 |
| 3.266 | 1943 |
| 3.271 | 1956 |
| 3.273 | 1956 |
| 3.279 et 3.280 | 1956 |
| 3.338 et 3.339 | 1951 |
| 3.391 | 1955 |
| 3.393 | 1955 |
| 3.398 | 1955 |
| 3.795 | 1954 |
| 4.146 et 4.147 | 1951 |
| 4.220 | 1948 |
| 4.442 et 4.443 | 1956 |
| 4.446 et 4.447 | 1956 |
| 4.449 | 1956 |
| 4.481 | 1955 |
| 4.498 | 1953 |
| 4.536 | 1952 |
| 4.538 | 1952 |
| 4.731 | 1948 |
| 4.818 | 1942 |
| 5.108 et 5.109 | 1954 |
| 5.176 à 5.178 | 1954 |
| 5.189 | 1947 |
| 5.473 et 5.474 | 1954 |
| 5.655 à 5.657 | 1949 |
| 5.720 à 5.722 | 1938 |
| 5.725 | 1938 |
| 5.932 à 5.934 | 1956 |
| 5.937 à 5.939 | 1956 |
| 6.033 | 1951 |
| 6.056 à 6.058 | 1955 |
| 6.138 à 6.140 | 1954 |
| 6.151 | 1955 |
| 6.153 et 6.154 | 1955 |
| 6.159 | 1955 |
| 6.232 | 1955 |
| 6.238 à 6.240 | 1956 |
| 6.266 | 1953 |
| 6.312 | 1951 |
| 6.455 à 6.457 | 1947 |
| 6.580 et 6.581 | 1954 |
| 6.685 | 1945 |
| 6.852 et 6.853 | 1949 |
| 7.031 à 7.035 | 1955 |
| 7.037 et 7.038 | 1955 |
| 7.186 | 1956 |
| 7.332 | 1952 |
| 7.753 | 1943 |
| 7.826 et 7.827 | 1939 |
| 7.830 | 1939 |
| 7.907 | 1945 |
| 8.033 | 1953 |
| 8.112 et 8.113 | 1950 |
| 8.120 | 1950 |
| 8.219 et 8.220 | 1951 |
| 8.268 | 1935 |
| 8.576 à 8.579 | 1956 |
| 8.691 à 8.696 | 1956 |
| 8.699 | 1956 |
| 8.886 | 1956 |
| 8.889 et 8.890 | 1956 |
| 8.970 | 1956 |
| 9.071 à 9.073 | 1954 |
| 9.124 | 1953 |
| 9.223 | 1954 |
| 9.225 et 9.226 | 1954 |
| 9.446 | 1928 |
| 9.761 | 1951 |
| 9.763 | 1951 |
| 9.772 | 1954 |
| 9.779 et 9.780 | 1954 |
| 10.114 à 10.120 | 1953 |
| 10.129 et 10.130 | 1955 |
| 10.133 à 10.135 | 1933 |
| 10.193 | 1954 |
| 10.241 et 10.242 | 1955 |
| 10.246 et 10.247 | 1955 |
| 10.274 | 1949 |
| 10.276 | 1949 |
| 10.298 | 1956 |
| 10.480 | 1943 |
| 10.609 | 1946 |
| 10.622 | 1942 |
| 10.624 à 10.626 | 1942 |
| 10.900 | 1940 |
| 11.074 | 1955 |
| 11.079 et 11.080 | 1955 |
| 11.465 et 11.466 | 1955 |
| 11.470 | 1955 |
| 11.547 | 1954 |
| 11.588 | 1946 |
| 11.604 | 1940 |
| 11.631 | 1955 |
| 11.640 | 1955 |
| 11.995 à 11.997 | 1954 |
| 12.298 | 1956 |
| 12.407 | 1946 |
| 12.485 | 1952 |
| 12.633 à 12.635 | 1956 |
| 12.751 | 1944 |
| 12.810 | 1950 |
| 13.150 | 1952 |
| 13.400 | 1954 |
| 13.541 | 1943 |
| 13.570 | 1953 |
| 13.612 à 13.614 | 1952 |
| 13.836 | 1953 |
| 13.921 à 13.923 | 1955 |
| 13.925 à 13.927 | 1955 |
| 13.929 | 1955 |
| 14.001 | 1952 |
| 14.007 | 1952 |
| 14.129 | 1954 |
| 14.136 et 14.137 | 1955 |
| 14.140 | 1955 |
| 14.694 et 14.695 | 1956 |
| 14.739 et 14.740 | 1953 |
| 14.793 à 14.798 | 1939 |
| 14.818 et 14.819 | 1945 |
| 14.846 à 14.849 | 1955 |
| 15.031 et 15.032 | 1955 |
| 15.035 | 1955 |
| 15.040 | 1955 |
| 15.049 | 1956 |
| 15.051 à 15.055 | 1945 |
| 15.059 | 1945 |
| 15.069 et 15.070 | 1951 |
| 15.100 | 1942 |
| 15.266 et 15.267 | 1948 |
| 15.284 | 1950 |
| 15.287 | 1950 |
| 15.368 | 1947 |
| 15.502 | 1946 |
| 16.122 | 1945 |
| 16.415 | 1946 |
| 16.429 | 1954 |
| 16.543 | 1955 |
| 16.728 et 16.729 | 1954 |
| 16.757 | 1954 |
| 16.993 | 1944 |
| 17.364 | 1955 |
| 17.400 | 1953 |
| 17.504 à 17.506 | 1956 |
| 17.508 et 17.509 | 1956 |
| 17.617 et 17.618 | 1955 |
| 17.653 | 1955 |
| 17.781 à 17.783 | 1955 |
| 17.790 | 1955 |
| 17.818 | 1954 |
| 18.061 et 18.062 | 1955 |
| 18.066 | 1955 |
| 18.127 | 1936 |
| 18.167 à 18.169 | 1950 |
| 18.232 | 1954 |
| 18.276 | 1940 |
| 18.529 | 1952 |
| 18.633 | 1952 |
| 18.640 | 1952 |
| 18.676 et 18.677 | 1955 |
| 19.180 | 1939 |
| 19.446 à 19.449 | 1956 |
| 19.591 et 19.592 | 1955 |
| 19.597 et 19.598 | 1955 |
| 19.652 | 1952 |
| 19.719 | 1946 |
| 19.995 et 19.996 | 1940 |
| 20.068 | 1941 |
| 20.156 | 1954 |
| 20.158 | 1954 |
| 20.303 à 20.306 | 1951 |
| 20.522 à 20.525 | 1954 |
| 20.528 | 1954 |
| 20.782 | 1947 |
| 20.855 et 20.856 | 1956 |
| 20.859 et 20.860 | 1956 |
| 21.008 et 21.009 | 1953 |
| 21.111 et 21.112 | 1956 |
| 21.232 | 1940 |
| 21.656 et 21.657 | 1953 |
| 21.912 à 21.916 | 1956 |
| 21.941 à 21.946 | 1956 |
| 21.966 | 1949 |
| 22.091 | 1952 |
| 22.776 | 1953 |
| 22.778 | 1953 |
| 23.145 et 23.146 | 1953 |
| 23.255 et 23.256 | 1952 |
| 23.425 | 1939 |
| 23.466 | 1953 |
| 23.553 | 1953 |
| 24.151 | 1937 |
| 24.233 | 1954 |
| 24.370 | 1956 |
| 24.712 et 24.713 | 1956 |
| 24.715 à 24.717 | 1956 |
| 25.081 | 1947 |
| 25.097 à 25.100 | 1949 |
| 25.114 et 25.115 | 1955 |
| 25.122 et 23.123 | 1956 |
| 25.480 | 1956 |
| 25.483 | 1951 |
| 25.531 à 25.133 | 1950 |
| 25.539 | 1950 |
| 25.832 à 25.834 | 1956 |
| 25.837 à 25.839 | 1956 |
| 25.855 | 1943 |
| 26.111 et 26.112 | 1953 |
| 26.153 et 26.154 | 1940 |
| 26.312 à 26.314 | 1948 |
| 26.413 | 1953 |
| 26.419 | 1953 |
| 26.520 | 1955 |
| 26.521 | 1943 |
| 26.576 | 1952 |
| 26.581 et 26.582 | 1956 |
| 26.585 | 1956 |
| 26.587 à 26.589 | 1956 |
| 26.683 et 26.684 | 1956 |
| 26.686 | 1956 |
| 26.891 et 26.892 | 1954 |
| 27.073 et 27.074 | 1956 |
| 27.077 à 27.080 | 1956 |
| 27.106 et 27.107 | 1941 |
| 27.232 à 27.238 | 1956 |
| 27.261 | 1956 |
| 27.266 | 1956 |
| 27.353 | 1939 |
| 27.357 | 1939 |
| 27.718 à 27.720 | 1954 |
| 27.746 et 27.747 | 1948 |
| 28.398 | 1955 |
| 29.006 | 1947 |
| 29.225 | 1942 |
| 29.292 | 1955 |
| 29.295 | 1955 |
| 29.434 | 1953 |
| 29.657 à 29.659 | 1955 |
| 29.785 | 1938 |
| 29.979 | 1943 |
| 30.049 et 30.050 | 1939 |
| 30.441 | 1956 |
| 30.467 à 30.470 | 1951 |
| 30.471 | 1948 |
| 30.598 et 30.599 | 1955 |
| 30.613 à 30.615 | 1955 |
| 30.620 | 1955 |
| 31.295 | 1951 |
| 31.297 à 31.299 | 1951 |
| 31.416 et 31.417 | 1943 |
| 31.559 | 1943 |
| 31.561 et 31.562 | 1954 |
| 31.653 | 1953 |
| 32.665 à 32.670 | 1952 |
| 32.677 à 32.680 | 1940 |
| 32.883 | 1942 |
| 33.201 et 33.202 | 1939 |
| 33.344 à 33.347 | 1955 |
| 33.449 | 1951 |
| 33.651 | 1941 |
| 33.721 | 1946 |
| 34.797 et 34.798 | 1956 |
| 34.934 | 1956 |
| 34.962 | 1956 |
| 34.964 et 34.965 | 1956 |
| 35.028 à 35.030 | 1956 |
| 35.123 et 35.124 | 1956 |
| 35.130 | 1956 |
| 35.165 | 1953 |
| 35.514 et 35.515 | 1948 |
| 35.588 et 35.589 | 1953 |
| 35.694 à 35.696 | 1952 |
| 35.932 et 35.933 | 1949 |
| 36.252 | 1941 |
| 36.313 | 1956 |
| 36.315 | 1956 |
| 36.455 à 36.458 | 1951 |
| 36.544 | 1946 |
| 36.548 | 1946 |
| 36.550 | 1946 |
| 36.641 à 36.650 | 1956 |
| 36.672 à 36.674 | 1955 |
| 36.677 | 1955 |
| 36.889 et 36.890 | 1956 |
| 36.901 | 1956 |
| 36.906 et 36.907 | 1956 |
| 36.993 et 36.994 | 1943 |
| 37.071 | 1949 |
| 37.111 | 1956 |
| 37.116 à 37.118 | 1956 |
| 37.224 à 37.226 | 1956 |
| 37.532 et 37.533 | 1950 |
| 37.551 à 37.556 | 1946 |
| 37.673 | 1956 |
| 37.678 | 1956 |
| 37.775 | 1946 |
| 37.983 à 37.986 | 1950 |
| 38.221 à 38.223 | 1956 |
| 38.227 et 38.228 | 1956 |
| 38.254 et 38.255 | 1952 |
| 38.289 | 1954 |
| 38.561 | 1940 |
| 38.926 | 1956 |
| 38.929 | 1956 |
| 39.047 | 1947 |
| 39.049 | 1947 |
| 39.143 et 39.144 | 1947 |
| 39.147 | 1943 |
| 39.264 | 1946 |
| 39.477 | 1942 |
| 39.731 et 39.732 | 1956 |
| 39.734 | 1956 |
| 39.740 | 1956 |
| 39.827 et 39.828 | 1940 |
| 39.838 à 39.840 | 1955 |
| 40.081 | 1951 |
| 40.171 | 1943 |
| 40.395 | 1955 |
| 40.581 | 1956 |
| 40.585 | 1956 |
| 40.654 à 40.656 | 1956 |
| 40.659 et 40.660 | 1956 |
| 40.783 et 40.784 | 1950 |
| 40.971 et 40.972 | 1955 |
| 41.211 | 1948 |
| 41.479 | 1951 |
| 41.741 | 1946 |
| 41.748 et 41.749 | 1946 |
| 41.761 et 41.762 | 1948 |
| 42.114 | 1945 |
| 42.167 | 1954 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 42.258 | 1936 |
| 42.399 | 1948 |
| 42.592 à 42.596 | 1956 |
| 42.600 | 1956 |
| 42.775 et 42.776 | 1955 |
| 42.988 | 1956 |
| 42.990 | 1956 |
| 43.034 | 1956 |
| 43.415 et 43.416 | 1950 |
| 43.641 | 1951 |
| 44.225 et 44.226 | 1940 |
| 44.293 | 1954 |
| 44.295 à 44.298 | 1954 |
| 44.336 | 1952 |
| 44.505 | 1942 |
| 44.700 | 1950 |
| 44.742 | 1953 |
| 44.836 | 1943 |
| 44.893 | 1955 |
| 44.934 | 1954 |
| 44.932 | 1931 |
| 45.074 | 1954 |
| 45.355 | 1954 |
| 45.357 et 45.358 | 1954 |
| 45.413 | 1952 |
| 45.609 et 45.610 | 1943 |
| 45.632 | 1953 |
| 45.891 | 1946 |
| 46.209 | 1952 |
| 47.264 à 47.270 | 1939 |
| 47.354 | 1947 |
| 47.609 | 1955 |
| 47.921 | 1952 |
| 48.471 et 48.472 | 1956 |
| 48.513 | 1944 |
| 48.958 | 1954 |
| 49.104 | 1953 |
| 49.564 | 1948 |
| 49.651 et 49.652 | 1951 |
| 49.809 | 1940 |
| 49.854 à 49.856 | 1949 |
| 50.220 | 1950 |
| 50.271 à 50.274 | 1956 |
| 50.423 à 50.425 | 1955 |
| 50.436 | 1952 |
| 50.563 | 1955 |
| 50.566 | 1955 |
| 50.744 | 1949 |
| 50.820 | 1955 |
| 50.849 | 1956 |
| 51.086 à 51.089 | 1943 |
| 51.271 | 1956 |
| 51.306 et 51.307 | 1953 |
| 51.542 | 1953 |
| 51.749 | 1954 |
| 51.891 | 1950 |
| 52.256 et 52.257 | 1956 |
| 52.259 et 52.260 | 1956 |
| 52.692 | 1955 |
| 52.694 et 52.695 | 1955 |
| 52.722 | 1942 |
| 52.748 | 1951 |
| 52.848 | 1956 |
| 52.958 | 1953 |
| 53.033 à 53.035 | 1956 |
| 53.040 | 1956 |
| 53.126 à 53.128 | 1953 |
| 53.456 à 53.458 | 1956 |
| 53.542 | 1955 |
| 53.682 et 53.683 | 1951 |
| 53.771 | 1953 |
| 53.782 | 1952 |
| 53.907 à 53.910 | 1952 |
| 53.924 | 1949 |
| 53.936 à 53.940 | 1947 |
| 53.941 | 1946 |
| 54.063 | 1949 |
| 54.722 à 54.730 | 1940 |
| 54.963 et 54.964 | 1956 |
| 54.969 et 54.970 | 1956 |
| 55.254 à 55.256 | 1940 |

**Deuxième émission**

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 55.441 | 1955 |
| 55.720 | 1950 |
| 55.758 et 55.759 | 1949 |
| 55.765 | 1955 |
| 55.933 à 55.937 | 1943 |
| 56.242 | 1953 |
| 56.536 | 1950 |
| 57.451 | 1951 |
| 57.764 | 1951 |
| 57.795 | 1951 |
| 57.847 | 1956 |
| 57.850 | 1956 |
| 57.903 et 57.904 | 1951 |
| 57.956 | 1951 |
| 58.415 | 1953 |
| 58.631 | 1940 |
| 58.672 et 58.673 | 1956 |
| 58.680 | 1956 |
| 58.857 à 58.860 | 1954 |
| 59.049 | 1937 |
| 59.181 à 59.190 | 1956 |
| 59.241 à 59.248 | 1956 |
| 59.477 à 59.480 | 1954 |
| 59.974 | 1951 |
| 60.241 à 60.243 | 1947 |
| 60.335 et 60.336 | 1954 |
| 60.415 à 60.417 | 1956 |
| 60.420 | 1956 |
| 60.691 | 1951 |
| 60.802 à 60.804 | 1953 |
| 60.854 à 60.860 | 1937 |
| 60.970 | 1955 |
| 61.047 à 61.050 | 1949 |
| 61.171 à 61.180 | 1951 |
| 61.926 et 61.927 | 1953 |
| 61.929 | 1953 |
| 61.971 à 61.975 | 1956 |
| 61.979 et 61.980 | 1956 |
| 62.201 | 1947 |
| 62.606 à 62.608 | 1956 |
| 62.690 | 1955 |
| 62.739 | 1955 |
| 62.828 | 1942 |
| 63.063 | 1953 |
| 63.182 | 1956 |
| 63.185 à 63.189 | 1956 |
| 63.242 | 1945 |
| 63.488 | 1951 |
| 63.541 et 63.542 | 1939 |
| 63.657 et 63.660 | 1955 |
| 63.808 | 1947 |
| 63.961 | 1953 |
| 64.402 | 1956 |
| 64.494 et 64.495 | 1956 |
| 64.731 | 1955 |
| 64.981 et 64.982 | 1950 |
| 65.181 à 65.184 | 1956 |
| 65.187 à 65.190 | 1956 |
| 65.204 | 1944 |
| 65.764 et 65.765 | 1950 |
| 66.299 et 66.300 | 1939 |
| 66.335 et 66.336 | 1940 |
| 66.397 à 66.399 | 1949 |
| 66.408 | 1956 |
| 66.425 à 66.427 | 1956 |
| 66.429 | 1956 |
| 66.622 | 1954 |
| 66.883 à 66.886 | 1956 |
| 66.893 | 1953 |
| 66.947 | 1953 |
| 66.950 | 1953 |
| 67.051 et 67.052 | 1955 |
| 67.076 | 1953 |
| 67.178 | 1956 |
| 67.188 | 1945 |
| 67.480 | 1943 |
| 67.731 à 67.735 | 1956 |
| 67.739 | 1956 |
| 67.999 | 1954 |
| 68.738 et 68.739 | 1938 |
| 68.779 et 68.780 | 1939 |
| 68.904 | 1953 |
| 69.524 et 69.525 | 1943 |
| 69.537 à 69.539 | 1945 |
| 69.541 | 1949 |
| 69.575 | 1948 |
| 69.834 et 69.835 | 1954 |

**Troisième émission**

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 70.011 et 70.012 | 1953 |
| 70.017 | 1953 |
| 70.034 | 1948 |
| 70.256 à 70.260 | 1956 |
| 70.280 | 1943 |
| 70.589 | 1950 |
| 70.761 | 1953 |
| 70.767 et 70.768 | 1953 |
| 70.791 | 1955 |
| 70.793 | 1955 |
| 70.903 | 1953 |
| 70.987 | 1953 |
| 70.993 | 1956 |
| 71.006 | 1943 |
| 71.123 et 71.124 | 1954 |
| 71.128 et 71.129 | 1954 |
| 71.152 | 1954 |
| 71.339 | 1955 |
| 71.615 et 71.616 | 1956 |
| 71.983 | 1953 |
| 72.306 et 72.307 | 1950 |
| 72.347 | 1954 |
| 72.350 | 1954 |
| 72.442 et 72.443 | 1954 |
| 72.472 et 72.473 | 1956 |
| 72.475 et 72.476 | 1956 |
| 72.800 | 1955 |
| 72.945 | 1948 |
| 72.964 | 1940 |
| 73.021 | 1956 |
| 73.025 | 1956 |
| 73.027 | 1956 |
| 73.052 | 1956 |
| 73.059 | 1956 |
| 73.083 | 1939 |
| 73.433 à 73.435 | 1956 |
| 73.438 et 73.439 | 1956 |
| 73.447 à 73.450 | 1949 |
| 73.707 et 73.708 | 1948 |
| 73.832 et 73.833 | 1956 |
| 73.835 | 1956 |
| 73.884 | 1941 |
| 74.002 | 1952 |
| 74.318 | 1944 |
| 74.372 | 1954 |
| 74.374 | 1954 |
| 74.510 | 1942 |
| 74.685 | 1943 |
| 74.891 | 1948 |
| 75.010 | 1951 |
| 75.050 | 1949 |
| 75.318 | 1949 |
| 75.494 | 1937 |
| 75.649 et 75.650 | 1949 |
| 75.711 et 75.712 | 1956 |
| 76.719 | 1956 |
| 76.037 | 1954 |
| 76.184 | 1952 |
| 76.186 | 1952 |
| 76.190 | 1952 |
| 76.374 à 76.376 | 1941 |
| 76.401 à 76.410 | 1947 |
| 76.653 | 1955 |
| 76.705 à 76.707 | 1956 |
| 76.784 | 1956 |
| 76.788 | 1956 |
| 76.835 | 1951 |
| 76.943 et 76.944 | 1943 |
| 77.272 à 77.275 | 1956 |
| 77.401 à 77.403 | 1955 |
| 77.405 | 1955 |
| 77.458 | 1953 |
| 77.649 | 1943 |
| 77.989 | 1949 |
| 78.243 | 1952 |
| 78.277 | 1950 |
| 78.351 et 78.352 | 1955 |
| 78.491 | 1937 |
| 78.531 | 1941 |
| 78.601 à 78.603 | 1947 |
| 78.673 | 1956 |
| 78.773 et 78.774 | 1952 |
| 78.811 | 1956 |
| 78.813 | 1956 |
| 78.820 | 1956 |
| 79.096 | 1956 |
| 79.268 | 1956 |
| 79.560 | 1955 |
| 79.591 à 79.595 | 1956 |
| 79.638 | 1939 |
| 79.642 | 1952 |
| 79.731 | 1943 |
| 79.739 | 1943 |
| 79.781 | 1947 |
| 80.211 | 1944 |
| 80.269 et 80.270 | 1954 |
| 80.331 et 80.332 | 1939 |
| 80.504 | 1947 |
| 80.645 | 1948 |
| 80.831 à 80.833 | 1955 |
| 80.839 et 80.840 | 1955 |
| 81.084 | 1952 |
| 81.225 | 1945 |
| 81.403 | 1946 |
| 81.605 et 81.606 | 1946 |
| 81.705 et 81.706 | 1944 |
| 82.140 | 1956 |
| 82.184 | 1951 |
| 82.526 | 1952 |
| 82.584 | 1956 |
| 82.587 | 1956 |
| 82.590 | 1956 |
| 82.774 | 1956 |
| 82.779 | 1956 |
| 82.911 | 1951 |
| 83.003 à 83.009 | 1955 |
| 83.029 | 1954 |
| 83.265 | 1946 |
| 83.268 | 1946 |
| 83.471 | 1950 |
| 84.049 et 84.050 | 1947 |
| 84.105 | 1948 |
| 84.154 | 1940 |
| 84.361 à 84.367 | 1943 |
| 84.563 | 1951 |
| 84.613 | 1952 |
| 84.620 | 1952 |
| 84.681 | 1945 |
| 84.981 à 84.990 | 1956 |
| 85.133 | 1933 |
| 85.284 | 1952 |
| 85.289 et 85.290 | 1952 |
| 85.611 | 1943 |
| 85.619 | 1943 |
| 85.776 | 1950 |
| 85.970 | 1940 |
| 86.052 à 86.054 | 1956 |
| 86.056 et 86.057 | 1956 |
| 86.108 | 1939 |
| 86.188 et 86.189 | 1931 |
| 86.312 | 1944 |
| 86.674 et 86.675 | 1940 |
| 86.681 et 86.682 | 1951 |
| 87.112 | 1943 |
| 87.116 à 87.120 | 1943 |
| 87.122 | 1945 |
| 87.161 | 1955 |
| 87.316 | 1948 |
| 87.352 | 1955 |
| 87.356 et 87.357 | 1955 |
| 87.411 | 1939 |
| 87.414 | 1939 |
| 87.457 et 87.458 | 1956 |
| 87.460 | 1956 |
| 87.639 | 1954 |
| 87.739 et 87.740 | 1954 |
| 87.862 | 1951 |
| 88.106 à 88.110 | 1930 |
| 88.181 | 1951 |
| 88.213 | 1953 |
| 88.215 | 1953 |
| 88.217 à 88.219 | 1953 |
| 88.245 à 88.247 | 1956 |
| 88.249 et 88.250 | 1956 |
| 88.260 | 1942 |
| 88.272 à 88.274 | 1952 |
| 88.282 | 1956 |
| 88.288 et 88.289 | 1956 |
| 88.444 à 88.447 | 1952 |
| 88.582 | 1944 |
| 88.704 | 1954 |
| 88.727 | 1938 |
| 88.730 | 1938 |
| 88.897 | 1946 |
| 89.103 | 1952 |
| 89.522 à 89.524 | 1939 |
| 89.581 à 89.585 | 1955 |
| 89.612 à 89.616 | 1955 |
| 89.730 | 1956 |
| 89.877 | 1946 |
| 90.198 à 90.200 | 1953 |
| 90.443 | 1951 |
| 90.449 et 90.450 | 1951 |
| 90.626 | 1951 |
| 90.697 | 1955 |
| 91.032 | 1953 |
| 91.037 | 1953 |
| 91.040 | 1953 |
| 91.072 et 91.073 | 1956 |
| 91.079 | 1956 |
| 91.114 | 1954 |
| 91.351 et 91.352 | 1954 |
| 91.356 et 91.357 | 1954 |
| 91.362 | 1945 |
| 91.835 à 91.839 | 1947 |
| 92.012 à 92.018 | 1956 |
| 92.111 à 92.113 | 1950 |
| 92.191 | 1956 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 92.195 | 1956 |
| 92.198 à 92.200 | 1956 |
| 92.367 | 1949 |
| 92.391 | 1951 |
| 92.486 | 1944 |
| 93.067 | 1956 |
| 93.069 | 1956 |
| 93.181 et 93.182 | 1956 |
| 93.755 à 93.757 | 1956 |
| 93.962 | 1956 |
| 93.968 | 1956 |
| 94.026 | 1939 |
| 94.105 et 94.106 | 1956 |
| 94.351 | 1946 |
| 94.354 | 1946 |
| 94.942 | 1955 |
| 94.944 et 94.945 | 1955 |
| 95.111 à 95.114 | 1956 |
| 95.116 à 95.118 | 1956 |
| 95.201 à 95.204 | 1952 |
| 95.365 | 1952 |
| 95.370 | 1952 |
| 95.733 | 1943 |
| 95.739 | 1943 |
| 95.740 | 1943 |
| 95.813 et 95.814 | 1956 |
| 95.816 et 95.817 | 1956 |
| 95.886 | 1936 |
| 95.991 | 1956 |
| 95.994 | 1956 |
| 96.000 | 1956 |
| 96.142 et 96.143 | 1955 |
| 96.148 et 96.149 | 1955 |
| 96.412 | 1956 |
| 96.560 | 1942 |
| 96.655 | 1956 |
| 96.658 | 1956 |
| 96.660 | 1956 |
| 96.702 | 1953 |
| 96.709 | 1953 |
| 96.763 à 96.765 | 1952 |
| 96.803 | 1954 |
| 96.975 à 96.978 | 1939 |
| 97.691 | 1956 |
| 97.957 | 1953 |
| 97.973 | 1955 |
| 97.977 et 97.978 | 1955 |
| 98.061 | 1950 |
| 98.065 | 1950 |
| 98.070 | 1950 |
| 98.078 | 1956 |
| 98.136 | 1940 |
| 98.183 | 1954 |
| 98.185 | 1954 |
| 98.187 et 98.188 | 1954 |
| 98.237 à 98.240 | 1954 |
| 98.486 | 1955 |
| 98.640 | 1954 |
| 98.641 à 98.650 | 1950 |
| 98.712 | 1955 |
| 98.731 et 98.732 | 1949 |
| 98.938 à 98.940 | 1949 |
| 99.500 | 1955 |
| 99.663 et 99.664 | 1956 |
| 99.815 | 1952 |
| 99.818 et 99.819 | 1952 |
| 99.881 | 1956 |
| 99.884 à 99.890 | 1955 |
| 100.121 à 100.124 | 1954 |
| 100.325 | 1939 |
| 100.386 et 100.387 | 1948 |
| 100.389 | 1948 |
| 100.497 et 100.498 | 1946 |
| 100.531 | 1948 |
| 100.712 | 1955 |
| 100.831 à 100.835 | 1956 |
| 100.838 et 100.839 | 1956 |
| 101.019 | 1953 |
| 101.133 | 1950 |
| 101.137 | 1950 |
| 101.158 | 1940 |
| 101.334 | 1956 |
| 101.340 | 1956 |
| 101.455 et 101.456 | 1954 |
| 101.551 et 101.552 | 1952 |
| 101.771 | 1955 |
| 101.787 | 1954 |
| 102.015 | 1936 |
| 102.240 | 1938 |
| 102.367 | 1955 |
| 102.481 | 1943 |
| 102.519 | 1946 |
| 102.681 | 1944 |
| 102.773 | 1953 |
| 102.791 | 1936 |
| 102.802 | 1955 |
| 103.032 et 103.033 | 1953 |
| 103.039 | 1953 |
| 103.066 et 103.067 | 1946 |
| 103.226 et 103.227 | 1952 |
| 103.230 | 1952 |
| 103.253 | 1956 |
| 103.366 | 1952 |
| 104.067 | 1949 |
| 104.091 et 104.092 | 1954 |
| 104.096 | 1954 |
| 104.099 | 1954 |
| 104.222 | 1946 |
| 104.579 | 1950 |
| 105.031 | 1955 |
| 105.038 et 105.039 | 1955 |
| 105.157 à 105.159 | 1955 |
| 105.164 | 1956 |
| 105.697 | 1952 |
| 106.121 et 106.122 | 1956 |
| 106.127 et 106.128 | 1956 |
| 106.208 | 1948 |
| 106.283 | 1954 |
| 106.285 | 1954 |
| 106.384 | 1944 |
| 106.402 à 106.404 | 1956 |
| 106.406 | 1956 |
| 106.409 et 106.410 | 1956 |
| 106.481 | 1955 |
| 106.488 | 1955 |
| 106.518 à 106.520 | 1956 |
| 106.841 à 106.845 | 1954 |
| 106.936 à 106.939 | 1956 |
| 107.025 | 1950 |
| 107.086 | 1950 |
| 107.454 | 1954 |
| 107.601 et 107.602 | 1954 |
| 107.608 et 107.609 | 1954 |
| 107.632 et 107.633 | 1955 |
| 107.876 | 1936 |
| 107.994 | 1944 |
| 108.094 à 108.096 | 1954 |
| 108.112 à 108.115 | 1956 |
| 108.414 | 1950 |
| 108.441 | 1955 |
| 108.444 | 1955 |
| 108.482 | 1939 |
| 108.484 et 108.485 | 1939 |
| 108.651 et 108.652 | 1956 |
| 108.654 | 1956 |
| 108.658 | 1956 |
| 108.739 | 1944 |
| 108.767 | 1948 |
| 108.887 | 1955 |
| 108.890 | 1955 |
| 109.026 | 1953 |
| 109.048 et 109.049 | 1949 |
| 109.222 à 109.225 | 1955 |
| 109.228 à 109.230 | 1955 |
| 109.462 | 1951 |
| 109.464 | 1951 |
| 109.477 | 1950 |
| 109.480 | 1950 |
| 109.495 | 1949 |
| 109.704 | 1954 |
| 109.706 | 1954 |
| 109.848 | 1944 |
| 109.895 | 1955 |
| 109.958 | 1942 |
| 110.071 | 1956 |
| 110.076 | 1956 |
| 110.078 | 1956 |
| 110.202 et 110.203 | 1956 |
| 110.207 à 110.209 | 1956 |
| 110.261 | 1940 |
| 110.271 | 1954 |
| 110.274 et 110.275 | 1954 |
| 110.419 | 1953 |
| 110.495 | 1937 |
| 110.518 | 1939 |
| 110.575 à 110.577 | 1952 |
| 110.602 et 110.603 | 1956 |
| 110.609 et 110.610 | 1956 |
| 110.630 | 1952 |
| 110.739 et 110.740 | 1943 |
| 110.763 à 110.769 | 1956 |
| 111.330 | 1939 |
| 111.331 | 1944 |
| 111.593 et 111.594 | 1955 |
| 111.604 et 111.605 | 1952 |
| 111.651 et 111.652 | 1954 |
| 111.654 | 1954 |
| 111.657 | 1954 |
| 111.744 et 111.745 | 1943 |
| 112.021 et 112.022 | 1954 |
| 112.102 | 1953 |
| 112.105 | 1953 |
| 112.126 | 1955 |
| 112.195 | 1942 |
| 112.276 | 1950 |
| 112.297 à 112.299 | 1951 |
| 112.702 à 112.710 | 1955 |
| 112.953 et 112.954 | 1954 |
| 112.959 et 112.960 | 1954 |
| 113.114 | 1955 |
| 113.216 | 1956 |
| 113.220 | 1956 |
| 113.821 à 113.824 | 1945 |
| 114.397 et 114.398 | 1953 |
| 114.661 à 114.666 | 1946 |
| 114.706 et 114.707 | 1956 |
| 114.928 | 1946 |
| 114.930 | 1946 |
| 115.001 | 1956 |
| 115.008 à 115.010 | 1956 |
| 115.043 | 1955 |
| 115.123 | 1953 |
| 115.472 | 1954 |
| 115.474 et 115.475 | 1954 |
| 115.641 | 1950 |
| 115.861 | 1956 |
| 115.866 à 115.868 | 1956 |
| 115.924 | 1948 |
| 116.413 | 1956 |
| 116.518 et 116.519 | 1950 |
| 116.822 | 1947 |
| 117.130 | 1956 |
| 117.220 | 1950 |
| 117.285 | 1951 |
| 117.288 | 1951 |
| 117.463 | 1942 |
| 117.590 | 1942 |
| 117.756 | 1946 |
| 117.791 et 117.792 | 1955 |
| 117.796 à 117.800 | 1955 |
| 117.993 | 1954 |
| 118.200 | 1955 |
| 118.204 | 1940 |
| 118.209 | 1940 |
| 118.521 | 1956 |
| 118.529 | 1956 |
| 118.566 | 1944 |
| 118.661 | 1956 |
| 118.665 | 1956 |
| 118.669 | 1956 |
| 119.331 à 119.333 | 1956 |
| 119.338 | 1956 |
| 119.369 et 119.370 | 1940 |
| 119.663 | 1951 |
| 119.350 | 1955 |
| 120.035 à 120.037 | 1939 |
| 120.261 à 120.265 | 1940 |
| 120.268 | 1940 |
| 120.300 | 1939 |
| 120.383 à 120.390 | 1953 |
| 120.771 à 120.776 | 1956 |
| 120.918 et 120.919 | 1956 |
| 120.981 | 1939 |
| 121.151 | 1955 |
| 121.156 | 1955 |
| 121.159 et 121.160 | 1955 |
| 121.271 | 1950 |
| 121.274 | 1950 |
| 121.566 à 121.569 | 1956 |
| 121.649 | 1948 |
| 121.789 et 121.790 | 1952 |
| 121.861 à 121.869 | 1953 |
| 121.961 à 121.964 | 1956 |
| 122.018 à 122.020 | 1954 |
| 122.302 | 1953 |
| 122.350 | 1955 |
| 122.583 | 1937 |
| 122.963 | 1945 |
| 123.009 | 1952 |
| 123.296 et 123.297 | 1942 |
| 123.369 et 123.370 | 1952 |
| 123.390 | 1936 |
| 123.718 | 1949 |
| 123.915 | 1955 |
| 123.926 | 1953 |
| 124.071 | 1956 |
| 124.079 et 124.080 | 1956 |
| 124.185 | 1950 |
| 124.392 | 1941 |
| 124.611 et 124.612 | 1953 |
| 124.635 et 124.636 | 1945 |
| 124.661 à 124.663 | 1956 |
| 124.667 | 1956 |
| 124.670 | 1956 |
| 124.690 | 1955 |
| 124.861 à 124.863 | 1955 |
| 124.865 et 124.866 | 1955 |
| 124.899 et 124.900 | 1955 |
| 124.925 | 1952 |
| 125.495 à 125.500 | 1953 |
| 125.597 | 1955 |
| 125.639 et 125.640 | 1953 |
| 125.671 à 125.673 | 1956 |
| 125.677 | 1956 |
| 125.724 à 125.728 | 1939 |
| 125.808 | 1950 |
| 126.470 | 1944 |
| 126.549 | 1955 |
| 126.871 | 1941 |
| 126.911 et 126.912 | 1956 |
| 126.918 à 126.920 | 1956 |
| 127.281 et 127.282 | 1950 |
| 128.282 | 1937 |
| 128.483 | 1953 |
| 128.582 | 1948 |
| 128.733 | 1946 |
| 128.911 | 1955 |
| 128.971 | 1955 |
| 128.977 à 128.980 | 1955 |
| 128.993 | 1955 |
| 128.999 et 129.000 | 1955 |
| 129.201 et 129.202 | 1937 |
| 129.231 et 129.232 | 1951 |
| 129.472 | 1946 |
| 129.480 | 1946 |
| 129.586 et 129.587 | 1956 |
| 129.600 | 1956 |
| 129.855 à 129.860 | 1946 |
| 130.083 | 1949 |
| 130.092 et 130.093 | 1955 |
| 130.269 et 130.270 | 1955 |
| 130.518 | 1939 |
| 130.521 et 130.522 | 1955 |
| 130.527 | 1955 |
| 130.607 | 1948 |
| 130.774 | 1943 |
| 130.779 et 130.780 | 1943 |
| 131.003 | 1945 |
| 131.328 | 1951 |
| 131.528 | 1948 |

QUATRIÈME ÉMISSION

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 131.608 à 131.610 | 1944 |
| 131.860 | 1940 |
| 131.871 à 131.880 | 1948 |
| 132.007 | 1953 |
| 132.032 et 132.033 | 1939 |
| 132.041 | 1955 |
| 132.050 | 1955 |
| 132.195 et 132.196 | 1925 |
| 132.199 | 1925 |
| 132.591 | 1949 |
| 132.669 | 1950 |
| 132.791 à 132.795 | 1955 |
| 132.855 | 1954 |
| 133.005 | 1950 |
| 133.050 | 1945 |
| 133.051 à 133.054 | 1955 |
| 133.153 et 133.154 | 1933 |
| 133.194 | 1953 |
| 133.197 | 1953 |
| 133.515 | 1956 |
| 133.518 | 1956 |
| 133.787 | 1951 |
| 134.072 | 1956 |
| 134.074 | 1956 |
| 134.080 | 1956 |
| 134.093 et 134.094 | 1956 |
| 134.098 | 1953 |
| 134.655 et 134.666 | 1942 |
| 134.775 | 1954 |
| 134.777 | 1954 |
| 134.830 | 1955 |
| 134.838 | 1954 |
| 134.922 | 1955 |
| 134.939 | 1952 |
| 135.227 et 135.228 | 1951 |
| 135.230 | 1951 |
| 135.289 | 1951 |
| 135.515 à 135.518 | 1953 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 135.663 | 1954 |
| 135.693 | 1954 |
| 135.875 et 135.876 | 1940 |
| 135.953 à 135.956 | 1940 |
| 135.958 | 1940 |
| 136.158 | 1955 |
| 136.164 | 1955 |
| 136.169 | 1955 |
| 136.314 | 1956 |
| 136.404 et 136.405 | 1956 |
| 136.408 et 136.409 | 1956 |
| 136.610 | 1948 |
| 136.811 à 136.819 | 1956 |
| 136.993 à 136.996 | 1948 |
| 137.037 à 137.040 | 1956 |
| 137.121 à 137.126 | 1956 |
| 137.128 | 1956 |
| 137.130 | 1956 |
| 137.231 | 1955 |
| 137.236 | 1955 |
| 137.240 | 1955 |
| 137.311 | 1952 |
| 137.317 et 137.318 | 1952 |
| 137.346 à 137.350 | 1956 |
| 137.501 à 137.503 | 1952 |
| 137.506 | 1952 |
| 137.509 | 1952 |
| 137.708 à 137.710 | 1939 |
| 137.743 | 1953 |
| 137.748 | 1953 |
| 138.642 | 1950 |
| 138.646 et 138.647 | 1956 |
| 138.990 | 1954 |
| 139.059 et 139.060 | 1940 |
| 139.124 | 1956 |
| 139.126 et 139.127 | 1955 |
| 139.230 | 1952 |
| 139.561 et 139.562 | 1953 |
| 139.619 | 1952 |
| 140.078 | 1953 |
| 140.326 à 140.330 | 1945 |
| 140.403 et 140.404 | 1948 |
| 140.496 à 140.500 | 1950 |
| 140.553 à 140.556 | 1955 |
| 140.952 et 140.953 | 1956 |
| 140.956 | 1956 |

CINQUIÈME ÉMISSION

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 141.583 | 1953 |
| 141.690 | 1955 |
| 141.771 et 141.772 | 1940 |
| 141.787 | 1954 |
| 141.886 | 1943 |
| 141.917 à 141.920 | 1943 |
| 141.966 | 1951 |
| 142.040 | 1951 |
| 142.137 et 142.138 | 1956 |
| 142.331 à 142.333 | 1943 |
| 142.386 et 142.387 | 1943 |
| 142.829 | 1952 |
| 142.987 | 1954 |
| 143.123 | 1954 |
| 143.127 et 143.128 | 1954 |
| 143.212 et 143.213 | 1954 |
| 143.218 | 1954 |
| 143.267 et 143.268 | 1956 |
| 143.412 et 143.413 | 1954 |
| 143.415 | 1954 |
| 143.420 | 1954 |
| 143.479 et 143.480 | 1956 |
| 143.618 à 143.620 | 1956 |
| 143.631 | 1955 |
| 143.638 | 1955 |
| 143.701 | 1954 |
| 143.709 | 1954 |
| 143.827 | 1947 |
| 144.050 | 1951 |
| 144.238 et 144.239 | 1956 |
| 144.266 et 144.267 | 1952 |
| 144.313 | 1956 |
| 144.319 et 144.320 | 1956 |
| 144.361 | 1932 |
| 144.402 et 144.403 | 1941 |
| 144.508 | 1943 |
| 144.687 et 144.688 | 1954 |
| 145.158 | 1951 |
| 145.991 et 145.992 | 1954 |
| 146.011 à 146.013 | 1942 |
| 146.148 | 1952 |
| 146.326 et 146.327 | 1954 |
| 146.451 | 1956 |
| 146.515 | 1951 |
| 146.576 | 1944 |
| 146.733 et 146.734 | 1943 |
| 146.751 | 1948 |
| 146.903 | 1943 |
| 146.957 à 146.960 | 1944 |
| 146.961 | 1940 |
| 147.169 | 1954 |
| 147.172 | 1955 |
| 147.179 | 1955 |
| 147.293 | 1953 |
| 147.442 | 1953 |
| 147.444 | 1956 |
| 147.492 | 1939 |
| 147.506 | 1955 |
| 147.587 | 1951 |
| 147.635 | 1950 |
| 147.971 et 147.972 | 1956 |
| 147.977 | 1956 |
| 148.071 à 148.078 | 1956 |
| 148.080 | 1956 |
| 148.491 et 148.492 | 1953 |
| 148.624 | 1954 |
| 148.627 | 1954 |
| 148.748 à 148.750 | 1956 |
| 148.813 | 1950 |
| 148.816 | 1950 |
| 148.835 | 1955 |
| 148.837 à 148.839 | 1955 |
| 148.847 | 1950 |
| 148.888 à 148.890 | 1950 |
| 149.135 | 1928 |
| 149.160 | 1949 |
| 149.578 | 1949 |
| 149.598 | 1954 |
| 149.644 | 1946 |
| 149.715 | 1940 |
| 149.735 | 1950 |
| 149.755 et 149.756 | 1956 |
| 150.011 | 1954 |
| 150.014 | 1954 |
| 150.018 | 1954 |
| 150.020 | 1954 |
| 150.238 | 1944 |
| 150.371 à 150.373 | 1942 |
| 150.393 | 1943 |
| 150.514 | 1954 |
| 150.585 | 1952 |
| 150.597 | 1955 |
| 150.778 à 150.780 | 1951 |
| 150.862 | 1948 |
| 150.865 et 150.866 | 1948 |
| 150.940 | 1952 |
| 151.357 | 1955 |
| 151.376 | 1939 |
| 151.828 | 1944 |
| 151.981 | 1952 |
| 151.997 | 1954 |
| 152.163 à 152.165 | 1955 |
| 152.386 | 1946 |
| 152.467 | 1952 |
| 152.952 à 152.955 | 1955 |
| 153.213 à 153.215 | 1955 |
| 153.853 à 153.855 | 1956 |
| 154.112 à 154.120 | 1949 |
| 154.351 | 1955 |
| 154.872 et 154.873 | 1953 |
| 154.877 | 1953 |
| 154.992 | 1954 |
| 155.121 | 1948 |
| 155.123 | 1948 |
| 155.125 | 1948 |
| 155.473 | 1952 |
| 155.651 | 1956 |
| 155.653 | 1956 |
| 155.658 | 1956 |
| 156.071 et 156.072 | 1949 |
| 156.366 à 156.369 | 1952 |
| 156.481 à 156.486 | 1956 |
| 156.488 | 1956 |
| 156.894 et 156.895 | 1940 |
| 156.984 | 1953 |
| 157.411 | 1954 |
| 157.812 | 1932 |
| 158.012 | 1947 |
| 158.046 à 158.050 | 1950 |
| 158.240 | 1949 |
| 158.251 et 158.252 | 1953 |
| 158.481 | 1952 |
| 158.483 | 1952 |
| 158.626 | 1949 |
| 158.647 | 1949 |
| 158.781 | 1955 |
| 158.788 à 158.790 | 1955 |
| 159.007 | 1939 |
| 159.031 | 1953 |
| 159.034 | 1953 |
| 159.334 à 159.338 | 1955 |
| 159.411 et 159.412 | 1955 |
| 159.418 à 159.420 | 1955 |
| 159.620 | 1954 |
| 159.623 et 159.624 | 1954 |
| 159.742 et 159.743 | 1955 |
| 159.749 et 159.750 | 1955 |
| 160.275 à 160.277 | 1947 |
| 160.279 et 160.280 | 1947 |
| 160.330 | 1951 |
| 160.423 | 1955 |
| 160.430 | 1955 |
| 160.440 | 1951 |
| 160.649 et 160.650 | 1942 |
| 160.657 | 1955 |
| 161.034 | 1946 |
| 161.182 | 1953 |
| 161.188 | 1953 |
| 161.322 | 1956 |
| 161.324 et 161.325 | 1956 |
| 161.328 à 161.330 | 1956 |
| 161.333 à 161.335 | 1953 |
| 161.505 | 1949 |
| 161.762 et 161.763 | 1956 |
| 161.769 et 161.770 | 1956 |
| 161.841 à 161.843 | 1956 |
| 161.920 | 1950 |
| 161.961 | 1953 |
| 162.032 | 1955 |
| 162.289 | 1950 |
| 162.609 | 1955 |
| 162.668 | 1949 |
| 162.801 | 1956 |
| 162.803 | 1956 |
| 162.805 | 1956 |
| 162.854 | 1956 |
| 163.095 | 1956 |
| 163.123 | 1953 |
| 163.271 | 1955 |
| 163.273 | 1955 |
| 163.230 | 1955 |
| 163.401 et 163.402 | 1951 |
| 163.504 | 1956 |
| 163.713 à 163.715 | 1954 |
| 163.731 à 163.733 | 1956 |
| 163.746 à 163.748 | 1956 |
| 163.884 | 1943 |
| 163.894 | 1943 |
| 163.980 | 1943 |
| 164.214 | 1953 |
| 164.451 | 1956 |
| 164.454 et 164.455 | 1953 |
| 164.460 | 1956 |
| 164.879 et 164.880 | 1956 |
| 165.215 | 1955 |
| 165.218 et 165.219 | 1953 |
| 166.005 à 166.007 | 1956 |
| 166.009 | 1956 |
| 166.161 et 166.162 | 1949 |
| 166.271 à 166.280 | 1956 |
| 166.291 à 166.293 | 1955 |
| 166.310 | 1939 |
| 166.520 | 1951 |
| 166.644 | 1955 |
| 166.649 | 1955 |
| 166.657 | 1939 |
| 167.002 à 167.004 | 1948 |
| 167.100 | 1955 |
| 167.333 à 167.338 | 1939 |
| 167.761 | 1944 |
| 167.903 | 1953 |
| 167.908 et 167.909 | 1953 |
| 168.101 | 1954 |
| 168.104 et 168.105 | 1954 |
| 168.108 | 1954 |
| 168.110 | 1954 |
| 168.120 | 1938 |
| 168.228 à 168.230 | 1954 |
| 168.415 et 168.416 | 1955 |
| 168.418 | 1955 |
| 168.512 | 1951 |
| 168.581 et 168.582 | 1942 |
| 168.731 | 1939 |
| 168.804 et 168.805 | 1959 |
| 168.862 et 168.863 | 1945 |
| 168.870 | 1945 |
| 168.972 | 1947 |
| 168.993 | 1956 |
| 168.996 à 168.998 | 1956 |
| 169.134 | 1955 |
| 169.231 | 1953 |
| 169.352 et 169.353 | 1956 |
| 170.660 | 1953 |
| 170.823 et 170.827 | 1951 |
| 170.861 à 170.869 | 1956 |
| 171.095 à 171.100 | 1954 |
| 171.199 et 171.200 | 1954 |
| 171.289 et 171.290 | 1955 |
| 171.435 | 1952 |
| 171.763 et 171.769 | 1950 |
| 171.811 à 171.820 | 1944 |
| 171.873 à 171.875 | 1956 |
| 171.878 à 171.880 | 1956 |
| 171.893 | 1955 |
| 171.898 | 1955 |
| 172.185 | 1952 |
| 172.325 | 1955 |
| 172.329 | 1955 |
| 172.330 | 1955 |
| 172.552 | 1940 |
| 172.618 | 1954 |
| 172.839 | 1950 |
| 172.851 à 172.854 | 1954 |
| 173.221 et 173.222 | 1956 |
| 173.224 | 1956 |
| 173.229 | 1956 |
| 173.241 et 173.242 | 1955 |
| 173.244 | 1955 |
| 173.254 | 1956 |
| 173.256 et 173.257 | 1956 |
| 173.260 | 1956 |
| 173.261 | 1951 |
| 174.114 | 1952 |
| 174.116 | 1952 |
| 174.118 et 174.119 | 1952 |
| 174.486 à 174.483 | 1952 |
| 174.683 | 1954 |
| 174.685 | 1954 |
| 174.703 et 174.704 | 1954 |
| 174.984 | 1953 |
| 175.241 à 175.245 | 1955 |
| 175.471 à 175.473 | 1956 |
| 175.480 | 1956 |
| 175.594 à 175.596 | 1955 |
| 175.658 | 1947 |
| 175.799 | 1951 |
| 176.182 à 176.190 | 1941 |
| 176.208 | 1948 |
| 176.332 | 1954 |
| 176.369 | 1949 |
| 176.557 | 1952 |
| 176.904 | 1943 |
| 176.993 | 1955 |
| 176.999 et 177.000 | 1955 |
| 177.337 | 1945 |
| 177.361 et 177.362 | 1950 |
| 177.866 | 1932 |
| 178.068 | 1938 |
| 178.075 | 1927 |
| 178.225 et 178.226 | 1934 |
| 178.228 et 178.229 | 1934 |
| 178.347 | 1955 |
| 178.490 | 1954 |
| 178.643 | 1951 |
| 179.025 | 1955 |
| 179.058 | 1952 |
| 179.351 | 1940 |
| 179.459 et 179.460 | 1955 |
| 179.515 et 179.516 | 1950 |
| 179.543 | 1949 |
| 179.566 | 1941 |
| 179.923 | 1956 |
| 179.925 | 1956 |
| 179.927 | 1956 |
| 180.026 | 1954 |
| 180.134 | 1955 |
| 180.139 et 180.140 | 1955 |
| 180.226 et 180.227 | 1946 |
| 180.449 | 1946 |
| 181.411 à 181.420 | 1956 |
| 181.515 | 1955 |
| 181.518 | 1955 |
| 181.816 | 1956 |
| 181.819 et 181.820 | 1956 |
| 181.871 | 1955 |
| 181.873 | 1955 |
| 182.040 | 1949 |
| 182.115 | 1955 |
| 182.155 et 182.156 | 1953 |
| 182.384 et 182.385 | 1952 |
| 182.465 | 1952 |
| 182.599 et 182.600 | 1950 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 182.742 | 1956 |
| 182.748 et 182.749 | 1956 |
| 183.111 | 1956 |
| 183.113 et 183.114 | 1956 |
| 183.118 et 183.119 | 1956 |
| 183.302 | 1951 |
| 183.413 | 1950 |
| 183.421 | 1951 |
| 183.975 | 1939 |
| 183.978 | 1939 |
| 184.277 | 1950 |
| 184.603 | 1943 |
| 184.856 | 1956 |
| 184.859 et 184.860 | 1956 |
| 185.352 | 1948 |
| 185.375 | 1953 |
| 185.379 | 1953 |
| 185.996 | 1951 |
| 185.999 | 1951 |
| 186.289 | 1950 |
| 186.329 | 1952 |
| 186.331 et 186.332 | 1956 |
| 186.337 | 1956 |
| 186.401 à 186.410 | 1956 |
| 186.739 | 1955 |
| 186.960 | 1947 |
| 187.211 | 1955 |
| 187.213 | 1955 |
| 187.572 et 187.573 | 1954 |
| 187.584 à 187.586 | 1942 |
| 187.736 | 1955 |
| 187.740 | 1955 |
| 187.891 | 1956 |
| 187.893 et 187.894 | 1956 |
| 187.898 et 187.899 | 1956 |
| 187.901 | 1952 |
| 187.911 | 1956 |
| 188.213 à 188.217 | 1940 |
| 188.231 | 1952 |
| 188.234 et 188.235 | 1952 |
| 188.239 et 188.240 | 1952 |
| 188.266 à 188.268 | 1939 |
| 188.696 et 188.697 | 1956 |
| 189.233 à 189.235 | 1944 |
| 189.381 et 189.382 | 1955 |
| 189.471 à 189.480 | 1955 |
| 189.570 | 1951 |
| 189.614 | 1954 |
| 189.704 et 189.705 | 1953 |
| 189.921 à 189.923 | 1956 |
| 189.962 à 189.969 | 1953 |
| 190.024 à 190.030 | 1951 |
| 190.211 | 1956 |
| 190.213 et 190.214 | 1956 |
| 190.218 et 190.219 | 1956 |
| 190.277 à 190.280 | 1940 |
| 190.408 | 1952 |
| 190.410 | 1952 |
| 190.452 et 190.453 | 1953 |
| 190.721 | 1955 |
| 190.740 | 1940 |
| 190.749 | 1940 |
| 190.819 | 1956 |
| 190.923 | 1951 |
| 191.051 | 1943 |
| 191.059 | 1943 |
| 191.096 | 1939 |
| 191.100 | 1939 |
| 191.160 | 1955 |
| 191.296 et 191.297 | 1956 |
| 191.299 | 1956 |
| 191.303 | 1943 |
| 191.331 à 191.333 | 1956 |
| 191.336 | 1956 |
| 191.444 | 1953 |
| 192.020 | 1954 |
| 192.023 et 192.024 | 1956 |
| 192.075 | 1943 |
| 192.078 | 1943 |
| 192.211 | 1955 |
| 192.215 | 1955 |
| 192.217 à 192.219 | 1955 |
| 192.775 et 192.776 | 1953 |
| 192.835 | 1955 |
| 193.111 et 193.112 | 1950 |
| 193.116 à 193.118 | 1950 |
| 193.189 et 193.190 | 1953 |
| 193.207 | 1936 |
| 193.688 | 1956 |
| 193.690 | 1956 |
| 193.741 | 1950 |
| 193.794 | 1948 |
| 193.992 | 1940 |
| 194.501 à 194.503 | 1956 |
| 194.508 | 1956 |
| 194.709 et 194.710 | 1952 |
| 194.711 à 194.716 | 1954 |
| 194.805 | 1949 |
| 195.165 | 1939 |
| 195.204 et 195.205 | 1942 |
| 195.321 | 1954 |
| 195.323 et 195.324 | 1954 |
| 195.327 | 1954 |
| 195.353 | 1945 |
| 195.373 à 195.375 | 1956 |
| 195.984 à 195.990 | 1947 |
| 195.991 à 196.000 | 1954 |
| 196.052 | 1954 |
| 196.103 à 196.106 | 1956 |
| 196.141 | 1952 |
| 196.181 | 1956 |
| 196.268 à 196.270 | 1950 |
| 196.447 | 1939 |
| 196.488 à 196.490 | 1939 |
| 196.765 à 196.769 | 1955 |
| 197.389 | 1955 |
| 197.531 et 197.532 | 1955 |
| 197.817 | 1952 |
| 198.036 à 198.038 | 1951 |
| 198.063 | 1950 |
| 198.391 | 1956 |
| 198.397 et 198.398 | 1956 |
| 198.654 à 198.657 | 1951 |
| 198.711 et 198.712 | 1936 |
| 198.801 à 198.803 | 1956 |
| 198.879 | 1948 |
| 198.909 | 1953 |
| 199.461 | 1938 |
| 199.618 | 1954 |
| 199.835 à 199.839 | 1951 |
| 199.865 à 199.869 | 1953 |
| 199.951 à 199.956 | 1943 |
| 199.964 | 1951 |
| 199.989 | 1943 |
| 200.015 | 1956 |
| 200.472 | 1950 |
| 200.651 à 200.653 | 1956 |
| 200.656 | 1956 |
| 200.658 | 1956 |
| 200.660 | 1956 |
| 200.666 | 1940 |
| 200.743 | 1954 |
| 200.851 | 1955 |
| 200.860 | 1955 |
| 201.006 | 1953 |
| 201.576 | 1939 |
| 201.651 | 1956 |
| 201.653 à 201.660 | 1956 |
| 202.073 à 202.080 | 1955 |
| 202.203 | 1955 |
| 202.216 et 202.217 | 1955 |

**Sixième émission**

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 202.749 et 202.750 | 1956 |
| 202.771 | 1951 |
| 202.817 | 1955 |
| 202.834 | 1951 |
| 203.052 à 203.055 | 1954 |
| 203.851 à 203.853 | 1955 |
| 203.860 | 1955 |
| 203.891 et 203.892 | 1956 |
| 204.781 à 204.783 | 1956 |
| 204.786 | 1956 |
| 204.868 à 204.870 | 1953 |
| 205.151 à 205.160 | 1933 |
| 205.161 à 205.170 | 1949 |
| 205.191 à 205.194 | 1952 |
| 206.577 | 1935 |
| 206.644 | 1947 |
| 207.181 | 1956 |
| 207.184 et 207.185 | 1956 |
| 207.261 à 207.263 | 1953 |
| 208.681 | 1949 |
| 208.759 et 208.760 | 1940 |
| 208.761 | 1935 |
| 208.769 | 1935 |
| 208.856 et 208.857 | 1956 |
| 208.859 et 208.860 | 1956 |
| 208.868 | 1955 |
| 208.976 à 208.979 | 1956 |
| 209.111 et 209.112 | 1956 |
| 209.116 et 209.117 | 1956 |
| 209.933 | 1944 |
| 210.071 | 1951 |
| 210.080 | 1951 |
| 210.275 à 210.278 | 1955 |
| 210.664 | 1950 |
| 210.701 | 1953 |
| 210.709 et 210.710 | 1953 |
| 210.820 | 1941 |
| 211.003 et 211.004 | 1952 |
| 211.338 | 1943 |
| 211.503 et 211.504 | 1956 |
| 211.506 et 211.507 | 1956 |
| 211.915 et 211.916 | 1955 |
| 211.919 et 211.920 | 1955 |
| 212.353 à 212.355 | 1949 |
| 212.535 | 1943 |
| 212.706 | 1950 |
| 212.802 à 212.805 | 1939 |
| 212.810 | 1939 |
| 212.854 | 1955 |
| 212.861 et 212.862 | 1954 |
| 212.960 | 1945 |
| 213.000 | 1951 |
| 213.053 | 1940 |
| 213.117 | 1948 |
| 213.134 | 1950 |
| 213.367 | 1954 |
| 213.543 et 213.544 | 1950 |
| 213.652 | 1956 |
| 213.657 et 213.658 | 1956 |
| 213.755 et 213.756 | 1955 |
| 213.881 | 1955 |
| 213.884 | 1955 |
| 214.033 et 214.034 | 1956 |
| 214.039 | 1956 |
| 214.171 | 1948 |
| 214.178 et 214.179 | 1948 |
| 214.242 et 214.243 | 1947 |
| 214.399 | 1938 |
| 214.407 et 214.408 | 1942 |
| 214.458 | 1940 |
| 214.468 | 1947 |
| 214.516 à 214.518 | 1955 |
| 215.019 et 215.020 | 1954 |
| 215.164 | 1954 |
| 215.201 et 215.202 | 1951 |
| 215.542 | 1955 |
| 215.547 et 215.548 | 1955 |

**Septième émission**

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 216.117 | 1949 |
| 216.581 | 1956 |
| 216.587 à 216.589 | 1956 |
| 216.594 | 1939 |
| 216.598 | 1939 |
| 216.601 à 216.608 | 1939 |
| 216.632 à 216.637 | 1955 |
| 216.977 | 1953 |
| 217.186 | 1951 |
| 217.361 à 217.363 | 1955 |
| 217.441 et 217.442 | 1943 |
| 217.689 et 217.690 | 1940 |
| 217.912 | 1941 |
| 217.934 à 217.940 | 1956 |
| 218.139 | 1954 |
| 218.331 à 218.333 | 1952 |
| 218.337 à 218.339 | 1952 |
| 218.422 et 218.423 | 1938 |
| 218.608 et 218.609 | 1952 |
| 218.951 | 1955 |
| 219.121 à 219.124 | 1952 |
| 219.127 à 219.130 | 1952 |
| 219.442 | 1954 |
| 219.445 et 219.446 | 1954 |
| 219.461 et 219.462 | 1956 |
| 219.470 | 1956 |
| 219.578 à 219.580 | 1951 |
| 219.608 à 219.610 | 1955 |
| 219.917 et 219.918 | 1942 |
| 220.005 | 1953 |
| 220.346 à 220.350 | 1956 |
| 220.466 | 1952 |
| 220.645 à 220.650 | 1956 |
| 220.884 | 1956 |
| 220.886 à 220.889 | 1956 |
| 221.008 | 1954 |
| 221.218 | 1951 |
| 221.394 | 1955 |
| 221.399 et 221.400 | 1955 |
| 221.466 | 1956 |
| 221.470 | 1956 |
| 221.714 et 221.715 | 1952 |
| 221.720 | 1952 |
| 222.103 et 222.104 | 1939 |
| 222.121 et 222.122 | 1956 |
| 222.335 | 1951 |
| 222.362 à 222.364 | 1956 |
| 222.801 à 222.803 | 1950 |
| 223.041 à 223.043 | 1940 |
| 223.158 | 1951 |
| 223.422 à 223.425 | 1953 |
| 223.601 et 223.602 | 1943 |
| 223.618 | 1943 |
| 223.621 et 223.622 | 1943 |
| 223.952 à 223.960 | 1938 |
| 223.995 | 1948 |
| 224.097 à 224.099 | 1954 |
| 224.100 | 1956 |
| 224.102 | 1952 |
| 224.222 | 1955 |
| 224.403 | 1953 |
| 224.405 à 224.409 | 1953 |

**Huitième émission**

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 224.901 et 224.902 | 1938 |
| 224.909 et 224.910 | 1938 |
| 225.051 | 1956 |
| 225.053 à 225.060 | 1956 |
| 225.109 et 225.110 | 1956 |
| 225.751 à 225.753 | 1952 |
| 225.920 | 1952 |
| 226.251 | 1954 |
| 226.257 | 1954 |
| 226.346 à 226.350 | 1956 |
| 226.510 | 1942 |
| 226.681 | 1951 |
| 226.751 à 226.753 | 1946 |
| 227.091 et 227.092 | 1954 |
| 227.145 et 227.146 | 1955 |
| 227.644 | 1951 |
| 228.194 et 228.195 | 1956 |
| 228.392 à 228.394 | 1956 |
| 228.441 à 228.450 | 1955 |
| 228.879 et 228.880 | 1939 |
| 228.883 | 1953 |
| 228.971 et 228.972 | 1938 |
| 229.604 à 229.606 | 1952 |
| 229.815 à 229.817 | 1956 |
| 229.921 à 229.923 | 1955 |
| 230.014 à 230.018 | 1951 |
| 230.191 à 230.200 | 1955 |
| 230.298 | 1954 |
| 230.989 | 1936 |
| 231.097 | 1949 |
| 232.094 | 1947 |
| 232.821 et 232.822 | 1956 |
| 232.824 | 1956 |
| 232.828 | 1956 |
| 232.830 | 1956 |
| 232.881 à 232.883 | 1949 |
| 233.124 | 1947 |
| 233.149 | 1952 |
| 233.411 et 233.412 | 1948 |
| 233.652 | 1953 |
| 233.699 et 233.700 | 1953 |
| 233.803 | 1956 |
| 233.805 | 1956 |
| 233.808 | 1956 |
| 234.180 | 1952 |
| 234.246 | 1956 |
| 234.250 | 1956 |
| 234.331 | 1933 |
| 234.511 à 234.515 | 1951 |
| 234.594 | 1934 |
| 234.596 et 234.597 | 1934 |
| 234.805 | 1947 |
| 234.888 et 234.889 | 1948 |
| 235.373 et 235.374 | 1950 |
| 235.735 à 235.740 | 1953 |
| 235.786 et 235.787 | 1950 |
| 236.143 et 236.144 | 1952 |
| 236.150 | 1952 |
| 236.501 à 236.510 | 1956 |
| 236.855 à 236.858 | 1940 |
| 236.991 et 236.992 | 1956 |
| 237.491 | 1940 |
| 237.578 et 237.579 | 1940 |
| 237.611 | 1951 |
| 237.613 et 237.614 | 1951 |
| 237.653 à 237.655 | 1949 |
| 237.797 et 237.798 | 1948 |
| 237.871 | 1939 |
| 237.986 et 237.987 | 1938 |
| 238.221 | 1948 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 238.223 | 1948 |
| 238.453 et 238.454 | 1946 |
| 238.625 | 1955 |
| 238.771 à 238.778 | 1956 |
| 238.780 | 1956 |
| 238.802 | 1956 |
| 238.807 et 238.808 | 1956 |
| 239.249 | 1954 |
| 239.341 et 239.342 | 1951 |
| 239.641 à 239.645 | 1955 |
| 239.684 | 1952 |
| 239.941 et 239.942 | 1956 |
| 239.950 | 1956 |
| 239.980 | 1951 |
| 240.125 | 1951 |
| 240.129 et 240.130 | 1951 |
| 240.274 | 1951 |
| 240.341 à 240.345 | 1956 |
| 240.347 et 240.348 | 1956 |
| 240.700 | 1939 |
| 240.930 | 1939 |
| 241.293 à 241.297 | 1954 |
| 241.355 à 241.358 | 1955 |
| 241.360 | 1955 |
| 241.861 | 1954 |
| 241.869 | 1954 |
| 241.891 à 241.896 | 1955 |
| 242.103 | 1955 |
| 242.571 à 242.576 | 1954 |
| 242.981 | 1953 |
| 243.411 | 1948 |
| 243.426 | 1956 |
| 243.428 à 243.430 | 1956 |
| 243.491 | 1952 |
| 243.495 | 1952 |
| 243.497 | 1952 |
| 244.026 | 1951 |
| 244.431 et 244.432 | 1951 |
| 244.573 | 1946 |
| 244.648 à 244.650 | 1956 |
| 244.662 | 1955 |
| 244.671 | 1949 |
| 244.796 | 1947 |
| **NEUVIÈME ÉMISSION** | |
| 246.051 | 1953 |
| 247.157 à 247.159 | 1956 |
| 247.292 | 1949 |
| 247.295 | 1949 |
| 247.312 et 247.313 | 1952 |
| 247.315 | 1952 |
| 247.318 | 1952 |
| 247.340 | 1939 |
| 247.566 à 247.568 | 1956 |
| **DIXIÈME ÉMISSION** | |
| 247.784 et 247.785 | 1952 |
| 248.335 et 248.336 | 1955 |
| 248.386 | 1942 |
| 248.400 | 1953 |
| 248.489 | 1949 |
| 248.701 à 248.703 | 1955 |
| 248.806 et 248.807 | 1951 |
| 248.810 | 1951 |
| 249.197 et 249.198 | 1943 |
| 249.288 | 1954 |
| 249.379 et 249.380 | 1956 |
| 249.486 à 249.489 | 1956 |
| 249.812 | 1953 |
| 249.815 à 249.820 | 1953 |
| **ONZIÈME ÉMISSION** | |
| Néant. | |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| **DOUZIÈME ÉMISSION** | |
| Néant. | |
| **TREIZIÈME ÉMISSION** | |
| 255.341 à 255.346 | 1942 |
| 255.666 à 255.668 | 1954 |
| 255.690 | 1950 |
| 255.702 | 1948 |
| 256.055 à 256.058 | 1956 |
| 256.164 et 256.165 | 1955 |
| 256.870 | 1940 |
| 256.956 à 256.958 | 1956 |
| 257.050 | 1955 |
| 257.294 à 257.297 | 1947 |
| 257.431 à 257.440 | 1956 |
| 257.505 | 1953 |
| 258.098 | 1947 |
| 258.271 | 1955 |
| 258.275 | 1955 |
| 258.540 | 1943 |
| 258.743 à 258.745 | 1955 |
| 258.249 et 258.750 | 1955 |
| 258.926 | 1942 |
| **QUATORZIÈME ÉMISSION** | |
| Néant. | |
| **QUINZIÈME ÉMISSION** | |
| Néant. | |
| **SEIZIÈME ÉMISSION** | |
| 266.231 | 1952 |
| 266.240 | 1952 |
| 266.687 | 1933 |
| 266.729 et 266.730 | 1950 |
| 266.974 | 1940 |
| 266.980 | 1940 |
| 267.031 et 267.032 | 1931 |
| 267.158 | 1955 |
| 267.388 à 267.390 | 1954 |
| 267.531 à 267.540 | 1940 |
| 267.575 et 267.576 | 1952 |
| 267.823 | 1954 |
| 268.396 à 268.398 | 1956 |
| 268.581 à 268.590 | 1954 |
| 268.821 à 268.825 | 1956 |
| 269.002 | 1951 |
| 269.005 | 1951 |
| 269.091 | 1956 |
| 269.137 à 269.140 | 1946 |
| 269.225 à 269.230 | 1956 |
| 269.626 à 269.628 | 1955 |
| 269.630 | 1955 |
| 269.732 et 269.733 | 1951 |
| 269.788 | 1951 |
| 270.211 à 270.213 | 1956 |
| 270.291 et 270.292 | 1942 |
| 270.410 | 1947 |
| 270.929 | 1954 |
| 271.320 | 1942 |
| 271.641 à 271.645 | 1945 |
| 271.901 | 1953 |
| 272.138 | 1953 |
| 272.560 | 1947 |
| 272.801 | 1953 |
| 272.826 à 272.830 | 1956 |

## DOCKS DE L'OUEST

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 277.070.000 F

SIÈGE SOCIAL : QUAI DUMONT-D'URVILLE, NANTES

R. C. : Nantes n° 54-B 34.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 113 obligations 4 0/0 1945 dont le douzième amortissement est prévu pour le 15 décembre 1957.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en novembre 1957.

Les amortissements précédents ont été réalisés par rachats en Bourse.

## Société anonyme des USINES BEYER FRERES

AU CAPITAL DE 120.000.000 DE FRANCS

SAINT-DIE (VOSGES)

R. C. : Saint-Dié n° 57-B 34.

**Emprunt 4 1/4 0/0 1946.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 4 1/4 0/0 1946, a racheté en Bourse les 42 obligations dont l'amortissement était fixé au 1er octobre 1957.

Il ne sera donc procédé pour cette année à aucun tirage au sort.

Les remboursements précédents ont été effectués par rachats en Bourse.

## GROUPEMENT de l'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

**pour faciliter la reprise et le développement de la production.**

**(G. I. S.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.500.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 5 *bis*, RUE DE MADRID, PARIS (8e)

R. C. : Seine n° 55-B 7508.

**Obligations 6 0/0 1953 de 10.000 F.**

*Quatrième tirage effectué le 26 septembre 1957.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 19.982 obligations sorties à ce tirage** (6 920 titres ayant été rachetés, d'autre part, par la société en vue de cet amortissement) ;

**2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 55.905 à 74.982 | 53 | 10.500 |
| 137.867 à 208.228 | 57 | 10.500 |
| 317.601 à 334.725 | 54 | 10.500 |
| 334.726 à 352.912 | 55 | 10.500 |

Les obligations amorties au tirage du 26 septembre 1957 seront remboursables à partir du 1er novembre 1957.

## GROUPEMENT de l'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

**pour faciliter la reprise et le développement de la production.**

**(G. I. S.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.500.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 5 *bis*, RUE DE MADRID, PARIS (8e)

R. C : Seine n° 55-B 7508.

**Obligations 6 0/0 1954 de 10.000 F.**

*Troisième tirage effectué le 27 septembre 1957.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 47.358 obligations sorties à ce tirage** (16.302 titres ayant été rachetes, d'autre part, par la société en vue de cet amortissement) ;

**2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 100.884 à 145.942 | 56 | 10.500 |
| 610.500 à 652.778 | 55 | 10.500 |
| 1.032.840 à 1.081.345 | 57 | 10.500 |

Les obligations amorties au tirage du 27 septembre 1957 seront remboursables à partir du 1er novembre 1957.

## GROUPEMENT de l'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

**pour faciliter la reprise et le développement de la production.**

**(G. I. S.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.500.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 5 *bis*, RUE DE MADRID, PARIS (8e)

R. C. : Seine n° 55-B 7508.

**Obligations 5 1/2 0/0 1955 de 10.000 F.**

*Deuxième tirage effectué le 30 septembre 1957.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 30.601 obligations sorties à ce tirage (17.146 titres ayant été rachetés, d'autre part, par la société en vue de cet amortissement) ;**

**2° De la série comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 1.516.856 à 1.548.137 | 57 | 10.500 |
| 1.710.900 à 1.740.567 | 56 | 10.500 |

Les obligations amorties au tirage du 30 septembre 1957 seront remboursables à partir du 1er novembre 1957.

## IMPRIMERIE CRETE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 850.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 209, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS (7e)

R. C. : Seine n° 268429 B.

**Remboursement anticipé des obligations 3 0/0 1936 de 100 F restant en circulation.**

Les obligations 3 0/0 émises en octobre 1936 par l'Imprimerie Crété et restant en circulation seront intégralement remboursées à la date du 28 octobre 1957.

Ces obligations seront remboursables au pair à..... 100 F.
Intérêt du 28 octobre 1956 au 28 octobre 1957..... 3

Soit, au total, pour chaque obligation..... 103 F.

Les obligations présentées à ce remboursement devront être remises coupon n° 21 attaché.

Les demandes de remboursement seront reçues par MM. B. de Charnacé et Ce, banquiers, 6, rue de Lisbonne, Paris (8e).

## LA CELLULOSE DU PIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.600.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 7, RUE EUGÈNE-FLACHAT, PARIS (17e)

R. C. : Seine 55-B 4610.

**Obligations 6 1/4 0/0 1954 de 10.000 F.**

*Troisième tirage effectué le 23 septembre 1957.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 834 obligations sorties à ce tirage (834 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement) ;**

**2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 17.793 à 18.600 | 56 | 10.538 |
| 36.634 à 37.414 | 55 | 10.517 |
| 42.643 à 43.585 | 57 | 10.573 |

Les obligations amorties au tirage du 23 septembre 1957 seront remboursables à partir du 1er décembre 1957.

## Manufactures des Glaces et Produits Chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 16.609.210.000 F

1 *bis*, PLACE DES SAUSSAIES, PARIS

R. C. : Seine n° 54-B 3953.

*Obligations 6 0/0 1955.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des obligations amorties au tirage du 6 septembre 1957 et remboursables à partir du 1er novembre 1957 ;**

**2° Des obligations amorties au tirage antérieur parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES DE REMBOURSEMENT |
|---|---|
| 131.658 à 137.026 | 1956 |
| 191.365 à 196.403 | 1957 |

Le remboursement aura lieu à partir du 1er novembre 1957 à raison de 10.534 F net par obligation nominative ou au porteur.

# CONCESSIONS DIVERSES

## AVIS

### Demande de permis exclusif de recherches de minerais uranifères

Par pétition en date du 23 avril 1957, complétée les 7 août et 12 septembre 1957, M. Pavot (Charles-Marie-Joseph), ingénieur, demeurant à Landunvez (Finistère), agissant comme gérant et pour le compte de la Société armoricaine de prospection et d'exploitations minières, société à responsabilité limitée au capital de 3 millions de francs, dont le siège est à Porspoder (Finistère), sollicite un permis exclusif de recherches de minerais uranifères.

Le périmètre de ce permis englobe parties des communes suivantes : Bohars, Lambezellec, Guilers et Milizac.

Les limites du permis sollicité sont définies comme suit :

*Au Nord*, par une ligne droite A B joignant le point A, sommet du clocher de l'église de Milizac, et le point B, point de rencontre des routes de Gouesnou à Saint-Renan et Coat-Meal à Lambezellec sur la commune de Lambezellec.

*A l'Est*, par une ligne B C joignant B ci-dessus défini et le point C, sommet du clocher de l'église de Lambezellec.

*Au Sud*, par une ligne droite joignant le point C ci-dessus défini et le point D, sommet du clocher de l'église de Guilers.

*A l'Ouest*, par une ligne D A joignant les points D et A ci-dessus définis.

Lesdites limites renferment une étendue superficielle de 17,143 kilomètres carrés.

A la demande sont annexés une carte à l'échelle de 1/50.000 et trois exemplaires d'un plan au 1/20.000 précisant les sommets et les limites du permis sollicité.

Une enquête sur cette demande sera ouverte du lundi 14 octobre au jeudi 14 novembre 1957.

Pendant la durée de cette enquête, les observations et les réclamations seront reçues à la préfecture de Quimper et transcrites sur un registre spécial ouvert à cet effet. Elles pourront également être adressées au préfet par lettres recommandées.

Les demandes en concurrence et les oppositions devront être rédigées et adressées dans les formes et délais prévus par l'article 7 du décret du 27 décembre 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches de substances minérales autres que les combustibles minéraux solides, les sels de potassium et les hydrocarbures liquides ou gazeux (*Journal officiel* du 31 décembre 1955).

Pendant toute la durée de l'enquête, la demande et ses annexes resteront déposées à la préfecture du Finistère, où le public pourra en prendre connaissance.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* et affiché à la préfecture huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête. Pendant la durée de cette dernière, il restera affiché à la préfecture et sera inséré une deuxième fois au *Journal officiel*. En outre, pendant cette même durée, il paraîtra deux fois, et à quinze jours d'intervalle, dans les journaux locaux.

Quimper, le 27 septembre 1957.

Pour le préfet :
*Le secrétaire général.*

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Matlaszewski (Alfred), né le 2 septembre 1930 à Conflans-Jarny (Meurthe-et-Moselle), demeurant 25, rue Reimbeau, Reims (Marne), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Matel, ou Merat.

M. Roger Leopard, né le 10 juin 1920 à Paris, demeurant 131, cité de la Muette ex. 9, à Drancy, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs : Daniel, né le 20 septembre 1946, et Jean-Pierre, né le 25 octobre 1949, tous deux à Drancy, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Legard.

M. Ramento Barbieri, né le 9 août 1917 à Quattro-Castello (Italie), demeurant et domicilié à Saint-Claude (Jura), rue Reybert, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son enfant mineur, Alex, né le 10 mars 1950 à Saint-Claude, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son prénom celui de Raymond et à son nom patronymique celui de Barbier.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

5 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Gaudens. **Société de chasse de Lilhac.** But : défense des intérêts cynégétiques de la commune et répression du braconnage. Siège social : mairie de Lilhac (Haute-Garonne).

5 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Figeac. **Société sportive « Saint-Céré-Sports ».** But : pratique des exercices physiques et entretien des relations amicales entre tous les sportifs de Saint-Céré. Siège social : mairie de Saint-Céré (Lot).

9 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Jonzac. **Groupement de progrès technique du Foyer agricole de Mirambeau.** But : faciliter, en liaison avec les services du ministère de l'agriculture, l'exécution des programmes de vulgarisation élaborés par le conseil d'action et de perfectionnement du Foyer agricole de Mirambeau. Siège social : Foyer du progrès agricole, Mirambeau (Charente-Maritime).

9 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Langres. **Société communale de chasse de Parnot.** But : développement du gibier ; destruction des nuisibles ; répression du braconnage ; exploitation rationnelle de la chasse. Siège social : salle des fêtes de Parnot (Haute-Marne).

10 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture d'Alès. **Rich-Football-Club.** But : pratique du sport compétition, football. Siège social : café Riche, rue Pasteur, la Grand'Combe (Gard).

12 septembre 1957. Déclaration à la préfecture du Morbihan. **La Croix d'or morbihannaise.** But : mouvement d'action sociale pour la libération des victimes de l'alcool et la préservation de la jeunesse. Siège social : rue du Vieux-Bourg, Rochefort-en-Terre.

13 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Redon. **Ping-Pong-Club Guipry.** But : pratique du tennis de table. Siège social : café Gloux, bourg de Guipry (Ille-et-Vilaine).

13 septembre 1957. Déclaration à la préfecture de Tiaret. **Amicale des Corses de la région de Tiaret.** But : favoriser le développement moral, intellectuel et économique de la Corse ; prêter son appui matériel et moral à tous ses membres actifs et, dans la mesure du possible, aux compatriotes dans le besoin. Siège social : chez le président, Grand Hôtel d'Orient, place Carnot, Tiaret.

13 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Comité de cité des H. L. M. boulevard d'Alprech, le Portel.** But : défense des intérêts des locataires. Siège social : 27, cité H. L. M., boulevard d'Alprech, le Portel (Pas-de-Calais).

14 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Clamecy. **Société communale des chasseurs de Moraches.** But : protection du gibier. Siège social : mairie de Moraches (Nièvre).

18 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Syndicat des chasseurs et propriétaires de Saint-Vincent.** But : défense des intérêts agricoles et cynégétiques de ses membres ; amélioration de la chasse ; protection des récoltes et du gibier. Siège social : salle de Vôte, Saint-Vincent (Aveyron).

18 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Pontivy. **Association d'enseignement libre, d'éducation populaire et de sport « L'Espérance de Guillac ».** But : promouvoir, soutenir les œuvres d'enseignement libre, d'éducation populaire et de sport de Guillac. Siège social : école libre de filles, Guillac (Morbihan).

19 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Dinan. **Les Amis du Linon.** But : location de terrains et bois pour la chasse ; exercice de la chasse sur ces biens par les membres de l'association ; répression du braconnage. Siège social : mairie d'Evran (Côtes-du-Nord).

23 septembre 1957. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Boule atomique.** But : pratique du jeu de boules. Siège social : bar de la Poste, Mondragon.

23 septembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. **Association locale des aides familiales rurales de Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine.** But : aide aux familles. Siège social : mairie de Châteauneuf (Ille-et-Vilaine).

24 septembre 1957. Déclaration à la préfecture des Ardennes. **Union départementale des combattants volontaires de la Résistance des Ardennes.** But : perpétuer le souvenir de la Résistance et des sacrifices consentis par elle ; défendre les droits des combattants volontaires de la Résistance. Siège social : 6, place de la Résistance, Mézières.

27 septembre 1957. Déclaration à la préfecture de police. **Association pour le développement des techniques industrielles.** But : assurer par tous les moyens matériels, pédagogiques et moraux, la formation intellectuelle et professionnelle de techniciens, en particulier par l'ouverture et le fonctionnement de cours professionnels et d'écoles techniques supérieures, notamment l'école supérieure de chimie organique et minérale sise à Paris, 21, rue d'Assas. Siège social : 21, rue d'Assas, Paris.

27 septembre 1957. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Comité du Grand Prix cycliste de Vitré.** But : organisation de compétitions cyclistes sur routes et sur pistes. Siège social : 83, rue de Paris, Vitré.

27 septembre 1957. Déclaration à la préfecture de la Savoie. **Association départementale des membres de la Mutuelle automobile des instituteurs de France (section de Savoie).** But : grouper les adhérents de la Mutuelle automobile des instituteurs de France sur le plan départemental. Siège social : école de Voglans.

1er octobre 1957. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Association des combattants de l'Union française (centre départemental des Alpes-Maritimes).** But : regroupement et défense des combattants des territoires de l'Union française. Siège social : 50 A, rue Gioffrédo, Nice.

1er octobre 1957. Déclaration à la préfecture de la Savoie. **Association des usagers du chauffage urbain du bloc F.** But : coordonner les rapports des usagers avec l'Association chambérienne de distribution de chaleur et autres organismes intéressés à cette question. Siège social : chez M. Morel, 2, rue de Maistre, Chambéry.

### MODIFICATIONS

1er octobre 1957. Déclaration à la préfecture de police. Le **Comité de défense des manèges d'enfants** transfère son siège social du 65, rue des Rigoles, Paris, au 6, rue Germain-Pilon, Paris.

## ASSOCIATIONS ETRANGERES

### AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

11 juin 1957. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture du Var le 6 septembre 1957.) **Association nationale des mutilés et invalides de guerre italiens (section de Toulon et du Var).** But : entraide mutuelle. Siège social : 48, boulevard de Strasbourg, Toulon.

27 août 1957. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 13 septembre 1957.) **Union nationale des officiers de réserve italiens (section de Paris).** But : assistance et lien entre les officiers de réserve italiens résidant en France. Siège social : 17, rue des Marguettes, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.